

69 S 60

Commission de l'Armée⁽¹⁾

(Année 1894)

1 ^{er} Bureau	M. M. Seytral	Alexandre Lefèvre.
2 ^e	de Freycinet	Maduel
3 ^e	Général Billot	Courtès
4 ^e	Le Royer	Berthelot
5 ^e	Cornil	Freret
6 ^e	Bernard	Lion Labbé.
7 ^e	Bardoux	de Verminac
8 ^e	Exénas	Général Japy.
9 ^e	Bénazet	Guyot-Lavaline.

Composition du Bureau.

Président. M. de Freycinet.
Vice Présidents. M. M. Berthelot, Général Japy.
Secrétaires. M. M. Courtès, Freret.

Secrétaire adjoint. M. Ed. Dupré.

Nommée le 21 janvier 1894.

Seance du 26 Janvier.

Présidence de M^r le Colonel Leféras



Sont Présents : M. M. Alexandre Leféras, de Freycinet, Baduel, Général Billot, Courties, Le Royer, Berthelot, Cornil, Fievet, Bernard Léon l'abbé, Bardoux, de Lérinae, Leféras, Général Japy, Bénazet, Guyot-Larabie.

M^r Peytral retenu au Ministère de la Marine à la Commission Mixte extraparlamentaire s'excuse par lettre de ne pouvoir assister à la Seance.

La présidence d'âge est dévolue à M^r le C^{te} Leféras. Il est immédiatement procédé au vote pour le choix d'un président, de deux vice-présidents et de deux Secrétaires.

Nomination du Président.

Résultats du Scrutin : Nombre des Votants : 17
Majorité absolue : 9
ont obtenu :
M^r de Freycinet : 8 voix
M^r le Général Billot : 5 "
M^r le Royer : 4 "

M^r le Président déclare qu'il y a lieu de procéder à un 2^e tour de scrutin.
M^r Le Royer bien que très honoré des suffrages qui se sont portés sur son nom, s'empresse de déclarer à ses collègues qu'il décline toute candidature à la Présidence.

Il est ensuite procédé au second tour de scrutin.

ont obtenu : M^r de Freycinet : 11 voix
M^r le Général Billot : 5 "
M^r Le Royer : 1

En conséquence M^r de Freycinet est élu Président.

M^r. Présidents. Il est ensuite procédé au scrutin de liste pour la nomination de deux vice-Présidents.

ont obtenu : M^r. Berthelot 11 voix.

M^r. le Général Japy 10 voix

en conséquence sont élus vice-présidents M^r. Berthelot & M^r. le Général Japy.

Secrétaires

M^r. Courties et Pervet sont ensuite élus Secrétaires par acclamation.

Le Bureau étant ainsi constitué le fauteuil de la Présidence est occupé par M^r. de Freycinet.

Présidence de M^r. de Freycinet.

M^r. le Président fait observer à ses collègues qu'il y aurait lieu de donner la parole aux représentants des Bureaux, pour leur permettre de rendre compte, s'il y a lieu, du mandat qu'ils ont reçu. Mais en raison de l'heure avancée il présume que ses collègues seront d'avis d'ajourner ce compte rendu à la prochaine réunion de la Commission.

M^r. le Président rappelle ensuite à M^r. M^r. les Commissaires que le Sénat est saisi de deux projets ou propositions de loi intéressant l'armée. L'un sur les Retraites proportionnelles des officiers, l'autre modifiant l'article 23 de la loi du recrutement, ce dernier a déjà fait l'objet de plusieurs délibérations dans le sein de la Commission de l'armée de 1893.

M^r. Berthelot observe que les Membres de la Commission actuelle qui ne faisaient pas partie de la Commission annuelle de 1893 n'ont point pris part à ces débats, par suite la nécessité d'une nou.

cette discussion intégrale semble s'imposer.

M^r le Président partage entièrement cet avis et se propose en conséquence de prier M^r le Président du Sénat de saisir régulièrement la nouvelle Commission des projets de loi qui avaient été renvoyés à l'examen de la Commission de 1893.

M^r Le Royer et M^r le Général Billot estiment qu'une jurisprudence constante permet de considérer la Commission actuelle comme valablement saisie des deux projets de loi en question.

Il n'en est pas ainsi; 1^o dans le cas où une difficulté serait soulevée par la Comm^{on} de 1893, ce qui n'est pas ainsi que le déclare M^r le Général Billot au nom de la Commission qu'il a présidée. 2^o dans le cas où l'état d'avancement des travaux de la Commission de 1893 aurait permis de déposer le Rapport sur les projets visés.

M^r de Freycourt: Dans ces conditions la Commission pourra valablement délibérer et il s'agira de l'assentiment et de l'agrément de M^r le Président du Sénat.

La séance est levée à 2^h 10.

M^r le Président.

Le Secrétaire.

Lucie Freycourt

(2^e Séance)

4

Séance du 19 Janvier.

Présidence de M^r de Freycinet.

Sont présents MM. le Général Billot, Cornil, Bardon, Cérinas, Benazet, A. Lefèvre, Baduel, Berthelot, Prérêt, Lion Labbé, de Verninac, Général Japy, Guyot. L'aspin.

MM. Peytral, Le Royer et Bernard se font excuser.

M^r Dupré, Secrétaire adj^t donne lecture du Procès-Verbal de la précédente séance, il est adopté sans observation.

M^r le Président constate qu'aucune objection n'ayant été soulevée ni par l'ancienne Commission, ni par la Présidence du Sénat, la Commission actuelle hérite et se trouve saisie - ipso facto - des deux projets envoyés à l'examen de la Commission de 1893.

L'un de ces projets a déjà fait l'objet de plusieurs délibérations, mais comme elles ont eu lieu sans la participation d'un certain nombre de membres de la Commission de 1894 il y a lieu de reprendre la discussion, ab ovo.

En outre il semble opportun de demander à M^r le Ministre de la guerre actuel s'il maintient dans son intégralité les dispositions du projet de loi sur les Pensions proportionnelles des Officiers, projet voté par la Chambre et déposé sur le bureau du Sénat par son prédécesseur, ou si, au contraire, il entre dans ses intentions de proposer des modifications de texte. Il est en effet indispensable que la Commission se trouve en présence d'un texte ferme comme base de ses délibérations.

M^r le Général Billot fait une motion dans le même sens en ce qui concerne

la proposition de loi de M^r Cornil, M^r le général Loizillon a fait connaître son sentiment par écrit mais il serait utile de connaître le renseignement sur l'opinion de M^r le général Mercier, nouveau titulaire du portefeuille de la guerre.

Cette motion est adoptée à l'unanimité et M^r le Président prie de vouloir transmettre le vœu de la Commission à M^r le général Mercier en lui demandant de faire connaître le plus tôt possible sa réponse pour permettre à la Commission de se réunir utilement Samedi prochain.

M^r le Général Japy demande la parole sur un fait d'actualité.

Plusieurs journaux ont reproduit les termes d'une protestation inqualifiable adressée de vive voix par M^r le Député Eirier dans l'enceinte du Palais Bourbon aux gardes d'honneur de l'assemblée, chargés de procéder à son expulsion de la salle des délibérations le Samedi 27 Janvier.

Les paroles prononcées à cette occasion par ce Député constituent une insulte à l'armée qui refuse de l'application des lois existantes et devraient, à ce titre être déférées à M^r le Procureur de la République. M^r le général Japy estime qu'une indication dans ce sens donnée par la Commission de l'armée serait d'un grand poids sur les déterminations de M^r le Ministre de la guerre.

Le sentiment de M^r le Président une démarche de cette nature passe la compétence d'une Commission législative qui n'a d'autre mandat que celui de l'examen des projets de lois qui lui sont soumis.

M^r le général Japy peut d'ailleurs s'il le juge convenable user dans cette circonstance de son droit d'interpellation.

M. Guyot-Lavaline pense que la question relève exclusivement du pouvoir exécutif qui a seul la charge de faire exécuter les lois existantes.

L'ordre du jour appelle le compte rendu des observations échangées dans les bureaux lors de l'élection des Membres de la Commission de l'armée.

1^{er} Bureau.

M. Alexandre Lefèvre fait connaître que M^{rs} Peytral et lui-même ont été élus à l'unanimité sans échange de vues au préalable.

2^e Bureau

M^{rs} de Freycinet : après diverses considérations présentées formelles par plusieurs Membres du Bureau, M^{rs} de Freycinet s'est borné à appeler l'attention de ses collègues sur un certain nombre de dispositions de la loi des Cadres, restées en suspens par suite de l'obligation de faire aboutir sans retard les mesures les plus urgentes qui ont fait l'objet d'un projet de loi composé d'articles extraits du projet d'ensemble.

Mais ce n'est là qu'un premier pas dans la voie qu'il y a lieu de suivre pour augmenter encore la solidité de nos forces de réserve, d'autres mesures devront être prises dans le même sens. L'orateur a ensuite indiqué très sommairement, que si le Sénat est saisi d'un projet de loi sur l'avancement, la Commission ne saurait l'étudier avec trop de soins car cette matière soulève les questions les plus délicates et les plus complexes.

M^{rs} Baduel pour sa part a témoigné de son désir de voir l'administration des Subsistances de la guerre

7

se préoccupa davantage de secourir les intérêts des cultivateurs français, tandis qu'au contraire, de nombreux achats sont faits à l'étranger, notamment en ce qui concerne les armoies. Il a signalé de même les excès dans l'alimentation des troupes en viandes de boucherie; au cours des dernières grandes manœuvres, il a été frappé par la vue de troupeaux d'animaux étiques destinés à la nourriture de nos soldats. Comme en matière de fournitures de draps, la coupable industrie de certains spéculateurs pourrait être paralysée par la fixation d'un minimum lors des adjudications. L'orateur exprime l'espoir que ces idées trouveront un echo dans le sein de la Commission.

3^e Bureau.

M^r le Général Billot appartenant au Parlement depuis 23 années et ayant toujours fait partie des Commissions de l'armée a été élu sans discussion, ainsi que M^r Lourties.

4^e Bureau.

M^r Berthelot s'est borné à déclarer qu'il était favorable à toute disposition permettant d'utiliser dans l'armée les talents professionnels empruntés à l'armée civile, comme par exemple les services des médecins.

L'orateur a d'ailleurs été élu sans discussion ainsi que M^r Le Royer.

5^e Bureau.

M^r le D^r Cornil la désignation des Commissaires a été l'occasion d'une longue discussion.

M^r Cornil s'est présenté aux suffrages de ses

collègues comme l'auteur d'une proposition de loi intéressant l'armée et les études médicales, dont il se proposait de soutenir les dispositions dans le sein de la Commission de l'armée.

L'orateur passe ensuite en revue les principaux arguments qui militent en faveur de la proposition de loi. Il ajoute qu'un membre du Bureau ayant demandé ce que M^r Pieret et lui-même pensaient des bruits propagés par certains journaux - le *Matin*, entre autres - sur certaines déficiences que présentait l'organisation de la Défense nationale, il a répondu que des allégations de cette nature lui semblaient fautive en ce qu'elles soulevaient des questions que le public est hors d'état d'apprécier. M^r Cornil s'est d'ailleurs montré disposé à secourir le gouvernement pour maintenir toujours notre armée à la hauteur de celle de nos voisins quels que soient d'ailleurs les sacrifices que l'Allemagne se montre prête à faire pour augmenter encore ses forces militaires.

M^r Pieret - est intervenu dans les débats pour attirer l'attention de ses collègues sur l'importance des relations qui doivent exister, d'après lui, entre le Ministère de la guerre et les grandes Compagnies de Chemins de fer.

Sans contredit, le matériel de nos voies ferrées constitue l'un des éléments importants de la mobilisation; or la grande diversité des modèles employés peut avoir les conséquences les plus funestes à un moment donné, comme les chaînes de ... devraient être établies, autant que possible sur des types uniformes. Aujourd'hui une locomotive de la C^{ie} P. V. M. ne peut être utilisée sur la voie de l'Est. Si le

Le Ministre des Travaux publics est insuffisamment armé vis à vis des grandes Compagnies pour les forcer à entrer dans cette voie. L'orateur estime qu'il n'en est pas ainsi du Ministre de la guerre et son action pourrait être grandement efficace.

6^e Bureau

M. le D^r Labbé fait connaître que M^r Bernard et M. le M^r de Carné ont pris la parole sur diverses questions d'ordre général et aussi sur celle de l'avancement; quant à lui il s'est déclaré partisan déterminé de la proposition de loi de M^r Cornil au succès de laquelle il attache une importance capitale, surtout en se plaçant au point de vue de l'intérêt de l'armée car celui des Hauts Etudes médicales engagé aussi dans la question n'apparaît néanmoins qu'au second plan.

Actuellement on ne tire aucune utilité de la présence des étudiants en médecine sous les drapeaux. On les y dresse au maniement du fusil alors que la conscription de genèse leur interdira le port d'armes lorsqu'ils seront appelés à l'activité.

Après ces rapides observations approuvées par le 6^e Bureau M. le D^r Labbé a été élu à l'unanimité.

7^e Bureau

M. Baudoux et de Lérminac, Membres de l'ancienne Commission ont été nommés par acclamation, sans échange d'observations ou préalable.

M. le Colonel Lèzénat ^{fait connaître} ~~déclare~~ ^{dit} qu'il n'a pris la parole que pour
décliner la candidature.

M. le Président se félicite avec la Commission du peu de succès
réservé à cette déclaration.

M. le Général Japy s'est borné à une allusion à la loi des
Cadres que le Gouvernement a présentée
l'année dernière et que la Commission
de l'armée a votée, à proprement parler,
le couteau sur la gorge, Confiant ainsi
en violation manifeste des principes de
nos institutions m^{rs} des grades sans emploi.
Le Général termine ses courtes observations en
déclarant qu'il fera tous ses efforts pour
mettre à mal une loi qui a d'ailleurs produit
le plus déplorable effet dans l'armée.

9^e Bureau.

M^{re} Benazet Membre de la Commission de l'armée depuis
deux années a fait connaître son opinion
sur les deux projets de loi dont est saisie
la Commission actuelle.

Il est favorable à la proposition de loi de
M^{re} Cornil et au projet sur les pensions
proportionnelles des officiers, ce dernier lui
apparaît comme devant procurer des ressources
précieuses pour l'encadrement de nos forces
de réserve, aussi eut-il désiré que cette loi
fut mise en œuvre et put être jugée sur
ses résultats avant qu'il ne fut passé
à l'examen et surtout au vote de la loi
des Cadres.

M. Gayot. L'oralisme membre de la Commission de l'armée
depuis 6 années a été rélu sans discussion.

La Séance est ensuite levée et la prochaine
réunion essentiellement fixée au Samedi
3 février.

Le Président.

Luc Meyerey

Le Secrétaire.

(3^e)

Séance du 3 février.

Présidence de M. de Freycinet.

Audition du Ministre de la Guerre. Sont présents : M. M. Peytral, A. Vésine,
Retauch du projet de loi sur les pensions proportionnelles des officiers.
avis définitif au regard de la proposition de loi de M. Cornil.
Baduel, G^{al} Billot, Courties, Le Royer,
Berthelot, Cornil, Paret, Bernard,
Lion Vabbe', Bardoux, de Perminac,
Cezenas, G^{al} Japy, Guyot, Casabue.

M. Benazet s'excuse par lettre de ne pouvoir
assister à la Séance.

M. Dupré, Secrétaire adj^t donne lecture du Procès-Verbal
de la précédente Séance ; il est adopté sans
observation.

M. le Président informe ses collègues que conformément
à la décision prise par la Commission
dans la séance du 19 janvier dernier,
M. le Ministre de la guerre a été prié
de vouloir bien faire savoir ; 1^o s'il
maintenant sans modifications le texte
du projet de loi sur les pensions proportionnelles

des officiers, déposé en 1893 sur le bureau du Sénat par son prédecesseur. 2^o quel était son sentiment sur les dispositions de la proposition de loi de M. Cornil.

A ces deux questions M. le Ministre de la guerre a répondu qu'après en avoir entretenu le Conseil des Ministres, il était prêt à venir de sa personne, conférer avec la Commission de l'armée.

Dans ces conditions, rendez vous a été pris pour aujourd'hui même à 3 heures.

A ce moment M. le Ministre est introduit dans la salle de la Commission.

Après avoir remercié M. le Ministre de son empressement à se rendre au vuca de la Commission, M. le Président lui donne la parole sur la question relative au projet de loi sur les pensions proportionnelles des officiers.

M. le Général Mercier, Ministre de la Guerre appelle tout d'abord l'attention de la Commission sur ce fait que le dépôt de ce projet de loi a été primitivement effectué, à une époque où le Parlement n'était pas encore saisi de la loi des cadres, votée l'an passé.

Or cette dernière loi, en augmentant dans une proportion sensible le nombre des officiers destinés à l'encadrement de nos formations de réserve, atteint par une autre voie et dans une mesure suffisante le but que se proposait l'auteur du projet de loi sur les retraites proportionnelles et lui assure ainsi la meilleure part de son efficacité.

On ne saurait d'ailleurs se dissimuler que les officiers désireux de bénéficier d'une retraite anticipée sont en général dans un état de santé qui ne permet pas d'en espérer un concours très utile pour l'armée de réserve. Il est vrai que pour ces mêmes raisons, l'armée active gagnerait à en être débarrassée mais en fait le Ministre a d'autres moyens d'éparation que ceux qui résulteraient de l'adoption du projet de loi. En effet l'inconvénient de maintenir en activité d'officiers déjà fatigués, se manifeste surtout au moment où leur ancienneté appelle les Capitaines à passer au grade d'officiers Supérieurs, car il y a une grande différence entre les qualités de commandement exigibles dans l'un et l'autre grade. Mais à ce moment les Capitaines approchent de trente années de service et pour sa part le Ministre n'hésite pas à provoquer leur mise à la retraite, s'ils ne remplissent pas toutes les conditions désirables ; si même deux ou trois ans sont nécessaires pour leur permettre d'atteindre trente années de service ils sont mis pendant ce laps de temps en non activité.

Enfin les considérations d'ordre budgétaire méritent au plus haut point d'éveiller les scrupules de la Commission.

Il résulterait des calculs qui avaient été établis par les soins du Contrôle et qui figurent aussi dans le Rapport de M. le député Cocheret, que la charge résultant de la mise en œuvre du projet de loi, serait de 400 000 francs dès la première année pour s'élever ensuite par échelons jusqu'à deux millions.

Or cette évaluation est fort au dessous de la réalité un des principaux éléments du calcul exact, celui de l'allongement de service ayant été

négligé. L'expérience démontre que la longévité des hommes qui quittent la carrière après 40 ans de présence dépasse de beaucoup celle des retraités après 30, 35 ou 40 ans de service. Il faudrait de ce chef, doubler le chiffre de la dépense prévue et cela pour un résultat très limité et sans nécessité absolue tandis qu'au contraire et malgré les difficultés budgétaires de l'heure présente, le Ministre sera forcé de demander au Parlement de nouveaux sacrifices impérieusement réclamés par les nécessités de la défense nationale.

M^r le Président: Concluez vous donc au retrait du projet de loi?

M. le Ministre: Je répondrais affirmativement et sans hésitation, d'accord d'ailleurs avec mes collègues du Cabinet, si j'étais en prévaloir de l'assentiment de la Commission 1^{re} de l'armée.

M^r le Président: La Commission s'ous sait le plus grand gré du sentiment de réserve que vous exprimez, mais l'exercice tout naturel et très légitime de votre droit ne saurait à aucun degré exaspérer ses susceptibilités, à fortiori dans le cas actuel, car la question est entière n'ayant encore fait l'objet d'aucune délibération de la Commission.

M. le Général Billot déclare comme Président de l'ancienne Commission que l'opinion émise aujourd'hui par M. le Ministre de la guerre est conforme à celle de M. le Général Loizillon son prédécesseur. C'est éclairé sur ce point, que la Commission de 1893 n'a pas mis le projet à l'ordre du jour de ses délibérations.

En présence de ces déclarations M. le Ministre fait connaître qu'il présentera un décret de retrait du projet de loi sur les pensions proportionnelles des officiers. Le Général est ensuite prié de vouloir bien formuler son avis sur la proposition de loi de M^r Cornil.

M. le Ministre exprime le vif regret de se trouver dans l'obligation d'émettre un avis défavorable à la première proposition de loi émanant de l'initiative d'un membre du Sénat, depuis son entrée au Ministère.

Son opposition à l'adoption de la modification proposée de l'article 23 de la loi de recrutement est basée sur les motifs suivants :

En premier lieu, la proposition de loi a pour objet le rétablissement des sursis d'appel jusqu'à l'âge de 26 ans, en faveur des étudiants en médecine.

Si l'on entre dans cette voie des demandes analogues ne manqueront pas de se produire immédiatement en faveur des autres catégories de dispensés et il deviendra bien difficile de leur opposer une résistance efficace quand les motifs mis en avant, seront fondés sur des raisons toutes aussi légitimes que celles qui sont alléguées au regard des études médicales.

Or la concession des sursis d'appel, qui, dans cette acception, avaient disparu de notre législation militaire, se traduit par une diminution correspondante de l'effectif présent sous les drapeaux ; conséquence des plus regrettables surtout à un moment où l'on constate un déficit de 30 000 hommes dans les rangs de l'armée — provenant de l'affaiblissement des classes 1891 et 1892.

Cependant qu'en Allemagne les Compagnies des

régiments de l'intérieur comptent toutes 150 hommes et celles des régiments de la frontière 170, les nôtres sont à 105 hommes pour l'intérieur et vont encore diminuer par suite de prélèvements indispensables pour renforcer nos régiments de la frontière du Sud et aussi pour alimenter l'armée Coloniale actuellement réduite de 6 à 7 mille hommes.

Pour remédier à une semblable situation, je craigns de me trouver, prochainement, peut-être, dans la nécessité de demander au parlement une augmentation des charges militaires imposées au pays par la loi du 15 juillet 1889 ; ~~précisément dans le~~ Si pour mettre l'administration de la guerre à l'abri des critiques je ~~me suis~~ suis amené à déposer un projet de loi dans ce sens, je ne serais-je pas alors mal venu à demander une aggravation des dispositions de l'article 23, dans le même temps où j'aurais consacré au contraire une diminution de ces mêmes charges ?

En outre, si la question d'exception est posée pour les étudiants en médecine, celle des études ecclésiastiques surgira d'elle-même, n'est-ce pas aller au devant de discussions ardues faites pour raviver des passions en train de se calmer ?

Puis cette proposition de loi, elle aussi, aura des conséquences budgétaires qui doivent attirer l'attention de la Commission.

Les considérations développées dans le projet indiquent que les jeunes docteurs devront être utilisés dans des fonctions médicales pendant leur séjour d'une année sous les drapeaux, apparemment comme médecins auxiliaires, mais sera-t-il

possible de ^{leur}refuser le grade d'officier accordé aux
élèves sortant des Ecoles Polytechnique, Centrale
et Forestière? sera-t-il possible de placer ainsi
dans des conditions d'infériorité ces hommes
âgés de 20 à 27 ans pourvus d'un diplôme
supérieur acquis par cinq années au moins
de hautes études et plus qualifiés, en somme,
au point de vue de leur art que les élèves
sortant de nos grandes Ecoles?

Si comme le croit fermement M. le Ministre
cette conséquence s'impose, elle se traduira par
une augmentation de dépenses de 1 800 000 fr.
^{pour frais, de solde et d'équipement.}
Le général ne conteste pas d'ailleurs que
les mesures proposées offriront certains avan-
tages tant au point de vue des études médicales
qu'à celui de l'intérêt de l'armée, mal-
heureusement elles entraîneront des sacrifices
excessifs surtout à un moment ^{où} l'équilibre
du budget de 1898 est assez menacé pour
faire écarter impitoyablement toutes les dépenses
qui ne sont pas de première et absolue nécessité.

Cet impératif devra s'imposer surtout au
Ministre qui saura se résoudre, dans un délai de
deux mois, à demander des millions pour
la fabrication de canons à tir rapide qu'il
juge indispensable à la défense nationale
mais il y voit une nouvelle raison de se montrer
le plus zélé partisan des économies réalisables
sans compromettre les intérêts qui lui sont confiés.

En résumé M. le Ministre est défavorable à
l'adoption de la proposition de loi de M. Cornil.
1^o à cause de ses conséquences budgétaires éventuelles,
2^o et surtout à cause de la diminution des effectifs
qui en résulterait pour l'infanterie. Il faut craindre
en outre qu'aux étudiants en médecine viennent se
joindre 5 ou six mille jeunes gens provenant des

catégories de dispenses de l'article 23 pour les quels on réclamera la même faveur et cela quand le gouvernement songe précisément à relever nos effectifs par une aggravation des dispositions des ^{articles 23 & 21} ~~de la même loi~~ de la loi du recrutement.

M. le Président donne la parole à M. Cornil qui désire présenter ses objections à l'argumentation de M. le Ministre.

M. le D^r Cornil: M. le Ministre oppose au système de la proposition de loi trois arguments tirés, 1^{er} d'un affaiblissement des effectifs de l'Infanterie; 2^e des réclamations à propos de la part des autres catégories de dispenses; 3^e des conséquences budgétaires de la proposition.

1^{er} point. Sur le premier point je réponds qu'on pourrait soutenir non sans raison qu'en présence d'un déficit de trente mille hommes signalé dans les rangs de l'armée, l'absence de 5 à 6 cents étudiants au plus serait une quantité négligeable, mais il faut remarquer ici que la privation de ces 5 à 600 jeunes soldats, si elle existait réellement, serait largement compensée par l'avantage de procurer à l'armée un au plutôt, une classe entière de médecins. Quant à la diminution des effectifs elle n'est en réalité qu'une trompe l'œil, puisque ces cas de mobilisation tous les étudiants en médecine sans exception, passés dans le service de Santé, ils ne figureraient donc jamais dans les rangs de notre infanterie en temps de guerre.

2^e point: En ce qui concerne l'inconvénient si redouté de susciter les réclamations des élèves ecclésiastiques ou des autres catégories de l'article 23, l'orateur ne croit pas nécessaire de montrer une fois de plus qu'aucune assimilation ne peut être

Faite au regard des étudiants en médecine en se plaçant
au point de vue des services qu'ils sont appelés

3^e point:

à rendre dans l'armée. D'ailleurs, l'armée d'appel étant pour les études médicales
un cadre dans lequel ils ne peuvent pas, en attendant l'époque de leur incorporation,
se consacrer à l'étude de leur science, celle-ci est forcément délaissée. Quant à l'objection d'ordre budgétaire elle est
purement gratuite car la proposition doit indiquer

nettement que les jeunes docteurs accompliront
leur année de service d'abord comme simples
soldats puis, s'il y a lieu, comme sous-officiers
après quelques mois de présence sous les drapeaux.
Il faut donc défalquer de la dépense définitive
la somme qu'ils coûtent actuellement en tant
que soldats et ne tenir compte que de la partie
correspondante au supplément de solde qu'ils
recevraient dans le grade de sous-officiers.

En évaluant ce surcoût de dépense à deux
cent mille francs, ce n'est pas la vérité des faits
et la ressource que procurerait cette économie ne
semble pas devoir subvenir très efficacement
pour parfaire les millions dont on nous a parlé
sous l'achat de canons à tir rapide.

J'ajoute qu'il me paraît même inadmissible
de conférer le grade d'officiers aux jeunes doc-
teurs en question car ce serait leur donner le
pas sur ceux de leurs camarades qui entrent au
sal. de grâce pour suivre la carrière militaire.

En résumé l'orateur persiste à croire que l'immense
avantage de se procurer par le moyen qu'il préconise
des médecins de réserve à la hauteur du rôle qu'ils
auront à remplir en cas de guerre ne peut être
mis en balance avec les très légers inconvénients
signalés par M. le Ministre.

M. Cornil se félicite d'ailleurs de ce que le
général lui-même ne considère pas comme inutiles
les mesures qui font l'objet de la proposition de
loi.

M. Lourtier demande à M. le Ministre si le Service de Santé tel qu'il se trouve actuellement constitué et laissé en dehors de la loi des cadres proposé au vote du Parlement l'année dernière, lui semble en état d'assurer les services aux quels il doit pourvoir.

L'orateur estime pour sa part que l'armée allemande est à ce point de vue très supérieure à l'armée française. En cas de guerre nos formations sanitaires devraient fonctionner sans le concours d'un seul officier de Santé de Carrière.

Dans ces conditions la proposition de loi de M. Cornil sans résoudre la question dans son ensemble présente de moins cet avantage précieux d'augmenter le nombre des médecins aptes à rendre de réels services à l'armée.

Quant à la question budgétaire qui semble préoccuper particulièrement M. le Ministre, dans le système actuel comme dans celui de la proposition de loi, les dépenses sont à peu près équivalentes, mais dans le second cas, au lieu de s'appliquer à un contingent de soldats d'infanterie qui ne figurent jamais dans le rang en cas de guerre, elles s'appliquent à un contingent égal en nombre d'hommes âgés de 16 ans qui grâce à des études médicales complètes, acquises antérieurement, pourraient être utilement préparés au service d'aide-majors pendant leur séjour dans nos régiments.

M. Lefèvre dit qu'il ne nie pas certains avantages de la proposition de loi, mais les observations de M. Lourtier se rapportent plus directement aux dispositions de la loi des cadres.

M^r le Docteur Labbé désire insister sur ce point qu'aucune catégorie de dispensés ne peut être assimilée aux étudiants en médecine, car pour eux seuls l'intégralité du temps qu'ils donnent à leurs études professionnelles, est à proprement parler, entièrement consacrée au service que l'armée attend de leur concours. La santé des militaires et des civils se répare, en effet, par les secours de la même science, et si les progrès de la Chirurgie ont renversé la proportion des pertes qui se chiffraient autrefois par 95 % de blessés, tandis que la science en cause aujourd'hui 98 %, il est permis de dire que le bien supérieur de l'armée exige impérieusement une réforme de régime auquel les étudiants en médecine sont soumis. L'armée est la première intéressée à porter au plus haut point la capacité des médecins et cependant notre loi militaire n'utilise à aucun degré ces précieux éléments ; en les condamnant au maniement du fusil pendant une année entière les études médicales sont sacrifiées et l'armée n'y gagne rien. Par suite elle néglige l'occasion de former nos jeunes médecins à leur service de guerre.

M^r Berthelot demande à M. le Ministre s'il ne serait pas possible par simple voie réglementaire et sans avoir recours à une disposition législative comme sans augmentation de crédits, de verser les étudiants en médecine dans le service de Santé après quatre mois de présence sous les drapeaux. Pendant cette première période ils recevraient l'instruction militaire proprement dite pour les familiariser avec la mesure indispensable au bon fonctionnement de l'armée.

M. le Ministre pense qu'une disposition de cette nature mérite d'être étudiée et semble d'ailleurs au premier abord, d'une réalisation facile, toute fois les étudiants seraient tenus de justifier de leur instruction militaire grâce à un examen.

M. Cornil estime qu'une semblable mesure serait absolument stérile parce qu'à 18 ans, l'étudiant en médecine est encore trop ignorant pour recevoir utilement l'instruction spéciale qui doit en faire un médecin de réserve. "C'est mettre la charrue devant les bœufs."

M. Peytral demande à M. le Ministre si le projet dont lequel il a fait allusion en parlant d'une aggravation éventuelle des charges militaires, serait basé sur une augmentation de la durée du service ou sur une diminution du nombre des dispensés.

M. le Ministre répond que c'est dans cette dernière voie qu'il y aurait lieu de rechercher une solution, c'est à dire dans une diminution du nombre des catégories du service d'un an visés aux articles 21, 23 et peut être celle de l'article 21.

M. le Général Billot En un mot une diminution du nombre des privilèges.

M. Bernard signale ensuite à M. le Ministre ce fait qu'un grand nombre de militaires sont distraits du sang pour être employés à un service étranger à l'armée.

M. le Ministre : répond qu'il tiendra le plus grand compte de cette observation mais le fait qu'on lui signale ne saurait infirmer ce qu'il a dit de la pénurie de nos effectifs dont il n'a parlé qu'au point de vue théorique et non au point de vue des hommes présents sur le terrain de manoeuvre.

M^r le Président remercie ensuite M. le Ministre de la guerre qui se retire.

Après le départ de M. le Ministre, M. le Président déclare ouverte la discussion générale sur la proposition de loi de M^r Cornil, puis qu'il n'y a plus lieu de délibérer sur le projet de loi relatif aux pensions proportionnelles dont le retrait a été annoncé.

M^r Fievet pense qu'il faudrait être fixé sur le point de savoir si dans le système de M^r Cornil les Etudiants en Médecine, devenus Docteurs, devront accomplir leur année de service comme soldats ou en qualité d'officiers, car l'objection d'ordre budgétaire tombe dans le 4^e cas.

M^r le D^r l'abbé: L'expérience faite dans les bataillons alpins répond à cette question; grâce aux sursis d'appel qu'autoriserait le régime du Volontariat, on a pu utiliser très heureusement les services d'étudiants incorporés comme simples soldats mais ayant déjà 3 ou 4 années d'études médicales.

M. le D^r Cornil rappelle l'économie de sa proposition de loi qui consiste à faire servir les jeunes docteurs comme soldats d'abord, puis comme médecins auxiliaires dans les corps de troupe ou dans les hôpitaux au simple grade de caporal ou de sous-officier, puis enfin à le nommer aide-major de réserve au sortir du rég^t. Ils satisfont d'ailleurs à un examen spécial passé devant une commission compétente. Il n'y a là ni difficulté ni surcroît de dépenses.

M^r Berthelot redoute une difficulté dans le rétablissement

du sursis d'appel elle se révélera dans l'application de l'article 24 aux étudiants en médecine qui n'auront pas obtenu à l'âge de 26 ans le diplôme de docteur, les plus grands efforts seront tentés pour les soustraire au service militaire. Non content d'idées, dans un sens se manifeste déjà à l'école de droit, ~~on~~ où l'on ne cache pas l'espérance de voir les licenciés non pourvus du diplôme de docteur en temps utile échappés aux deux années de service complémentaire qu'ils doivent à l'armée.

M. l'abbé

estime qu'en présence d'un texte aussi formel et aussi net que celui de l'article 24 de la loi du recrutement on ne s'expliquant pas la moindre hésitation de la part de l'autorité militaire; les futurs sus de l'école de médecine ou de l'école de droit seront tenus de régler leur dette envers le pays au même titre que les instituteurs qui comptent leur engagement décennal. On ne peut pas raisonner dans l'hypothèse qu'une loi aussi impérative que celle du recrutement ne sera pas appliquée.

M. le général Japy ne croit pas qu'on doive faire grand fond de l'esprit de discipline des jeunes docteurs qui seraient incorporés comme soldats à 26 ou 27 ans - Dûment pénétrés du sentiment de leur valeur professionnelle sanctionnée par un diplôme supérieur, et d'ailleurs particulièrement exercés à la critique fort en honneur dans le milieu médical, ils montreraient quelque répugnance à se plier aux ordres d'un simple caporal.

ou d'un "infirmier de visite".

D'autre part on s'exagère outre mesure l'importance d'une préparation spéciale nécessaire aux médecins militaires pour le rôle qu'ils auront à remplir en campagne. Pendant la guerre de sécession les américains ont improvisé du jour au lendemain des ambulances remarquables.

M. le Colonel Legeras donne une entière adhésion aux paroles du Ministre de la guerre ; en cas de mobilisation les étudiants en médecine, dépourvus de toute instruction militaire seraient non seulement un embarras mais un danger, car ils seraient les seuls entre tous les citoyens français qui ne seraient point passés par le régiment.

M. le Général Billot demande qu'à titre de renseignement pour ceux de ses collègues qui ne faisaient pas partie de la Commission de 1893, il soit donné lecture de la lettre dans laquelle M. le Général Loizillon expose son opinion sur la proposition de loi.

M. le Président ordonne la lecture de ce document dont M. Dupré donne immédiatement communication.

M. le Général Billot constate ensuite que M. le G^{al} Loizillon se montre aussi net dans son opposition que M. le G^{al} Mercier ; l'un et l'autre considèrent la proposition de loi comme nuisible aux intérêts de l'armée, son propre sentiment ne diffère pas du leur, la conviction est entière.

À l'époque des grandes discussions sur la loi de 1889 le service de 3 ans pour tous était accepté comme un dogme. La brillante intervention de M. Berthelot fit admettre de nombreuses exceptions. Aujourd'hui nous

souffrons cruellement de cette série de privilèges accordés à la bourgeoisie & que l'on avait projeté de faire disparaître de nos institutions militaires au même temps que le volontariat d'un an et les 1500 francs.

M. Berthelot proteste contre l'imputation d'avoir été l'instigateur d'une série de privilèges au profit d'une classe de la société.

La critique qui vient d'être formulée contre la loi de 1889 repose sur une erreur, tout au moins sur une confusion entre les articles 21 et 23, et s'il existe une fissure par laquelle s'échappent indûment un trop grand nombre de dispensés, c'est dans l'article 21 qu'il la faut chercher.

Les dispositions de l'article 23 constituent une nécessité sociale, sans elles la France serait bientôt diminuée au point de vue de son développement intellectuel intimement lié à la puissance militaire elle-même.

M. Cornil n'insistera pas sur l'argumentation de M. le G^{al} Loizillon qui fait porter la majeure partie de ses critiques sur des dispositions qui ont été modifiées par l'auteur de la proposition lui-même. Mais il répondra à M. le Général Billot qu'il ne s'agit pas de conférer un privilège aux étudiants en médecine, mais uniquement dans l'intérêt même de l'armée de lui préparer ^{chaque année} toute une classe de médecins auxiliaires instruits.

Quant au sentiment de la Chambre à l'époque des discussions sur la loi de 1889, le service intégral de trois ans, au regard des étudiants en médecine, était si peu regardé comme un

24
17

dogme que les projets votés à cette époque leur accordait le sursis d'appel, n'en exigeait qu'une année de service dans le service de l'armée et les nommait ensuite aide-majors de réserve.

M. Le Royer s'inspire d'une seule considération en présence d'arguments qui de part et d'autre sont graves et sérieux : la situation politique actuelle de l'Europe semble si précaire que le moment n'est pas opportun pour toucher à la loi militaire et raviver certaines discussions. L'Etat de paix où nous sommes mérite presque aussi bien le nom d'état de guerre car s'il se prolonge c'est la ruine. Une solution quelconque interviendra donc dans un avenir sans doute peu éloigné, à ce moment notre législation militaire sera entièrement refondue. Dans ces conditions et non sans regret en présence des arguments donnés en faveur de la proposition de loi M. Le Royer croit devoir se prononcer pour l'ajournement.

M. Peytral déclare partager dans une certaine mesure l'opinion de M. Le Royer sur l'ajournement mais sans lui assigner toutefois un terme aussi indéterminé.

La proposition de M. Cornil pourrait être utilement reprise quand M. le Ministre déposera le projet de loi, auquel il a fait allusion, sur les modifications à introduire dans l'article 23. Cet article soulève en effet de critiques fondées ; l'une de ses conséquences les plus graves c'est que les Colonels éprouvent les plus grandes difficultés pour le recrutement des cadres inférieurs presque tous les jeunes instruits

bénéficiaire du sursis d'un an. Je crois d'ailleurs que cet article doit être modifié en divers sens et en vue de la meilleure appropriation possible de nos ressources en hommes.

M. le Président Après un échange de vues entre M. le général Bissol, M. Lefèvre et M. Labbé propose à la Commission de statuer sur la demande d'ajournement.

Il semble se dégager de nos débats que la principale objection qui sera opposée dans les 2 chambres à la proposition est tirée de l'assimilation que l'on s'efforcera d'établir entre les étudiants en médecine et les ecclésiastiques pour leur faire un traitement identique.

Celle est incontestablement la véritable objection. M. le Ministre n'a pas dissimulé sa préoccupation à cet égard, il ne faut donc pas fermer robusquement les yeux sur une question qui sera fatalement soulevée au cours de la discussion publique et sur laquelle il faut que la Commission prenne parti après mûre réflexion.

M. Peytral Sans aucun doute, M. le Ministre de la guerre devra vivement oter une discussion sur ce terrain.

M. de Freycinet. Personnellement étant autrefois très partisan du sursis d'appel mais il est certain que le sentiment contraire a prévalu, il est d'ailleurs favorable à une améloration de la situation faite aux médecins car il a pu se rendre compte des nombreux services qu'ils auront à rendre.

Il faut bien reconnaître aussi que la thèse de M. Cornil est de beaucoup la plus

justifiée, néanmoins il est à craindre que présentée isolément, à titre d'exception, au régime institué dans l'article 23, la mesure ne rallie point la majorité du Sénat et même dans ce cas elle échouerait dans la Chambre.

M. Courtès croit précisément qu'il serait préférable de saisir le Parlement d'un projet d'ensemble sur la Constitution des Cadres du Service de Santé insuffisants à l'heure actuelle.

La proposition de M. Cornil, bonne en elle-même n'est à vrai dire qu'un des éléments de la question.

M. Bardoux déclare que la conviction ne saurait être ébranlée, toutes les autres considérations disparaissent à ses yeux devant les nécessités de la guerre, or cette éventualité est l'unique base des débats d'une Commission de l'Armée, elle s'impose à tous les consciences et aucun argument étranger à l'intérêt direct de l'Armée ne saurait lui faire contre-poids.

Les immenses pertes subies par les armées de Napoléon tiennent en grande partie à la pénurie des cadres du Corps de Santé militaire qu'il n'a pas réussi à mettre au niveau de ses besoins, aussi en maintes circonstances qu'il serait trop facile de rappeler des milliers de malades et de blessés périssant faute de secours et uniquement par cette cause.

M. Bardoux ne se pose dès lors qu'une seule question : Quelle est l'organisation qui en temps de guerre donnera les meilleurs résultats ?

Puisque tous les médecins seront appelés à soigner

nos soldats il faut leur donner la meilleure préparation possible.

En résumé les inconvénients mis en balance de avantages incontestés du projet ne permettant pas à l'orateur la moindre hésitation.

M. Berthelot serait disposé à se rallier à l'opinion émise par M. Courtès.

En présentant aux suffrages du parlement une loi d'ensemble sur le Service de Santé M^{re} grâce à ce caractère bien défini, il deviendrait possible d'y introduire une disposition spéciale aux Etudiants en Médecine sans porter ombrage aux autres catégories de dispensés.

M. le Président: Un projet de loi de cette nature se justifierait d'autant mieux que le cadre du Service de Santé est absolument insuffisant.

M. Cornil se rallie à la pensée d'englober la proposition de loi dans un projet d'ensemble.

M. Courtès demande alors que la Commission veuille bien surseoir à statuer, en attendant qu'elle sache si M. le Ministre est disposé à traiter la question dans son ensemble car le concours de l'administration est indispensable dans l'élaboration d'un projet de réorganisation complète du Service de Santé M^{re}.

Cette motion est adoptée et la Commission décide que M. Courtès, l'abbé et Cornil feront une démarche personnelle auprès de M. le Ministre de la Guerre, pour

S'entendre orateur à cet égard.

La séance est ensuite levée à 5^h 1/2.

Le Président.

Le Secrétaire.

(4^e)

Séance du Lundi 10 Février

Présidence de M. de Freycinet.

Sont présents M. M. le Général Japy, Le Royer, Général Billot, Bonazet, Bardoux, Ezzenas, A. Lafère, Baduel, de Serminac, Bernard, Cornil, Guyot. Lavaline.

M. Dupré, Secrétaire adj^t donne lecture du procès verbal de la précédente séance.

M. le Président : L'ordre du jour de notre réunion appelle l'examen du Projet de loi modifiant les limites d'âge d'admission des Candidats à l'Ecole polytechnique adopté par la Chambre des Députés et déposé sur le bureau du Sénat, le 9 février 1894 par M. le Général Mercier, Ministre de la guerre.

M. de Freycinet développe ensuite les considérations contenues dans l'exposé des motifs et rappelle les circonstances de fait qui avaient motivé la disposition de la loi du 10 janvier 1890 et comment ces mesures

n'ont plus de raisons d'être à l'heure actuelle.
Le projet de loi ne paraît donc pas devoir
soutenir d'objections.

M. le Général Japy considère que l'admission des candidats à
l'âge de 17 ans constitue encore un privilège,
puisque les années passées à l'école comptant
double, il arrive que les officiers de cette origine
peuvent prendre leur retraite dès l'âge de 45 ans.
En conséquence il serait disposé à reculer la
limite d'âge minima jusqu'à 18 ans.

M. le Président fait observer que la Commission n'est pas
saisie de cette question, et qu'elle devrait faire l'objet
d'une proposition spéciale.

M. Baduel demande si dans l'intérêt du jeune gens il
n'y aurait pas lieu de fixer au 1^{er} juillet
et non au 1^{er} janvier de l'année du concours
l'époque où les candidats devront être âgés de
17 ans au moins et de 18 ans au plus.
Le hasard de la naissance peut en effet faire
perdre une année à certains jeunes gens.

M. le Président fait observer que la date du 1^{er} janvier est
de tradition en cette matière, elle est adoptée
pour les autres écoles ainsi que pour le tirage
au sort, il ne faut pas oublier d'ailleurs
que l'intérêt du jeune gens doit être subordonné
à celui de l'état.

Après un échange de vues entre M. Bernard
et M. Benazet sur les dispositions transitoires
de l'article 3 il est entendu que la
présence sous les drapeaux, obligation pour
certains en ce qui concerne les dispositions, correspond
à l'époque de la promulgation de la loi et

non au 1^{er} janvier de l'année qui suivra celle de cette promulgation.

9^e Commission décide en outre que le Rapport fera mention de cette interprétation pour ne laisser subsister aucune ambiguïté.

M^r de Serrinac est ensuite nommé Rapporteur et le prochain réunion fixée au 16 février pour entendre la lecture du Rapport.

L'Assemblée est ensuite levée.

Le Président.

Le Secrétaire.

(5^e)

Séance du 16 Février 1894.

Présidence de M^r de Freycinet

Sont présents M. M. le Général Japy, Berthelot, Bernard de Serrinac, Lefevre, Baduel, Le Royer, Benazet

M. le Président: L'ordre du jour appelle la lecture du Rapport de M. de Serrinac.

M. de Serrinac donne communication de ce document qui est adopté sans observations.

L'Assemblée est ensuite levée après un échange d'observations entre M. Benazet et plusieurs de ses collègues sur une modification annoncée par la presse au régime de l'Ecole M^{re} de St^e Cyr.

En raison de l'heure avancée, la lecture des
trous-Verbaux des deux précédentes séances
est ajournée à la prochaine réunion.

Le Président.

Le Secrétaire

(6^e)

Séance du 1^{er} Mars 1894.

Présidence de M^r de Fugère.

Tout présents M. M. le Général Japy, Picot Baduel
Guyot-Lavaline, Billot (général) Berthelot, Bardoux,
Berrazet.

M. le Président — L'ordre du jour appelle l'examen de la proposition
de loi de M. M. Demole, Félix Martin, et Dubae
ayant pour objet d'étendre aux fils de femmes divorcées la
dispense accordée aux fils de femmes veuves par l'article 21 de la loi
du 15 juillet 1889 sur le Recrutement de l'Armée. (N^o 9 - Sénat
Session extraordinaire 1893 - 30 Novembre 1893. —)

Cette proposition de loi a été renvoyée à l'examen
de la Commission d'initiative parlementaire (7^e de
1893) et rapportée le 14 Décembre 1893 par M.
Pezet (N^o 89 - Sénat - Session extraordinaire) qui conclut
au renvoi à une commission spéciale.

Dans la séance du 13 mars 1894 le Sénat a adopté
la prise en considération et renvoyé la proposition à
la Commission de l'Armée (au scrutin).

M. le Président rappelle à la collégium que le Sénat
est divisé sur ce point en deux partis presque égaux.
La question a déjà été agitée dans le sein de la
Commission de l'Armée de 1887 chargée de l'élabora-
tion de la loi de Recrutement, les débats de

cesumant ainsi - Séance du 18 ^{juin} 1884.

M^r l'Amiral Jaurès - appelle l'attention de la Commission sur la situation de la femme divorcée. Ne doit-elle pas comme la veuve, conférer la dispense à l'aîné des fils? Sur sa proposition, l'ancienne Commission de l'armée avait introduit dans le corps du § en discussion (art. 17) un membre de phrase ainsi conçu: «ou divorcée lorsque le divorce aura été prononcé à son profit, et que la garde des enfants lui a été confiée».

M^r Eolain - rappelle à ses collègues que la Chambre a repoussé un amendement dans ce sens, dans la crainte d'offrir une sorte de prime au divorce.

M^r Clamageran craint que cet amendement s'il était adopté ne pousse certains époux à une entente pour faire prononcer leur divorce afin de prouver la dispense à leur enfant.

M^r l'Amiral Jaurès - La situation est elle intéressante? Voilà quelle doit être notre principale préoccupation, avant de savoir si la fraude est possible. La collusion que redoute M. Clamageran lui semble improbable, les tribunaux, d'ailleurs, ne s'y prêteraient pas. Enfin il semble difficile de se dispenser d'examiner la consuetude légale d'une loi qui fait maintenant partie de notre Code.

M. Eolain - La femme qui pour des raisons de conscience s'en tient à la séparation, sans aller jusqu'au divorce, est dans une situation tout aussi intéressante que la femme divorcée.

Est ensuite procédé au vote sur le § additionnel proposé par M. l'Amiral Jaurès.

Le § additionnel n'est pas adopté.

M. le Président déclare la discussion générale ouverte.

M. Bardoux se déclare opposé à la proposition de loi pour des raisons d'organisation militaire comme au point de vue du droit. Il n'y a pas lieu d'augmenter encore le nombre des dispensés de

droit quand M. le Ministre de la guerre se plaint de la
pénurie d'hommes du service de trois ans.

Quant au point de vue du Code civil et de
nombreuses hypothèses à examiner tandis que la
proposition de loi ne fait aucune réserve.

Accordez-les le bénéfice de la dispense au fils de
la femme contre laquelle aurait été prononcé le
divorce ? enfin le argument relatif à la collusion,
la femme au divorce etc.

Pour toutes ces raisons M. Bardoux est opposé à la
proposition de M. Demôle.

M. Barthelot se demande s'il n'y aurait pas lieu de se préoccuper
du cas de la femme divorcée, non remariée et dont
l'époux divorcé meurt, dans cette hypothèse la
femme divorcée se trouve dans la même situation
que la veuve.

M. le Général Billot est opposé à la proposition de loi, il craint
la collusion et d'ailleurs si l'article 21 doit être
remanié mieux vaudrait le faire insérer comme
c'est à dire n'accorder aux fils de veuve que
la dispense éventuelle organisée par l'article 22.

M. le Président fait observer que la Commission de l'armée ne saurait
trancher une question sur laquelle le Sénat tout
entier s'est divisé, sans entendre au préalable
les auteurs de la proposition, puis M. le Ministre
de la guerre et enfin le Garde des Sceaux.

Puis le Sénat est alla velle de se séparer, la Commission
sans doute d'avis d'apporter ces modifications
à la rentrée de Valence de Tâgum.

Cette motion est adoptée à l'unanimité à la séance
finie à 2 heures 1/4.

Le Président.

(7^e)

Séance du 18 avril 1894.

Présidence de M^r de Freycinet.

Sont présents M. M. le Général Billot, Bardoux, Cépinais, Le Royer, de Lermiac, Lefèvre, Guyot-Lavaline, Perret, Général Japy - D^r d'abbé.
M^r Benazet se fait excuser.

M^r Dupré donne lecture du procès verbal de la précédente séance qui est adopté sans observations.

M^r le Président rappelle à ses collègues que l'ordre du jour consiste dans l'audition de M^r Demole auteur de la proposition de loi portant modification de l'art. 81 de la loi du Recrutement.

M^r Demole est ensuite introduit dans le sein de la Commission et invité à prendre la parole.

M^r Demole fera d'abord connaître dans quelle circonstance particulière il a été amené à se préoccuper de la situation de la femme divorcée au regard de l'article 81 de la loi du 18 juillet 1889, relatif aux dispensés de droit.

Une pauvre femme, d'ailleurs irréprochable à tous égards est venue lui exposer les faits suivants: Mère de deux enfants, fruits d'un premier mariage, elle devint veuve; puis contracta un second mariage qui fut dissous par le divorce.

Quand son fils aîné eut atteint l'âge de la conscription, il fit valoir sa situation de fils de veuve pour obtenir la dispense au titre de l'article 81, mais le conseil de révision n'admit pas ce moyen et le jeune homme fut incorporé pour trois ans.

M^r Demole surpris de cette décision, saisit alors le Ministre de la guerre de la question.

Ce dernier lui répondit qu'aux termes d'un arrêt

du Conseil d'Etat en date du 16 Décembre 1891 :
 bien que le second mariage ait été dissous par le
 divorce, la mère aujourd'hui divorcée ne pourrait
 être considérée comme actuellement veuve. Or
 l'article 11 contient la disposition suivante :

En temps de paix, après une ou deux années sous les
 drapeaux, sont envoyés en congé dans leurs foyers,
 sur leur demande de : 1° ... 2° le fils unique
 ou l'ami du fils, ou le défunt du fils ou le gendre, le
 petit fils unique ou l'ami des petits-fils d'une femme
actuellement veuve

Pour la Ministre de la Guerre ~~elle~~ l'arrêt du Conseil d'Etat
 fait jurisprudence définitive ; au sentiment de M. Demole
 elle ne saurait pas à l'abri de toutes critiques, on
 pourrait peut-être soutenir qu'il doit que le 2^e ma-
 riage se trouvant annulé par le divorce, la situation
 de femme veuve subsiste bien que le second mari
 soit encore vivant.

En outre le Conseil d'Etat n'a pas pu ignorer que
 la expression de la loi « actuellement veuve » qu'il
 reproduit dans son arrêt, tirant leur raison d'être
 d'une disposition subséquente du même article visant
 la dispense pour les quels le motif d'exemption ne
 s'est produit que postérieurement soit à la décision
 du Conseil de révision soit à leur incorporation.

Dans l'espèce citée par M. Demole le divorce a
 été prononcé à la requête de la femme, aussi il estime
 que la solution intervenue blesse les sentiments de
 justice et d'équité, il pense qu'aucune constatation
 sérieuse ne saurait lui être opposée.

M. le Président fait observer à l'orateur que la conception de la
 proposition de loi est beaucoup plus large car
 elle ne contient aucune distinction selon que
 le divorce a été prononcé en faveur de la
 femme ou contre elle.

M. Demôle explique que jusqu'ici il n'a fait qu'indiquer dans quelle circonstance particulière il a été amené à se préoccuper de la question, mais l'envisageant ensuite à un point de vue plus élevé et en dehors des contingences de fait il s'est demandé sur quelle base fondamentale la législation avait édifié les dispositions de l'article 11.

Les débats parlementaires soulevés par la discussion de la loi du 19 juillet 1889 ont mis deux théories en présence.

L'une qui a trouvé son expression dans l'organisation des dispenses conditionnelles instituées par l'article 11. L'autre éloquemment soutenue par M. Ribot à la Chambre et avant lui par Gambetta, s'est traduite, comme dans la législation antérieure par le maintien des dispenses de droit, considérées comme une nécessité sociale. Cette dernière a prévalu devant le Sénat.

Si donc le but de la loi, n'est autre que la protection non seulement matérielle mais morale de la famille toute entière; Si la législation n'a édicté les dispenses de droit qu'en considérant l'être moral; Si elle a voulu placer auprès de la veuve son fils aimé insenti comme on l'a dit d'une magistrature précieuse de chef de famille, pourquoi priver du même appui la femme divorcée?

L'orateur ne se dissimule pas qu'il trouverait peu d'écho auprès d'adversaires déterminés de l'institution du divorce mais ces préoccupations confessionnelles n'existent pas dans l'esprit des sénateurs français tandis qu'elles ont fait échouer devant le parlement Belge la proposition du droit de vote plural qui appartient au vœuf et que l'on voulait étendre à l'homme divorcé.

Le divorce est un mal, disent-ils, il ne faut donc rien faire pour l'encourager, les partisans du projet répondent : non - c'est un remède nécessaire à un mal pressant.

Si comme l'orateur ne saurait en douter, le parlement
français est étranger aux préoccupations d'ordre confes-
sionnel, il est permis de demander ce doit pour
quelles raisons la femme divorcée se voit placée
dans une situation inférieure à celle de la femme
liée. Dans les deux cas le mari a disparu.
Que si l'objection sur le mari divorcé reste
astruente à la dette alimentaire s'il a des fortune,
il suffira de rappeler que la question est plus
haute et que le rôle du fils aîné, l'homme par
l'article 81 auprès de sa mère a pour mission
de remplacer le chef de famille non par seulement
s'occuper de la substance mais surtout par
à sauvegarder la paternité commune : biens, honneur,
réputation.

Il est à examiner le cas de la femme qui
a vu prononcer le divorce contre elle et confie la
garde des enfants au mari.

La femme coupable va donc, dit-on, bénéficier de
sa propre faute ?

J'y répondrai : oui ; même dans ce cas il faut aller
jusqu'au bout du principe, si on plus, c'est dans
cette hypothèse surtout que la protection est plus
nécessaire, dans l'intérêt de la collectivité humaine
il faut à cette femme isolée aux entraînements
un protecteur, il faut placer auprès d'elle l'uni-
forme protectrice de nos vies.

Quant à l'argument relatif aux craintes de
collisions, l'orateur ne s'y arrête pas, car les
magistrats ne sauront s'y prêter et les exemples
de cette nature ne pouvant être qu'extrêmement
rares.

Enfin sur interrogations de M. Bardon, M.
Dinh Dulau qu'il a volontairement laissé en dehors
des propriétés de loi la question des enfants
naturels, placés par leur situation même hors
de la famille régulièrement constituée.

Après ces explications M. Demole se retire.

M^r Bardoux soit dans l'argumentation de M. Demole non pas de solides raisons de nature à modifier son opinion sur la proposition de loi mais uniquement une habile plaidoirie.

On ne saurait contester qu'en votant le principe des dépenses de droit le parlement s'est surtout préoccupé de la difficulté pratique d'exercer un bon choix dans la détermination des véritables droits de la dépense; il a redouté l'arbitraire et les influences électorales.

D'autre part les chances de collusion ne peuvent être niées.

Enfin le divorce laisse subsister la dette alimentaire c'est là un élément considérable de dépenses.

Quant à l'insuccès d'étendre encore les cas de dépenses quand précisément il faut au contraire se préoccuper d'augmenter nos effectifs M. Demole s'est bien gardé d'insister sur ce point.

Dans ces conditions M. Bardoux reste disposé à l'adoption de la proposition de loi.

M. le Président après avoir consulté les collègues met au vote la proposition.

Elle est repoussée à l'unanimité des membres présents.

Après un échange d'observations il est convenu que le Rapporteur se mettra en rapport avec M. le Ministre de la guerre et M. le Ministre de la justice avant d'arrêter le texte des deux rapports.

M^r Bardoux est nommé Rapporteur par acclamation.

M. Pierck estime que la doctrine développée par M. Bardoux en regard aux raisons qui ont déterminé le parla-

ment à maintenir la disposition de l'art. 41 actuel
doit trouver place dans son rapport, car toute
l'argumentation de M. Demole est basée sur
une thèse contraire.

Cette motion est adoptée.

La séance est ensuite levée.

Le Secrétaire.

Le Président.

(8^e)

Séance du 17 Mai

Présidence de M^r de Freycinet.

Sont présents M. M. Cornil, Bardoux, Teyssie,
Le Royer, Général Japy, de Serrinac, Louis
Peytral.

M. Bardoux donne lecture de son rapport sur
la proposition de loi de M. Demole.

Il est adopté à l'unanimité des membres présents.

La séance est ensuite levée.

Le Président.

Le Secrétaire.

9^e

Séance du 7 Juin.

Présidence de M^r de Freycinet.

Sont présents M. M. le Général Japy, Berthelot,

Céronas, Lefèvre, Perrot, Labbé, Guyot-Vasatine,
Le Royer.

La séance est ouverte à 2 heures.

M. le Président informe ses collègues que la Commission de la Marine a cru devoir communiquer à la Commission de l'Armée un mémoire, émanant de M. Bizot de Fontenay, et relatif à l'insuffisance des moyens de défense, tant fixes que mobiles, de la Corse.

Ce document a été remis directement à la Com^{on} de la Marine, qui en a délibéré, et a même entendu les explications de M. le Ministre de la Marine à cet égard, mais la Commission ayant reconnu que la question, au caractère mixte, c.à.d. intéressant au même titre les Départ^{ts} de la Guerre et de la Marine, il a été décidé que une copie du mémoire serait adressée à la Commission de l'Armée.

M. le Président déclare, qu'à son sentiment personnel, la Commission de l'Armée ne peut délibérer utilement sur un texte dont elle n'est pas régulièrement saisie, et estime dans ces conditions qu'il y a lieu de transmettre le mémoire en question à M. le Ministre de la Guerre en ajoutant que l'objet qu'il traite excelle sans aucun doute toute sa sollicitude.

Cette opinion est partagée par tous les membres présents et M. le Président prie de vouloir bien la charger de la transmettre.

M. le Président donne ensuite lecture d'une lettre de M. le Ministre de la Guerre, en date du 5 Juin, dans laquelle il sollicite de la Commission un prompt examen du projet de loi relatif aux Pontonniers.

M. le Président ajoute que M. le Général Marcis a écrit de son côté auprès de lui afin que la solution intervienne avant l'époque des

manoeuvres.

Il est ensuite décidé que la Commission se réunira Samedi 9 Juin à 2 heures et que la question de la guerre sera entendue à 4 heures.

La séance est ensuite levée à 2^h 3/4.

Le Président

Le Secrétaire.

(16^e)

Séance du 9 Juin 1894.

Présidence de M^r de Freycinet

Sont présents M. M. Lacaze-Laplague (nommé membre de la Commission en rempl^t de M. Courties n^e Ministre de Com^m), Cézennas, Baduel, Général Japy, Benazet, Bernard, Le Royer, Bardoux.

M. le Président L'ordre du jour appelle l'examen du projet de loi relatif à la suppression des 2 Reg^{ts} de Tontonniers.

M. le Général Japy développe un contre projet dont les principales dispositions ont pour objet d'assurer le service des équipages de ponts par le génie, en conservant le premier Reg^t de Tontonniers stationné à Arignac et qui prendrait la dénomination de Régiment des Sapeurs - Tontonniers.

Le 2^e Reg^t actuellement stationné à Augers, serait supprimé et servirait à créer 14 Batteries montées. Il serait créé dans l'arme du génie :

48

1^o L'Etat major, le petit état major et la section hors rang d'un nouveau régiment du génie qui serait constitué à Angers avec des bataillons de sapeurs mineurs déjà existants.

2^o Deux nouvelles Compagnies de Sapeurs. Conducteurs, destinées l'une au nouveau régiment d'Angers l'autre au régiment de Sapeurs. Pontonniers.

On réaliserait ainsi l'amélioration et la simplification du service des ponts en confiant ce service à une seule arme, le génie déjà chargé de tout ce qui concerne l'entretien, l'ouverture ou la destruction des communications et en débarrassant l'artillerie d'un service, à ses yeux secondaires, que la plupart de ses officiers n'acceptent qu'à contre cœur et qui les détourne du cours normal de leurs études.

Grâce au maintien du régiment d'Angers, on utiliserait une excellente école d'instruction pratique pour les manœuvres de pontage et un personnel exercé de longue date et aimant la spécialité.

La création des 14 batteries montées dues à la suppression du 1^{er} Pontonniers permettrait de réaliser un grand progrès dans l'organisation de notre artillerie : la séparation de l'artillerie de campagne proprement dite et de l'artillerie à cheval affectée aux divisions de cavalerie indépendante. On réduirait à deux le nombre de trois batteries attachées aux 7 divisions de cavalerie indépendante et ces 14 batteries à cheval seraient réparties dans les régiments d'où elle sont détachées par les 14 batteries montées de nouvelle formation.

Le plan est d'ailleurs très riche en troupes d'artillerie et le Général exprime le regret que les ressources de l'artillerie de marine ne soient pas mieux utilisées sans doute à cause de la dualité qui met si souvent en lutte les deux départements de la Guerre et de la Marine.

Enfin la spécialisation des pontonniers s'impose dans ce pays où le recrutement offre un nombre très restreint de bateliers, on ne saurait donc alléguer à cet égard ce qui se passe en Allemagne où la batellerie au contraire présente des ressources considérables.

M. Benazet se propose de poser un certain nombre de questions à M. le Ministre de la guerre car il se préoccupe de la méthode qui sera adoptée pour l'instruction des 19 Compagnies du génie au point de vue des exercices de pontage il résulte en effet, des déclarations apportées à la tribune de la chambre que toutes les C^os devraient être mises en état de faire un pont; si tous ces unités devaient venir à tour de rôle s'exercer à Orignoz et à Augers il semble qu'une grande perte de temps et d'argent doit en résulter.

Il y aurait intérêt aussi à interroger M. le Ministre sur les moyens qu'il compte employer pour mettre à la disposition du génie les ateliers nécessaires ne faut-il pas aussi s'occuper annuellement de roulement.

Enfin à quelle arme appartient la garde et l'entretien du matériel; n'est-il pas à craindre que l'artillerie ne s'en désintéresse et n'y ait tel ou tel une source de conflits.

M. le Président après avoir résumé les débats et récapitulé les questions a posé à M. le Ministre propose à ses collègues de suspendre un moment la séance en attendant M. le Ministre de la guerre comme pour 4 heures.

Cette motion est adoptée et la séance suspendue à 3 h 1/2.

La séance est reprise à 4 heures et M. le Ministre de la guerre introduit dans le sein de la Commission.

M. le Président prie M. le Ministre de vouloir bien éclairer la Commission sur les conséquences budgétaires du projet de loi.

M. le Général Mercier, Ministre de la guerre ; aux termes du projet de loi qui spécifie que les officiers supérieurs nécessaires seront pris sur les états majors particuliers existants, la formation des 18 batteries nouvelles ne comporte en officiers que la création de

18 lieutenants à 2829^f : 51.828^f

Le nombre des lieutenants à créer qui est de 28 se trouve réduit à 18 par la prévision de 10 lieutenants sur les C^{1^{ers}} d'escadrons. Quand ces C^{1^{ers}} atteignent un effectif de 300^h la loi autorise un 3^e lieutenant. J'ai donné des ordres pour que les effectifs de 10 C^{1^{ers}} fussent ramenés à 200^h ce qui me permet de leur prendre 10 lieutenants. mais comme il faut les monter le nombre des chevaux à créer est de 28 à 707^f l'un. soit. 19.796^f

Comme d'ores et déjà le contingent entier est incorporé je n'ai à tenir compte en ce qui concerne la "Groupe" que de la différence des soldes du soldat à pied et du soldat à cheval. (1206 hommes) soit : 54.109^f

Les nouvelles formations exigent en outre la création de 394 chevaux à 654^f : 257.876^f

(M. le Ministre se réserve de justifier un peu plus tard ce chiffre de 394 chevaux afin de ne pas nuire à la clarté de son exposition.)

Donc : Total pour l'artillerie 383.403^f

(Génie)

Quant aux deux nouveaux régiments de génie, ils exigent la création de 8 lieutenants:

4 pour les 2 nouvelles C^{ies} de sapeurs - conducteurs et en outre pour les autres des 2 reg^s 1 lieutenant adj^t au trésorier et 1 lieutenant: porte-drapeau.

D'où 8 lieutenants à 2.718^f. 21 720

En ce qui concerne la troupe: Différence de sold. entre le soldat apide et le grade pour les différences de chiffres résultant des nouvelles formations. 11560^f

Habillage: 130^h à 30^f = 4140^f } 15700

En outre p^r: chacun de 2 reg^s: frais de service du Colonel 1292

frais de bureau . . . 4571

mat^{er} de habillement . . 9120

mat^{er} de écoles . . . 2100

18063^f x 2 = 36 126

Enfin comme sur les 8 lieutenants, 4 sont montés

et faut ajouter 4 chevaux à 707^f = 2 828

Total pour le génie: 76.374.

Si nous y ajoutons le total pour l'artillerie: 383.403

Nous trouvons p^r: le Total général annuel: 459.777.

De ce total général M. le Ministre estime qu'il y a lieu de retrancher 58.614

provenant des économies qui seront réalisées

sur les frais de route des hommes du Contingent au moment de leur incorporation.

La répartition des hommes affectés à l'armée de

génie sera moins onéreuse puisque les distances

à leur faire parcourir seront moindres, puisqu'

au lieu de 4 garnisons seulement il y aura 6

Centres répartis sur la surface du territoire.

On peut donc en définitive évaluer

les conséquences financières annuelles du projet à 400 000.

M. le Ministre explique ensuite par quels moyens il arrive à réduire au chiffre de 400 environ le nombre des chevaux nécessaires pour les nouvelles formations.

Nécessaire en chevaux :

Chevaux d'officiers (28 lieutenants) : 28 Chevaux
28 Batteries montées à 54 chevaux = 1512 90
Total = 1540 ch.

1^{re} Je prends à chacune des divisions de cavalerie ind^épendante une de leurs Batteries, elles en conservent deux comme en Allemagne et ces 7 Batteries à cheval je les transforme en Batteries montées ce qui me laisse disponibles 703 ch.

Il nous restera encore 50 batteries à cheval, tandis que l'Allemagne n'en a que 47.

2^{de} Il y a 60 chevaux détachés des 9^{es} et 18^{es} Corps pour dragons et à arçon, et ces animaux deviennent disponibles, soit 60 ch.

3^{de} Enfin dans chaque Batterie montée je supprime 1 cheval, celui du brigadier four^{re} :
Soit pour 328 Batteries montées existantes : 328 ch.
et pour 28 Batteries à crin 28 ch.
au total : 1.116 ch.

à déduire de 1540, reste : 424 chevaux

Passons au génie : Si le nombre légal des chevaux de génie, aux termes de la loi de 1878 est de 486 et est en réalité d'après les effectifs budgétaires de 720, dont il faut retrancher 88 du 5^{es} Rég^t du génie, reste : 632 chevaux.

L'effectif légal étant de 588 d'après la nouvelle loi, on voit qu'il n'y aura rien à ajouter pour le génie, on peut même retrancher de ce fait une trentaine de chevaux ce qui ramène bien le compte à 400 chevaux d'augmentation.

Nota. M. le Ministre fait observer qu'il n'a pas tenu

Compte dans les calculs des chevaux détachés en Algérie et en Tunisie :

Effectif budgétaire actuel : 720 en France dont 88 du 5^e Rég^t = 632 ch
288 en Algérie
136 Tunisie.

Il ya 140 chevaux détachés en France ; Reste : 632 - 140 = 492
dans les quatre garnisons non compris ceux du 5^e Rég^t

Loi de 1878 { 31 grades
114 chevaux de troupe

Loi actuelle { 16 grades
98 chevaux de troupe

Loi de 1878 ; produit par 4 { 124 grades
486 chevaux

Loi actuelle ; produit par 6 { 96 grades
588 chevaux de troupe

Projet de Loi de 1887 : $19 \times 70 = 1330$ chevaux.

M. le Président demande à M. le Ministre si dans ces conditions et avec les ressources indiquées il est certain de pouvoir assurer le service

M. le Ministre répond affirmativement.

M. le Président prie ensuite M. le Ministre de vouloir bien expliquer à la Commission le fonctionnement de la nouvelle organisation du service des Ponts et plus spécialement au point de vue de l'instruction.

M. le Ministre, à cet égard et j'insiste sur ce point le projet de loi me laisse toute latitude ; Si la pratique révèle des inconvénients dans la méthode que je compte suivre, rien n'empêchera mes successeurs de la modifier, de la changer et même de revenir au système de deux régiments spécialisés dans le service des Ponts. Mais ce que je désire, et

51

avec le Comité du génie ainsi que le Conseil Supérieur de la Guerre consultés sur ce point, c'est que tous les hommes soient exercés à la manœuvre des bateaux, car il faut que dans un corps d'armée, les quatre compagnies du génie qui ne font partie puissent concourir au lancement d'un pont, si cela est nécessaire. Seulement il y a dans chaque bataillon une Compagnie qui sera plus spécialement instruite au service des ponts; ainsi au lieu de recruter par exemple 20 spécialistes du recrutement, elle en recrute 40 ou cinquante; elle se trouvera alors dans les meilleures conditions, les autres n'étant destinés qu'à lui donner un concours supplémentaire, le jour où il descendrait nécessaire.

Nous avons actuellement deux cours d'eau seulement le Rhone et la Maine sur lesquels sont faites des écoles de pontage, nous en aurons deux de plus avec l'organisation nouvelle. A Grenoble l'Isère, qui coule en volume d'eau considérable avec un courant très rapide pourra servir à faire d'excellents exercices de ponts; et il y a en outre la Seine sur laquelle nous pourrions aussi faire venir des détachements de Versailles et de temps en temps des détachements d'Arras. Nous essayerons tous les ans, nos pontonniers faire des écoles à feu; et bien l'argent que nous employons au déplacement de ces pontonniers pour des écoles à feu, nous l'utiliserons désormais pour envoyer un certain nombre de compagnies de génie — principalement les 3^{es} — faire des écoles de pontage soit à Arignon soit en d'autres points où il y aura des C^{ts} du génie installés tout exprès. Par conséquent, je crois

que l'instruction se donnera tout aussi complètement et tout aussi bien dans le génie qu'actuellement dans l'artillerie.

Les choses ne se passent pas autrement en Allemagne. Les pontonniers sont exercés à peu près tous les ans et pendant une période de trois semaines sur les grands fleuves, le Rhin, le Weser, l'oder ou la Vistule.

M. le Président Les 3^{es} C^{es} recevront-elles une instruction supérieure à celle des autres C^{es} ?

M. le Ministre Cette instruction se trouvera facilitée par ce fait qu'elle sera fournie, ainsi que je l'ai dit, d'un plus grand nombre de spécialistes puisés dans le recrutement.

M. le Président Toutes les résidences s'y prêtent-elles ?

M. le Ministre Seul l'instruction de batelier exige de grands cours d'eau, on y pourvoira par les déplacements et exercices que j'ai indiqués.

M. le Général Japy Pour permettre d'enseigner aux Sapeurs du génie (Contre-projet) le service de la batellerie il faut pouvoir disposer d'un cours d'eau dont le régime ressemble à celui des fleuves sur les bords desquels les hasards de la guerre future nous amèneront. Le Rhin par exemple, qui est notre véritable objet. Or en France, un seul fleuve répond à ces conditions, c'est le Rhône, animé d'un courant de 3,50 par seconde.

Je demanderais donc le maintien à Avignon du régiment de Pontonniers, qui s'y trouve et la spécialisation de ce régiment à la construction des ponts de batiaux, malgré son rattachement à l'arme du génie.

Le Rég^t de Pontonniers d'Angers, serait supprimé et son personnel recueilli à l'artillerie pour servir à la constitution de nouvelles batteries de

Campagne.

Comme les nécessités de la mobilisation réclament 18 Compagnies de pontonniers, le cadre des officiers des 14 Compagnies du Régiment Cousseré, serait doublé de la façon suivante : tout l'état-major du Régiment serait cousseré tel qu'il existe ; au fur et à mesure des promotions ou des retraites, les officiers qui le composent seraient remplacés par des officiers de l'arme du génie ; dans chaque Compagnie, les Capitaines en second actuels, presque tous détachés dans des établissements de l'artillerie, seraient rendus à leur arme, et remplacés par des Capitaines du génie ; deux Lieutenants du génie seraient de même placés à chaque C^{ie} en sus des deux Lieutenants de pontonniers qui s'y trouvent déjà.

Les officiers du génie seraient ainsi leur instruction pratique spéciale dans de bonnes conditions, sans que la période de transition produise des lacunes fâcheuses, et les 14 C^{ies} d'Orignoz, ayant ainsi en temps de paix 6 officiers chacune pourraient se dédoubler facilement au temps de guerre avec l'adjonction des réservistes pour servir les 18 équipages reconnus nécessaires.

M. le Ministre

Si la mise en œuvre de la méthode que je préconise ne répondait pas, après expérience à mes espérances et sera très facile d'entrer dans la voie que vous indiquez, le projet de loi relatif à de simples décrets la répartition des bataillons, et laisse donc au Ministre la faculté de réunir 4 bataillons pour constituer un Régiment à Orignoz.

M. le Général Japy

estime qu'il serait très suffisant d'augmenter notre artillerie de 14 batteries au lieu de 18 ; l'ampleur

le développement exigé que l'on donne à cette arme ne se fait qu'aux dépens de l'infanterie et la décourage.

M. le Ministre déclare que son devoir est de tenir grand compte de ce qui se passe à l'étranger, surtout en Allemagne. Il est le premier à apprécier la juste valeur de rôle de l'arme qui a mérité le nom de Reine des batailles et il s'efforce d'augmenter ses effectifs; si les régiments de l'intérieur n'ont eu ce moment que 110 hommes par C^{ie} c'est qu'ils ont dû subir d'énormes prélèvements pour porter à 178 hommes le C^{ie} de nos régiments d'outre-mer.

D'autre part les deux derniers ans, correspondant aux années de la guerre de 1870-71, ont donné une moins-value de 38 000 hommes, mais cette situation n'est heureusement que transitoire.

M. le Ministre a pu renoncer à la création de deux régiments de cavalerie au commencement de la présente année, mais il croit fermement à la nécessité absolue de la création des 28 nouvelles batteries. Il faut à tout prix que notre artillerie soit à la hauteur de l'artillerie allemande.

Voici les chiffres:

En Allemagne 47 batteries à cheval
453 batteries montées

500

En France on comptait 628 batteries nouvelles.

50 batteries à cheval
434 batteries montées

484

Notre infériorité (de 16 batt^{ies}) ne se traduit pas d'ailleurs comme nombre de canons, car la mobilisation permet de former des batteries de réserve qui rétablissent l'équilibre, mais ces dernières auront des cadres vides et l'ambition du ministre serait de constituer toutes les batteries de première

ligne avec $\frac{2}{3}$ d'anciens soldats
 et $\frac{1}{3}$ de réservistes
 et pour les batteries de seconde ligne :
 1 section d'anciens soldats
 et 2 sections de réservistes.

Etant donné les conditions dans les quelle l'ennemi
 la prochaine guerre on ne saurait donner trop
 d'attention à l'artillerie.

Si au début des opérations l'artillerie ennemie se
 montrant supérieure à la nôtre, l'issue de toute
 la campagne se trouverait compromise, nos
 jeunes troupes montreraient peut être quelque
 hésitation lors des premiers chocs, c'est un
 sentiment presque inévitable pour ceux qui
 marchent au feu pour la première fois, c'est
 le rôle de l'artillerie de leur inspirer le sentiment
 de la confiance.

M. le Président En ce qui concerne les atelages des équipages en temps
 de paix, les exercices de roulement, la garde et l'entretien
 du matériel. Comment procédez vous ?

M. le Ministre répond qu'à ces divers points de vue les choses se
 passeront dans l'avenir exactement comme par
 le passé.

M. le Président remercie ensuite M. le Ministre des intéressantes
 communications ; au son adjonction il profite de
 la présence pour appeler son attention sur une
 proposition de loi déposée sur le bureau du
 Sénat par M. le Docteur Labbe' dans la séance
 du 10 mai 1894 et tendant à modifier l'article 44
 de la loi du 15 juillet 1889 sur le Recrutement de l'armée
 en ce qui touche la obligation militaire des étudiants en
 médecine.

Il s'agit en définitive de reculer d'une année

la limite d'âge pour l'obtention du diplôme de Docteur, fixé actuellement à 26 ans.

M. le D^r l'abbé rappelle que les dispositions du décret du 31 mars 1894, pris par M. le Ministre de l'Instruction publique, portent à 6 années d'études au lieu de cinq le temps strictement nécessaire à l'étudiant en médecine pour atteindre au doctorat.

Or la limite d'âge fixé en 1869 à 26 ans avait été calculée sur cinq années d'études.

Dans ces conditions la conclusion de la proposition s'impose.

M. le Ministre déclare ne voir aucun inconvénient à reculer la limite d'âge en question de 26 à 27 ans. Les étudiants dont il s'agit, ayant fait une année de service militaire et pouvant par suite être utilement incorporés en cas de mobilisation, l'exception que l'on propose ne paraît avoir aucun inconvénient au point de vue militaire.

Après ces explications M. le Ministre se retire.

M. le Président propose ensuite à ses collègues de passer aux discussions des articles du projet de loi relatif aux Douanes.

Les 8 articles du projet sont ensuite adoptés sans modification ainsi que l'ensemble.

M. le Colonel Lèzenas est ensuite nommé Rapporteur.

La Commission après avoir été consultée par M. le Président adopte l'article unique de la proposition de loi de M. le D^r l'abbé et l'auteur est nommé Rapporteur.

M. l'abbé informe ses collègues qu'il en sera dans l'intention de soumettre le texte de la

Rapport à M. le Ministre de la guerre, et en donner lecture à la Commission dans un bref délai.

L'Assemblée est levée à 8^h

Le Président

Le Secrétaire

Séance du 19 Juin.

(11^e)

Présidence de M^r de Freycinet.

Sont présents M. le Général Japy, Lefèvre, Bardoux, Lacaze, Laplagne, Cézénas, Le Royer, L'abbé, Bénazet.

M. le Président

donne communication à ses collègues d'une lettre de M. le Ministre de la guerre qui remercie la Commission de l'envoi qui lui a été fait d'un mémoire ayant pour but d'appeler l'attention du Gouvernement sur les moyens de défense de la Corse; et s'empresse de faire connaître que ce document sera examiné avec tout l'intérêt que comporte la question qui en fait l'objet.

1^o d'une lettre émanant d'un ancien militaire et relative à la question du passage du 1^{er} des ponts au génie.

L'ordre du jour appelle la lecture du Rapport de M. L'abbé sur la proposition de loi dont il est l'auteur (Relevé de la limite d'âge pour les Etudiants de Médecine au regard de la loi de Recrutement).

M. L'abbé

donne lecture du Rapport qui est adopté à l'unanimité des Membres présents.

L'Assemblée est levée à 8^h
Le Président

(12^e)

58

Séance du 23 juin

Présidence de M^r de Freycinet.

Sont présents M. Bertelet, de Lérinae, Bernard, Général Billot, Leon Labbé, Général Japy.

L'ordre du jour appelle l'examen du projet de loi adopté par la Chambre des Députés ayant pour objet :
1^o d'appliquer aux aides-vétérinaires de l'armée active les dispositions de la loi du 28 mars 1891, relatives à l'avancement des sous-lieutenants ;
2^o de modifier l'organisation du cadre des vétérinaires militaires. (Sénat - N^o 119 - Session 1894 -)

M. le Président développe les considérations contenues dans l'exposé des motifs et propose de demander au Ministre quelle sont exactement les conséquences budgétaires du projet - Sous ce réserva le projet est adopté en principe après un échange d'observations.

M^r de Lérinae est nommé Rapporteur avec mission de provoquer la explication du Ministre.

L'ordre du jour appelle l'examen du projet de loi tendant à modifier l'art. 6 de la loi du 18 mars 1889 sur le Recrutement des Sous-officiers (Comportées de Cours d'enseignement, le tableau A annexé à cette loi et l'art. 68 de la loi du 1^{er} juillet 1889 sur le Recrutement de l'armée.

M. le Président développe les considérations contenues dans l'exposé des motifs et après un échange d'observations le projet est adopté en principe.

M. Labbé est nommé Rapporteur avec mission de s'entendre avec M. le Ministre.

La Commission passe ensuite à l'examen du projet de loi portant modification de l'article 13 de la loi du 18 mars 1889 relatif au rengagement des sous-officiers.

M. le Président expose l'économie du projet et fait ressortir l'urgence d'adopter une organisation qui n'ait que la conséquence de la loi de 1892 relative aux régiments de réserve substitués aux régiments.

Le projet mis aux voix est adopté et M. Lacaze-Laplagne nommé Rapporteur.

La Commission passe ensuite à l'examen du projet de loi relatif à la formation de deux régiments de réserve de cavalerie.

M. le Président développe les considérations contenues dans l'exposé des motifs et rappelle que l'expérience dont il s'agit n'a pas encore été faite. En 1892 M. de Freycinet a mobilisé un régiment de réserve de cavalerie pour éprouver la qualité de cavaliers ayant quitté le rang de l'armée active depuis un temps plus ou moins long. A ce point de vue l'expérience a d'ailleurs donné les meilleurs résultats même au point de vue pour les cadres de sous-officiers, mais les chevaux ayant été loués, c'est à dire qu'ils avaient pu être choisis parmi les plus propres au service qu'ils étaient destinés à faire.

Il s'agit aujourd'hui d'apprécier exactement comme en cas de mobilisation et d'établir les besoins de réquisition pour se rendre un compte exact du service qu'on peut en attendre.

On voit d'ailleurs que l'expression de formation de 2 Régts de cavalerie ne correspond pas aux faits.

60

Le véritable titre du projet serait "Mobilisation de
2 Rég^{ts} de Cavalerie de Marsa.

Après un échange d'observations le projet est
adopté sans modification et M. de Verminas
nommé Rapporteur.

Projet relatif aux
Groupes Sahariens

La Commission fait ensuite à l'examen du
projet de loi, adopté (sans discussion) le 19 juill.
1894 par la Chambre de Députés et relatif à
la création de Groupes Sahariens.

M. le Président rappelle que la garde des régions placées à l'extrême
sud de nos possessions d'Algérie est actuellement
confiée à des détachements pris sur les
troupes permanentes de notre colonie, mais elle
doivent être relevés tous les ans, et cette relève
n'est pas sans offrir des inconvénients. Sous le
ministère de M. de Freycinet, un essai a été
fait en organisant une troupe composée de
25 hommes montés à Mcharas, recrutés presque
exclusivement en Algérie et chargés d'une
mission permanente de la défense de ports
de l'extrême sud.

Cet exemple a sans doute inspiré la conception
du projet actuel qui généralise la mesure,
en créant des corps d'infanterie indigène de
Cavalerie montés sur Mcharas spécialement
chargés de l'occupation et de la surveillance des
régions Sahariennes.

Cependant la grande extension donnée à l'idée
première mène à attirer toute l'attention de la
Commission.

L'art 1^{er} du projet indique bien la création
de bataillons de tirailleurs Sahariens, et d'escadrons
de Spahis Sahariens, mais le nombre de ces
et autres est indéterminé. Les articles 4 et 5 fixent

au Ministre toute latitude pour organiser ou développer la force en question par voie d'amplification.

M. le Général Billot estime que la Commission ne saurait délibérer utilement, avant de savoir de la bouche même du Ministre ce qu'ils sont exactement les intentions, d'autant plus que le Conseil Supérieur de la guerre n'a pas été consulté sur un projet dont personne ne peut mesurer l'importance.

M. le Président fait observer que la déclaration de M. le Général Billot, fait à la Commission un devoir d'ajourner les débats, car le décret organique de l'armée Supérieure de la guerre veut que le Conseil soit obligatoirement consulté sur toute les questions comportant création de corps. Le projet n'est d'ailleurs pour aucun dessein sur le bureau du Sénat, nous attendrons d'être régulièrement saisi par demandes à M. le Ministre toutes les explications nécessaires. En attendant le ~~Décret~~ est ajourné.

M. le Président informe ensuite les collègues que la Commission d'armée sera prochainement saisie d'une proposition de loi ayant pour but de modifier l'article 3 de la loi du 26 Janvier 3 mai et 5 juin 1850 relative aux Ecoles Polytechnique et Spéciale et à l'Ecole Navale de Brest.

Aux termes de cette proposition de loi et en ce qui concerne les fils de militaires et marins en activité de service, les demandes de bourse ou de demi-bourse seront instruites et l'insuffisance de fortune constatée, non par une délibération du Conseil Municipal mais par le chef de corps et par les généraux sous les ordres desquels le père de l'élève est placé.

M. Peytral fait observer que la loi confiant ce soin au Conseil

municipal parce qu'elle le jugeait compétent pour
apprécier la situation. De plus, les parents peuvent être
l'influence de la politique le fait elle seules d'une
manière fautive dans certains cas, mais on
n'échappe pas à cette incertitude en trans-
portant aux chefs de corps le droit d'apprécier
en question. En dernier lieu on ne refusera
jamais le certificat demandé par les auteurs.

M. le J^e Billot estime que la meilleure solution consistant dans
la création de deux m^{rs}.

M. le J^e Japy. Combat cette proposition. Pourquoi ajouter encore
aux charges qui pèsent si lourdement sur le
contribuable pour faire bénéficier des familles qui
n'en ont nul besoin et qui surtout ne le demandent
pas.

M. Fayat
ajoute qu'il résulterait de cela difficile de
refuser le même avantage aux autres écoles du
Gouvernement et celle de l'enseignement secondaire
pas.

Après un échange d'observations le Conseil
décide d'ajourner la délibération à l'époque où
elle sera régulièrement saisie.

L'Assemblée est ensuite levée.

Le Président.

Séance du 19 juin.

Présidence de M. de Freycinet

Sont présents M. de Leon l'abbé, Lacaze-Laplagne,
de Perrinac, Lafere, Général Japy, Gégénas,
~~Goussier~~ Botte, Cornil, Berthelot, Benazet.

M. le Président en ouvrant la séance donne communication
à ses collègues d'une lettre émanant du
Bureau de la Section de Pharmacie qui
demande pour les étudiants en Pharmacie un
traitement analogue à celui qui résulte
pour les étudiants en Médecine, de l'adoption de
la proposition l'abbé.

Après un échange d'observations dans le quel
les membres de la Commission constatent que la
durée des études pharmaceutiques n'a été
modifiée en rien depuis l'époque où la
loi de recrutement a été votée et qu'il décide
que les étudiants en Pharmacie ne peuvent
faire valoir aucun des raisons qui ont porté
la Commission à demander une exception
en faveur des étudiants en Médecine.

Il est ensuite procédé à l'examen d'un amendement
même nature déposé par M. Chevalier et qui
visé les docteurs en droit.

Pour les mêmes raisons la Commission refuse
cet amendement.

L'ordre du jour appelle l'audition du Rapport de
M. le D^r Léon l'abbé sur le projet de loi relatif
aux modifications de l'art 8 de la loi du 18 Mars 1889.
Il en est donné lecture par l'auteur et le
rapport est adopté sans observations.

M. Lacaze Daplaye donne ensuite lecture de son rapport sur le projet de loi relatif à l'art. 13 de la loi du 18 mars 1889.
Il est adopté sans observations.

M. de Vermeille donne ensuite lecture de son rapport sur le projet de loi relatif à la formation de 2 Régiments de Cavalerie de réserve.
Il est adopté sans observations.

Quant au rapport dont il a été chargé sur le projet de loi relatif aux Vétérinaires, M. de Vermeille rend compte à ses collègues qu'il résulte des explications qui lui ont été fournies au Ministère de la guerre sur les conséquences budgétaires du projet.

1^o qu'il en résultait une augmentation d'effectif de 16 000 + correspondant à une majoration du nombre de Vétérinaires principaux
et 2^o que cette dépense serait compensée par une diminution du nombre de boursiers accordés aux candidats à l'Ecole de Vétérinaires.

Or on n'aperçoit aucune corrélation entre les deux ordres d'idées qui semblent avoir présidé à cette conception. Après un échange d'observations et d'avis on vote le principe de la Commission et a été décidé que des explications complémentaires soient demandées à M. le Ministre de la guerre.

L'Assemblée est ensuite levée

Le Président,

(14^e)

68
Séance du 5 Juillet.

Présidence de M^r de Freycinet.

Sont présents M. M. Legeras, Guyot-Larabine,
Lacaze-Laplague, Le Royer, Général Japy,
M. Verninae.

M. le Président : L'ordre du jour appelle la lecture du Rapport
de M. de Verninae sur le projet de loi relatif au
corps des Pétitionnaires militaires.

M. de Verninae donne lecture de son rapport qui est adopté sans discussion.
(N^o 151 - Sessie 1894 - Annexe alébanne du 5 Juillet 1894)
La séance est ensuite levée.

Le Président.

(15^e)

Séance du 8 novembre 1894.

Présidence de M^r de Freycinet.

Sont présents M. M. Bernard, Général Bistot, Peytral,
Cornil, Bardoux, Général Japy, Le Royer, Legeras,
Lefèvre, Perich, Lév, Lobbé, Guyot-Larabine.

M. le Président : L'ordre du jour appelle la discussion du projet de
loi, voté par la Chambre des Députés relatif aux Sigons voyageurs.

M. de Freycinet développe les considérations contenues
dans l'exposé des motifs et insiste sur la nécessité
de pénalités contre les personnes qui ne font pas les
déclarations ordonnées.

Il met ensuite aux voix chacun des articles du projet
après en avoir donné lecture ; ils sont successivement
adoptés sans observations autres que l'ensemble du projet.

M. le Colonel Legeras est nommé Rapporteur.

Projet de loi relatif à la Création de Groupes Sahariens.

Après un échange d'observations au cours desquelles
se trouvent reproduites les idées émises dans le sein
des Commissions lors de sa séance du 23 juin
1894, il est décidé qu'avant d'entamer une discussion
approfondie du projet, M. le Ministre de la guerre
sera invité à vouloir bien fournir des explications
à M. M. les Commissions.

1^{re} Sur le degré d'utilité de la création en question,
et sur l'opinion émise à cet égard par le
Conseil Supérieur de la guerre et les Comités
techniques.

2^{de} Sur le point de vue des développements que le gouvernement
est dans l'intention de donner à ce corps spécial.

3^{de} Sur le point de vue des conséquences budgétaires de ce projet.

M. le Président est prié de vouloir bien l'entendre
à ce sujet au M. le Ministre de la guerre.

La séance est levée à six heures.

Le Président.

(16^e)

Audition de M. le Général
Mercier, Ministre de la Guerre

Sur

la création de troupes Sahariennes

(67)

Séance du 14 Novembre 1894.

Présidence de M^{re} de Freycinet.

Sont présents M. M. Lefèvre, Général Japy,
Bardoux, Eizinas, Peytral, de Lérminier,
Le Royer, Labbé.

M. le Général Bittot, retenu à la Commission
Sup^{re} de Classement s'excuse par lettre
adressée à M. le Président.

La séance est ouverte à 2 heures.

M. le Ministre de la Guerre est introduit dans le sein de la Com^{on}

M. de Freycinet, Président après avoir remercié M. le Ministre de son
empressement à accepter le rendez-vous qui
lui était demandé, signale les parties du
projet de loi qui ont plus particulièrement
retenu l'attention de la Commission, et
les points spéciaux sur lesquels elle a
manifesté le désir d'entendre les explications
verbales du Ministre de la Guerre:

- 1^o Au point de vue technique; quelles sont
les raisons d'utilité qui justifient le
projet de loi et quel est, à cet égard,
l'avis des autorités militaires consultées
et du Conseil Supérieur de la Guerre
- 2^o Quel est, d'après les vues du gouvernement,
le développement probable qui sera donné
dans l'avenir au noyau actuel des
troupes Sahariennes.
- 3^o Enfin, quel est approximativement le
chiffre des dépenses qui se trouveront
ainsi engagées.

M. le Général Mercier, Ministre de la Guerre — L'établissement

de notre autorité dans le Sud de l'Algérie, en reculant les limites de notre occupation au delà d'El-Goleah, nous a amenés à créer des postes avancés entre ces possessions et le Louat; on sait qu'une expédition avait même été décidée pour opérer dans cette région.

Ces postes avancés sont actuellement confiés à la garde de détachements, prélevés sur nos régiments de tirailleurs algériens et de Spahis, corps recrutés dans le Nord de l'Algérie; Or l'expérience a démontré que les indigènes du Tell supportent aussi malaisément que nous mêmes Européens, le climat et les conditions de la vie des régions Sahariennes. Les chevaux eux mêmes succombent très rapidement. C'est aux méharas qu'il faut avoir recours comme montures — encore ces animaux doivent ils être mis entre les mains d'indigènes Sahariens familiarisés dès l'enfance avec leurs mœurs et leurs besoins, car ceux qui à titre d'essai, avaient été confiés à une compagnie formée d'hommes empruntés à nos régiments du Tell sont tous morts —

D'ailleurs le service spécial qui incombe aux troupes stationnées dans le Sahara exige une connaissance parfaite du pays et des mœurs des habitants; nos tirailleurs et nos spahis originaires du Tell ne la possèdent à aucun degré, on peut dire qu'ils sont "incompétents".

Les causes d'affaiblissement qui affectent rapidement la garnison de nos postes avancés, nous mettent dans l'obligation de les relever tous les ans; cette relève est une source de difficultés, et de dépenses fort onéreuses pour l'Etat; Ajoutez à cela que ces troupes sont habituées à vivre à la Française ne peuvent être ravitaillées qu'à grands frais. Le résultat estime à

500 000 francs les dépassements de crédits qui résultent actuellement de cette nécessité, il a la ferme conviction qu'une économie importante serait réalisée par la mise en œuvre du profit de soi. En effet, les troupes de nouvelle création étant recrutées exclusivement au moyen d'indigènes de la région même, leur tempérament permettrait de les y laisser en permanence; en sorte qu'au lieu des lors, la relève du fort Mac-Mahon par exemple, au lieu de s'effectuer à des distances énormes, entre ce point et le Tell, serait tout au plus remplacée par une relève empruntée aux postes du Sud.

On le voit, il s'agit à proprement parler, de la création d'une sorte de milice locale, d'une Gendarmerie sédentaire des régions du Sud, enfin d'une force de police n'intervenant pas d'ailleurs l'organisation générale de l'armée ni la défense nationale, aussi n'a-t-on pas à faire appel à l'avis du Conseil Sup^r de la Guerre, au surplus toutes les créations analogues telles que les bataillons de tirailleurs Sénégalais, Congolais, Sahariens etc... ont été faites sans son concours.

Quant à M. le Gouverneur Général d'Algérie et à M. le Général Com^{te} le 19^e corps, ils attachent un intérêt de premier ordre à voir aboutir promptement un projet de loi qui, à leur sentiment, répond au double but suivant:

1^o L'occupation et la garde de nos postes par un élément fixe et possédant une certaine force de résistance.

2^o La liaison de nos postes entre eux, le service des reconnaissances, la police de la contrée, la protection des courriers, assurés par une force mobile.

M. Peytral fait observer que la création des troupes sahariennes a cependant une certaine répercussion sur la constitution générale de l'armée puisque les cadres tout au moins, des bataillons ou escadrons sahariens, sont aux termes des articles 1 et 3 du projet, mis hors cadres dans les armes dont ils ont été tirés. Il y a là une action réflexe réelle.

M. le Ministre Sans doute, mais il s'agit de quelques unités seulement.

Sur le 2^e point qui m'est signalé par M. le Président, c'est à dire au regard du développement ultérieur qui pourra être donné dans l'avenir aux troupes sahariennes, le Général déclare que cette extension contingente ne saurait être exactement prévue dès aujourd'hui, attendu qu'elle dépend beaucoup de facilités plus ou moins grande que présentera le recrutement; il ne semble pas d'ailleurs, que le Parlement puisse éprouver de ce chef la moindre inquiétude puisque'il reste, en définitive, le maître d'accorder ou de refuser les crédits correspondants.

Pour le présent il est bien entendu que M. le Gouverneur g^{al} et M. le Général C^t le 19^e Corps que le Gouvernement est bien résolu à ne pas augmenter les dépenses de l'occupation militaire de l'Algérie.

Le premier noyau de tirailleurs et de spahis sahariens sera créé à l'aide d'économies existantes dont M. le Ministre énumère le détail.

La sécurité du Nord de notre colonie trouvant une garantie de plus dans l'organisation ~~projetée~~ projetée — grâce à un surcroît de surveillance du Sud où se fomentent toujours les révoltes — il devient possible de diminuer dans une mesure

71

correspondante l'effectif de nos tirailleurs et de nos spahis.
En d'autres termes nous remplaçons un certain
nombre de ces derniers par des hommes du Sud.

M. le Président L'exposé des motifs du gouvernement contient
une déclaration analogue. Il y est dit que
cette première création n'entraînera aucune
dépense nouvelle pour le Trésor, l'administrateur
se proposant de la couvrir par des économies
et on ajoute qu'en cas de formations com-
plémentaires, à défaut de nouvelles économies,
des crédits spéciaux seront demandés au préalable.

Serviez-vous, M. le Ministre, un inconvénient
à ce que le texte du projet de loi lui-même
contînt une disposition de cette nature ?

Les Commissaires du budget ont souvent expri-
mé le regret de se trouver au moment de
certains votes, placés en face du fait accompli.

M. le Ministre. Je répète qu'il a été entendu au Conseil des
Ministres, et avec la Commission du budget
que les formations en question ne se feront
qu'au moyen de ressources laissées disponibles
par suite d'économies correspondantes.

M. Peytral demande à bien préciser la question :

Pour M. le Ministre, entre s'engager uni-
quement à ne pas dépasser les crédits,
ou dire que les formations ne pourront
avoir lieu qu'après le vote de crédits spéciaux,
il y a une différence capitale ; car dans
le premier cas, le contrôle du parlement
est en réalité supprimé ; or non seulement
il a un contrôle financier à exercer, mais
au même titre un contrôle militaire, c'est-à-dire
d'organisation m^{re}.

M. Le Royer Le parlement a sans contredit le droit et le devoir de contrôler le budget de la guerre, mais il doit laisser au ministre la liberté de se mouvoir dans les limites budgétaires.

M. Adolphe Lefévre C'est compte et à la seule condition de ne pas demander de crédits le ministre serait omnipotent !

M. le Ministre C'est pour moi rassurer entièrement la Commission ; elle s'exagère l'importance des formations éventuelles qui pourraient devenir nécessaires ; même en vue d'une action dans le Maroc, un bataillon suffirait et dans cette hypothèse il s'agit de mauvaise politique de l'air se présenter d'avance la résolution prise et d'en préparer à grand bruit les moyens.
En résumé nous prendrons sur le bloc des ressources budgétaires de l'Algérie les crédits nécessaires.

M. le Président C'est la rédaction même du 2^e § de l'article 5 qui fait naître l'impression d'inquiétude qui se traduit dans la Commission :
" Les autres bataillons et les autres escadrons, seront, dit-on, créés par décret " 77.

M. le Ministre A l'égard des formations de cette nature, c'est un droit pour M. le Président de la République.

M. le Président Oui, sans doute, mais le vote souvent exprimé par les Commissions du budget, d'échapper à ce qu'on a appelé, la carte forcée, subsiste néanmoins. Le Parlement voudrait n'accorder les crédits que s'ils lui

sont demandées avant que les formations soient sur pied.

M. le Ministre. Cet engagement est consigné dans l'exposé des motifs.

M. Peytral. Précisément nous aimerions à le voir figurer dans la loi elle-même.

D'autre part n'y a-t-il pas quelque imprudence à s'engager à prélever sur les garnisons du Nord, les renforts que l'on veut apporter à celle du Sud.

De deux choses l'une, ou nos forces dans le Tell sont surabondantes et alors il faut les diminuer; ou elles ne sont que suffisantes et ne doivent par suite subir aucune diminution.

Jesuis pour ma part opposé à ce système de forfait et je préférerais voir demander simplement les crédits nécessaires aux nouvelles formations.

M. le Général Japy. Avec cette théorie on arriverait à interdire au Ministre de la guerre le droit de ~~se~~ déplacer les corps de troupes.

Pour moi le reproche que je fais au projet c'est de vouloir organiser le Sud à la Française, on y envoie trop d'Européens à ce système je préfère l'ancienne organisation des goums qui donnait d'excellents résultats. Transformer les cavaliers Chambaa en gendarmes me semble une utopie.

M. le Ministre. Mon intention, en définitive, est de créer immédiatement une compagnie et un peloton, ~~et~~ puis l'année prochaine, une 2^e compagnie, enfin je crois apporter des garanties complètes à la Commission en

disant que l'expérience ne sera, en tous cas, continuée que dans les limites budgétaires que vous mettez à notre disposition, ou en cas d'urgence, grâce à des crédits préalables.

M. le Colonel Ezéas Admettez-vous l'insertion de cette disposition dans le texte de l'article 5?

M. le Ministre

Le seul inconvénient que présente à mes yeux cette addition au texte adopté par la Chambre, c'est qu'il en résultera un retard, faut être de plusieurs mois dans le vote définitif d'un projet qui est impatiemment attendu en Algérie. J'ajoute qu'en conscience les scrupules de la Commission me semblent exagérés; tant que nous n'irons pas au bout, un bataillon et un Escadron seront plus que suffisants. Si nous devons un jour occuper cette région nous aurons à statuer sur les demandes de crédits spéciaux qu'il sera indispensable de solliciter du parlement.

En résumé le 1^{er} § de l'article 5 est seul applicable à la situation actuelle.

Personne ne demandant plus la parole, M. le Président remercie M. le Ministre qui se retire.

La séance est reprise après le départ de M. le Ministre.

M. Feytaud Serait partisan de la suppression pure et simple du 2^e § de l'article 5.

Puisque le 1^{er} § suffit aux nécessités de la situation actuelle, quand le Ministre de la guerre voudra créer de nouvelles unités il viendra s'expliquer devant le parlement.

M. de Verninac et M. Vissère partagent cet avis.

M. le Président C'est dans le même ordre d'idées que j'avais demandé
au Ministre l'addition au 2^e § de l'art. 5 des mots
« après le vote de crédits spéciaux » Quelle que soit
la résolution que prendra la Commission, il y
aura lieu d'insister dans le Rapport sur la
déclaration du Ministre et d'en prendre acte.

M. Le Royer Il ne faut pas, de parti pris, tenir en suspicion les
intentions du Gouvernement et surtout celles du
Ministre de la guerre.

M. de Fernindez Observe néanmoins que les termes du Rapport, comme
ceux de l'exposé des motifs ne constituent qu'une
garantie toute platonique pour ne pas dire nulle.

La discussion générale est ensuite close.

M. le Président donne ensuite lecture successivement des 4 premiers
articles et les met aux voix.

Ils sont adoptés.

Après lecture du 5^e article par M. le Président, M.
de Fernindez propose la suppression du 2^e §.

Il est alors procédé au vote par division.

Le 1^{er} § est adopté.

Le 2^e § est ensuite adopté par 5 voix contre 3
ainsi que l'ensemble de l'article.

L'art. 6 est ensuite adopté ainsi que l'ensemble
du projet de loi.

M. le Colonel Lefevre est ensuite nommé Rapporteur par acclamation.

Le Rapport de M. le C^{te} Lefevre sur les Pigeons voyageurs
est ensuite adopté à l'unanimité et la séance levée
à 4 heures.

Le Président.

(17^e)

Séance du 20 novembre 1894.

Présidence de M^r de Freyemuth.

Sont présents M^m. Le Royer, General, Japy,
Colonel Leginas, Bernard, Lefèvre.

M^r le Président à l'ordre du jour appelle la lecture du Rapport de
M^r le Colonel Leginas sur le projet de loi relatif
au créateur de Groupes Sahariens.

M^r le Colonel Leginas donne lecture du Rapport.

Est adopté sans observations à l'unanimité.

La séance est ensuite levée.

Le Président.

(18°)

77
Séance du 18 Janvier 1894.

Président : M^r de Freycinet

Sont Présents M. M. le Général Japy, de l'Armée, Le Royer,
Général Billot, Guyot, Lavaline, Cezinas, Lefèvre.

La Séance est ouverte à 2^h 1/2.

M. le Président : L'ordre du jour appelle l'examen d'un contre-projet relatif aux Pigeons voyageurs, déposé sur le bureau du Sénat par M. M. Cordet et Xavi Blau.

Les auteurs du contre projet sont sur l'invitation de M. le Président introduits dans le sein de la Commission.

M. Cordet rappelle à M. M. les Commissaires que le Contre projet ne fait que reproduire le texte même du Gouvernement déposé par M. le Général Mercier sur le bureau de la Chambre.

Envoyé à l'examen de la Commission de l'Armée, de la Chambre des Députés, ce projet de loi y a subi de profondes modifications. Le Rapport de M. le Général Yung est d'ailleurs muet sur les raisons qui ont porté la Commission à remanier le projet.

D'autre part, il a été voté sans discussion en Séance publique, dans ces conditions les auteurs du Contre projet ne s'expliquent par l'abandon d'un texte qui leur semble préférable à la rédaction qui lui a été substituée; ils sont donc prêts à soutenir l'ancien texte qu'ils adoptent pour les raisons suivantes :

1^o Aux termes de l'article 5 voté par la Chambre, la toute infraction aux dispositions fixées par les articles 2, 3 et 4 peut entraîner pour le délinquant une amende de 100 à 500 francs.

Or en matière pénale les textes doivent revêtir un caractère nettement impératif, l'application d'une peine ne peut être ni arbitraire ni facultative. A cet égard l'expression « peut entraîner » est l'incise, elle ne constitue pas une formule législative, il y aurait lieu de lui substituer les mots « est punie » ou toute autre de même nature.

L'article 6 voté par la Chambre soulève des objections d'une plus haute gravité.

Il y est dit que « toute personne couraîme d'espionnage, à titre permanent ou temporaire, des pigeons destinés à établir des relations nuisibles à la sécurité de l'Etat, tombe sous le coup de la loi sur l'espionnage ».

Quel est le but de cet article ? évidemment d'établir une sanction grave pour les faits qui y sont visés.

Or en se référant à la loi sur l'espionnage, on atteint un ~~but~~ résultat diamétralement opposé, on fait, en réalité, disparaître toute sanction. En effet les peines édictées par la loi sur l'espionnage correspondent à des catégories de crimes ou délits dans les quelles il sera impossible aux magistrats de faire entrer le crime ou délit relatif à la détention de pigeons voyageurs.

Il suffit de jeter les yeux sur les dispositions de la loi pour s'en convaincre.

En un mot toutes les personnes poursuivies en vertu de l'article 6 seront, sans conteste, renvoyées absoutes par le Tribunal.

En l'absence de tout commentaire, soit dans le rapport de M. le g^{al} Yung, soit à la tribune de la Chambre nous ignorons comment on peut justifier de semblables dispositions ; ce qui est certain, c'est que le texte primitif de

Gouvernement ne mérite aucune des critiques que nous venons de formuler.

Dans son article # 3 il établissait impérativement et directement la peine parfaitement définie de trois mois à deux ans de prison ; le 2^e § de cet article 3 est ainsi conçu : "Sera punie, en outre, d'un emprisonnement de 3 mois à 2 ans, toute personne qui aura organisé un colombier clandestin, ou entretenu, à titre permanent ou transitoire, des pigeons destinés à établir des relations à l'étranger".

Enfin le projet de la chambre supprime les dispositions contenues dans l'article 4 du projet du gouvernement ainsi rédigé : "Le gouvernement a la faculté d'interdire, par décret, sur la proposition des Ministres de la guerre et de l'intérieur toute importation de pigeons étrangers en France, ainsi que tout mouvement de pigeons voyageurs à l'intérieur qui ne soit pas ordonné par l'autorité militaire".

Il faut remarquer que dans son exposé des motifs le gouvernement déclare que cette faculté, instituée par l'article 4 est indispensable ; pourquoi donc a-t-elle disparu du projet de loi ? pourquoi y renoncerait-on ?

Il semble que la chambre s'est résignée à cette concession pour rassurer les Sociétés Colombophiles inquiètes de devoir à la mise d'un décret. Cette préoccupation est à coup sur sans objet, et va devoir que le Gouvernement n'use de la faculté en question que dans des circonstances politiques qui la rendraient la mesure acceptable pour tout le monde.

Dans ces conditions M. M. Cordet et Louis Blane considèrent qu'il y a lieu de rétablir l'article 4 du Gouvernement.

Quant à l'article 7 du projet de la chambre il constitue une addition aux dispositions qui se trouvaient

dans le texte du gouvernement, il est aussi conçu :
 « En temps de guerre les délinquants sont justiciables
 des conseils de guerre. »

Cette disposition est peut être excessive en
 matière de simple contravention, dans le
 cas par exemple de retard dans la déclaration,
 visée à l'article 2.

M. Cordet termine sa observation en appelant
 l'attention de la Commission sur les expensives
 différentes qui se rencontrent dans l'article 6
 du projet de la chambre et dans le 2^e § de l'article
 3 du projet du gouvernement pour caractériser
 les crimes ou délits qu'ils visent.

Le texte de la chambre est — relations nuisibles à la
 sécurité de l'Etat.

Celui du gouvernement dit — relations à l'échange
 de l'effluve est notable, peut être serait il
 préférable de formuler ainsi la même pensée :
 « relations nuisibles à la sûreté intérieure
 et extérieure de l'Etat ».

Après ces observations, M. M. Cordet et
 Xav. Blanc se retirant et M. le Général
 Mercier, Ministre de la Guerre est introduit
 dans la salle de délibérations de la Commission.

M. le Président expose à M. le Ministre l'état de la question
 en présence du contre-projet de M. M. Cordet
 et Xav. Blanc.

Le Commission n'ayant pas qualité pour choisir
 entre les deux textes qui tous deux portent
 l'attaque du gouvernement sans avoir pour
 l'avis de M. le Ministre de la Guerre.

M. le Président développe ensuite les observations
 présentées par M. M. Cordet et Xav. Blanc
 et donne la parole à M. le Ministre.

M. le Général Mercier, Ministre de la guerre — Les deux projets, a. peu près équivalents dans leur ensemble se différencient sur trois points.

Le 1^{er} est relatif au recensement des piqueurs voyageurs. Autrefois et par mesure d'économie, le recensement avait lieu en même temps que celui des chevaux et il était fait par les soins des mêmes officiers. Actuellement, on a reconnu l'avantage d'en charger exclusivement les officiers du génie à qui incombent la responsabilité du service des piqueurs voyageurs, dans ces conditions la référence au décret du 15 sept 1885 n'a plus d'objet.

M. le Colonel Lénas ou pourrait alors supprimer dans le texte de l'article premier du nouveau projet, la mention du mois de septembre, puisque la date du recensement est fixée par le Ministre de l'intérieur, aux termes mêmes de cet article.

M. le Ministre ne s'oppose pas à la suppression du mot « au mois de septembre ».

M. le Ministre — La seconde différence qui existe entre les deux projets est relative aux dispositions de l'article 4 de l'ancien texte et qui ont disparu du nouveau.

Sans aucun doute la faculté pour le gouvernement d'interdire, par décret, toute importation de piqueurs étrangers et même tout mouvement de piqueurs à l'intérieur est absolument indispensable et doit immédiatement être mise en œuvre dans une période de tension politique; mais cette faculté elle appartient d'ores et déjà et en tout temps au gouvernement; si donc elle était inscrite dans le projet c'était moins pour créer un droit qui existe déjà, que pour préparer en quelque sorte l'opinion dans ce sens.

M. Le Royer Votre projet pourra bien être l'ancé mais il restera sans aucune sanction.

M. le Ministre La sanction est inscrite dans l'article 6 nouveau. Toute personne convaincue d'entretenir, à titre permanent ou transitoire, des pigeons destinés à établir des relations nuisibles à la sécurité de l'Etat, tombe sous le coup de la loi sur l'espionnage.

M. le Président - Cet article 6 vise le cas où les détenteurs de pigeons ont un but criminel, tandis que l'article 4 ancien est beaucoup plus large dans sa teneur. Il vous permet d'interdire toute importation de pigeons, tout mouvement de pigeons à l'intérieur.

Même en admettant que la référence à la loi sur l'espionnage vous procure une sanction, encore faudrait-il au préalable faire la preuve que les pigeons sont entretenus dans un but contraire à la sécurité de l'Etat.

M. le Ministre Quelqu'un introduit en France des pigeons d'importation doit être véhémentement soupçonné de le faire en vue de correspondre avec l'étranger.

M. Le Royer Nous sommes ici en matière de droit étroit, le simple fait d'introduire en France des pigeons de provenance étrangère, ne constitue qu'une contravention punie d'amende, et la peine attachée au crime ne saurait atteindre la contravention.

M. le ^{général} Billot. Il existe dans nos départements du Nord, un grand mouvement de pigeons, entravés entre la France et la Belgique dans un but uniquement

Sportif

M. Guyot-Lavaline, il ne est de même à l'extérieur, où beaucoup de correspondances commerciales s'effectuent à l'aide de figures voyagères, sans la moindre annexe pénale criminelle.

M. le Ministre Il est inutile de répéter que le décret en question ne se rendra qu'en cas de circonstances graves.

M. le Président, Sans doute mais il ne vous donnera aucune sanction.

Il semble résulter de la discussion qui vient d'avoir lieu que le texte de la Chambre comporte des modifications, dans ces conditions il y a lieu de reprendre un à un les divers articles, je propose donc de profiter de la présence de M. le Ministre pour arrêter sinon le texte même du projet du moins l'esprit dans lequel il doit être rédigé.

Quant à l'article 1^{er} nouveau il doit maintenant sauf le mot « au mois de septembre ».

L'art. 2 serait consacré.

L'art. 3 est à modifier.

M. le Colonel Lignas — Le projet du Gouvernement n'exigeant pas l'autorisation préfectorale; et à mon avis elle n'est pas nécessaire, l'obligation de la déclaration à la mairie semble suffisante.

D'autre part le redoublement est définitif, elle semble exiger des propriétaires de pigeons non seulement qu'ils demandent l'autorisation mais qu'ils l'obtiennent c'est-à-dire une obligation qu'ils ne sont pas maîtres de remplir.

M. le Président. au lieu des mots "dans l'intervalle d'un recensement à l'autre" on pourrait dire "à toute époque" et donner à l'article 3 la place de l'article 2.

Juger vous nécessaire l'autorisation préfectorale ?

M. le Ministre déclare y voir une garantie de plus, à cet égard il en réclame le maintien ; les articles 3 et 4 exigent deux sortes d'obligations, l'une d'indispensables : autorisation préfectorale pour ouvrir un Colombier, et obligation de déclaration annuelle pour toute personne recevant des pigeons voyageurs soit à titre permanent soit à titre temporaire.

M. le Président. maintenez vous l'abaissement du chiffre de l'amende en cas d'infractions et qui a été réduite de 100 à 500⁺ au lieu de 100 à 2000⁺, de plus l'application de l'art. 403 du Code pénal a été introduite dans le nouveau texte.

M. le Ministre répond affirmativement.

M. le Président résume à nouveau les objections faites contre la rédaction de l'article 6.

M. le Ministre déclare revenir à l'ancien texte (2^o § de l'art 3) et reprendre les dispositions de l'ancien article 4.

M. le Président. fait observer que dans ce cas il y aurait lieu de modifier l'expression de pigeons destinés à établir des relations avec l'étranger, la loi n'attendant que les faits accomplis, ce texte n'a aucun sens pour la sanction, il est trop vague.

M. le Royer on ne peut pas frapper une intention qui ne s'est pas réalisée par un fait.

M. le Président peut être pourrait on dire « serrant à établir »
aujourd'hui de « destinés à établir ».

M. Le Royer se rallie à cette rédaction qui permet d'atteindre un
fait et non une présomption.

M. le Président. Dans le 1^{er} § de l'art 4 ancien on peut voir
aussi une contradiction qui disparaîtrait en supprimant
le mot « qui ne serait pas ordonné par l'autorité
militaire ». Il est clair que le décret d'interdiction
d'importation et de mouvement de pigeons spéciaux
que cette interdiction ne concerne pas l'autorité m^{re}.

Quant à l'article 7 du nouveau texte M. le Ministre
déclare le maintenir dans son intégralité.

M. le Ministre se retire après ces explications et
la Commission charge M. le Colonel Lezénas et
M. Le Royer de vouloir bien élaborer un nouveau
texte, en tenant compte des opinions qui
ont prévalu dans le sein de la Commission.

M. de Vernier insiste pour qu'un rapport supplémentaire
indique les raisons qui ont porté la Commission
à modifier le texte adopté par la Chambre.

La séance est levée à 4^h 1/2

Le Président.

(19^e)

Séance du 30 Novembre 1894

Présidence de M. de Freycinet.

Sont présents M. Le Royer, Baduel, Lezénas,

General Billot, Guyot Lavaline, Bardoux, de
Lerninae, General Japy.

M. le President, l'ordre du jour appelle la lecture du Rapport
Supplementaire de M. le Colonel Legras sur le
projet de loi relatif aux pigeons voyageurs.

M. le C^{te} Legras donne lecture du rapport qui est ainsi conçu.
Séance : N^o 34. Session extraordin^{re} 1894.

Année au procès verbal de la séance du 30 novembre 1894.

Une échange d'observations s'établit sur la question
posée s'il y a lieu de maintenir l'art. 7 du
projet de loi.

Il est jugé inutile d'aut donner que la loi
militaire sera promulguée aussitôt après la
déclaration de guerre, ou lors toute communication
au l'ennemi par voie de pigeons voyageurs
contre son le corps de l'article du Code m^{re}
relatif au crime d'intelligence avec l'ennemi qui
entraîne la peine de mort. Il n'y a donc pas lieu
de s'occuper à ce jour la loi actuelle.

Le Rapport est ensuite adopté à l'unanimité des
Membres présents et la séance est levée.

V^e President.

(L^e)

Séance du 1^{er} Décembre 1894.

Présidence de M. de Freycinet.

La séance est ouverte à 5^h 1/2 à l'issue
de la séance publique.

M. le Président fait connaître à ses collègues qu'il a déposé au dîner exprimé par M. le Ministre de la Marine un vœu la Commission d'Algérie d'envoyer bien la réunir sans délai pour examiner le projet de loi relatif aux engagements volontaires de jeunes gens originaires de la Réunion en vue de l'expédition de Madagascar.

M. le Ministre espère trouver ainsi un certain nombre d'hommes qui pourront être utilisés grâce à leur encadrement au des lors officiers et des officiers empruntés à l'Infanterie de Marine.

Repondant à une observation de M. Peytral M. le Président déclare que le contingent fera partie de effectifs prévus dans le chiffre de 1000 hommes qui a été indiqué comme nécessaire.

Il y aura lieu de mentionner ce fait dans le Rapport.

Le projet de loi est ensuite mis aux voix et adopté à l'unanimité des Membres présents.

M. le Colonel Legras est nommé Rapporteur.

La séance est ensuite levée

Le Président

(21)

Decembre

Séance du 22 novembre 1894.

Présidence de M. de Freycinet.

Lecture et adoption du Rapport de M. le Colonel Legras.

Le Président

SÉNAT

Paris, le

189

Secrétariat Général
de la
Questure.

Retraites fr^{cs} ell^{es}

Question budgétaire

Pour la 1^{re} année : 110 000 ⁽¹⁾

Maximum de la dépense au bout de 5 ans :

550 000 fr ;

normale de la charge 205 000 fr.

Étant admis que le nombre annuel
des officiers retraités proportionnellement
sera de 50.

Voir Séance du 21 février 1890 - Sénat.

M. Boulanger - page 167. gal^{le} off^{ier}

(1) au bout de 10 ans si l'off. est retraité à 20 ans de
service au lieu de 25 ans comme on le suppose ici, il y aurait donc $\frac{10}{25}$ de moins

N° 238

SÉNAT

SESSION 1893.

Annexe au procès-verbal de la séance du 29 juin 1893.

PROJET DE LOI

ADOPTÉ PAR LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS

*Relatif aux pensions proportionnelles des officiers
d'infanterie, de cavalerie, d'artillerie et du génie,*

PRÉSENTÉ, AU NOM DE

M. CARNOT

Président de la République française,

Par **M. le Général LOIZILLON**

Ministre de la Guerre,

Et par **M. P. PEYTRAL**

Ministre des Finances.

(Renvoyé à la Commission de l'Armée.)

EXPOSÉ DES MOTIFS

Le Gouvernement a présenté, dans sa séance du 23 mai 1892, à la Chambre des Députés, un projet de loi relatif aux pensions proportionnelles des officiers d'infanterie, de cavalerie, d'artillerie et du génie.

La Chambre des Députés a adopté ce projet de loi avec

(Voir les n°s 375-383-1340-2107-2172-2585, — 5^e législ. — de la
Chambre des Députés.

quelques modifications dans sa séance du 27 juin 1893 et nous avons l'honneur de le soumettre aujourd'hui aux délibérations du Sénat.

Le Gouvernement n'a rien à ajouter à l'exposé des motifs qui accompagnait le projet de loi déposé sur le bureau de la Chambre des Députés.

Le Président de la République française,

DÉCRÈTE :

Le projet de loi dont la teneur suit sera présenté au Sénat par le Ministre de la Guerre et par le Ministre des Finances, qui sont chargés d'en exposer les motifs et d'en soutenir la discussion.

PROJET DE LOI

ARTICLE PREMIER.

Par dérogation à l'article premier de la loi du 11 avril 1831, pourront être admis sur leur demande à la pension proportionnelle de retraite, à titre d'ancienneté, après vingt ans accomplis de service effectif, les officiers des armes de l'infanterie, de la cavalerie, de l'artillerie et du génie en activité de service, jusqu'au grade de colonel inclusivement.

Le nombre des officiers ainsi admis à la pension proportionnelle de retraite ne pourra dépasser deux cents par an ni deux mille en tout.

La répartition des retraites à accorder annuellement sera faite entre les différentes armes au prorata du nombre des officiers de chacune d'elles.

ART. 2.

Les officiers retraités en vertu de la présente loi auront droit, s'ils ont deux années d'ancienneté dans leur grade, à une pension proportionnelle, calculée d'après leur ancienneté de service, des 20/30 aux 30/30 du minimum stipulé par la loi du 22 juin 1878, et augmentée pour chaque campagne d'un vingtième de la différence du minimum au maximum.

ART. 3.

Par dérogation à l'article 2 de la loi du 22 juin 1878, les officiers admis, sur leur demande, à la retraite proportionnelle, resteront à la disposition du Ministre après leur mise à la retraite, en sus des cinq années prescrites par la

loi précitée, pendant autant d'années qu'il leur en restait à accomplir pour parfaire leurs trente années de service.

Pendant ce temps, ils pourront être pourvus d'un emploi de leur grade, ou même d'un grade supérieur, dans la réserve de l'armée active ou dans l'armée territoriale et être convoqués pour des périodes d'instruction, soit pendant deux semaines par an, soit pendant quatre semaines tous les deux ans.

Quel que soit l'emploi civil occupé par eux, ils ne pourront pas être classés dans la non-disponibilité.

Ils demeureront soumis aux lois et règlements militaires sur la réserve et l'armée territoriale.

ART. 4.

Il n'est rien changé aux dispositions en vigueur en ce qui concerne les droits des veuves et des orphelins.

ART. 5.

Toutes les prescriptions légales en vigueur, relatives aux pensions militaires, qui ne sont point contraires aux dispositions de la présente loi, notamment les prescriptions relatives au cumul et au décompte des services, sont maintenues.

Fait à Paris, le 29 juin 1893.

Le Président de la République française,

Signé : CARNOT.

Par le Président de la République :

Le Ministre de la Guerre,

Signé : GÉNÉRAL LOIZILLON.

Le Ministre des Finances,

Signé : P. PEYTRAL.

34561

N° 2172
CHAMBRE DES DÉPUTÉS

CINQUIÈME LÉGISLATURE
SESSION DE 1892

Annexe au procès-verbal de la séance du 18 juin 1892.

RAPPORT

FAIT

AU NOM DE LA COMMISSION DE L'ARMÉE* CHARGÉE D'EXAMINER :

1° LE PROJET DE LOI; 2° LES PROPOSITIONS DE LOI DE
MM. CUNÉO D'ORNANO *et* LAROCHE-JOUBERT, *de*
M. PIERRE RICHARD *et plusieurs de ses collègues,*
concernant les pensions proportionnelles des offi-
ciers d'infanterie, de cavalerie, d'artillerie et du génie,

PAR M. VILFEU,

Député.

Messieurs,

La nécessité qui s'impose de compléter et de renforcer les
cadres de l'armée territoriale dont les besoins ont augmenté,

* Cette Commission est composée de MM. Mézières, *président*; de Mahy, général de Frescheville, *vice-présidents*; Camille Dreyfus, *secrétaire*; Buvignier, Bizarelli, Edmond Caze, Vilfeu, Le Provost de Launay, Jumel, vice-amiral de Dompierre-d'Hornoy, Charles Dupuy (Haute-Loire), Gotteron, Lombard, Legludic, prince d'Arenberg, Guyot-Dessaigne, Dujardin-Beaumetz, baron Reille, Frogier de Ponlevoy, Francis Charmes, Georges Levet, Georges Berger (Seine), comte de Mun, Édouard Lockroy, Henri Brisson, vicomte de Montfort, Baile, Chautemps, Philippon, Bourlier, comte de Lanjuinais.

(Voir les nos 375-383-1340-2107.)

dans une proportion considérable, avec les formations nouvelles, avait déterminé, dès le mois de mars 1889, le Gouvernement à soumettre aux Chambres un projet de loi apportant une importante modification à l'article premier de la loi du 11 avril 1831, et permettant d'admettre à une pension proportionnelle de retraite, à titre d'ancienneté, après vingt ans accomplis de service effectif :

1° *Sur leur demande*, les officiers des armes de l'infanterie, de la cavalerie, de l'artillerie et du génie, en activité de service, jusqu'au grade de colonel inclusivement ;

2° *D'office*, mais après l'accomplissement des formalités prescrites par la loi du 19 mai 1834 pour la mise à la réforme, les officiers des mêmes armes, signalés comme n'étant plus susceptibles d'exercer leur commandement en campagne.

Sur le rapport de l'honorable M. Mérillon, la Chambre, dans la séance du 22 juin 1889, adopta ce projet en y ajoutant une disposition limitant à deux cents le nombre des retraites qui pourraient être données dans la première année et invitant le Ministre de la Guerre à faire pour les années subséquentes de nouvelles propositions lui donnant les moyens de renforcer les cadres de l'armée territoriale.

Mais lorsque le projet vint en première délibération devant le Sénat, à la séance du 21 février 1890, il fut repoussé par un vote à mains levées.

Au cours de la discussion très sommaire qui précéda ce vote, deux objections furent formulées contre le projet : on fit valoir, d'une part, qu'il pourrait y avoir de graves inconvénients à offrir une retraite proportionnelle à des officiers ayant vingt ans de service, quarante ans d'âge, bien au courant de leur métier et aptes à exercer leur commandement en temps de paix comme en temps de guerre.

D'autre part, l'honorable colonel Tézenas critiqua comme inutile et dangereuse la faculté donnée au Ministre de mettre

les officiers à la retraite *d'office* au bout de vingt ans de service : la législation existante donnant à l'autorité militaire les moyens d'éliminer de l'armée les officiers qu'il peut y avoir intérêt, pour le bien du service, à ne pas conserver.

Cette dernière objection est sérieuse. Il ne paraît pas nécessaire, en effet, d'armer le Ministre de la Guerre d'un droit nouveau auquel s'attacherait peut-être l'apparence de l'arbitraire, alors qu'il peut déjà prononcer, suivant les cas, la mise en non activité pour infirmités temporaires, la réforme pour infirmités incurables, enfin le retrait d'emploi pour manquement aux devoirs militaires.

Le Gouvernement, du reste, n'a pas reproduit cette disposition dans le nouveau projet de loi sur lequel votre Commission a été appelée à délibérer.

Quant à la première objection, elle ne semble pas fondée. Étant donnée la facilité avec laquelle se recrutent les cadres d'officiers de l'armée active, la valeur de ces cadres et les lenteurs actuelles de l'avancement, il n'est pas douteux que les officiers qui bénéficieront de la retraite proportionnelle seront remplacés dans leurs corps par des camarades d'un égal mérite. Leur départ n'aura donc aucun inconvénient. Et, au contraire, leur incorporation dans les cadres de l'armée territoriale rajeunira ceux-ci et augmentera incontestablement leur valeur.

Cette question des retraites proportionnelles répondait à un besoin si réel et préoccupait à ce point l'opinion que, dès le lendemain du jour où le projet de 1889 échouait au Sénat, il était repris à la Chambre par l'initiative parlementaire.

Le 22 février 1890, M. Cunéo d'Ornano et plusieurs de ses collègues déposaient une proposition de loi tendant à accorder à tout officier, sur sa demande, une retraite proportionnelle après vingt ans de service.

Deux jours plus tard, le 24 février, M. Pierre Richard et plusieurs de ses collègues reprenaient, à leur tour, le projet du Gouvernement en y ajoutant une disposition ayant

pour but de faire bénéficier les veuves et les orphelins des retraites proportionnelles qu'il s'agissait d'accorder.

Enfin, le 23 mai dernier, M. le Ministre de la Guerre a saisi la Chambre d'un nouveau projet de loi, dans la rédaction duquel il a tenu compte des observations qui, en 1889 et 1890, lui avaient été soumises par le Parlement.

Ce projet peut se résumer ainsi :

Les officiers des armes de l'infanterie, de la cavalerie, de l'artillerie et du génie, jusqu'au grade de colonel inclusivement, pourront être admis sur leur demande, mais non d'office, à une pension proportionnelle de retraite après vingt ans de service effectif.

Ces officiers resteront à la disposition du Ministre après leur mise à la retraite, en sus des cinq années prescrites par la loi du 22 juin 1878, pendant autant d'années qu'il leur en restait à accomplir pour parfaire leurs trente années de service, et demeureront soumis aux lois et règlements militaires sur la réserve et l'armée territoriale.

Le nombre des officiers ainsi admis à la pension proportionnelle de retraite ne pourra dépasser deux cents par an ni deux mille en tout.

La répartition des retraites à accorder annuellement devra être faite, entre les différentes armes, au prorata du nombre des officiers de chacune d'elles.

Enfin il n'est rien changé aux dispositions en vigueur en ce qui concerne les droits des veuves et des orphelins.

Dans les termes où il est proposé et avec les limitations qu'il comporte, ce projet a été approuvé à l'unanimité par votre Commission. Elle estime, en effet, qu'il présente au point de vue du recrutement des cadres de l'armée territoriale un intérêt considérable et pressant, et que, grâce au nombre restreint des pensions à accorder chaque année, il ne peut entraîner le plus léger affaiblissement des cadres de l'armée active, ni grever le budget d'une charge trop lourde. Cette charge deviendrait sensiblement plus onéreuse, si la disposi-

tion proposée par l'honorable M. Pierre Richard en faveur des veuves et des orphelins était insérée dans la loi. Aussi votre Commission ne l'a point admise. Les veuves et orphelins n'auront donc à faire valoir des droits sur les retraites proportionnelles qu'autant que ces retraites auront été concédées après vingt-cinq ans de services.

Laissant à la Commission du Budget le soin de vous éclairer complètement sur les conséquences financières du projet de loi, nous venons vous demander, Messieurs, d'adopter le texte suivant arrêté d'un commun accord entre le Ministre de la Guerre et votre Commission.

PROJET DE LOI.

Article premier.

Par dérogation à l'article 1^{er} de la loi du 11 avril 1831, pourront être admis sur leur demande à la pension proportionnelle de retraite, à titre d'ancienneté, après vingt ans accomplis de service effectif, les officiers des armes de l'infanterie, de la cavalerie, de l'artillerie et du génie en activité de service, jusqu'au grade de colonel inclusivement.

Le nombre des officiers ainsi admis à la pension proportionnelle de retraite ne pourra dépasser deux cents par an ni deux mille en tout.

La répartition des retraites à accorder annuellement sera faite entre les différentes armes au prorata du nombre des officiers de chacune d'elles.

Art. 2.

Les officiers retraités en vertu de la présente loi auront droit, s'ils ont deux années d'ancienneté dans leur grade, à une pension proportionnelle, calculée d'après leur ancien-

neté de service, des 20/30 aux 30/30 du minimum stipulé par la loi du 22 juin 1878, et augmentée pour chaque campagne d'un vingtième de la différence du minimum au maximum.

Art. 3.

Par dérogation à l'article 2 de la loi du 22 juin 1878, les officiers admis, sur leur demande, à la retraite proportionnelle, resteront à la disposition du Ministre après leur mise à la retraite, en sus des cinq années prescrites par la loi précitée, pendant autant d'années qu'il leur en restait à accomplir pour parfaire leurs trente années de service.

Pendant ce temps, ils pourront être pourvus d'un emploi de leur grade, ou même d'un grade supérieur, dans la réserve de l'armée active ou dans l'armée territoriale et être convoqués pour des périodes d'instruction, soit pendant deux semaines par an, soit pendant quatre semaines tous les deux ans.

Quel que soit l'emploi civil occupé par eux, ils ne pourront pas être classés dans la non-disponibilité.

Ils demeureront soumis aux lois et règlements militaires sur la réserve et l'armée territoriale.

Art. 4.

Il n'est rien changé aux dispositions en vigueur en ce qui concerne les droits des veuves et des orphelins.

Art. 5.

Toutes les prescriptions légales en vigueur, relatives aux pensions militaires, qui ne sont point contraires aux dispositions de la présente loi, notamment les prescriptions relatives au cumul et au décompte des services, sont maintenues.

N° 2585

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

CINQUIÈME LÉGISLATURE

SESSION DE 1893

Annexe au procès-verbal de la séance du 20 février 1893.

AVIS

PRÉSENTÉ

AU NOM DE LA COMMISSION DU BUDGET * SUR LE PROJET DE LOI
relatif aux pensions proportionnelles des officiers
d'infanterie, de cavalerie, d'artillerie et du génie,

PAR M. GEORGES COCHERY,

Député.

Messieurs,

Appelée à formuler son avis sur le projet de loi relatif aux retraites proportionnelles d'officiers, qui a fait l'objet d'un rapport de M. Vilfeu au nom de la Commission de l'armée, votre Commission du Budget n'avait pas à discuter les mérites du projet; son rôle se limitait à l'examen de ses con-

* Cette Commission est composée de MM. Peytral, *président*; Lockroy, Deluns-Montaud, *vice-présidents*; Raymond Poincaré, Jonnart, Emmanuel Arène, comte Caffarelli, *secrétaires*; Thomson, Antonin Dubost, Salis, Étienne, Terrier, Gustave Isambert (Eure-et-Loir), Mège, Félix Faure (Seine-Inférieure), Dupuy-Dutemps (Tarn), Labussière, Leydet, Camille Fouquet, Henry Boucher (Vosges), Georges Cochery, Henri Brisson, Letellier, Jolibois, Mesureur, Labrousse, Yves Guyot, Chautemps, Gerville-Réache.

(Voir les n°s 2107-2172.)

séquences financières, que n'avait pas abordé la Commission de l'armée.

Le projet de loi tend à admettre sur leur demande à la pension proportionnelle de retraite, à titre d'ancienneté, après vingt ans accomplis de service effectif, les officiers des armes de l'infanterie, de la cavalerie, de l'artillerie et du génie en activité de service, jusqu'au grade de colonel inclusivement.

Un calcul rigoureusement exact des conséquences de ce projet de loi ne saurait être fait, en raison du grand nombre d'éléments incertains qui influent sur la question et pour lesquels on est réduit aux hypothèses. Nous reproduisons une note de l'Administration de la Guerre qui semble de nature à donner une évaluation aussi approximative que possible.

Conséquences financières de la loi sur les retraites proportionnelles.

On suppose que l'officier sera admis à la retraite proportionnelle à vingt-cinq ans de services, en moyenne, et quarante-cinq ans d'âge et que son décès aura lieu à soixante-cinq ans, c'est-à-dire après vingt ans de jouissance de la pension ; tandis que, dans les conditions normales actuelles, le même officier aurait pris sa retraite à trente ans de services, soit cinquante ans d'âge et en aurait joui pendant quinze ans, c'est-à-dire jusqu'à soixante-cinq ans.

On suppose en outre, que le taux moyen de la retraite normale après trente ans de services est de 2.400 fr., et que celui de la retraite proportionnelle en est les 25/30 soit 2.000 fr. Le calcul sera d'abord établi dans l'hypothèse d'un seul officier admis, chaque année, à la retraite proportionnelle ; il suffira pour obtenir la dépense totale relative à l'ensemble des officiers admis à bénéficier de cette retraite, de multiplier par le nombre de ces officiers, les résultats obtenus pour un seul.

Pour un officier admis à la retraite proportionnelle la dépense supplémentaire sera de 2.000 fr. la première année d'application de la nouvelle loi. La deuxième année, pour l'officier admis à la retraite proportionnelle, il faut prévoir une nouvelle dépense de 2.000 fr. qui s'ajoutera à la première. — La dépense sera donc, pour un officier admis chaque année à la retraite proportionnelle, de 4.000 fr. pour la deuxième année — et ainsi de suite, la dépense sera de 6.000 fr. la troisième année, 8.000 la quatrième, 10.000 la cinquième.

A partir de la sixième année, il y aura encore, chaque année et jusqu'à

la vingtième, une nouvelle dépense de 2.000 fr. par officier admis à la retraite proportionnelle; cette dépense s'ajoutera à celle de 10.000 fr., correspondant aux années antérieures mais elle sera plus que compensée par l'économie à provenir du non paiement de la retraite normale (2.400 fr.) à l'officier qui, cinq ans auparavant, a obtenu la retraite proportionnelle au lieu de la retraite normale. Balance faite, il y aura une économie de $2.400 - 2.000$, soit de 400 fr. chaque année, économie qui se cumulera d'année en année à partir de la sixième jusqu'à la vingtième. La dépense supplémentaire sera donc de $10.000 - 400 = 9.600$ la sixième année; de $9.600 - 400 = 9.200$ la septième année, et ainsi de suite; et de $10.000 - (400 \times 15) = 4.000$ fr., la vingtième année.

De la vingtième à la vingt-cinquième année, la dépense restera constante et égale à 4.000 fr., parce qu'à partir de ce moment, à tout nouvel officier admis à la retraite proportionnelle correspondra un officier ayant cessé de jouir d'une retraite semblable.

La dépense supplémentaire resterait ainsi constante (4.000 fr.) pour toutes les autres années si l'on ne devait tenir compte d'une nouvelle source de dépenses. Il faut remarquer, en effet, que le départ anticipé d'un officier à vingt-cinq ans de services devra être compensé, pendant chacune des cinq premières années, dans l'effectif invariable des officiers en activité, par une nomination supplémentaire au grade d'officier (1). Ces officiers nommés en supplément par rapport aux promotions actuelles, arriveront eux-mêmes à la retraite normale à trente ans de services après vingt-cinq ans de grade d'officier (on suppose qu'ils ont déjà accompli cinq ans services comme homme de troupe). A ce moment, c'est-à-dire, à partir de la vingt-sixième année, et jusqu'à la trentième année inclusivement, ces officiers augmenteront le nombre des retraités; par suite une nouvelle dépense de 2.400 francs chaque année et pour chacun d'eux est à prévoir pendant quinze ans.

La dépense nouvelle s'augmentera donc de 2.400 francs par année à partir de la vingt-sixième année et montera de 4.000 francs à $4.000 + 2.400 \times 5 = 16.000$ francs dépense qui sera atteinte dans la trentième année. Toutefois ce dernier chiffre doit être réduit.

Il faut, en effet, tenir compte de ce fait d'expérience que la moitié seulement des officiers nommés atteignent leur retraite (les autres quittent l'armée ou meurent avant d'avoir droit à leur retraite). La dépense n'atteindra donc que $4.000 + \frac{1}{2} (2.400 \times 5) = 10.000$ francs.

Elle se maintiendra égale à ce chiffre jusqu'au moment où disparaîtront les officiers retraités provenant des officiers nommés en supplément, c'est-à-dire

(1) A partir de la sixième année il n'y aura plus de nomination supplémentaire à faire parce que le nombre des officiers retraités (normalement ou proportionnellement) ne sera pas modifié par rapport au nombre normal. L'augmentation à provenir de l'officier retraité par anticipation sera, en effet, compensée par la diminution à provenir de l'officier qui au lieu d'attendre sa retraite jusqu'à trente ans de services est parti par anticipation cinq ans avant.

pendant quinze ans après la vingt-cinquième année, soit jusqu'à la quarantième année du nouveau régime.

A partir de ce moment, elle décroîtra progressivement, au fur et à mesure de la disparition de ces retraités, pour redescendre au chiffre de 4.000 francs qui sera atteint au bout de la quarante-cinquième année. Elle restera alors constante jusqu'à la cinquantième année pour reprendre, ensuite, par période de vingt-cinq ans, les mêmes fluctuations que celles qu'elle a subies de la vingt-sixième à la cinquantième année.

En résumé, pendant la première période de vingt-cinq ans d'application de la nouvelle loi, la dépense par officier admis à la retraite proportionnelle variera de 2.000 à 10.000 francs, pendant les cinq premières années, pour s'abaisser à 4.000 francs pendant les vingtième à vingt-cinquième années; elle sera *en moyenne* de 6.080 francs.

Pendant chacune des périodes suivantes de vingt-cinq ans, la dépense variera de 4.000 à 10.000 francs et sera, *en moyenne*, de 7.600 francs.

Le projet de loi autorise une admission de deux cents officiers à la retraite proportionnelle chaque année. Mais, en même temps, il fixe à 2.000 le maximum que ne devra pas dépasser le chiffre total de ces retraités.

D'après l'hypothèse faite, ces retraités jouissent pendant vingt ans de cette retraite; leur nombre total atteindrait par suite $20 \times 200 = 4.000$ si, chaque année, on s'astreignait à retraiter deux cents officiers. La limite maxima de 2.000 s'oppose donc à l'admission de deux cents officiers à la retraite proportionnelle chaque année; ce dernier chiffre ne peut être qu'un maximum, et, en réalité, le nombre des officiers à admettre, chaque année, à la retraite proportionnelle, ne saurait s'écarter beaucoup d'une moyenne de cent, afin qu'il n'y ait pas d'à-coup dans le fonctionnement de la loi. Si pour atteindre le chiffre total de deux mille retraités, on admettait chaque année deux cents officiers, le maximum se produirait au bout de dix ans et pendant les dix années suivantes, il n'y aurait plus possibilité, théoriquement du moins, de donner aucune retraite proportionnelle.

En tablant donc sur une moyenne de cent officiers par année, la dépense à prévoir sera la suivante, savoir :

1° Pendant la première période de vingt-cinq ans elle suivra une marche ascendante (200.000 à 1.000.000 de francs) jusqu'à la cinquième année, puis décroîtra pour redevenir égale à 400.000 francs; elle sera, *en moyenne*, de 608.000 francs par année;

2° Pendant chacune des autres périodes consécutives de vingt-cinq ans : la dépense variera de 400.000 à 1.000.000 de francs; elle sera *en moyenne* de 760.000 francs.

Si, au lieu de tabler sur une moyenne de 100 officiers par année, on suppose que, par suite des nécessités du service, le Ministre use, dès les premières années, de la faculté que la loi lui accorde d'admettre, chaque année, 200 officiers à la retraite proportionnelle, la dépense à prévoir sera de 400.000 francs,

la première année et s'élèvera par échelons de 400.000 francs jusqu'à atteindre 2.000.000 de francs la cinquième année. Mais, à partir de la sixième année, et en supposant même que le Ministre continue, jusqu'à la dixième année, à faire passer, chaque année, 200 officiers à la retraite proportionnelle, la dépense s'abaissera successivement jusqu'à se réduire à 160.000 francs la treizième année; et, à partir de la quatorzième jusqu'à la vingtième inclusivement, elle se transformera même en une économie annuelle de 800.000 francs.

En résumé, la dépense sera au maximum de 400.000 fr. la première année, et pourra s'élever par échelons jusqu'à 2.000.000 de francs, la cinquième année; puis elle diminuera sensiblement les années suivantes.

Votre Commission du Budget, dans ces conditions et en raison des avantages que la Commission de l'Armée attend de la loi au point de vue militaire, ne s'oppose pas à son adoption.

N^o 2107

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

CINQUIÈME LÉGISLATURE

SESSION DE 1892

Annexe au procès-verbal de la séance du 23 mai 1892.

PROJET DE LOI

*relatif aux pensions proportionnelles des officiers
d'infanterie, de cavalerie, d'artillerie et du génie*

(Renvoyé à la Commission de l'armée.)

PRÉSENTÉ

AU NOM DE M. CARNOT,

Président de la République française,

PAR M. DE FREYCINET,

Ministre de la Guerre,

ET PAR M. ROUVIER,

Ministre des Finances.

EXPOSÉ DES MOTIFS

Messieurs,

Depuis quelques années, le nombre et la composition de nos formations de guerre ont subi des modifications considérables; des unités nouvelles ont été créées dans la réserve

et l'armée territoriale, et il est devenu très difficile d'en assurer le commandement dans de bonnes conditions. Les officiers retraités, mis à la disposition du Ministre de la Guerre en vertu de la loi du 22 juin 1878, ne sont pas tous, malgré leur bonne volonté, en état de faire campagne.

Dans ces conditions, une réforme des dispositions qui régissent actuellement l'admission des officiers à la retraite paraît indispensable. Il faut en arriver aux pensions proportionnelles proposées déjà, en 1880, par M. Amédée Lefauré et en usage depuis longtemps dans des pays voisins. Cette solution fournira à notre armée de seconde ligne des cadres expérimentés et encore jeunes, sans exiger une modification à nos lois sur l'avancement.

En avançant l'époque à laquelle les officiers peuvent prendre leur retraite, il ne sera que juste d'exiger de ceux qui demanderont à bénéficier de la loi nouvelle de se tenir à la disposition du Ministre pendant un temps égal à celui qui leur reste à faire pour achever trente ans de service, sans préjudice des cinq années exigées par la loi du 22 juin 1878.

Par mesure économique, la concession de la retraite proportionnelle ne serait autorisée que pour les officiers d'infanterie, de cavalerie, d'artillerie et du génie, à partir de vingt ans de service.

Aucune modification n'est d'ailleurs apportée par le projet de loi aux droits des veuves et des orphelins.

Nous avons, en conséquence, l'honneur de soumettre à vos délibérations le texte suivant, approuvé par le Conseil supérieur de la Guerre et qui ne soulèvera pas, nous l'espérons, les objections qu'une proposition précédente avait rencontrées.

PROJET DE LOI

Le Président de la République française

Décète :

Le projet de loi dont la teneur suit sera présenté à la Chambre des Députés par le Ministre de la Guerre et par le Ministre des Finances, qui sont chargés d'en exposer les motifs et d'en soutenir la discussion.

Article premier.

Par dérogation à l'article 1^{er} de la loi du 11 avril 1831, pourront être admis sur leur demande à la pension proportionnelle de retraite, à titre d'ancienneté, après vingt ans accomplis de service effectif, les officiers des armes de l'infanterie, de la cavalerie, de l'artillerie et du génie en activité de service, jusqu'au grade de colonel inclusivement.

Le nombre des officiers ainsi admis à la pension proportionnelle de retraite ne pourra dépasser deux cents par an ni deux mille en tout.

Art. 2.

Ils auront droit, s'ils ont deux années d'ancienneté dans leur grade, à une pension proportionnelle, calculée d'après leur ancienneté de service, des 20/30 aux 30/30 du minimum stipulé par la loi du 22 juin 1878, et augmentée pour chaque campagne d'un vingtième de la différence du minimum au maximum.

Art. 3.

Par dérogation à l'article 2 de la loi du 22 juin 1878, les officiers admis, sur leur demande, à la retraite propor-

tionnelle, resteront à la disposition du Ministre après leur mise à la retraite, en sus des cinq années prescrites par la loi précitée, pendant autant d'années qu'il leur en restait à accomplir pour parfaire leurs trente années de service.

Pendant ce temps, ils pourront être pourvus d'un emploi de leur grade, ou même d'un grade supérieur, dans la réserve de l'armée active ou dans l'armée territoriale et être convoqués pour des périodes d'instruction, soit pendant deux semaines par an, soit pendant quatre semaines tous les deux ans.

Quel que soit l'emploi civil occupé par eux, ils ne pourront pas être classés dans la non-disponibilité.

Ils demeureront soumis aux lois et règlements militaires sur la réserve et l'armée territoriale.

Art. 4.

Il n'est rien changé aux dispositions en vigueur en ce qui concerne les droits des veuves et des orphelins.

Art. 5.

Toutes les prescriptions légales en vigueur, relatives aux pensions militaires, qui ne sont point contraires aux dispositions de la présente loi, notamment les prescriptions relatives au cumul et au décompte des services, sont maintenues.

Fait à Paris, le 21 mai 1892.

Le Président de la République française,
Signé : CARNOT.

Par le Président de la République :

Le Ministre de la Guerre,
Signé : C. DE FREYCINET.

Le Ministre des Finances.
Signé : ROUVIER.

SÉNAT

Paris, le

189

Secrétariat Général
de la
Questure.

Proposition de loi
de M. Cornil.

(Etudiants en Médecine)

Bon à tirer

EPREUVE

N° 99

SÉNAT

SESSION 1893

Annexe au procès-verbal de la séance du 23 mars 1893.

PROPOSITION DE LOI

*Tendant à modifier l'article 23 de la loi
du 15 juillet 1889,*

PRÉSENTÉE

PAR M. CORNIL,

Sénateur.

—
(Renvoyée à la Commission de l'Armée.)
—

EXPOSÉ DES MOTIFS

MESSIEURS,

Aux termes de la loi du 15 juillet 1889, les étudiants en médecine et en pharmacie ont la faculté de n'accomplir qu'une année de service à la condition d'être pourvus du diplôme de docteur, de pharmacien de 1^{re} classe ou du titre d'interne des hôpitaux à l'âge de 26 ans.

Pendant cette année de service, ils reçoivent l'instruction militaire du soldat d'infanterie.

Soit qu'ils s'engagent à 18 ans, avant de prendre leur première inscription, suivant le bénéfice de la loi du

/ 11 juillet 1892, soit qu'ils attendent l'année de leur tirage au sort, ils sont astreints à passer sous les drapeaux une année qui est entièrement perdue au point de vue scolaire. L'obtention de leur diplôme est ainsi retardée d'au moins un an.

Ces dispositions de la loi sont à la fois préjudiciables aux études médicales et pharmaceutiques et à l'intérêt du service de l'armée.

Tout en reconnaissant l'heureuse influence morale qu'exercent sur les étudiants les habitudes de discipline militaire, il est certain qu'ils n'acquièrent actuellement, durant leur année de service, aucune des connaissances professionnelles ou administratives dont ils auront à faire preuve plus tard comme officiers du service de santé. On leur a appris pendant un an l'exercice du fusil dont ils n'auront jamais plus à se servir. Temps perdu pour l'armée et pour eux. Par contre, la période d'appel de vingt-huit jours durant laquelle ils devront se familiariser avec le détail et la réglementation du service de santé est tout à fait insuffisante.

Si, au contraire, ces jeunes gens étaient mis en sursis d'appel et accomplissaient leur année de service comme docteurs ou comme pharmaciens de 1^{re} classe, on en retirerait les avantages suivants :

1° Les études n'étant plus interrompues par l'année de service militaire, les élèves obtiendraient un an plus tôt leur diplôme de docteur ou de pharmacien de 1^{re} classe, ce qui revient à dire qu'au moment de la mobilisation on aurait une classe de plus de médecins et de pharmaciens;

2° Les docteurs en médecine, par le fait même de leur service dans les fonctions dévolues par le règlement aux médecins aide-majors de 2^e classe, se familiariseraient avec le matériel, les règlements administratifs et la pratique journalière du service. On pourrait très utilement alors leur enseigner ce que comporte de plus essentiel l'instruction spéciale que reçoivent les stagiaires à l'école d'application du Val-de-Grâce.

3° Enfin, ces médecins et pharmaciens concourraient très efficacement au service de garde dans les hôpitaux et aux services du temps de paix, en assurant les services extérieurs (assistance au tir à la cible, aux baignades, marches militaires, manœuvres) dans les garnisons, lesquels sont réellement en souffrance en raison de l'insuffisance numérique du cadre du corps de santé.

Il faut être bien convaincu, en effet, que le nombre des médecins militaires, insuffisant aujourd'hui en temps de paix (1), devra être quintuplé en temps de guerre; tous les docteurs et pharmaciens de 1^{re} classe valides jusqu'à l'âge de 45 ans seront alors versés dans le corps de santé.

Si le législateur a repoussé jusqu'ici le principe des sursis d'appel, c'est parce qu'il a voulu qu'au moment de la mobilisation tout Français en âge de servir ait appris son métier de soldat. La proposition de loi que nous vous présentons ne porte dans la réalité des choses aucune atteinte à l'application de ce principe. L'étudiant en médecine, par le fait seul qu'il est étudiant, se prépare au service qu'il accomplira en temps de guerre, les élèves en médecine et en pharmacie étant au moment de la mobilisation versés dans le service de santé, qui les utilise, soit comme infirmiers, soit comme médecins auxiliaires, selon le nombre de leurs inscriptions. On peut dire que du jour où il a pris sa première inscription, l'étudiant en médecine ou en pharmacie reçoit son affectation normale de guerre, qui variera parallèlement à l'avancement de ses études en temps de paix. Cette situation n'a pas d'analogue, si ce n'est pour le service vétérinaire, et l'on ne peut pas craindre que la faculté d'obtenir des sursis puisse être légitimement réclamée par d'autres professions.

(1) L'effectif des médecins et pharmaciens militaires est aujourd'hui de 1.300, dont 200 sont immobilisés en Algérie, en Tunisie, au Dahomey et au Tonkin. Le projet de loi des cadres soumis à la Chambre des Députés le porterait à 1.441, y compris les 60 stagiaires du Val-de-Grâce.

Le médecin est le seul qui soit appelé à rendre dans l'armée le même office, et l'un des plus essentiels, que dans la vie civile.

L'acceptation du projet qui vous est soumis n'entraîne aucune charge nouvelle pour le budget, puisque l'incorporation des étudiants en médecine et en pharmacie est comprise dans les prévisions annuelles.

Enfin nous avons tenu à demander que les internes continuent à jouir comme les docteurs du bénéfice de la loi. Nous appellerons ultérieurement l'attention de M. le Ministre de la Guerre sur la nécessité de prendre à leur égard des mesures spéciales lors de leur nomination au grade d'aide-major de réserve; sans cela, comme les internes arrivent au doctorat plusieurs années après ceux qui n'ont pas concouru pour cet emploi dont l'accès exige un si long et si grand travail, il en résulterait qu'ils seraient d'autant moins anciens de grade, et par conséquent d'autant moins avancés dans la hiérarchie, qu'ils posséderaient une plus grande valeur professionnelle.

~~Rien ne serait du reste changé aux dispositions générales de la loi du 15 juillet 1889, sauf en ce qui concerne la limite d'âge pour l'obtention du diplôme, qui serait portée à 27 ans au lieu de 26. Sans cela un élève ayant commencé la médecine à 20 ans ne pourrait pas toujours concourir pour l'internat dans des conditions suffisantes de préparation, ou même terminer ses études médicales avec tout le soin nécessaire.~~

Nous vous demanderons d'abroger, en ce qui concerne les étudiants en médecine et en pharmacie, le bénéfice de l'article 59, qui permet de contracter un engagement volontaire et d'être renvoyé après un an de présence sous les drapeaux, la loi que nous vous proposons n'ayant pas pour objet de créer un privilège en faveur des étudiants en médecine et en pharmacie. Par une loi récente, le Parlement a bien voulu accorder aux élèves de l'École centrale de ne faire leur service qu'à la sortie de l'école, et cela dans

l'intérêt de leurs études. Celle que nous avons l'honneur de vous proposer a pour but principal l'intérêt de l'armée, qui exige que, pendant son année de présence sous les drapeaux, le médecin et le pharmacien concourent effectivement au service du temps de paix, et se préparent à leur rôle éventuel dans les formations sanitaires, où le soldat blessé trouvera les soins qu'il doit attendre de leur art au jour de la mobilisation. Nous avons la confiance que vous voudrez bien accueillir favorablement cette proposition, qui accorde les intérêts de la défense nationale et ceux des études scientifiques.

PROPOSITION DE LOI

ARTICLE PREMIER.

Les modifications suivantes sont apportées à la loi du 15 juillet 1889 :

Les dispositions de l'article 23 relatives aux étudiants aspirant au diplôme de docteur en médecine, de pharmacien de 1^{re} classe ou pourvus du titre d'interne des hôpitaux nommés aux concours dans une ville où il existe une Faculté de médecine, sont remplacées par les suivantes :

Art. 23 bis. — Les jeunes gens qui poursuivent leurs études en vue d'obtenir le diplôme de docteur en médecine ou de pharmacien de 1^{re} classe peuvent, sur leur demande, être mis en sursis d'appel jusqu'à l'obtention de leur diplôme, ou de leur nomination comme interne titulaire

des hôpitaux nommés au concours dans une ville où il existe une Faculté de médecine, une Faculté mixte ou une École supérieure de pharmacie.

1+ 26

Avant l'âge de ~~27~~ ans, et dans le mois qui suivra leur réception ou leur nomination, les docteurs en médecine, pharmaciens de 1^{re} classe ou internes des hôpitaux, seront appelés sous les drapeaux et renvoyés dans leurs foyers après un an de présence; ils pourront alors être nommés médecins ou pharmaciens, aides-major de réserve, s'ils ont satisfaits aux conditions de conduite et d'instruction déterminées par le Ministre de la Guerre.

En cas de mobilisation, les étudiants en médecine et en pharmacie sont versés dans le service de santé.

L'article 24, ~~sauf en ce qui concerne la limite d'âge pour l'obtention des diplômes~~, et les articles 25, 26, 27, 33, 44 et 45, mais non les dispositions de l'article 59, modifié par la loi du 11 juillet 1892, sont applicables aux jeunes gens visés par le présent article.

1+ 28

ART. 2.

Toutes les dispositions contraires à la présente loi sont et demeurent abrogées.

N° 99

SÉNAT

SESSION 1893

Annexe au procès-verbal de la séance du 23 mars 1893.

PROPOSITION DE LOI

*Tendant à modifier l'article 23 de la loi
du 15 juillet 1889,*

PRÉSENTÉE

PAR M. CORNIL

Sénateur.

(Renvoyée à la Commission de l'Armée.)

EXPOSÉ DES MOTIFS

MESSIEURS,

Aux termes de la loi du 15 juillet 1889, les étudiants en médecine et en pharmacie ont la faculté de n'accomplir qu'une année de service à la condition d'être pourvus du diplôme de docteur, de pharmacien de 1^{re} classe ou du titre d'interne des hôpitaux à l'âge de 26 ans.

Pendant cette année de service, ils reçoivent l'instruction militaire du soldat d'infanterie.

Soit qu'ils s'engagent à 18 ans, avant de prendre leur première inscription, suivant le bénéfice de la loi du

11 juillet 1892, soit qu'ils attendent l'année de leur tirage au sort, ils sont astreints à passer sous les drapeaux une année qui est entièrement perdue au point de vue scolaire. L'obtention de leur diplôme est ainsi retardée d'au moins un an.

Ces dispositions de la loi sont à la fois préjudiciables aux études médicales et pharmaceutiques et à l'intérêt du service de l'armée.

Tout en reconnaissant l'heureuse influence morale qu'exercent sur les étudiants les habitudes de discipline militaire, il est certain qu'ils n'acquièrent actuellement, durant leur année de service, aucune des connaissances professionnelles ou administratives dont ils auront à faire preuve plus tard comme officiers du service de santé. On leur a appris pendant un an l'exercice du fusil dont ils n'auront jamais plus à se servir. Temps perdu pour l'armée et pour eux. Par contre, la période d'appel de vingt-huit jours durant laquelle ils devront se familiariser avec le détail et la réglementation du service de santé est tout à fait insuffisante.

Si, au contraire, ces jeunes gens étaient mis en sursis d'appel et accomplissaient leur année de service comme docteurs ou comme pharmaciens de 1^{re} classe, on en retirerait les avantages suivants :

1° Les études n'étant plus interrompues par l'année de service militaire, les élèves obtiendraient un an plus tôt leur diplôme de docteur ou de pharmacien de 1^{re} classe, ce qui revient à dire qu'au moment de la mobilisation on aurait une classe de plus de médecins et de pharmaciens ;

2° Les docteurs en médecine, par le fait même de leur service dans les fonctions dévolues par le règlement aux médecins aide-majors de 2^e classe, se familiariseraient avec le matériel, les règlements administratifs et la pratique journalière du service. On pourrait très utilement alors leur enseigner ce que comporte de plus essentiel l'instruction spéciale que reçoivent les stagiaires à l'école d'application du Val-de-Grâce ;

3° Enfin, ces médecins et pharmaciens concourraient très efficacement au service de garde dans les hôpitaux et aux services du temps de paix, en assurant les services extérieurs (assistance au tir à la cible, aux baignades, marches militaires, manœuvres) dans les garnisons, lesquels sont réellement en souffrance en raison de l'insuffisance numérique du cadre du corps de santé.

Il faut être bien convaincu, en effet, que le nombre des médecins militaires, insuffisant aujourd'hui en temps de paix (1), devra être quintuplé en temps de guerre; tous les docteurs et pharmaciens de 1^{re} classe valides jusqu'à l'âge de 45 ans seront alors versés dans le corps de santé.

Si le législateur a repoussé jusqu'ici le principe des sursis d'appel, c'est parce qu'il a voulu qu'au moment de la mobilisation tout Français en âge de servir ait appris son métier de soldat. La proposition de loi que nous vous présentons ne porte dans la réalité des choses aucune atteinte à l'application de ce principe. L'étudiant en médecine, par le fait seul qu'il est étudiant, se prépare au service qu'il accomplira en temps de guerre, les élèves en médecine et en pharmacie étant au moment de la mobilisation versés dans le service de santé, qui les utilise, soit comme infirmiers, soit comme médecins auxiliaires, selon le nombre de leurs inscriptions. On peut dire que du jour où il a pris sa première inscription, l'étudiant en médecine ou en pharmacie reçoit son affectation normale de guerre, qui variera parallèlement à l'avancement de ses études en temps de paix. Cette situation n'a pas d'analogue, si ce n'est pour le service vétérinaire, et l'on ne peut pas craindre que la faculté d'obtenir des sursis puisse être légitimement réclamée par d'autres professions.

(1) L'effectif des médecins et pharmaciens militaires est aujourd'hui de 1.300, dont 200 sont immobilisés en Algérie, en Tunisie, au Dahomey et au Tonkin. Le projet de loi des cadres soumis à la Chambre des Députés le porterait à 1.441, y compris les 60 stagiaires du Val-de-Grâce.

Le médecin est le seul qui soit appelé à rendre dans l'armée le même office, et l'un des plus essentiels, que dans la vie civile.

L'acceptation du projet qui vous est soumis n'entraîne aucune charge nouvelle pour le budget, puisque l'incorporation des étudiants en médecine et en pharmacie est comprise dans les prévisions annuelles.

Enfin nous avons tenu à demander que les internes continuent à jouir comme les docteurs du bénéfice de la loi. Nous appellerons ultérieurement l'attention de M. le Ministre de la Guerre sur la nécessité de prendre à leur égard des mesures spéciales lors de leur nomination au grade d'aide-major de réserve; sans cela, comme les internes arrivent au doctorat plusieurs années après ceux qui n'ont pas concouru pour cet emploi dont l'accès exige un si long et si grand travail, il en résulterait qu'ils seraient d'autant moins anciens de grade, et par conséquent d'autant moins avancés dans la hiérarchie, qu'ils posséderaient une plus grande valeur professionnelle.

Rien ne serait du reste changé aux dispositions générales de la loi du 15 juillet 1889, sauf en ce qui concerne la limite d'âge pour l'obtention du diplôme, qui serait portée à 27 ans au lieu de 26. Sans cela un élève, ayant commencé la médecine à 20 ans, ne pourrait pas toujours concourir pour l'internat dans des conditions suffisantes de préparation, ou même terminer ses études médicales avec tout le soin nécessaire.

Nous vous demanderons d'abroger, en ce qui concerne les étudiants en médecine et en pharmacie, le bénéfice de l'article 59, qui permet de contracter un engagement volontaire et d'être renvoyé après un an de présence sous les drapeaux, la loi que nous vous proposons n'ayant pas pour objet de créer un privilège en faveur des étudiants en médecine et en pharmacie. Par une loi récente, le Parlement a bien voulu accorder aux élèves de l'École centrale de ne faire leur service qu'à la sortie de l'école, et cela dans

l'intérêt de leurs études. Celle que nous avons l'honneur de vous proposer a pour but principal l'intérêt de l'armée, qui exige que, pendant son année de présence sous les drapeaux, le médecin et le pharmacien concourent effectivement au service du temps de paix, et se préparent à leur rôle éventuel dans les formations sanitaires, où le soldat blessé trouvera les soins qu'il doit attendre de leur art au jour de la mobilisation. Nous avons la confiance que vous voudrez bien accueillir favorablement cette proposition, qui accorde les intérêts de la défense nationale et ceux des études scientifiques.

PROPOSITION DE LOI

ARTICLE PREMIER.

Les modifications suivantes sont apportées à la loi du 15 juillet 1889 :

Les dispositions de l'article 23 relatives aux étudiants aspirant au diplôme de docteur en médecine, de pharmacien de 1^{re} classe ou pourvus du titre d'interne des hôpitaux nommés aux concours dans une ville où il existe une Faculté de médecine, sont remplacées par les suivantes :

Art. 23 bis. — Les jeunes gens qui poursuivent leurs études en vue d'obtenir le diplôme de docteur en médecine ou de pharmacien de 1^{re} classe peuvent, sur leur demande, être mis en sursis d'appel jusqu'à l'obtention de leur diplôme, ou de leur nomination comme interne titulaire

des hôpitaux nommés au concours dans une ville où il existe une Faculté de médecine, une Faculté mixte ou une École supérieure de pharmacie.

Avant l'âge de 27 ans, et dans le mois qui suivra leur réception ou leur nomination, les docteurs en médecine, pharmaciens de 1^{re} classe ou internes des hôpitaux, seront appelés sous les drapeaux et renvoyés dans leurs foyers après un an de présence; ils pourront alors être nommés médecins ou pharmaciens, aides-major de réserve, s'ils ont satisfaits aux conditions de conduite et d'instruction déterminées par le Ministre de la Guerre.

En cas de mobilisation, les étudiants en médecine et en pharmacie sont versés dans le service de santé.

L'article 24, sauf en ce qui concerne la limite d'âge pour l'obtention des diplômes, et les articles 25, 26, 27, 33, 44 et 45, mais non les dispositions de l'article 59, modifié par la loi du 11 juillet 1892, sont applicables aux jeunes gens visés par le présent article.

ART. 2.

Toutes les dispositions contraires à la présente loi sont et demeurent abrogées.

SÉNAT

Paris, le

189

Secrétariat Général
de la
Questure.

Limites d'âge des
Candidats à l'École Polytechnique

Voté le 23 février 1894. au Sénat.

Don pour l'interprétation de
l'art. 3 le commentaire de M. le
Ministre, en contradiction avec les
termes du Rapport.

Journal officiel du 24/2.
Séance du 23 fév. 1894.

1^{re} DÉLIBÉRATION SUR LE PROJET DE LOI
FIXANT LES LIMITES D'ÂGE D'ADMISSION
DES CANDIDATS À L'ÉCOLE POLYTECHNIQUE

M. le président. L'ordre du jour appelle la 1^{re} délibération sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, modifiant les limites d'âge d'admission des candidats à l'école polytechnique.

M. de Verninac, rapporteur. J'ai l'honneur de demander au Sénat, d'accord avec M. le ministre de la guerre, de vouloir bien déclarer l'urgence sur le projet de loi.

M. le président. Je consulte le Sénat sur l'urgence, qui est demandée par la commission, d'accord avec le Gouvernement.

Il n'y a pas d'opposition?...

L'urgence est déclarée.

Quelqu'un demande-t-il la parole pour la discussion générale?

M. le général Mercier, ministre de la guerre. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le ministre de la guerre.

M. le ministre. Messieurs, l'article 3 du projet de loi est susceptible de deux interprétations sur lesquelles j'ai été consulté tout à l'heure. Cet article est ainsi conçu :

« Les dispositions de la loi du 10 janvier 1890 continueront à être appliquées, par mesure transitoire, aux militaires présents sous les drapeaux qui, avant le 1^{er} janvier de l'année qui suivra la promulgation de la présente loi, auront atteint ou dépassé l'âge de vingt et un ans. »

On peut se demander si cet article autorise les engagements après la promulgation de la loi, c'est-à-dire si un certain nombre de jeunes gens qui ne sont pas engagés et qui sont à leur limite d'âge pour se présenter à l'école polytechnique auront, après la promulgation de la loi et d'ici au 1^{er} janvier 1895, la faculté de s'engager en jouissant du bénéfice des dispositions de la loi du 10 janvier 1890.

Les deux interprétations sont possibles; elles sont d'ailleurs absolument indifférentes au point de vue du service et de l'avenir de l'école polytechnique. Dans ces conditions, je ne vois aucun inconvénient à ce qu'on admette l'interprétation la plus favorable aux jeunes gens qui se trouvent dans une situation particulière et la plus bienveillante pour leurs familles. Il est donc bien entendu que cet article 3 pourra être interprété de la façon suivante : les jeunes gens qui n'ont pas encore atteint la limite d'âge, mais qui vont l'atteindre et qui ne sont pas encore sous les drapeaux, pourront s'engager d'ici au 1^{er} janvier 1895 et continuer à se présenter à l'école polytechnique jusqu'à l'âge de vingt-cinq ans. (*Très bien ! très bien !*)

M. Bernard. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Bernard.

M. Bernard. Je ne monte à la tribune, messieurs, que pour remercier M. le mi-

nistre de la guerre de l'interprétation libérale qu'il vient de donner aux dispositions transitoires de l'article 3 de la loi. La rédaction de cet article pouvait, en effet, prêter à quelque équivoque. J'avais eu l'honneur, avant la séance, d'entretenir M. le ministre de cette question, et les explications qu'il a apportées à la tribune me donnent complète satisfaction.

M. le président. Personne ne demande plus la parole pour la discussion générale?...

Je consulte le Sénat sur la question de savoir s'il entend passer à la discussion des articles.

(Le Sénat décide qu'il passe à la discussion des articles.)

M. le président. Je donne lecture de l'article 1^{er}.

« Art. 1^{er}. — Ne pourront se présenter à l'examen d'admission à l'école polytechnique que des Français âgés de dix-sept ans au moins et de vingt et un ans au plus, au 1^{er} janvier de l'année du concours. »

(L'article 1^{er}, mis aux voix, est adopté.)

M. le président. « Art. 2. — Sont abrogés : l'article 4 de la loi du 14 avril 1832; les articles 7 et 8 de la loi du 5 juin 1850; la loi du 10 janvier 1890. » — (Adopté.)

« Art. 3. — Les dispositions de la loi du 10 janvier 1890 continueront à être appliquées, par mesure transitoire, aux militaires présents sous les drapeaux qui, avant le 1^{er} janvier de l'année qui suivra la promulgation de la présente loi, auront atteint ou dépassé l'âge de vingt et un ans. » — (Adopté.)

(L'ensemble du projet de loi, mis aux voix, est adopté.)

N° 27

SÉNAT

SESSION 1894

Annexe au procès-verbal de la séance du 16 février 1894.

RAPPORT

FAIT

*Au nom de la Commission de l'Armée¹, chargée d'examiner
le projet de loi, ADOPTÉ PAR LA CHAMBRE DES
— DÉPUTÉS, modifiant les limites d'âge d'admission des
candidats à l'École polytechnique,*

PAR M. DE VERNINAC

Sénateur.

MESSIEURS,

Les limites d'âge d'admission des candidats à l'École polytechnique sont fixées aujourd'hui par les dispositions des lois des 14 avril 1832 (art. 4), 5 juin 1850 (art. 7 et 8) et 10 janvier 1890, ainsi conçues :

Loi du 14 avril 1832. « Art. 4. — Tous les militaires

(1) Cette Commission est composée de MM. DE FREYCINET, *Président*; BERTHELOT, Général JAPY, *Vice-Présidents*; LOURTIES, PREVET, *Secrétaires*; PEYTRAL, Alexandre LEFÈVRE, BADUEL, Général BILLOT, LE ROYER, CORNIL, BERNARD, Léon LABBÉ, BARDOUX, DE VERNINAC, TÉZENAS, BENAZET, GUYOT-LAVALINE.

M. Édouard DUPRÉ, *Secrétaire-Adjoint*.

(Voir les nos 19, Sénat, session de 1894, et 251-316, — 6^e législ. — de la Chambre des Députés.)

de l'armée sont reçus jusqu'à 25 ans à subir l'examen pour l'École polytechnique. »

Loi du 5 juin 1850. « Art. 7. — A partir de 1851, l'article 4 de la loi du 14 avril 1832 ne pourra être appliqué qu'aux militaires justifiant de deux ans de service effectif et réel sous les drapeaux. Ce temps de service devra être constaté par des certificats émanant des conseils d'administration des corps auxquels ces militaires appartiennent. »

« Art. 8. — A partir de 1851, ne pourront se présenter à l'examen d'admission à l'École polytechnique que les Français âgés de 16 ans au moins et 21 ans au plus au 1^{er} janvier de l'année du concours, sauf le cas prévu par l'article 7 de la présente loi.

Loi du 10 janvier 1890. « Article premier. — La loi des 24 janvier, 3 mai et 5 juin 1850 est modifiée ainsi qu'il suit :

« A partir de 1890, ne pourront se présenter à l'examen d'admission à l'École polytechnique que les Français âgés de 16 ans au moins et 21 ans au plus au 1^{er} janvier de l'année du concours.

« Toutefois les militaires présents sous les drapeaux sont reçus jusqu'à 25 ans à subir ces examens sous conditions de justifier au 1^{er} juillet de l'année du concours de six mois de service effectif réel.

« Les militaires admis à concourir après l'âge de 21 ans ne peuvent à leur sortie de l'École être placés que dans des services militaires. »

Le Gouvernement estime que ces dispositions n'ont plus leur raison d'être et que, notamment, la faveur exceptionnelle accordée aux militaires par la loi du 10 janvier 1890 ne doit pas survivre aux causes qui l'avaient fait édicter.

Il estime, en outre, que la limite d'âge inférieure

(16 ans), à partir de laquelle les candidats peuvent prendre part au concours, ne cadre plus avec les dispositions de la loi du 15 juillet 1889 sur le recrutement de l'armée.

Il vous propose, en conséquence, par le projet de loi qui vous est soumis, de fixer entre 17 et 21 ans la limite d'âge des candidats à l'École polytechnique.

Ce projet de loi, déposé sur le bureau de la Chambre des Députés le 15 janvier dernier, a été voté par elle sans discussion, après déclaration d'urgence, dans la séance du 1^{er} février, et porté au Sénat le 9 février.

Après l'avoir examiné, votre Commission de l'armée pense qu'il ne comporte pas de sérieuses objections.

D'une part, en effet, les articles 8 de la loi du 5 juin 1850 et 1^{er} de celle du 10 janvier 1850, fixent à 16 ans au moins, avant le 1^{er} janvier de l'année du concours, la limite d'âge inférieure à laquelle les candidats sont admis à se présenter à l'examen de l'École polytechnique, de telle sorte qu'ils peuvent, à la date de leur entrée à cette École, n'avoir que 16 ans et 9 mois.

Mais la loi du 15 juillet 1889 (art. 28) dispose que les jeunes gens reçus à l'École polytechnique n'y seront définitivement admis qu'à condition de contracter un engagement volontaire de trois ans.

Ils se trouvent par là même liés au service militaire et pour motif de discipline seraient renvoyés dans un régiment au cas où ils ne pourraient être maintenus à l'École. N'y aurait-il pas d'inconvénient à envoyer dans un corps des jeunes gens âgés de moins de 17 ans, alors que la loi sur le recrutement ne permet les engagements volontaires qu'à partir de 18 ans ?

Le projet qui vous est soumis, en fixant la limite inférieure d'admission à 17 ans au 1^{er} janvier de l'année du concours, remédie à cette anomalie et fait cadrer dans la limite du possible l'âge d'engagement des jeunes gens admis à l'École polytechnique avec les prescriptions de la loi du recrutement.

Cette limite de 17 ans est d'ailleurs celle déjà fixée pour l'École militaire de Saint-Cyr, dont le programme d'admission est moins étendu que celui de l'École polytechnique.

Quant à la faveur accordée aux militaires de se présenter jusqu'à l'âge de 25 ans, elle n'a plus sa raison d'être depuis les transformations subies par notre organisation militaire.

Sa suppression ne saurait nuire au bon recrutement de l'École ; ce n'est pas en effet les candidats qui manquent au concours d'admission : ni en ce qui touche les armes spéciales, puisque l'institution de l'École militaire de l'artillerie et du génie donne aux sous-officiers de ces armes, qui aspirent au grade d'officier, toutes facilités pour y parvenir, ni en ce qui touche les services civils, puisque les candidats appelés à profiter du privilège, qu'il s'agit de faire cesser, renonçaient par là même à tout emploi dans ces services.

Quant aux jeunes gens eux-mêmes qui bénéficient du délai de faveur, ils n'éprouveront en réalité aucun dommage, car entrant, pour la plupart, au régiment avec une instruction déjà avancée, ils deviendront rapidement sous-officiers et trouveront une voie tout aussi prompte, sinon plus, pour arriver à l'épaulette, dans le concours pour l'École de Versailles, où leur présence contribuera d'une façon sensible à relever le niveau des études.

Une décision analogue a déjà été prise par décret en ce qui touche l'École militaire, mais une loi était nécessaire pour modifier les conditions d'admission à l'École polytechnique, ces conditions étant actuellement établies par une loi.

L'article 3 du projet est destiné à régler la période transitoire. Il est fondé sur le principe général de la non-rétroactivité des lois, et ne soulève aucune objection.

Le bénéfice de la loi de 1890 continuera à être accordé aux militaires présents sous les drapeaux qui, avant le 1^{er} janvier de l'année qui suivra la promulgation de la présente loi, auront atteint ou dépassé l'âge de 21 ans,

à cette condition, bien entendu, qu'ils seront présents sous les drapeaux au moment de cette promulgation, car ceux qui n'entreraient que postérieurement au régiment ne sauraient prétendre à un droit acquis aux bénéfices de la législation antérieure.

*M. le Ministre
a interprété l'art. 3.
dans un sens contraire
le 23/2 1894.*

En conséquence, votre Commission de l'armée vous propose de donner votre haute sanction au projet de loi suivant :

PROJET DE LOI

ARTICLE PREMIER.

Ne pourront se présenter à l'examen d'admission à l'École polytechnique que des Français âgés de dix-sept ans au moins et de vingt et un ans au plus, au 1^{er} janvier de l'année du concours.

ART. 2.

Sont abrogés : l'article 4 de la loi du 14 avril 1832; les articles 7 et 8 de la loi du 5 juin 1850; la loi du 10 janvier 1890.

ART. 3.

Les dispositions de la loi du 10 janvier 1890 continueront à être appliquées, par mesure transitoire, aux militaires présents sous les drapeaux qui, avant le 1^{er} janvier de l'année qui suivra la promulgation de la présente loi, auront atteint ou dépassé l'âge de vingt et un ans.

36183

N° 19

SÉNAT

SESSION 1894

Annexe au procès-verbal de la séance du 9 février 1894.

PROJET DE LOI

ADOPTÉ PAR LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS

Modifiant les limites d'âge d'admission des candidats à
l'École polytechnique,

PRÉSENTÉ, AU NOM DE

M. CARNOT

Président de la République française,

Par **M. le Général MERCIER**

Ministre de la Guerre.

(Renvoyé à la Commission de l'Armée.)

EXPOSÉ DES MOTIFS

MESSIEURS,

Dans sa séance du 1^{er} février 1894, la Chambre des Députés a adopté, après déclaration d'urgence, un projet de loi modifiant les limites d'âge d'admission des candidats à l'École polytechnique.

Le Gouvernement n'a rien à changer à l'exposé des

(Voir les nos 251-316, — 6^e législ. — de la Chambre des Députés.)

motifs déposé sur le bureau de la Chambre des Députés et il a l'honneur de soumettre le projet de loi aux délibérations du Sénat.

Le Président de la République française,

DÉCRÈTE :

Le projet de loi dont la teneur suit, déjà adopté par la Chambre des Députés, sera présenté au Sénat par le Ministre de la Guerre, qui est chargé d'en exposer les motifs et d'en soutenir la discussion.

PROJET DE LOI

ARTICLE PREMIER.

Ne pourront se présenter à l'examen d'admission à l'École polytechnique que des Français âgés de dix-sept ans au moins et de vingt et un ans au plus, au 1^{er} janvier de l'année du concours.

ART. 2.

Sont abrogés : l'article 4 de la loi du 14 avril 1832 ; les articles 7 et 8 de la loi du 5 juin 1850 ; la loi du 10 janvier 1890.

ART. 3.

Les dispositions de la loi du 10 janvier 1890 continueront à être appliquées, par mesure transitoire, aux militaires présents sous les drapeaux qui, avant le 1^{er} janvier de l'année qui suivra la promulgation de la présente loi, auront atteint ou dépassé l'âge de vingt et un ans.

Fait à Paris, le 9 février 1894.

Le Président de la République française,

Signé : CARNOT.

Par le Président de la République :

Le Ministre de la Guerre,

Signé : A. MERCIER.

N° 316
CHAMBRE DES DÉPUTÉS

SIXIÈME LÉGISLATURE
SESSION DE 1894

Annexe au procès-verbal de la séance du 27 janvier 1894.

RAPPORT

FAIT

AU NOM DE LA COMMISSION DE L'ARMÉE* CHARGÉE D'EXAMINER
LE PROJET DE LOI *modifiant les limites d'âge d'admission des candidats à l'École polytechnique,*

PAR M. GEORGES LEVET,

Député.

Messieurs,

Par le projet de loi qui vous est soumis, le Gouvernement vous demande de modifier les conditions d'âge que doivent remplir les candidats de l'École polytechnique pour être admis à concourir pour cette école.

* Cette Commission est composée de MM. Mézières, *président*; Jules Roche, baron Reille, *vice-présidents*; Le Hérissé, Deloncle, Pourquery de Boisserin, *secrétaires*; Antoine Perrier (Savoie) Levet, Duval, du Breil comte de Pontbriand, Lebaudy, Jules Develle, marquis de Moustier, Dujardin-Beaumetz, comte de Lanjuinais, général Riu, baron Demarçay, lieutenant-colonel Guérin, Joseph Reinach, Godefroy Cavaignac, Royer, Legludic, Guyot-Dessaigne, vicomte de Montfort, Thonion, général Iung, Étienne, Lannes de Montebello, marquis de La Ferronnays, Cornudet, Henri Brisson, Trélat, Chapuis.

(Voir le n° 251.)

D'après les lois en vigueur, nul ne peut être admis au concours s'il n'a justifié qu'il a eu seize ans au moins et vingt et un ans au plus au 1^{er} janvier de l'année. Toutefois les militaires âgés de plus de vingt-et-un ans et qui ont accompli, au 1^{er} janvier de l'année du concours, six mois de service effectif réel, sont admis à concourir pourvu qu'ils n'aient pas dépassé l'âge de vingt-cinq ans à cette même date et qu'ils soient sous les drapeaux au moment des compositions. A leur sortie de l'École, ils ne peuvent être placés que dans les services militaires.

Ce privilège accordé aux candidats militaires n'a plus de raison d'être depuis les transformations subies par notre organisation militaire, et sa suppression ne causerait aucun préjudice au recrutement de l'École. Ce n'est pas, en effet, les candidats qui manquent pour alimenter l'École polytechnique et les armes spéciales qui en sont le principal débouché. Du reste, le nombre des militaires qui profitent du privilège de la loi est très peu considérable; ce ne peuvent être, en effet, que des jeunes gens ayant échoué aux examens précédents. Leur entrée à l'École aurait pour conséquence de reculer à leur profit la limite d'âge et d'éliminer des candidats plus jeunes, très capables de suivre les cours; tandis que ces jeunes soldats arrivant au régiment avec une instruction assez grande, deviennent vite sous-officiers et peuvent parvenir rapidement au grade d'officier en entrant à l'École des sous-officiers de l'artillerie et du génie, et en contribuant ainsi à assurer le bon recrutement de cette École.

C'est en se fondant sur des considérations du même ordre qu'un décret du 4 novembre 1890 a retiré aux candidats militaires à l'École de Saint-Cyr le bénéfice d'âge qui leur était conféré par l'ordonnance du 17 février 1832. Mais, si un décret a suffi pour cette modification aux conditions d'admission à l'École de Saint-Cyr, il n'en est pas de même pour l'École polytechnique dont les conditions d'entrée ont été fixées par la loi.

D'autre part, la loi du 15 juillet 1889 sur le recrutement

de l'armée (art. 28) stipulant que les jeunes gens reçus à l'École polytechnique sont obligés de contracter un engagement de trois ans, il en résulte qu'un jeune homme qui peut actuellement être admis à cette école à l'âge de seize ans neuf mois (au moment de son entrée à l'École) se trouve lié au service militaire et devrait être envoyé dans un corps de troupe dans le cas où, pour raison de discipline, il ne pourrait être maintenu à l'École, et cela, contrairement aux dispositions de la loi qui fixe à dix-huit ans l'âge exigé pour les engagements. Le Gouvernement vous propose de porter à dix-sept ans au lieu de seize ans, avant le 1^{er} janvier de l'année de concours, l'âge minimum d'admission aux examens de l'École polytechnique. Cette limite de dix-sept ans est d'ailleurs celle déjà fixée par l'École militaire de Saint-Cyr dont le programme d'admission est moins étendu que celui de l'École polytechnique.

La Commission de l'armée, estimant que les propositions du gouvernement sont justifiées et reconnaissant que les conditions d'âge exigées pour l'entrée doivent être les mêmes pour les Écoles polytechnique et de Saint-Cyr, est d'avis qu'il y a lieu de modifier dans ce sens les lois qui concernent l'École polytechnique. Elle vous propose à l'unanimité, de voter le projet de loi dont le texte suit :

PROJET DE LOI

Article premier.

Ne pourront se présenter à l'examen d'admission à l'École polytechnique que des Français âgés de dix-sept ans au moins et de vingt et un ans au plus, au 1^{er} janvier de l'année du concours.

Art. 2.

Sont abrogés : l'article 4 de la loi du 14 avril 1832; les articles 7 et 8 de la loi du 5 juin 1850; la loi du 10 janvier 1890.

Art. 3.

Les dispositions de la loi du 10 janvier 1890 continueront à être appliquées, par mesure transitoire, aux militaires présents sous les drapeaux qui, avant le 1^{er} janvier de l'année qui suivra la promulgation de la présente loi, auront atteint ou dépassé l'âge de vingt et un ans.

ANNEXE

LOI DU 14 AVRIL 1832 SUR L'AVANCEMENT DANS L'ARMÉE.

ART. 4. — Tous les militaires sont admis jusqu'à 25 ans à subir les examens pour l'Ecole polytechnique.

LOIS DU 5 JUIN 1850.

ART. 7. — A partir de 1851, l'article 4 de la loi du 14 avril 1832 ne pourra être appliqué qu'aux militaires justifiant de deux ans de service effectif et réel sous les drapeaux. Ce temps de service devra être constaté par des certificats émanant des Conseils d'administration des corps auxquels les militaires appartiennent.

ART. 8. — A partir de 1851, ne pourront se présenter à l'examen d'admission à l'Ecole polytechnique que des Français âgés de seize ans au moins et de vingt ans au plus au 1^{er} janvier de l'année du concours, sauf le cas spécial prévu par l'article 7 de la présente loi.

LOI DU 10 JANVIER 1890.

ARTICLE PREMIER. — A partir de 1890, ne pourront se présenter à l'examen d'admission à l'Ecole polytechnique, que des Français âgés de seize ans au moins et de vingt et un ans au plus au 1^{er} janvier de l'année du concours.

Toutefois, les militaires présents sous les drapeaux sont reçus jusqu'à vingt-cinq ans à subir ces examens, sous condition de justifier, au 1^{er} juillet de l'année du concours, de six mois de service effectif réel.

Les militaires admis à concourir après l'âge de vingt et un ans à leur sortie de l'Ecole, ne peuvent être placés que dans les services militaires.

N° 251

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

SIXIÈME LÉGISLATURE

SESSION DE 1894

Annexe au procès-verbal de la séance du 15 janvier 1894.

PROJET DE LOI

*modifiant les limites d'âge d'admission des candidats à
l'École polytechnique,*

PRÉSENTÉ,

AU NOM DE M. CARNOT,

Président de la République française,

PAR M. le général MERCIER,

Ministre de la Guerre.

EXPOSÉ DES MOTIFS

Messieurs,

Les textes combinés des lois des 14 avril 1832 (art. 4), 5 juin 1850 (art. 7) et 10 janvier 1890 admettent à concourir, jusqu'à l'âge de vingt-cinq ans, pour l'admission à l'École polytechnique, les militaires comptant six mois au moins de service effectif.

Le Gouvernement estime que ces dispositions n'ont plus

aujourd'hui de raison d'être et que la suppression du privilège qu'elles consacrent ne saurait préjudicier ni au recrutement des armes spéciales, puisque l'institution de l'École militaire de l'artillerie et du génie donne aux sous-officiers de ces armes qui aspirent au grade d'officier toutes facilités pour acquérir l'instruction nécessaire, ni au recrutement des services civils, puisque les candidats appelés à bénéficier de la clause susdite renonçaient par là même à tout emploi dans ces services.

Un décret du 4 novembre 1890, fondé sur des considérations du même ordre, a déjà retiré aux candidats militaires à l'École spéciale de Saint-Cyr le bénéfice d'âge que leur avait conféré l'ordonnance du 17 février 1832.

Le Gouvernement vous propose de prendre la même décision à l'égard des candidats militaires à l'École polytechnique et d'abroger à cet effet les dispositions législatives ci-dessus visées.

D'autre part, l'article 8 de la loi du 5 juin 1850 et l'article 1^{er} de la loi du 10 janvier 1890, fixent à seize ans au moins, avant le 1^{er} janvier de l'année du concours, la limite d'âge inférieure à laquelle les candidats peuvent se présenter à l'examen d'admission à l'École polytechnique.

Mais l'article 28 de la loi du 15 juillet 1889 sur le recrutement de l'armée dispose que les jeunes gens reçus à l'École polytechnique n'y sont définitivement admis qu'à condition de contracter un engagement volontaire de 3 ans.

Il résulte de ces dispositions qu'un jeune homme admis à l'École polytechnique, à la limite d'âge inférieure, soit 16 ans 9 mois (au moment de son entrée à l'École), se trouve lié au service militaire et devrait être envoyé dans un corps de troupe dans le cas où, pour raison de discipline, il ne pourrait être maintenu à l'École.

Il pourrait y avoir des inconvénients à renvoyer ainsi un jeune homme avant dix-sept ans dans un régiment, alors que l'âge fixé par la loi de recrutement pour les engagements est de dix-huit ans. En conséquence le Gouvernement

vous propose de fixer à dix-sept ans, au lieu de seize ans, avant le 1^{er} janvier de l'année du concours, l'âge d'admission aux examens de l'École polytechnique.

Cette limite de dix-sept ans est, d'ailleurs, celle déjà fixée pour l'École militaire de Saint-Cyr dont le programme d'admission est moins étendu que celui de l'École Polytechnique.

PROJET DE LOI

Le Président de la République française

Décète :

Le projet de loi dont la teneur suit sera présenté à la Chambre des Députés par le Ministre de la Guerre, qui est chargé d'en exposer les motifs et d'en soutenir la discussion.

Article premier.

Ne pourront se présenter à l'examen d'admission à l'École polytechnique que des Français âgés de dix-sept ans au moins et de vingt et un ans au plus, au 1^{er} janvier de l'année du concours.

Art. 2.

Sont abrogés : l'article 4 de la loi du 14 avril 1832; les articles 7 et 8 de la loi du 5 juin 1850; la loi du 10 janvier 1890.

Art. 3.

Les dispositions de la loi du 10 janvier 1890 continueront à être appliquées, par mesure transitoire, aux militaires pré-

sents sous les drapeaux qui, avant le 1^{er} janvier de l'année qui suivra la promulgation de la présente loi, auront atteint ou dépassé l'âge de vingt et un ans.

Fait à Paris, le 15 janvier 1894.

Le Président de la République française,

Signé : CARNOT.

Par le Président de la République :

Le Ministre de la Guerre,

Signé : A. MERCIER.

SÉNAT

Paris, le

189

Donné

de la proposition Démoile
art 23 du Recueil =

AMENDEMENT

A la proposition de loi de MM. DEMÔLE, Félix MARTIN, DULAC, ayant pour objet d'étendre aux fils de femmes divorcées la dispense accordée aux fils de femmes veuves par l'article 21 de la loi du 15 juillet 1889 sur le recrutement de l'armée,

(Voir les n°s 9-22, sess. extr. 1893, et 94, sess. 1894.)

PRÉSENTÉ

PAR M. BISSEUIL

Sénateur.

ARTICLE UNIQUE.

Les dispositions de l'article 21 de la loi du 15 juillet 1889 sur le recrutement de l'armée, relatives aux fils et petits-fils de femmes veuves, sont applicables, dans les mêmes termes, aux fils et petits-fils de femmes divorcées *qui ont obtenu le divorce à leur profit exclusif* et qui ne sont pas engagées dans les liens d'un nouveau mariage.

NOTA. — Les mots en italiques constituent la modification proposée au texte de la proposition de MM. Demôle, Félix Martin et Dulac.

36921

N° 22

SÉNAT

SESSION EXTRAORDINAIRE 1893

Annexe au procès-verbal de la séance du 14 décembre 1893.

RAPPORT SOMMAIRE

FAIT

Au nom de la 7^e Commission d'initiative parlementaire¹ chargée d'examiner la proposition de loi de MM. DEMÔLE, Félix MARTIN, DULAC, ayant pour objet d'étendre aux fils de femmes divorcées la dispense accordée aux fils de femmes veuves par l'article 21 de la loi du 15 juillet 1889 sur le recrutement de l'armée,

PAR M. PAZAT

Sénateur.

MESSIEURS,

La proposition de loi déposée par MM. Demôle, Félix Martin et Dulac a pour but de faire accorder aux fils ou petits-fils de femmes divorcées non remariées la dispense de droit instituée par l'article 21 de la loi du 15 juillet 1889

(1) Cette Commission est composée de MM. Adolphe COCHERY, *Président*; DRUMEL, *Secrétaire*; Ernest HAMEL, VELTEN, DANELLE-BERNARDIN, Maxime LECOMTE, Emile LABICHE, GRIVART, CAMESCASSE, PAZAT, BARRIÈRE, DIETZ-MONNIN, BERNARD, DENORMANDIE, PEAUDECERF, Achille BOUILLIEZ, ROGER, DIANCOURT.

(Voir le n° 9, Sénat, session extraordinaire 1893.)

sur le recrutement de l'armée en faveur des fils ou petits-fils des femmes veuves.

Votre 7^e Commission d'initiative parlementaire, saisie de cette proposition, en a examiné les motifs. Elle a été inspirée à nos honorables collègues par une décision du Conseil d'État ayant refusé d'accorder la dispense à un jeune soldat dont le père était mort et dont la mère, après avoir contracté un second mariage, avait obtenu le divorce avant la réunion du conseil de révision. Ils ont pensé que cet arrêt était contraire à l'équité et qu'il convenait de modifier les termes de la loi de manière à en assurer l'application conformément aux principes de justice et d'égalité.

D'une manière générale, ils ont estimé que la dispense devait être étendue et que les enfants de la femme divorcée devaient être assimilés aux enfants de la femme veuve.

Ils croient que les raisons qui motivent la dispense du fils de veuve peuvent être invoquées par le fils de la femme divorcée.

Le législateur, disent-ils, a voulu que le fils de la femme veuve rentrât après l'année indispensable à son instruction militaire au foyer de la famille pour assurer la prospérité morale et matérielle des siens. C'est à lui qu'il appartient de veiller à la conservation du patrimoine commun, fortune, honneur, situation sociale.

Cette nécessité n'existe-t-elle pas pour le fils de la femme divorcée. Qu'importe que le divorce ait été prononcé en sa faveur ou contre elle ? Dans tous les cas, la famille n'a-t-elle pas avantage à ce que la mère ne soit pas laissée seule, à ce que les jeunes frères et les sœurs aient la protection et l'appui du fils aîné. Si l'objectif de la loi du 15 juillet 1889 est l'intérêt moral et matériel de la famille, la dispense se justifie pour le fils de la femme divorcée.

Votre Commission n'avait pas à se prononcer sur le fond de la question. Des objections sérieuses peuvent être faites à la proposition. On peut penser que si le législateur n'a pas, en 1889, visé la catégorie des fils de femmes divorcées, c'est

qu'il les a intentionnellement écartés du bénéfice des dispenses de droit. Dans les longues discussions qui ont précédé le vote de la loi, il n'a été fait aucune allusion à leur situation. L'honorable général Deffis, rapporteur de la loi au Sénat, soutenait le système des dispenses. Il montrait que l'intérêt social justifiait les dispenses de droit. « L'intérêt social résulte, disait-il, de la nécessité de ne porter aucune atteinte à la constitution de la famille, base de toute société bien organisée.... La dispense constitue un droit. Elle est le privilège du malheur.... Aux yeux de la Commission, la personnalité du dispensé s'efface et disparaît. Il reste la famille dont le père a disparu prématurément. Qui défendra cette famille? Vous lui enlevez le fils aîné qui seul peut être son appui moral. » Voilà, en un langage élevé, bien définie la cause de la dispense.

La dissolution du mariage se produit bien par l'effet du divorce, mais le père vit encore et ses obligations subsistent à l'égard des enfants. Il arrive fréquemment, par l'application de l'article 302 du Code civil, que les enfants lui sont laissés.

Ne devrait-on pas se demander, dans l'hypothèse où le principe de la dispense serait admis, si elle doit s'appliquer dans le cas où le divorce a été prononcé contre la femme? Ne serait-ce pas lui accorder une faveur alors que c'est par ses fautes personnelles que le mariage a été rompu?

Ne devrait-on pas craindre, à un autre point de vue, que le divorce n'intervînt quelquefois pour faire obtenir à l'enfant la faveur de la dispense de droit?

Ne pourrait-on pas soutenir encore que les enfants de la femme divorcée devraient bénéficier simplement de la dispense facultative? Le législateur a décidé que les enfants naturels reconnus par le père ou la mère ne pourraient jouir que de la dispense organisée par l'article 22 et dans les conditions prévues par cet article. La dispense facultative à titre de soutien de famille que leur accorde la loi ne permettrait-elle pas pour les enfants de femmes divorcées

de concilier, suivant les cas, l'humanité et l'intérêt de la famille avec l'intérêt militaire de la défense de la patrie?

Ces questions ont une importance considérable. Elles offrent pour le penseur et le moraliste un vif intérêt. Il est du devoir du législateur de les examiner et de les résoudre.

C'est dans cet esprit que votre Commission a pensé que la proposition émanée de nos honorables collègues se recommandait particulièrement à l'attention du Sénat. Elle demande une étude approfondie par une Commission spéciale.

Aussi, pour provoquer cet examen, elle a l'honneur de vous proposer de prendre en considération la proposition de loi.

N° 9

SÉNAT

SESSION EXTRAORDINAIRE 1893

Annexe au procès-verbal de la séance du 30 novembre 1893.

PROPOSITION DE LOI

Ayant pour objet d'étendre aux fils de femmes divorcées la dispense accordée aux fils de femmes veuves par l'article 21 de la loi du 15 juillet 1889 sur le recrutement de l'armée,

PRÉSENTÉE

PAR MM. DEMOLE, FÉLIX MARTIN, DULAC

Sénateurs.

EXPOSÉ DES MOTIFS

MESSIEURS,

La loi du 15 juillet 1889, sur le recrutement de l'armée, contient, dans son article 21, la disposition suivante :

« En temps de paix, après un an de présence sous les
« drapeaux, sont envoyés en congé dans leurs foyers, sur
« leur demande, jusqu'à la date de leur passage dans la
« réserve : 1° ; 2° le fils
« unique, ou l'aîné des fils, ou, à défaut de fils ou de
« gendre, le petit-fils unique ou l'aîné des petits-fils d'une
« femme actuellement veuve. »

L'application de ce texte a donné lieu à une difficulté que le Conseil d'État a tranchée par un arrêt du 26 décembre 1891, dans l'état des faits ci-après :

Le 26 mai 1891, le conseil de révision de l'Indre avait accordé la dispense de l'article 21 précité à un jeune soldat dont le père était mort depuis assez longtemps, et dont la mère, après avoir contracté un second mariage, avait obtenu, antérieurement à la réunion du conseil de révision, le divorce contre son second mari.

Sur le recours du Ministre de la Guerre, le Conseil d'État annula cette décision par le motif que, « si le second mariage avait été dissous par le divorce, la mère, aujourd'hui divorcée, ne pouvait être considérée comme actuellement veuve. »

Ajoutons que cet arrêt du Conseil d'État paraît faire, pour le Ministère de la Guerre, jurisprudence définitive.

Cet arrêt est-il à l'abri de toutes critiques?

Peut-on refuser la qualité de veuve à la femme qui a perdu son premier mari par la mort, et dont le second mariage a été dissous par le divorce?

Et le Conseil d'État a-t-il pris garde que les expressions de la loi « *actuellement* veuve », qu'il reproduit dans son arrêt, ont vraisemblablement leur raison d'être dans une disposition subséquente du même article visant les dispensés pour lesquels le motif d'exemption ne s'est produit que postérieurement, soit à la décision du conseil de révision, soit à leur incorporation?

Il nous paraît inutile d'aborder la discussion de ces arguments de texte.

Mais, si l'intention du législateur a été telle que le Conseil d'État l'a pensé, — et, dans tous les cas, pour prévenir toutes nouvelles contestations, — nous estimons qu'il convient de modifier les termes de la loi de manière à en assurer l'application conformément aux principes de justice et d'égalité.

Nous pensons même qu'il faut élargir la question, et l'examiner d'une façon générale, c'est-à-dire dans tous les cas où le divorce a été prononcé.

L'exemption des fils de veuves a pour but de sauvegarder, à tous les points de vue, l'intérêt de la famille.

Le fils de veuve est dispensé de plein droit, dans les termes de l'article 21, parce que, après la disparition du chef de famille, il lui appartient tout à la fois de diriger les affaires de la maison, et de servir moralement d'appui à sa mère, à ses jeunes frères, à ses sœurs.

En quoi la situation au cas de divorce se différencie-t-elle de celle-là?

Sans doute, si c'est un premier mariage qui ait été rompu par le divorce, les enfants *pourront* trouver auprès de leur père la protection à laquelle ils ont droit *personnellement*. Mais la mère, dont les intérêts de tous ordres sont étroitement liés à ceux de la famille, qui veillera sur elle? A qui pourra-t-elle avoir recours?

Et remarquez qu'il importe peu, dans ce cas, que le divorce ait été prononcé pour ou contre la femme. La question de la garde des enfants est également indifférente.

Qu'est-ce que la loi du 15 juillet 1889 veut assurer avant tout? La réponse ne peut être douteuse. Comme nous venons de le dire, l'objectif est l'intérêt moral et matériel de la famille. Cela ne paraît pas pouvoir être sérieusement contesté.

L'attribution de la dispense se base sur cette présomption légale que la présence du dispensé dans ses foyers est nécessaire à la conservation du patrimoine commun : biens, honneur, réputation.

Cette disposition ne peut donc, à aucun point de vue, être considérée comme une récompense de la bonne conduite de la mère.

Dès lors, qu'importe que les faits qui ont amené le divorce soient à sa charge? Et ne pourrait-on pas affirmer au contraire que, dans cette hypothèse, la famille a le plus

grand intérêt à ce que la mère ne reste pas seule, livrée à ses propres entraînements ?

Et, si maintenant nous passons aux cas semblables à celui jugé par le Conseil d'État, nous trouvons que là tout a disparu. Le père est mort. Le fils unique ou l'aîné des fils est pour trois ans sous les drapeaux. Le second mari n'a plus à s'inquiéter de celle qui fut sa femme, ni des enfants de celle-ci. C'est l'abandon complet des plus légitimes et des plus respectables intérêts.

Convaincus que le Parlement ne voudra pas consacrer une semblable situation, nous avons l'honneur de vous soumettre la proposition de loi dont la teneur suit :

PROPOSITION DE LOI

ARTICLE UNIQUE.

Les dispositions de l'article 21 de la loi du 15 juillet 1889 sur le recrutement de l'armée, relatives aux fils et petits-fils des femmes veuves, sont applicables, dans les mêmes termes, aux fils et petits-fils des femmes divorcées qui ne sont pas engagées dans les liens d'un nouveau mariage.

N° 94

SÉNAT

SESSION 1894

Annexe au procès-verbal de la séance du 17 mai 1894.

RAPPORT

FAIT

Au nom de la Commission de l'Armée¹, chargée d'examiner la proposition de loi de MM. DEMÔLE, Félix MARTIN, DULAC, ayant pour objet d'étendre aux fils de femmes divorcées la dispense accordée aux fils de femmes veuves par l'article 21 de la loi du 15 juillet 1889 sur le recrutement de l'armée,

PAR M. BARDOUX

Sénateur.

MESSIEURS,

La Commission de l'armée a été saisie, par un vote du Sénat, de l'examen d'une proposition de loi déposée par nos honorables collègues, MM. Demôle, Félix Martin et Dulac.

Cette proposition a pour but de faire bénéficier les fils et petits-fils des femmes divorcées, et non remariées, de la

(1) Cette Commission est composée de MM. DE FREYCINET, *Président*; BERTHELOT, Général JAPY, *Vice-Présidents*; LOURTIES, PREVET, *Secrétaires*; PEYTRAL, Alexandre LEFÈVRE, BADUEL, Général BILLOT, LE ROYER, CORNIL, BERNARD, Léon LABBÉ, BARDOUX, DE VERNINAC, TÉZENAS, BENAZET, GUYOT-LAVALINE.

M. Édouard DUPRÉ, *Secrétaire-Adjoint*.

(Voir les n° 9-22, Sénat, session extraordinaire de 1893.)

dispense de droit instituée par l'article 21 de la loi du 15 juillet 1889 sur le recrutement de l'armée au profit des fils ou petits-fils des femmes veuves.

Les honorables auteurs de la proposition ne dissimulent pas que c'est un fait spécial qui a motivé leur détermination.

Le 26 mai 1891, le conseil de revision de l'Indre avait accordé la dispense de l'article 21 à un jeune soldat dont le père était mort depuis assez longtemps et dont la mère, après avoir contracté un second mariage, avait obtenu, antérieurement à la réunion du conseil de revision, le divorce contre son second mari. Sur le recours du Ministre de la Guerre, le Conseil d'État, par un arrêt du 26 décembre même année, annula cette décision par le motif que, si le second mariage avait été dissous par le divorce, la mère, aujourd'hui divorcée, ne pouvait être considérée comme actuellement veuve.

C'est en présence de cet arrêt que MM. Demôle, Dulac et Félix Martin ont estimé qu'il convenait de modifier les termes de la loi sur le recrutement. Ils ont élargi la question et, dans l'exposé des motifs de leur proposition, ils l'ont étendue à tous les cas où le divorce a été prononcé. A leurs yeux, il importe peu que le divorce ait été prononcé pour ou contre la femme, et même que la garde des enfants lui ait été enlevée. Ce que la loi du 15 juillet 1889 veut assurer, disent-ils, c'est l'intérêt moral et matériel de la famille; et l'attribution de la dispense se baserait uniquement sur cette présomption légale que la présence du dispensé dans ses foyers est nécessaire à la conservation du patrimoine commun : biens, honneur et réputation, sans s'occuper de la bonne conduite de la mère.

Tels sont les motifs de la proposition soumise à la Commission de l'armée.

Non seulement ils ne lui ont paru ni plausibles ni convaincants, en droit; mais, en fait, cette proposition a déjà été écartée sous une autre forme par la Chambre des Députés et par l'ancienne Commission sénatoriale chargée de proposer la loi du recrutement.

Et d'abord, convient-il de porter encore atteinte à la loi du 15 juillet 1889? Nous ne le pensons pas. Il faudrait des arguments bien impérieux et bien décisifs pour augmenter le nombre des dispensés de droit, dont le chiffre est considérable. Il résulte en effet, du dernier compte rendu distribué, sur les opérations du recrutement de l'armée, que le nombre des dispensés, en vertu de l'article 21 de la loi, s'élève, pour la classe de 1891 et pour les ajournés des classes de 1890 et de 1889 inscrits sur la deuxième partie de la liste de recrutement, au chiffre considérable de 36.024 hommes, dont 14.570 comme fils ou petits-fils de veuve, ou d'une femme dont le mari a été déclaré absent ou interdit. Le nombre n'a pas diminué pour les classes de 1892 et de 1893.

C'est en vain, qu'à l'appui de leur thèse, les auteurs de la proposition invoquent les raisons qui ont motivé la dispense du fils de veuve pour les appliquer au fils de la femme divorcée; c'est en vain qu'ils prétendent tirer de la discussion de l'article 21, à la Chambre des Députés, cette considération que c'est, pour veiller à la conservation du patrimoine commun, moral et matériel, que le fils rentre au foyer de la famille et pour que la mère ne reste pas seule; nous pensons, avec le Rapporteur de la loi au Sénat, que la base de l'article 21 et de toutes nos législations militaires, depuis la loi de l'an V jusqu'à celle de 1872, est d'abord le respect des liens du mariage. Il y avait, à propos des exemptions de droit, deux intérêts considérables en jeu, l'intérêt social et l'intérêt militaire. Le premier passa avant le second, afin de ne porter aucune atteinte à la constitution de la famille, fondement de toute société bien organisée. Voilà pourquoi le fils de la veuve riche est exempté aussi bien que le fils de la veuve pauvre. La dispense de droit n'est pas le privilège de la fortune, mais du malheur. Voilà pourquoi aussi la loi dit formellement que l'article 21 n'est applicable qu'aux enfants légitimes. Les enfants naturels reconnus par le père ou par la mère ne peuvent jouir que de

la dispense organisée par l'article 22, à titre de soutiens de famille.

Un autre motif encore a inspiré la dispense de droit édictée par l'article 21. Nous avons voulu que la loi seule fût chargée de décider *a priori* l'exonération : Autrement « on aurait établi une véritable inquisition au sein des familles; on aurait soulevé les haines locales, les rivalités politiques. » Partout où la nature a parlé, partout où soit la mort, soit l'âge, a désigné les jeunes citoyens à l'exemption de la loi, ils ont été marqués d'un sceau plus certain que ne peut l'être le résultat des délibérations des hommes et ils doivent être versés de droit dans la deuxième portion du contingent. Telles sont les considérations qui ont dicté l'article 21.

Vainement on objecte que le divorce brise les liens du mariage. Le divorce ne peut être assimilé au veuvage.

Quels sont en effet les effets du divorce relativement aux enfants et entre époux ?

Les père et mère divorcés conservent toujours une surveillance au point de vue de l'entretien et de l'éducation. Ils y contribuent en proportion de leurs facultés (art. 303 du Code civil). Ils ont cessé d'être époux, ils n'ont pas cessé d'être pères : le divorce ne prive les enfants d'aucun des avantages à eux assurés par la loi ou par les conventions matrimoniales de leurs parents. Le père conserve, malgré le divorce, le droit d'émanciper seul, et sans le concours de la mère, les enfants mineurs issus de leur mariage.

Entre époux, le divorce laisse subsister le droit à une pension alimentaire qui peut aller jusqu'au tiers des revenus (art. 301).

Les auteurs de la proposition poussent néanmoins leur logique jusqu'au bout, et il leur importe peu que le divorce ait été prononcé contre la femme. La question de la garde des enfants leur est également indifférente.

Or peut-on admettre, à plus forte raison, que la mère, dont la mauvaise conduite a fait prononcer contre elle le divorce,

la mère à qui son enfant mineur a été enlevé, puisse, au moment où la loi appelle cet enfant sous les drapeaux, être assimilée à la veuve ? On cherche vainement quelle considération pourrait motiver une décision semblable. Elle froiserait le sentiment public.

C'est, de plus, comme on l'a dit, donner une prime au divorce. Il est en effet facile de concevoir, aussi bien dans les villes que dans les campagnes, telle hypothèse où, pour assurer l'application à leur fils de l'article 21, les pères et mère se prêteraient au divorce. Sans doute le divorce est admis dans nos lois, mais qui ne pense que c'est une situation malheureuse ? Qui ne croit que le nombre des époux divorcés ne doit pas être augmenté ?

Au surplus, ce n'est pas la première fois qu'une pareille question est débattue dans le Parlement. Dans la séance du 23 juin 1887, à propos de la discussion sur les soutiens de famille, un des membres de la Chambre des Députés, M. Ganivet, disait : « Il y a des femmes qui, sans être veuves, se trouvent dans une situation dont la Commission ne s'est pas préoccupée : il y a la femme qui est divorcée et non remariée. Elle n'est pas veuve dans le sens légal du mot, et on ne peut pas dire que son mari soit légalement absent. Je demande à la Commission de nous dire si elle entend comprendre le fils aîné ou le fils unique de la femme divorcée et non remariée dans les catégories qui sont particulièrement recommandées aux conseils de revision ? »

M. le Rapporteur répond : « Faire rentrer dans le paragraphe 2 du projet de la Commission la situation des femmes divorcées serait beaucoup trop général. Il peut y avoir, et il y a certainement des femmes divorcées dont les enfants sont de véritables soutiens de famille ; mais il est d'autres femmes divorcées dont les enfants ne peuvent même pas être classés comme soutiens de famille ; tout cela dépend des situations particulières et des conditions dans lesquelles le jugement de divorce a été prononcé.

« Nous ne voudrions pas, par une présomption pareille,

donner une sorte de prime au divorce. Nous croyons que dans notre société civile le divorce est absolument nécessaire; mais nous ne pensons pas que ce soit une situation à laquelle il faille donner une prime par avance, en indiquant que les enfants des femmes divorcées seront assimilés aux soutiens de famille. »

La Chambre des Députés a accepté cette réponse; et à plus forte raison, pouvons-nous ajouter, elle eût été de l'avis de son rapporteur, s'il se fût agi de la dispense de droit. Mais la Commission du Sénat elle-même a eu à donner son avis sur la situation du fils de la femme divorcée, le 12 novembre 1887, au moment où le projet de loi sur le recrutement était l'objet de vos délibérations. L'amiral Jaurès, membre de la Commission, l'avait saisie d'un amendement conférant la dispense; et nous lisons dans les procès-verbaux que deux de nos honorables collègues, MM. Tolain et Clamageran, combattirent l'amendement. Nous relevons au procès-verbal cette phrase de M. Tolain : « La femme qui, pour des raisons de conscience, s'en tient à la séparation de corps, sans aller jusqu'au divorce, est dans une situation tout aussi intéressante que la femme divorcée ». L'amendement de l'amiral Jaurès ne fut pas adopté.

Nous avons voulu faire connaître les antécédents de la proposition de MM. Demôle, Dulac et Félix Martin. Ils viennent singulièrement à propos pour appuyer les raisons de droit que nous avons formulées, et nous dispensent de plus longues explications.

En conséquence, votre Commission, d'accord avec M. le Ministre de la Guerre, vous propose, à l'unanimité, de repousser la proposition de loi que vous lui avez renvoyée et qui est ainsi conçue :

PROPOSITION DE LOI

ARTICLE UNIQUE.

Les dispositions de l'article 21 de la loi du 15 juillet 1889 sur le recrutement de l'armée, relatives aux fils et petits-fils des femmes veuves, sont applicables, dans les mêmes termes, aux fils et petits-fils des femmes divorcées qui ne sont pas engagées dans les liens d'un nouveau mariage.

SÉNAT

5^e
Paris, le

189

Pontonniers

Ed. Dupré

N° 491

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

SIXIÈME LÉGISLATURE

SESSION DE 1894

Annexe au procès-verbal de la séance du 10 mars 1894.

PROJET DE LOI

*relatif aux modifications à apporter à l'organisation de
l'artillerie et du génie*

(Renvoyé à la Commission de l'armée.)

PRÉSENTÉ

AU NOM DE M. CARNOT,

Président de la République française,

PAR M. le général MERCIER,

Ministre de la Guerre.

EXPOSÉ DES MOTIFS

Messieurs,

En 1887, des projets de loi ont été présentés au Parlement, en vue de modifier l'organisation des troupes de l'artillerie et du génie.

La Chambre des Députés, après les avoir amendés sur

quelques points, les a votés dans sa séance du 27 mars 1888 et a notamment admis que le génie serait chargé, à l'avenir, du service des équipages de pont, assuré jusqu'alors par les régiments d'artillerie-pontonnières.

Mais lorsque ces projets furent transmis au Sénat, l'examen des propositions relatives au service des ponts fut ajourné.

Le Gouvernement estime que le moment est venu de soumettre de nouveau cette question à vos délibérations.

Les études faites depuis 1888 ont démontré qu'avec les ressources dont elle dispose, l'arme du génie peut être chargée de la construction des ponts de toute nature.

Il est donc possible de supprimer les deux régiments de pontonniers. (*Composés de 14 C^{os} chacun - Soit 28 Comp^{ies}*)

D'autre part, il est indispensable d'améliorer la mobilisation de l'artillerie qui présente actuellement de réelles difficultés. Cette impérieuse nécessité nous conduit à proposer de créer, dans cette arme :

28 batteries montées, l'état-major, le petit état-major et le peloton hors-rang de deux nouveaux régiments.

Pour le génie, nous demandons seulement à former :

L'état-major, le petit état-major, la section hors-rang et la compagnie de sapeurs-conducteurs de deux nouveaux régiments.

Ces créations permettront de grouper dans de meilleures conditions, au point de vue de l'instruction et de la mobilisation, les bataillons du génie existants.

Nous vous demandons aussi de mettre l'état-major du 5^e régiment du génie sur le même pied que celui des autres régiments de l'arme, c'est-à-dire de spécifier que cet état-major comprendra, à la fois, un colonel et un lieutenant-colonel.

Le projet comporte aussi certaines dispositions destinées à faciliter, en temps de paix, le commandement et l'administration des batteries d'artillerie.

Un certain nombre d'entre elles sont aujourd'hui séparées de leur bataillon ou régiment.

Il y a un sérieux intérêt à pouvoir les rattacher à des corps de troupe moins éloignés et placés dans la région de corps d'armée où ces batteries se trouvent détachées.

C'est dans ce but que l'article 2 laisse au Ministre de la Guerre le soin de déterminer le nombre de batteries qui composeront chaque bataillon ou régiment d'artillerie, mais sous réserve que, pour l'ensemble de l'arme, il n'en résultera aucune augmentation de cadres ni d'effectif.

La même latitude est accordée, dans l'article 3, pour le groupement des bataillons du génie.

Le projet qui vous est présenté a donc, en définitive, pour objet d'employer dans des conditions beaucoup plus avantageuses, les ressources mises à la disposition du Ministre de la Guerre.

Les mesures proposées sont de nature à améliorer sensiblement l'organisation de l'armée et à rendre plus facile son utilisation au point de vue de la guerre.

En soumettant ce projet à vos délibérations, le Gouvernement a l'honneur de vous prier de lui donner votre approbation.

PROJET DE LOI

Le Président de la République française

Décète :

Le projet de loi dont la teneur suit sera présenté à la Chambre des Députés par le Ministre de la Guerre, qui est chargé d'en exposer les motifs et d'en soutenir la discussion.

Article premier,

Les deux régiments d'artillerie-pontonnières sont supprimés.

Art. 2.

Il est créé dans l'artillerie :

1° L'état-major, le petit état-major et le peloton hors-rang de deux nouveaux régiments.

Ces unités ont la composition prévue par le tableau A annexé à la loi du 15 juillet 1889 et par l'article 6 de la loi du 25 juillet 1893;

2° 28 batteries montées ayant la composition déterminée par le tableau A de la loi du 15 juillet 1889.

Le nombre total et la nature des batteries d'artillerie constituant les bataillons à pied et les régiments de l'arme sont, en principe, fixés conformément aux indications du tableau A ci-annexé.

Toutefois le nombre des batteries de chacune des quatre catégories indiquées audit tableau A peut être modifié par décision du Ministre de la Guerre, mais sous réserve que le nombre total des unités, tel qu'il est fixé par ce tableau, ne

sera pas dépassé et que l'effectif total en officiers, gradés, hommes de troupe et chevaux sera maintenu dans les limites des fixations qui résultent du tableau actuel (tableau A ci-joint).

Les batteries sont réparties entre les bataillons et régiments selon les nécessités du service par décision du Ministre de la Guerre.

Lorsque le nombre des batteries à pied composant un bataillon dépassera six, le bataillon pourra être commandé par un lieutenant-colonel, assisté d'un ou de deux chefs d'escadron. Les officiers supérieurs nécessaires pour compléter, dans ces conditions, le cadre des bataillons à pied, seront prélevés sur l'état-major particulier de l'artillerie.

Art. 3.

Il est créé dans le génie :

1° L'état-major, le petit état-major et la section hors-rang de deux nouveaux régiments. Ces unités ont la composition indiquée par le tableau n° 1 de la série D annexé à la loi du 13 mars 1875.

2° Deux nouvelles compagnies de sapeurs-conducteurs.

La répartition des bataillons de sapeurs-mineurs entre les six régiments est déterminée par décision du Ministre de la Guerre.

A chaque régiment est attribuée une compagnie de sapeurs-conducteurs dont l'effectif est fixé par le tableau B annexé à la présente loi.

En outre, la composition de l'état-major du 5^e régiment du génie est modifiée conformément au tableau C ci-annexé.

Art. 4.

Il sera procédé à la constitution des formations créées en vertu des articles 2 et 3 de la présente loi, à l'aide des ressources en officiers gradés et hommes de troupe rendues disponi-

bles par la suppression des deux régiments d'artillerie-pontonnières, et au moyen de la création du nombre d'emplois de lieutenants nécessaires.

Aucun emploi nouveau d'officier supérieur ou de capitaine ne sera créé dans l'artillerie ni dans le génie ; les officiers de ces grades nécessaires pour compléter les formations nouvelles seront prélevés sur les états-majors particuliers de ces deux armes.

Art. 5.

Des règlements ministériels assureront l'exécution de la présente loi et détermineront notamment les dispositions à prendre pour passer de l'organisation actuelle à l'organisation nouvelle.

Pendant la période transitoire, les officiers appartenant aux régiments d'artillerie-pontonnières pourront, sur leur demande, être versés dans les régiments du génie.

La même faculté sera accordée aux officiers du génie qui demanderont à passer dans l'artillerie.

Toutefois le nombre de ces derniers ne pourra dépasser, dans chaque grade, celui des officiers d'artillerie qui seront versés dans le génie.

Ces changements d'arme seront prononcés par décret.

Art. 6.

Toutes les dispositions antérieures contraires à la présente loi sont abrogées.

Fait à Paris, le 10 mars 1894.

Le Président de la République française,
Signé : CARNOT.

Par le Président de la République :

Le Ministre de la Guerre,
Signé : A. MERCIER.

TABLEAU A

Annexé au projet de loi du 10 mars 1894

DÉSIGNATION.	NOMBRE.	COMPOSITION.
Batteries à pied (1).....	108	Tableau n° 1 de la loi du 24 juillet 1883.
Batteries montées	427	Tableau A de la loi du 15 juillet 1889.
Batteries de montagne.....	12	Tableau A de la loi du 28 décembre 1888 (2).
Batteries à cheval	57	Tableau A de la loi du 15 juillet 1889.
Batteries détachées { à pied..... 4 } { montées..... 4 } hors de France... { de montagne. 8 }	16	Tableau A de la loi du 15 juillet 1889.
Total des batteries.....	620	

(1) La création des douze batteries correspondant aux deux derniers bataillons dont la formation a été prévue par la loi du 25 juillet 1893 reste subordonnée au développement des ressources du recrutement et à l'allocation de crédits spéciaux.

(2) La loi du 25 juillet 1893 a ajouté un capitaine en second à chaque batterie alpine.

TABLEAU B

Annexé au projet de loi du 10 mars 1894

Compagnie de sapeurs-conducteurs.

	Hommes	hevaux
Capitaine commandant.....	1	1
Capitaine en second.....	1	1
Lieutenants ou sous-lieutenants.....	2	2
Total des officiers.....	<u>4</u>	<u>4</u>
Adjudant.....	1	1
Maréchal-des-logis chef.....	1	1
Maréchal-des-logis fourrier (ou brigadier fourrier).....	1	1
Maréchaux-des-logis.....	4	4
Brigadiers.....	8	8
Brigadier, maître maréchal ferrant.....	1	1
Aides-maréchaux ferrants.....	1	»
Bourreliers.....	2	»
Trompettes.....	2	2
Total des hommes du cadre.....	<u>21</u>	<u>18</u>
Sapeurs-conducteurs.....	80	80
Total des hommes du cadre et des sapeurs-conducteurs.....	<u>101</u>	<u>98</u>

TABLEAU C

Annexé au projet de loi du 10 mars 1894

Composition de l'Etat-major du 5^e régiment du génie.

OFFICIERS.

		Hommes Chevaux	
Etat-major..	Colonel.....	1	2
	Lieutenant-colonel.....	1	2
	Chefs de bataillon.....	3	3
	Major.....	1	1
	Médecin-major de 1 ^{re} classe.....	1	1
	Capitaine trésorier.....	1	»
	Officier d'habillement.....	1	»
	Lieutenant ou sous-lieutenant adjoint au trésorier.	1	»
	Lieutenant ou sous-lieutenant porte-drapeau.....	1	»
	Médecin aide-major de 1 ^{re} classe.....		1
	Vétérinaire.....	1	1
Total de l'Etat-major.....		13	11

N° 577

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

SIXIÈME LÉGISLATURE

SESSION DE 1894

Annexe au procès-verbal de la séance du 28 avril 1894.

RAPPORT

FAIT

AU NOM DE LA COMMISSION DE L'ARMÉE * CHARGÉE D'EXAMINER
LE PROJET DE LOI *relatif aux modifications à apporter*
à l'organisation de l'artillerie et du génie,

PAR M. le général IUNG,

Député.

Messieurs,

La question du rattachement des pontonniers à l'arme du génie est aussi ancienne que leur formation. En effet, aussitôt après leur création, en floréal an III, on songeait déjà à affecter le service des ponts au génie.

* Cette Commission est composée de MM. Mézières, *président*; Jules Roche, baron Reille, *vice-présidents*; Le Hérissé, Deloncle, Pourquery de Boisserin, *secrétaires*; Antoine Perrier (Savoie), Levet, Duval, du Breil comte de Pontbriand, Lebaudy, Jules Develle, marquis de Moustier, Dujardin-Beaumetz, comte de Lanjuinais, général Riu, baron Demarçay, lieutenant-colonel Guérin, Joseph Reinach, Godefroy Cavaignac, Royer, Legludic, Guyot-Dessaigne, vicomte de Montfort, Thonion, général Iung, Étienne, Lannes de Montebello, marquis de La Ferronnays, Cornudet, Henri Brisson, Trélat, Chapuis.

(Voir le n° 491.)

Nous n'insisterons pas sur l'exposé d'une rivalité d'attributions dont l'opinion publique est ressassée depuis si longtemps. En 1887, on la croyait pourtant résolue dans le sens de la logique des faits. Un projet de loi conforme avait été déposé, et, dans sa séance du 27 mars 1888, la Chambre des députés avait admis le principe du rattachement. Mais le Sénat, saisi à son tour de la proposition, crut devoir ajourner sa décision pour des raisons d'ordre et de prévoyance des plus honorables.

Actuellement, les mêmes craintes, à propos de la période de transition du service, ne sont plus à redouter. Des expériences concluantes ont été faites. L'arme qui fait un usage journalier des ponts métalliques, des ponts de chevalet et des ponts de radeaux peut, sans inconvénient aucun, établir les ponts de bateaux.

Mais, en dehors de cette question technique des pontonniers, d'autres intérêts se trouvent en jeu. Dans cette lutte pour la vie des nations, la concurrence est constante : si l'une s'arrête un instant, l'autre en profite pour prendre aussitôt l'avance. Et si la première désire retrouver sa place primitive, elle demeure effrayée des lacunes survenues et des dépenses multiples exigées par le nouvel effort à faire. Or, dans ces dernières années, nos voisins ont travaillé avec une rapidité dont il y aurait mauvaise grâce à méconnaître l'importance. C'est ainsi qu'en dehors de cette question capitale du service de deux ans résolue si catégoriquement et, surtout, si rapidement, nous sommes dans l'obligation de constater notre infériorité, au point de vue du nombre des batteries de compagnie, des batteries à pied et des compagnies du génie.

Il y avait donc un intérêt supérieur à rechercher les moyens de combler, dans la mesure du possible, les différences existantes, tout en n'imposant pas des charges budgétaires inacceptables en ce moment.

Ce but, M. le Ministre de la Guerre l'a poursuivi.

Grâce à une combinaison fort ingénieuse et des plus

étudiées, il paraît l'avoir atteint. En voici le mécanisme d'ensemble :

Suppression des deux régiments d'artilleurs pontonniers.

Direction du service des équipages de ponts confiée au génie.

Formation de deux nouveaux régiments du génie, à l'aide du personnel provenant de l'état-major particulier de l'arme et des compagnies régimentaires, etc.

Groupement plus rationnel des bataillons du génie existants, au point de vue de l'instruction et de la mobilisation.

Création de deux nouveaux régiments d'artillerie, à l'aide du personnel tiré des deux régiments de pontonniers, de l'état-major particulier de l'arme et des batteries existantes.

Groupement plus rationnel de batteries existantes, au point de vue du commandement, de l'administration, de l'instruction et de la mobilisation.

Les dépenses réclamées par ce nouvel état de choses sont relativement minimales. Elles sont de deux sortes, les unes nécessitées par l'achat d'un certain nombre de chevaux, les autres, par la solde de quelques lieutenants. Elles s'élèvent à une somme des plus minimales, facilement réalisable si l'on songe au résultat obtenu, la création de vingt-huit batteries nouvelles d'artillerie, et surtout à une mobilisation de l'artillerie et du génie plus simple et plus rapide.

En conséquence, nous avons l'honneur de vous proposer l'adoption du projet de loi suivant :

PROJET DE LOI

Article premier.

Les deux régiments d'artillerie-pontonnières sont supprimés.

Art. 2.

Le service des équipages de pont est assuré par le génie.

Art. 3.

Il est créé dans l'arme du génie :

1° L'état-major, le petit état-major et la section hors rang de deux nouveaux régiments. Ces unités ont la composition indiquée par le tableau n° 1 de la série D annexé à la loi du 13 mars 1875;

2° Deux nouvelles compagnies de sapeurs-conducteurs. Les deux nouveaux régiments prennent les numéros 6 et 7 de l'arme.

La répartition des bataillons de sapeurs-mineurs entre les régiments du génie est déterminée par décision du Ministre de la Guerre.

A chaque régiment est attribuée une compagnie de sapeurs-conducteurs dont l'effectif est fixé par le tableau B annexé à la présente loi.

La composition de l'état major du 5^e régiment du génie est modifiée conformément au tableau C ci-annexé.

Art. 4.

Il est créé dans l'artillerie :

1° L'état-major, le petit état-major et le peloton hors rang de deux nouveaux régiments.

Ces unités ont la composition prévue par le tableau A annexé à la loi du 15 juillet 1889 et par l'article 6 de la loi du 25 juillet 1893.

2° 28 batteries montées ayant la composition déterminée par le tableau A de la loi du 15 juillet 1889.

Les deux nouveaux régiments prennent les numéros 39 et 40.

Le nombre total et la nature des batteries d'artillerie constituant les bataillons à pied et les régiments de l'arme sont, en principe, fixés conformément aux indications du tableau A ci-annexé.

Toutefois le nombre des batteries de chacune des quatre catégories indiquées audit tableau A peut être modifié par décision du Ministre de la Guerre, mais sous réserve que le nombre total des unités, tel qu'il est fixé par ce tableau, ne sera pas dépassé et que l'effectif total en officiers, gradés, hommes de troupe et chevaux sera maintenu dans les limites des fixations résultant du tableau A ci-joint.

Les batteries sont réparties entre les bataillons et régiments, selon les nécessités du service, par décision du Ministre de la Guerre.

Si le nombre de batteries à pied d'un bataillon dépasse le chiffre de six, le bataillon pourra être commandé par un lieutenant-colonel, assisté d'un chef d'escadrons. Les officiers supérieurs nécessaires pour compléter, dans ces conditions, le cadre des bataillons à pied, seront prélevés sur l'état-major particulier de l'artillerie.

Art. 5.

Il sera procédé à la constitution des formations créées en vertu des articles 2 et 3 de la présente loi, à l'aide de ressources en officiers gradés et homme de troupe rendues disponibles par la suppression des deux régiments d'artillerie-pontonnières, et au moyen de la création du nombre d'emplois de lieutenants nécessaires.

Aucun emploi nouveau d'officier supérieur ou de capitaine ne sera créé dans l'artillerie ni dans le génie ; les officiers de ces grades nécessaires pour compléter les formations nouvelles seront prélevés sur les états-majors particuliers de ces deux armes.

Les tableaux D et E indiquent les réductions de personnel qui en résultent pour les états-majors particuliers du génie et de l'artillerie.

Art. 6.

Des règlements ministériels assureront l'exécution de la présente loi, et détermineront notamment les dispositions à prendre pour passer de l'organisation actuelle à l'organisation nouvelle.

Pendant la période transitoire, les officiers appartenant aux régiments d'artillerie-pontonnières pourront, sur leur demande, être versés dans les régiments du génie.

La même faculté sera accordée aux officiers du même grade du génie qui demanderont à passer dans l'artillerie.

Toutefois le nombre de ces derniers ne pourra dépasser, dans chaque grade, celui des officiers d'artillerie qui seront versés dans le génie.

Ces changements d'arme seront prononcés par décret.

Art. 7.

Toutes les dispositions antérieures contraires à la présente loi sont abrogées.

TABLEAU A

Annexé au projet de loi du 10 mars 1894.

DÉSIGNATION.	NOMBRE.	COMPOSITION.
Batteries à pied (1).....	408	Tableau n° 1 de de la loi du 24 juillet 1883.
Batteries montées.....	427	Tableau A de la loi du 15 juillet 1889.
Batteries de montagne.....	12	Tableau A de la loi du 28 décembre 1888 (2).
Batteries à cheval.....	57	Tableau A de la loi du 15 juillet 1889.
Batteries détachées { à pied..... 4 } { montées 4 } { de montagne. 8 }	16	Tableau A de la loi du 15 juillet 1889.
Total des batteries.....	620	

(1) La création des douze batteries correspondant aux deux derniers bataillons dont la formation a été prévue par la loi du 25 juillet 1893 reste subordonnée au développement des ressources du recrutement et à l'allocation de crédits spéciaux.

(2) La loi du 25 juillet 1893 a ajouté un capitaine en second à chaque batterie alpine.

TABLEAU B

Annexé au projet de loi du 10 mars 1894.

Compagnie de sapeurs-conducteurs.

	Hommes	Chevaux
Capitaine commandant	1	1
Capitaine en second.....	1	1
Lieutenants ou sous-lieutenants.....	2	2
Total des officiers.....	4	4
Adjudant	1	1
Maréchal des logis chef.....	1	1
Maréchal des logis fourrier (ou brigadier fourrier).....	1	1
Maréchaux des logis.....	4	4
Brigadiers	8	8
Brigadier maître maréchal ferrant.....	1	1
Aides-maréchaux ferrants.....	1	»
Bourreliers.....	2	»
Trompettes	2	2
Total des hommes du cadre....	21	18
Sapeurs-conducteurs	80	80
Total des hommes du cadre et des sapeurs-conducteurs.....	101	98

TABLEAU C

Annexé au projet de loi du 10 mars 1894.

Composition de l'état-major du 5^e régiment du génie.

OFFICIERS.

		Hommes	Chevaux
		—	—
État-major..	Colonel.....	1	2
	Lieutenant-colonel.....	1	2
	Chefs de bataillon.....	3	3
	Major.....	1	1
	Médecin-major de 1 ^{re} classe.....	1	1
	Capitaine-trésorier.....	1	»
	Officier d'habillement.....	1	»
	Lieutenant ou sous-lieutenant adjoint au trésorier.....	1	1
	Lieutenant ou sous-lieutenant porte-drapeau.....	1	»
	Médecin aide-major de 1 ^{re} classe.....	1	1
	Vétérinaire.....	1	1
Total de l'état-major.....		13	11

TABLEAU D

Annexé au projet de loi du 10 mars 1894.

Composition nouvelle de l'état-major particulier du génie.

En raison de la création, en 1889, du 5^e régiment du génie et de l'exécution du projet de loi actuel, les modifications suivantes sont apportées à la constitution de l'état-major particulier du génie, fixée par la loi du 13 mars 1875.

<i>Organisation du 13 mars 1875.</i>		<i>Organisation nouvelle.</i>		
Colonels.....	33	Colonels.....	30, en moins	3
Lieutenants-colonels.....	33	Lieut ^s -colonels....	30, —	3
Chefs de bataillon.....	124	Chefs de bat ^{on}	110, —	5
Capitaine de 1 ^{re} classe.....	148	Capitaines de 1 ^{re} cl.	140, —	8
Capitaines de 2 ^e classe.....	148	Capitaines de 2 ^e cl.	141, —	7
		Total en moins.....		26

TABLEAU E

Annexé au projet de loi du 10 mars 1894.

**Composition nouvelle de l'état-major particulier
de l'artillerie.**

En raison de l'application de la loi du 15 juillet 1889 et de l'exécution du projet de loi actuel, les modifications suivantes se trouvent apportées à la composition de l'état-major particulier de l'artillerie, fixée par la loi du 13 mars 1875.

GRADES.	ORGANISATION du 13 mars 1875.	ORGANISATION du 15 juillet 1889.	ORGANISATION proposée (1).
Colonels.....	37	37	37
Lieutenants-colonels.....	37	56	56
Chefs d'escadron.....	98	105	99
Capitaines de 1 ^{re} et de 2 ^e classe.	112	112	108
	284	310	300

(1) Aux termes du dernier paragraphe de l'article 2 du projet de loi soumis au Parlement, les officiers supérieurs (lieutenants-colonels ou chefs d'escadron) qui pourront être nécessaires pour la réorganisation des bataillons d'artillerie à pied seront en outre prélevés sur l'état-major particulier. Leur nombre, étant des plus minimes, ne modifiera pas sensiblement les chiffres indiqués au tableau.

N° 106

SÉNAT

SESSION 1894

Annexe au procès-verbal de la séance du 7 juin 1894.

PROJET DE LOI

ADOPTÉ PAR LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS

*Relatif aux modifications à apporter à l'organisation
de l'artillerie et du génie,*

PRÉSENTÉ AU NOM DE

M. CARNOT

Président de la République française,

Par **M. le Général MERCIER**

Ministre de la Guerre.

(Renvoyé à la Commission de l'Armée.)

EXPOSÉ DES MOTIFS

MESSIEURS,

Le Gouvernement a présenté à la Chambre des Députés, dans sa séance du 10 mars 1894, un projet de loi relatif aux modifications à apporter à l'organisation de l'artillerie et du génie.

La Chambre des Députés a adopté ce projet de loi avec

(Voir les n° 491-577, — 6^e législ. — de la Chambre des Députés.)

quelques modifications dans sa séance 2 juin 1894, et nous avons l'honneur de soumettre aujourd'hui aux délibérations du Sénat le texte voté par la Chambre des Députés.

Le Gouvernement n'a rien à ajouter à l'exposé des motifs qui accompagnait le projet de loi déposé sur le bureau de la Chambre des Députés.

PROJET DE LOI

Le Président de la République française,

DÉCRÈTE :

Le projet de loi dont la teneur suit, déjà adopté par la Chambre des Députés, sera présenté au Sénat par le Ministre de la Guerre, qui est chargé d'en exposer les motifs et d'en soutenir la discussion.

EXPOSÉ DES MOTIFS

Messieurs,

Le Gouvernement a présenté à la Chambre des Députés, dans sa séance du 10 mars 1894, un projet de loi relatif aux modifications à apporter à l'organisation de l'artillerie et du génie. La Chambre des Députés a adopté le projet de loi avec, pour les articles 1^{er} à 5^{es}, les amendements suivants :

PROJET DE LOI

ARTICLE PREMIER.

Les deux régiments d'artillerie-pontonnières sont supprimés.

ART. 2.

Les drapeaux des deux régiments de pontonniers seront déposés aux Invalides et remis solennellement au Gouverneur des Invalides par M. le Ministre de la Guerre, en présence du plus ancien officier et sous-officier de chaque régiment.

ART. 3.

Le service des équipages de pont est assuré par le génie.

ART. 4.

Il est créé dans l'arme du génie :

1° L'état-major, le petit état-major et la section hors rang de deux nouveaux régiments. Ces unités ont la composition indiquée par le tableau n° 1 de la série D annexé à la loi du 13 mars 1875;

2° Deux nouvelles compagnies de sapeurs-conducteurs.

Les deux nouveaux régiments prennent les numéros 6 et 7 de l'arme.

La répartition des bataillons de sapeurs-mineurs entre les régiments du génie est déterminée par décret du Président de la République.

A chaque régiment est attribuée une compagnie de sapeurs-conducteurs dont l'effectif est fixé par le tableau B annexé à la présente loi.

La composition de l'état-major du 5^e régiment du génie est modifiée conformément au tableau C ci-annexé.

ART. 5.

Il est créé dans l'artillerie :

1^o L'état-major, le petit état-major et le peloton hors rang de deux nouveaux régiments.

Ces unités ont la composition prévue par le tableau A annexé à la loi du 15 juillet 1889 et par l'article 6 de la loi du 25 juillet 1893.

2^o 28 batteries montées ayant la composition déterminée par le tableau A de la loi du 15 juillet 1889.

Les deux nouveaux régiments prennent les numéros 39 et 40.

Le nombre total et la nature des batteries d'artillerie constituant les bataillons à pied et les régiments de l'arme sont, en principe, fixés conformément aux indications du tableau A ci-annexé.

Toutefois, le nombre des batteries de chacune des quatre catégories indiquées audit tableau A peut être modifié par décret du Président de la République, mais sous réserve que le nombre total des unités, tel qu'il est fixé par ce tableau, ne sera pas dépassé et que l'effectif total en officiers, gradés, hommes de troupe et chevaux sera maintenu

dans les limites des fixations résultant du tableau A ci-joint.

Les batteries sont réparties entre les bataillons et régiments, selon les nécessités du service, par décret du Président de la République.

Si le nombre de batteries à pied d'un bataillon dépasse le chiffre de six, le bataillon pourra être commandé par un lieutenant-colonel, assisté d'un chef d'escadrons. Les officiers supérieurs nécessaires pour compléter, dans ces conditions, le cadre des bataillons à pied, seront prélevés sur l'état-major particulier de l'artillerie.

ART. 6.

Il sera procédé à la constitution des formations créées en vertu des articles 4 et 5 de la présente loi, à l'aide de ressources en officiers, gradés et hommes de troupe rendues disponibles par la suppression des deux régiments d'artillerie-pontoniers, et au moyen de la création du nombre d'emplois de lieutenants nécessaires.

Aucun emploi nouveau d'officier supérieur ou de capitaine ne sera créé dans l'artillerie ni dans le génie; les officiers de ces grades nécessaires pour compléter les formations nouvelles seront prélevés sur les états-majors particuliers de ces deux armes.

Les tableaux D et E indiquent les réductions de personnel qui en résultent pour les états-majors particuliers du génie et de l'artillerie.

ART. 7.

Des règlements ministériels assureront l'exécution de la présente loi, et détermineront notamment les dispositions à prendre pour passer de l'organisation actuelle à l'organisation nouvelle

Pendant la période transitoire, les officiers appartenant

aux régiments d'artillerie-pontonnières pourront, sur leur demande, être versés dans les régiments du génie.

La même faculté sera accordée aux officiers du même grade du génie qui demanderont à passer dans l'artillerie.

Toutefois le nombre de ces derniers ne pourra dépasser, dans chaque grade, celui des officiers d'artillerie qui seront versés dans le génie.

Ces changements d'arme seront prononcés par décret.

ART. 8.

Toutes les dispositions antérieures contraires à la présente loi sont abrogées.

Fait à Paris, le 7 juin 1894.

Le Président de la République française,

Signé : CARNOT.

Par le Président de la République :

Le Ministre de la Guerre,

Signé : A. MERCIER.

ANNEXES

TABLEAU A

DÉSIGNATION	NOMBRE	COMPOSITION						
Batteries à pied (1).....	108	Tableau n° 1 de la loi du 24 juillet 1883.						
Batteries montées.....	427	Tableau A de la loi du 15 juillet 1889.						
Batteries de montagne.....	12	Tableau A de la loi du 28 décembre 1888 (2).						
Batteries à cheval.....	57	Tableau A de la loi du 15 juillet 1889.						
Batteries déta- chées hors de France	<table><tr><td>à pied.....</td><td>4</td></tr><tr><td>montées.....</td><td>4</td></tr><tr><td>de montagne..</td><td>8</td></tr></table> 16	à pied.....	4	montées.....	4	de montagne..	8	Tableau A de la loi du 15 juillet 1889.
à pied.....	4							
montées.....	4							
de montagne..	8							
Total des batteries.....	620							

(1) La création des douze batteries correspondant aux deux derniers bataillons dont la formation a été prévue par la loi du 25 juillet 1893 reste subordonnée au développement des ressources du recrutement et à l'allocation de crédits spéciaux.

(2) La loi du 25 juillet 1893 a ajouté un capitaine en second à chaque batterie alpine.

TABIEAU B

Compagnie de sapeurs-conducteurs.

	Hommes. Chevaux.	
	—	—
Capitaine commandant.....	1	1
Capitaine en second.....	1	1
Lieutenants ou sous-lieutenants.....	2	2
Total des officiers.....	4	4
Adjudant.....	1	1
Maréchal des logis chef.....	1	1
Maréchal des logis fourrier (ou brigadier fourrier).....	1	1
Maréchaux des logis.....	4	4
Brigadiers.....	8	8
Brigadier maître maréchal ferrant.....	1	1
Aides-maréchaux ferrants.....	1	1
Bourreliers.....	2	»
Trompettes.....	2	2
Total des hommes du cadre.....	21	18
Sapeurs-conducteurs.....	80	80
Total des hommes du cadre et des sapeurs-conducteurs.....	101	98

TABLEAU C

Composition de l'état-major du 5^e régiment du génie.

OFFICIERS		Hommes. Chevaux.	
État-major	Colonel.....	1	2
	Lieutenant-colonel.....	1	2
	Chefs de bataillon.....	3	3
	Major.....	1	1
	Médecin-major de 1 ^{re} classe.....	1	1
	Capitaine-trésorier.....	1	»
	Officier d'habillement.....	1	»
	Lieutenant ou sous-lieutenant adjoint au trésorier.....	1	1
	Lieutenant ou sous-lieutenant porte-drapeau.....	1	»
	Médecin aide-major de 1 ^{re} classe.....	1	1
	Vétérinaire.....	1	1
Total de l'état-major.....		13	11

TABLEAU D

Composition nouvelle de l'état-major particulier du génie.

En raison de la création, en 1889, du 5^e régiment du génie et de l'exécution du projet de loi actuel, les modifications suivantes sont apportées à la constitution de l'état-major particulier du génie, fixée par la loi du 13 mars 1875 :

Organisation du 13 mars 1875.		Organisation nouvelle.	
Colonels.....	33	Colonels.....	30, en moins 3
Lieutenants-colonels.....	33	Lieut ^s -colonels....	30, — 3
Chefs de bataillon.....	124	Chefs de bataillon.	119, — 5
Capitaines de 1 ^{re} classe.....	148	Capitaines de 1 ^{re} cl.	140, — 8
Capitaines de 2 ^e classe.....	148	Capitaines de 2 ^e cl.	141, — 7
		Total en moins.....	26

TABLEAU E

**Composition nouvelle de l'état-major particulier
de l'artillerie.**

En raison de l'application de la loi du 15 juillet 1889 et de l'exécution du projet de loi actuel, les modifications suivantes se trouvent apportées à la composition de l'état-major particulier de l'artillerie, fixée par la loi du 13 mars 1875.

GRADES	ORGANISATION du 13 mars 1875.	ORGANISATION du 15 juillet 1889.	ORGANISATION proposée (1).
Colonels.....	37	37	37
Lieutenants-colonels.....	37	56	56
Chefs d'escadrons.....	98	105	99
Capitaines de 1 ^{re} et de 2 ^e classe.....	112	112	108
	284	310	300

(1) Aux termes du dernier paragraphe de l'article 6 du projet de loi soumis au Parlement, les officiers supérieurs (lieutenants-colonels ou chefs d'escadrons) qui pourront être nécessaires pour la réorganisation des bataillons d'artillerie à pied seront en outre prélevés sur l'état-major particulier. Leur nombre, étant des plus minimes, ne modifiera pas sensiblement les chiffres indiqués au tableau.

36801

N° 112
SÉNAT

SESSION 1894

Annexe au procès-verbal de la séance du 12 juin 1894.

RAPPORT

FAIT

*Au nom de la Commission de l'Armée¹, chargée d'examiner
le projet de loi, ADOPTÉ PAR LA CHAMBRE DE DÉPUTÉS,
relatif aux modifications à apporter à l'organi-
sation de l'artillerie et du génie,*

PAR M. TÉZENAS

Sénateur.

MESSIEURS,

La Chambre des Députés, dans sa séance du 22 juin 1894, a adopté un projet de loi comportant la création de 28 batteries montées et la suppression de 28 compagnies de pontonniers d'artillerie.

(1) Cette Commission est composée de MM. DE FREYCINET, *Président*; BERTHELOT, Général JAPY, *Vice-Présidents*; PREVET, *Secrétaire*; PEYTRAL, Alexandre LEFÈVRE, BADUEL, Général BILLOT, LACAVE-LAPLAGNE, LE ROYER, CORNIL, BERNARD, Léon LABBÉ, BARDOUX, DE VERNINAC, TÉZENAS, BENAZET, GUYOT-LAVALINE.

M. Édouard DUPRÉ, *Secrétaire-Adjoint*.

(Voir les nos 106, Sénat, session de 1894, et 491-577, — 6^e législ. — de la Chambre des Députés.)

Le service des équipages de pont serait assuré par le génie sans aucune augmentation appréciable de personnel.

La question du passage des pontonniers au génie est pendante depuis longtemps. On peut même dire depuis leur formation.

L'organisation actuelle constitue en effet entre les deux armes une dualité d'attributions qui n'est pas sans inconvénient et qui n'est pas justifiée.

Le règlement sur le service en campagne dit :

Art. 10. — « Le génie aux armées est chargé des travaux de marche et d'opérations, tels que l'ouverture des passages, le rétablissement ou la destruction des routes et des ponts, l'établissement des ponts sur pilotis ou sur chevalets et des ponts mobiles construits avec des matériaux trouvés dans le pays. »

Le même règlement donne à l'artillerie des attributions presque identiques; c'est une anomalie évidente, et qui n'existe que chez nous, d'avoir deux corps différents chargés d'un même service. Chacun d'eux peut de très bonne foi estimer à un moment donné qu'il y a lieu de compter sur l'autre et, en cas de retard, d'insuccès, ils se croiraient en droit de reporter l'un sur l'autre les responsabilités.

Il y a là un rouage de trop, et dans tout mécanisme un rouage de trop est non seulement inutile, mais il est nuisible, sans compter le supplément de dépenses qui peut en résulter.

L'unification s'impose donc. Il est nécessaire que l'une ou l'autre des deux armes soit exclusivement chargée du service du passage des cours d'eau.

En raison de l'importance de jour en jour plus considérable du rôle qui incombe à l'artillerie, pour laquelle les ponts d'équipage ne sont qu'un accessoire, la logique ne permet pas d'hésiter à donner ce service au génie.

Cette solution a déjà été proposée et discutée en 1873

à l'Assemblée nationale ; mais, d'une part, des raisons de sentiment et de susceptibilité des plus honorables, le passé glorieux des pontonniers-artilleurs, leur habileté incomparable dans la manœuvre de leurs pontons, et, d'autre part, le danger, vu la situation politique à cette époque, d'être surpris en flagrant délit de transformation, ont fait reculer l'Assemblée devant les propositions de sa Commission de l'armée.

Mais la question n'a pu qu'être ajournée.

En 1887, le Gouvernement déposait un projet de loi portant création d'artillerie de montagne pour les groupes alpins et un certain nombre de batteries pour l'Afrique et la Corse. Le service des pontonniers était remis au génie.

Ce projet fut voté par la Chambre des Députés dans sa séance du 28 mars 1888, mais il ne fut pas soumis au Sénat.

Un de ces changements de Ministère malheureusement si fréquents eut lieu précisément à ce moment, et le nouveau Cabinet, désireux d'obtenir sans délai les accroissements d'artillerie demandés et craignant que les discussions que pourrait soulever la question des pontonniers au Sénat ne vint retarder et même empêcher le vote du projet, le retira et lui en substitua un autre ne comportant que la première partie, c'est-à-dire l'augmentation de l'artillerie.

Le Sénat, sur les instances très vives du Gouvernement, émit un vote conforme, qui fut ensuite ratifié par la Chambre, et la question des pontonniers fut encore ajournée.

Aujourd'hui le Gouvernement estime de nouveau que le moment est venu de charger définitivement le génie du service de tous les ponts militaires.

Il propose en même temps de créer :

Dans l'artillerie, 28 batteries montées, l'état-major, le petit état-major et le peloton hors rang de deux nouveaux régiments;

Dans le génie, l'état-major, le petit état-major, la

section hors-rang et la compagnie de sapeurs-conducteurs de deux nouveaux régiments.

Aucun emploi nouveau d'officier supérieur ou de capitaine ne sera créé; le nombre d'hommes ne sera augmenté dans aucune des deux armes.

D'après les calculs minutieux présentés en détail par le Ministre à votre Commission, la dépense annuelle résultant des modifications proposées ne dépasserait pas 400.000 fr.

Les appréhensions assez vives manifestées dans la Commission au sujet des pontonniers par rapport à la période de transition ont été dissipées en partie par les explications du Ministre : D'abord le génie a toujours été exercé à jeter des ponts militaires de toute nature. Ensuite les régiments de pontonniers actuels ne seront pas brusquement supprimés; le passage d'une situation à l'autre se fera en quelque sorte par infiltrations successives. Les futurs pontonniers, officiers et soldats, se substitueront progressivement aux pontonniers actuels, et si avant la transformation complète nous étions surpris par la guerre, on trouverait dans ce qui resterait encore des régiments actuels et dans les ressources que présente le génie tout ce qui serait nécessaire pour assurer le service.

Quant à la nouvelle augmentation de l'artillerie, elle est justifiée, comme les précédentes, par la nécessité de ne pas rester inférieur à une puissance voisine qui dernièrement encore a créé 63 nouvelles batteries montées. Le Ministre ne saurait donc se contenter de 14 batteries au lieu de 28, comme l'a proposé un membre de la Commission.

Tout en donnant les renseignements et les explications détaillées demandés par la Commission, le Ministre a insisté pour qu'une grande latitude lui soit laissée au sujet de la répartition des batteries, du groupement, de l'emplacement des bataillons du génie et des mesures à prendre pour l'exécution du projet dans les meilleures conditions possibles.

Votre Commission a reconnu en définitive que le projet aurait pour résultat d'unifier le service des ponts aux armées et d'augmenter notablement notre artillerie en imposant au pays le moins de sacrifices possible.

Elle vous demande donc d'adopter sans aucune modification le projet suivant tel qu'il a été voté par la Chambre.

PROJET DE LOI

ARTICLE PREMIER.

Les deux régiments d'artillerie-pontonnières sont supprimés.

ART. 2.

Les drapeaux des deux régiments de pontonniers seront déposés aux Invalides et remis solennellement au Gouverneur des Invalides par M. le Ministre de la Guerre, en présence du plus ancien officier et sous-officier de chaque régiment.

ART. 3.

Le service des équipages de pont est assuré par le génie.

ART. 4.

Il est créé dans l'arme du génie :

1° L'état-major, le petit état-major et la section hors rang de deux nouveaux régiments. Ces unités ont la compo-

sition indiquée par le tableau n° 1 de la série D annexé à la loi du 13 mars 1875;

2° Deux nouvelles compagnies de sapeurs-conducteurs.

Les deux nouveaux régiments prennent les numéros 6 et 7 de l'arme.

La répartition des bataillons de sapeurs-mineurs entre les régiments du génie est déterminée par décret du Président de la République.

A chaque régiment est attribuée une compagnie de sapeurs-conducteurs dont l'effectif est fixé par le tableau B annexé à la présente loi.

La composition de l'état-major du 5^e régiment du génie est modifiée conformément au tableau C ci-annexé.

ART. 5.

Il est créé dans l'artillerie :

1° L'état-major, le petit état-major et le peloton hors rang de deux nouveaux régiments.

Ces unités ont la composition prévue par le tableau A annexé à la loi du 15 juillet 1889 et par l'article 6 de la loi du 25 juillet 1893.

2° 28 batteries montées ayant la composition déterminée par le tableau A de la loi du 15 juillet 1889.

Les deux nouveaux régiments prennent les numéros 39 et 40.

Le nombre total et la nature des batteries d'artillerie constituant les bataillons à pied et les régiments de l'arme sont, en principe, fixés conformément aux indications du tableau A ci-annexé.

Toutefois, le nombre des batteries de chacune des quatre catégories indiquées audit tableau A peut être modifié par décret du Président de la République, mais sous

réserve que le nombre total des unités, tel qu'il est fixé par ce tableau, ne sera pas dépassé et que l'effectif total en officiers, gradés, hommes de troupe et chevaux sera maintenu dans les limites des fixations résultant du tableau A ci-joint.

Les batteries sont réparties entre les bataillons et régiments, selon les nécessités du service, par décret du Président de la République.

Si le nombre de batteries à pied d'un bataillon dépasse le chiffre de six, le bataillon pourra être commandé par un lieutenant-colonel, assisté d'un chef d'escadrons. Les officiers supérieurs nécessaires pour compléter, dans ces conditions, le cadre des bataillons à pied, seront prélevés sur l'état-major particulier de l'artillerie.

ART. 6.

Il sera procédé à la constitution des formations créées en vertu des articles 4 et 5 de la présente loi, à l'aide de ressources en officiers, gradés et hommes de troupe rendues disponibles par la suppression des deux régiments d'artillerie-pontonnières, et au moyen de la création du nombre d'emplois de lieutenants nécessaires.

Aucun emploi nouveau d'officier supérieur ou de capitaine ne sera créé dans l'artillerie ni dans le génie; les officiers de ces grades nécessaires pour compléter les formations nouvelles seront prélevés sur les états-majors particuliers de ces deux armes.

Les tableaux D et E indiquent les réductions de personnel qui en résultent pour les états-majors particuliers du génie et de l'artillerie.

ART. 7.

Des règlements ministériels assureront l'exécution de la présente loi, et détermineront notamment les dispositions

à prendre pour passer de l'organisation actuelle à l'organisation nouvelle.

Pendant la période transitoire, les officiers appartenant aux régiments d'artillerie-pontoniers pourront, sur leur demande, être versés dans les régiments du génie.

La même faculté sera accordée aux officiers du même grade du génie qui demanderont à passer dans l'artillerie.

Toutefois le nombre de ces derniers ne pourra dépasser, dans chaque grade, celui des officiers d'artillerie qui seront versés dans le génie.

Ces changements d'arme seront prononcés par décret.

ART. 8.

Toutes les dispositions antérieures contraires à la présente loi sont abrogées.

ANNEXES

TABLEAU A

DÉSIGNATION	NOMBRE	COMPOSITION
Batteries à pied (1).....	108	Tableau n° 1 de la loi du 24 juillet 1883.
Batteries montées.....	427	Tableau A de la loi du 15 juillet 1889.
Batteries de montagne.....	12	Tableau A de la loi du 28 décembre 1888 (2).
Batteries à cheval.....	57	Tableau A de la loi du 15 juillet 1889.
Batteries déta- chées hors de France { à pied..... montées..... de montagne..	4 } 4 } 16 8 }	Tableau A de la loi du 15 juillet 1889.
Total des batteries.....	620	

(1) La création des douze batteries correspondant aux deux derniers bataillons dont la formation a été prévue par la loi du 25 juillet 1893 reste subordonnée au développement des ressources du recrutement et à l'allocation de crédits spéciaux.

(2) La loi du 25 juillet 1893 a ajouté un capitaine en second à chaque batterie alpine.

TABLEAU B

Compagnie de sapeurs-conducteurs.

	Hommes. Chevaux.	
	—	—
Capitaine commandant.....	1	1
Capitaine en second.....	1	1
Lieutenants ou sous-lieutenants.....	2	2
Total des officiers.....	<u>4</u>	<u>4</u>
Adjudant.....	1	1
Maréchal des logis chef.....	1	1
Maréchal des logis fourrier (ou brigadier fourrier).....	1	1
Maréchaux des logis.....	4	4
Brigadiers.....	8	8
Brigadier maître maréchal ferrant.....	1	1
Aides-maréchaux ferrants.....	1	»
Bourreliers.....	2	»
Trompettes.....	2	2
Total des hommes du cadre.....	<u>21</u>	<u>18</u>
Sapeurs-conducteurs.....	<u>80</u>	<u>80</u>
Total des hommes du cadre et des sapeurs-conducteurs.....	<u>101</u>	<u>98</u>

TABLEAU C

Composition de l'état-major du 5^e régiment du génie.

OFFICIERS		Hommes. Chevaux.	
État-major.	Colonel.....	1	2
	Lieutenant-colonel.....	1	2
	Chefs de bataillon.....	3	3
	Major.....	1	1
	Médecin-major de 1 ^{re} classe.....	1	1
	Capitaine-trésorier.....	1	»
	Officier d'habillement.....	1	»
	Lieutenant ou sous-lieutenant adjoint au trésorier.....	1	1
	Lieutenant ou sous-lieutenant porte-drapeau.....	1	»
	Médecin aide-major de 1 ^{re} classe.....	1	1
	Vétérinaire.....	1	1
Total de l'état-major.....		13	11

TABLEAU D

Composition nouvelle de l'état-major particulier du génie.

En raison de la création, en 1889, du 5^e régiment du génie et de l'exécution du projet de loi actuel, les modifications suivantes sont apportées à la constitution de l'état-major particulier du génie, fixée par la loi du 13 mars 1875 :

<i>Organisation du 13 mars 1875.</i>		<i>Organisation nouvelle.</i>	
Colonels.....	33	Colonels.....	30, en moins 3
Lieutenants-colonels.....	33	Lieut ^s -colonels....	30, — 3
Chefs de bataillon.....	124	Chefs de bataillon.	119, — 5
Capitaines de 1 ^{re} classe.....	148	Capitaines de 1 ^{re} cl.	140, — 8
Capitaines de 2 ^e classe.....	148	Capitaines de 2 ^e cl.	141, — 7
		Total en moins.....	26

TABLEAU E

**Composition nouvelle de l'état-major particulier
de l'artillerie.**

En raison de l'application de la loi du 15 juillet 1889 et de l'exécution du projet de loi actuel, les modifications suivantes se trouvent apportées à la composition de l'état-major particulier de l'artillerie, fixée par la loi du 13 mars 1875.

GRADES	ORGANISATION du 13 mars 1875.	ORGANISATION du 15 juillet 1889.	ORGANISATION proposée (1).
Colonels.....	37	37	37
Lieutenants-colonels.....	37	56	56
Chefs d'escadrons.....	98	105	99
Capitaines de 1 ^{re} et de 2 ^e classe.....	112	112	108
	284	310	300

(1) Aux termes du dernier paragraphe de l'article 5 du projet de loi soumis au Parlement, les officiers supérieurs (lieutenants-colonels ou chefs d'escadrons) qui pourront être nécessaires pour la réorganisation des bataillons d'artillerie à pied seront en outre prélevés sur l'état-major particulier. Leur nombre, étant des plus minimes, ne modifiera pas sensiblement les chiffres indiqués au tableau.

50

Cette question a été discutée à l'Assemblée Nationale 1874 & 1877
Rapport sur le projet de loi sur l'artillerie en 1874. favorable

SÉNAT

Paris, le

189

Projet de loi portant modifications aux lois du 13 mars 1875 et du
24 juillet 1883 sur l'organisation de l'artillerie et sur celle du train
des équipages — Déposé par le g^{al} Ferno le 29 octobre 1887 (Chambre)

Projet de loi ayant pour objet de modifier l'organisation des troupes régimentaires
Déposé le 29 octobre 1887 — Chambre — par le g^{al} Ferno.

Rapport de M. Rielle ?

Discussions de ces 2 projets (25-27 mars 1888) adoptés de suite.

art 3 du 1^{er} projet — Suppression du Regt d'artillerie pontonniers. (g^{al} Logez Ministre guerre)
Vote par 361 Voix contre 143 sur 504 votants.

actuellement 2 regts d'artillerie pontonniers de 14 c^{es} chacun soit 28 compagnies formées
autour d'équipages de pont (selon motif) (équipages de pont d'armée et équipages de pont de pontons)
Une c^{te} est en permanence en Algérie, une autre au Louvain. — Les autres en
garisons à Angers, à Orléans — Augmenter de 12 compagnies l'artillerie
doit leur fournir les attelages nécessaires qui en temps de paix ne sont pas
absolument à rien.

g^{al} Logez — D'après le règlement d'administration en campagne, l'artillerie a dans ses attributions
exclusives le pontage des cours d'eau avec le matériel d'équipage de pont, et seulement
l'organisation du pontage avec les ressources du pays, le génie les autres pontages de
toute nature — Cette dualité oblige le commandement à se demander à qui il doit l'adresser,
S'il y a des questions techniques à examiner, il se réunira avec les services de l'artillerie
des services qui peuvent se reporter d'après : D'après les troupes ... non possible réunir
Les deux services dans les mêmes locaux, à qui? ... à l'artillerie? non, déjà trop - faire,
le génie doit le rôle de préparer et d'ouvrir les communications à l'armée.

Adopté par l'Assemblée le 27 mars

Le projet fut ensuite déposé au Sénat par M. de Freycinet le
le ministre demanda à la Commission de l'armée d'apprécier l'opportunité des pontonniers,
questions qui ont été traitées.

E. S. V. P.

Le projet est venu alors à la Chambre après avoir été voté par
le Sénat mais la question d'urgence de Tautoumes au sein
de la Chambre le vota sans en discuter le 30 novembre 1883 et
le Rapporteur M. Reille déclara qu'il considérait le projet comme
sérieux de la question de Tautoumes.

PROJET DE LOI

N° 217

ADOPTÉ

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

le 2 juin 1894

SIXIÈME LÉGISLATURE

SESSION DE 1894

PROJET DE LOI

*Relatif aux modifications à apporter à l'organisation
de l'artillerie et du génie.*

La Chambre des Députés a adopté le projet
de loi dont la teneur suit :

Article premier. — Les deux régiments d'artillerie-ponton-
niers sont supprimés.

Art. 2. — Les drapeaux des deux régiments de ponton-
niers seront déposés aux Invalides et remis solennellement
au Gouverneur des Invalides par M. le Ministre de la Guerre en
présence du plus ancien officier et sous-officier de chaque
régiment.

Art. 3. — Le service des équipages de pont est assuré
par le génie.

Art. 4. — Il est créé dans l'arme du génie :

1° L'état-major, le petit état-major et la section hors rang
de deux nouveaux régiments. Ces unités ont la composition

indiquée par le tableau n° 1 de la série D annexé à la loi du 13 mars 1875 ;

2° Deux nouvelles compagnies de sapeurs-conducteurs.

Les deux nouveaux régiments prennent les numéros 6 et 7 de l'arme.

La répartition des bataillons de sapeurs-mineurs entre les régiments du génie est déterminée par décret du Président de la République.

A chaque régiment est attribuée une compagnie de sapeurs-conducteurs dont l'effectif est fixé par le tableau B annexé à la présente loi.

La composition de l'état-major du 5^e régiment du génie est modifiée conformément au tableau C ci-annexé.

Art. 5. — Il est créé dans l'artillerie :

1° L'état-major, le petit état-major et le peloton hors rang de deux nouveaux régiments.

Ces unités ont la composition prévue par le tableau A annexé à la loi du 15 juillet 1889 et par l'article 6 de la loi du 25 juillet 1893.

2° 28 batteries montées ayant la composition déterminée par le tableau A de la loi du 15 juillet 1889.

Les deux nouveaux régiments prennent les numéros 39 et 40.

Le nombre total et la nature des batteries d'artillerie constituant les bataillons à pied et les régiments de l'arme sont, en principe, fixés conformément aux indications du tableau A ci-annexé.

Toutefois le nombre des batteries de chacune des quatre catégories indiquées audit tableau A peut être modifié par décret du Président de la République, mais sous réserve que

le nombre total des unités, tel qu'il est fixé par ce tableau, ne sera pas dépassé et que l'effectif total en officiers, gradés, hommes de troupe et chevaux sera maintenu dans les limites des fixations résultant du tableau A ci-joint.

Les batteries sont réparties entre les bataillons et régiments, selon les nécessités du service, par décret du Président de la République.

Si le nombre de batteries à pied d'un bataillon dépasse le chiffre de six, le bataillon pourra être commandé par un lieutenant-colonel, assisté d'un chef d'escadrons. Les officiers supérieurs nécessaires pour compléter, dans ces conditions, le cadre des bataillons à pied, seront prélevés sur l'état-major particulier de l'artillerie.

Art. 6. — Il sera procédé à la constitution des formations créées en vertu des articles 4 et 5 de la présente loi, à l'aide de ressources en officiers gradés et hommes de troupe rendues disponibles par la suppression des deux régiments d'artillerie-pontonnières, et au moyen de la création du nombre d'emplois de lieutenants nécessaires.

Aucun emploi nouveau d'officier supérieur ou de capitaine ne sera créé dans l'artillerie ni dans le génie ; les officiers de ces grades nécessaires pour compléter les formations nouvelles seront prélevés sur les états-majors particuliers de ces deux armes.

Les tableaux D et E indiquent les réductions de personnel qui en résultent pour les états-majors particuliers du génie et de l'artillerie.

Art. 7. — Des règlements ministériels assureront l'exécution de la présente loi et détermineront notamment les dispositions à prendre pour passer de l'organisation actuelle à l'organisation nouvelle.

14/5

Pendant la période transitoire, les officiers appartenant aux régiments d'artillerie-pontonnières pourront, sur leur demande, être versés dans les régiments du génie.

La même faculté sera accordée aux officiers du même grade du génie qui demanderont à passer dans l'artillerie.

Toutefois le nombre de ces derniers ne pourra dépasser, dans chaque grade, celui des officiers d'artillerie qui seront versés dans le génie.

Ces changements d'arme seront prononcés par décret.

Art. 8. — Toutes les dispositions antérieures contraires à la présente loi sont abrogées.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 2 juin 1894.

Le Président,

Signé : Eug. ETIENNE.

Les Secrétaires,

Signé : RATHIER, de LA BATUT, CHAUDEY.

TABLEAU A

DÉSIGNATION.	NOMBRE.	COMPOSITION.						
Batteries à pied (1).....	108	Tableau n° 1 de la loi du 24 juillet 1883.						
Batteries montées.....	427	Tableau A de la loi du 15 juillet 1889.						
Batteries de montagne.....	12	Tableau A de la loi du 28 décembre 1888 (2).						
Batteries à cheval.....	57	Tableau A de la loi du 15 juillet 1889.						
Batteries dé- tachées hors de France..	<table><tr><td>à pied.....</td><td>4</td></tr><tr><td>montées.....</td><td>4</td></tr><tr><td>de montagne.</td><td>8</td></tr></table>	à pied.....	4	montées.....	4	de montagne.	8	Tableau A de la loi du 15 juillet 1889.
à pied.....	4							
montées.....	4							
de montagne.	8							
Total des batteries....	620							

(1) La création des douze batteries correspondant aux deux derniers bataillons dont la formation a été prévue par la loi du 25 juillet 1893 reste subordonnée au développement des ressources du recrutement et à l'allocation de crédits spéciaux.

(2) La loi du 25 juillet 1893 a ajouté un capitaine en second à chaque batterie alpine.

TABLEAU B

Compagnie de sapeurs conducteurs

	Hommes.	Chevaux.
Capitaine commandant.....	1	1
Capitaine en second.....	1	1
Lieutenants ou sous-lieutenants.....	2	2
Total des officiers.....	<u>4</u>	<u>4</u>
Adjudant.....	1	1
Maréchal des logis chef.....	1	1
Maréchal des logis fourrier (ou brigadier fourrier).....	1	1
Maréchaux des logis.....	4	4
Brigadiers.....	8	8
Brigadier maître maréchal ferrant.....	1	1
Aides-maréchaux ferrants.....	1	»
Bourreliers.....	2	»
Trompettes.....	2	2
Total des hommes du cadre..	<u>21</u>	<u>18</u>
Sapeurs-conducteurs.....	80	80
Total des hommes du cadre et des sapeurs-conducteurs..	<u>101</u>	<u>98</u>

TABLEAU C

**Composition de l'état-major du 5^e régiment
du génie.**

OFFICIERS		Hommes. Chevaux.	
État-major.	Colonel	1	2
	Lieutenant-colonel	1	2
	Chefs de bataillon	3	3
	Major.....	1	1
	Médecin-major de 1 ^{re} classe.....	1	1
	Capitaine-trésorier	1	»
	Officier d'habillement.....	1	»
	Lieutenant ou sous-lieutenant ad- joint au trésorier.....	1	1
	Lieutenant ou sous-lieutenant porte-drapeau.....	1	»
	Médecin aide-major de 1 ^{re} classe.	1	1
	Vétérinaire	1	1
Total de l'état-major.....		13	11

TABLEAU D

**Composition nouvelle de l'état-major particulier
du génie.**

En raison de la création, en 1889, du 5^e régiment du génie et de l'exécution du projet de loi actuel, les modifications suivantes sont apportées à la constitution de l'état-major particulier du génie, fixée par la loi du 13 mars 1875.

Organisation du 13 mars 1875.		Organisation nouvelle.	
Colonels.....	33	Colonels.....	30, en moins 3
Lieutenants-colonels.....	33	Lieutenants-colonels	30, — 3
Chefs de bataillon.....	124	Chefs de bataillon..	119, — 5
Capitaines de 1 ^{re} classe.....	148	Capitaines de 1 ^{re} cl.	140, — 8
Capitaines de 2 ^e classe.....	148	Capitaines de 2 ^e cl.	141, — 7
		Total en moins.....	26

TABLEAU E

Composition nouvelle de l'état-major particulier de l'artillerie.

En raison de l'application de la loi du 15 juillet 1889 et de l'exécution du projet de loi actuel, les modifications suivantes se trouvent apportées à la composition de l'état-major particulier de l'artillerie, fixée par la loi du 13 mars 1875.

GRADES.	Organisation du 13 mars 1875	Organisation du 15 juillet 1889	Organisation proposée (1)
Colonels.....	37	37	37
Lieutenants-colonels.....	37	56	56
Chefs d'escadrons.....	98	105	99
Capitaines de 1 ^{re} et de 2 ^e classes.	112	112	108
	284	310	300

(1) Aux termes du dernier paragraphe de l'article 2 du projet de loi soumis au Parlement, les officiers supérieurs (lieutenants-colonels ou chefs d'escadrons) qui pourront être nécessaires pour la réorganisation des bataillons d'artillerie à pied seront en outre prélevés sur l'état-major particulier. Leur nombre, étant des plus minimes, ne modifiera pas sensiblement les chiffres indiqués au tableau.

Vu pour être annexé au projet de loi adopté par la Chambre des Députés dans sa séance du 2 juin 1894.

Le Président,

Signé: Eug. ETIENNE.

Les Secrétaires,

Signé: RATHIER, de LA BATUT, CHAUDEY.

Débat sur

1878 — Année tome 36

2^e délibération sur le projet de loi relatif à la contribution
des cadres et des effectifs de l'armée active et de
l'armée territoriale.

M. Ley^d Charette rapporteur.

Discussion générale

11 janvier 1878. pag. 9 — M. Brunet.

12 " 26 et 27 M. général Guilleminot
art. 4.

13 janvier. g^{de} Masure pag. 106 - 107. (contre int. aux armées)
g^{de} Dauterive - Rapporteur pag. 108 et suivants (pro)

16 janvier. g^{de} Feliu de Sauteris pag. 116 (contre)

g^{de} Decroix. Ministère de la guerre. (pro)

~~vote : 261 contre 331 sur 592 votants~~

vote 413 contre 172 sur 585.

pour. l'armée territoriale.

SÉNAT

Paris, le

189

Questure.

Vétérinaires

Marque Rapport & M. de Verminae

N° 151
SÉNAT

SESSION 1894

Annexe au procès-verbal de la séance du 5 juillet 1894.

RAPPORT

FAIT

Au nom de la Commission de l'Armée¹, chargée d'examiner le projet de loi, ADOPTÉ PAR LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS, ayant pour objet : 1° d'appliquer aux aides-vétérinaires de l'armée active les dispositions de la loi du 26 mars 1891 relative à l'avancement des sous-lieutenants ; 2° de modifier l'organisation du cadre des vétérinaires militaires,

PAR M. DE VERNINAC

Sénateur.

MESSIEURS,

Le projet de loi qui vous est soumis, et qui a déjà été adopté par la Chambre des Députés, a pour but d'améliorer la situation des vétérinaires militaires.

(1) Cette Commission est composée de MM. DE FREYCINET, *Président*; BERTHELOT, Général JAPY, *Vice-Présidents*; PREVET, *Secrétaire*; PEYTRAL, Alexandre LEFÈVRE, BADUEL, Général BILLOT, LACAVE-LAPLAGNE, LE ROYER, CORNIL, BERNARD, Léon LABBÉ, BARDOUX, DE VERNINAC, TÉZENAS, BENAZET, GUYOT-LAVALINE.

M. Édouard DUPRÉ, *Secrétaire-Adjoint*.

(Voir les n° 119, Sénat, session de 1894, et 559-684, — 6^e législ. — de la Chambre des Députés.)

Il comprend deux dispositions d'ordre différent ;

1° Par son titre premier, il applique aux aides-vétérinaires de l'armée active les dispositions de la loi du 26 mars 1891 relatives à l'avancement des sous-lieutenants.

M. le Ministre de la Guerre a voulu par là assurer à ces utiles auxiliaires de notre armée l'obtention, après un stage d'une durée légalement limitée, la somme considérée comme nécessaire en raison du grade d'officier auquel ils sont assimilés.

2° Par son titre II, le projet modifie l'organisation du cadre des vétérinaires de façon à leur donner un avancement mieux en rapport avec les services qu'ils rendent.

Aujourd'hui, d'après la loi du 13 mars 1875, le nombre des vétérinaires principaux est fixé à 10 (5 de 1^{re} classe et 5 de 2^e classe) pour un effectif de 467 vétérinaires ou aides-vétérinaires.

Bien que depuis la loi de 1875 le personnel des vétérinaires militaires ait dû être notablement accru par suite de la création de plusieurs nouveaux régiments de cavalerie, le nombre des vétérinaires principaux est resté le même. Les conditions de l'avancement sont donc moins favorables qu'elles ne l'étaient lorsque la loi de 1875 a été préparée et votée.

La prolongation d'un pareil état de choses était de nature à porter le découragement dans le corps des vétérinaires militaires, si le sentiment du devoir et aussi celui de la légitime considération dont ils jouissent dans l'armée ne primait pour eux toute autre préoccupation.

Le projet de loi porterait à 6 le nombre des vétérinaires principaux de 1^{re} classe, ayant rang de lieutenant-colonel, et à 15 celui des vétérinaires principaux de 2^e classe, ayant rang de chef d'escadron ; soit une augmentation de 11 dans le nombre des grades supérieurs.

M. le Ministre de la Guerre estime que cette proportion

est nécessaire pour assurer un avancement normal dans un corps dont le dévouement et les services sont universellement reconnus.

Les vétérinaires principaux de 1^{re} classe, placés à la tête de ressorts comprenant un certain nombre de corps d'armée, seraient chargés de missions se rapportant à l'état sanitaire des chevaux et à la manière de servir des vétérinaires.

Les vétérinaires principaux de 2^e classe seraient placés soit dans des régiments, soit dans les établissements, comme chefs du service sanitaire.

Votre Commission ne pouvait qu'approuver les motifs qui ont dicté les propositions de M. le Ministre de la Guerre. Elle a tenu cependant à s'éclairer sur les conséquences financières du projet de loi. Bien que dans son rapport présenté à la Chambre des Députés, M. le général Riu affirmât qu'il n'entraînerait aucune augmentation de dépenses, nous avons cru devoir demander à M. le Ministre de la Guerre des renseignements précis, qu'il s'est empressé de nous fournir et qui sont résumés dans le tableau suivant :

ÉTAT indiquant les modifications d'effectif apportées dans le cadre des vétérinaires militaires et leurs conséquences financières.

1° Effectif.

DÉSIGNATION DES GRADES	EFFECTIF de la loi des cadres actuelle sans déduction de l'incom- plet.	EFFECTIF prévu au budget.	EFFECTIF proposé (projet de loi).	OFFICIERS		CHEVAUX		OBSERVATIONS
				En plus.	En moins.	En plus.	En moins.	
Vétérinaires principaux de 1 ^{re} classe.....	5	5	6	1	»	1	»	
Vétérinaires principaux de 2 ^e classe.....	5	5	15	10	»	10	»	
Vétérinaires en 1 ^{er}	155	153	140	»	13	»	13	
Vétérinaires en 2 ^e	291	275	267	»	8	»	8	
Aides-vétérinaires....								
	456	438	428	11	21	11	21	
		— 10		— 10		— 10		

2° Conséquences financières.

	fr.	fr.
Augmentations ..	1 vétérinaire principal de 1 ^{re} classe.....	7.295
	10 vétérinaires principaux de 2 ^e classe.....	59.779
	Somme nécessaire pour assurer aux aides-vété- rinaires leur nomination au grade de vétérinaire	
	en 2 ^e au bout de deux ans.....	22.950
Diminutions.....	13 vétérinaires en 1 ^{er} à 3.400 fr. 05.....	44.210
	8 vétérinaires en 2 ^e ou aides-vétérinaires à 2.643 fr. 016.....	21.145
	Résidence dans Paris.....	1.440
	Nourriture et entretien de 10 chevaux en moins...	7.070
	Différence en plus.....	16.159
Le crédit des bourses, qui est de 38.400 francs, étant ramené à 10.000 francs, il en résulte une diminution de.....		28.400
L'économie finale résultant du projet de loi sera de.....		12.241

L'effectif des vétérinaires principaux est bien augmenté de 14 unités ; mais, par contre, le nombre des vétérinaires des autres grades est diminué de 21 unités, ce qui donne, sur l'effectif actuellement entretenu, une diminution de 10 vétérinaires.

Ces modifications d'effectif, et la nomination des aides-vétérinaires au grade de vétérinaire en second après deux ans de grade, entraînent en réalité une augmentation de dépense de 16.159 francs.

Mais, en même temps, M. le Ministre propose de ramener à 10.000 francs le crédit des bourses aux élèves militaires dans les écoles vétérinaires qui est aujourd'hui de 38.400 francs, de telle sorte que l'opération se traduit par une diminution de dépense de $38.400 - 16.159 = 12.241$.

M. le Ministre nous a affirmé que ce crédit des bourses pouvait être ainsi réduit sans le moindre inconvénient pour le bon recrutement du corps, d'autant plus que les conditions de l'avancement y seraient notablement améliorées.

Nous vous proposons, en conséquence, de donner votre approbation au projet de loi dont la teneur suit.

PROJET DE LOI

TITRE PREMIER

Avancement des aides-vétérinaires.

ARTICLE PREMIER.

Les aides-vétérinaires militaires sont promus au grade de vétérinaire en second après deux années d'exercice dans le grade d'aide-vétérinaire. Ces promotions auront lieu exclusivement à l'ancienneté.

ART. 2.

Les emplois d'aide-vétérinaire prévus par les tableaux annexés aux lois des 13 mars 1875 et 25 juillet 1887 (composition des corps de cavalerie) sont remplis par des aides-vétérinaires ou par des vétérinaires en second.

Dispositions transitoires.

ART. 3.

Les promotions résultant de l'application de la présente loi seront faites par séries échelonnées, de manière à être complètement effectuées dans le délai maximum de six mois à dater de sa promulgation.

Les dispositions du décret du 30 avril 1875, relatives à

la proportion du choix et de l'ancienneté pour les promotions au grade de vétérinaire en second, sont maintenues jusqu'à épuisement des tableaux actuels dressés pour l'avancement à ce grade.

TITRE II

Cadre des vétérinaires militaires.

ART. 4.

Par modification : 1° au tableau G annexé à la loi du 13 mars 1875, sur la constitution des cadres et des effectifs de l'armée; 2° à la loi du 25 juillet 1889, qui a modifié, en ce qui concerne la constitution des cadres (officiers), les dispositions de la loi du 25 juillet 1887, portant création de nouveaux régiments de cavalerie, et par application des dispositions : 1° de la loi du 28 juillet 1893; 2° de l'article premier de la présente loi, le cadre des vétérinaires militaires est fixé ainsi qu'il suit :

Vétérinaires.	{	Principaux { de 1 ^{re} classe.....	6	} 428 (1)
		de 2 ^e classe.....	15	
		En premier.....	140	
		En second ou aides-vétérinaires,.....	267	

ART. 5.

Toutes les dispositions contraires à la présente loi sont et demeurent abrogées.

(1) Le cadre comprend, en outre, des aides-vétérinaires stagiaires en nombre proportionné aux besoins du recrutement du service.

N° 559

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

SIXIÈME LÉGISLATURE

SESSION DE 1894

Annexe au procès-verbal de la séance du 24 avril 1894.

PROJET DE LOI

ayant pour objet : 1° d'appliquer aux aides-vétérinaires de l'armée active les dispositions de la loi du 26 mars 1891 relative à l'avancement des sous-lieutenants ; 2° de modifier l'organisation du cadre des vétérinaires militaires,

(Renvoyé à la Commission de l'armée.)

PRÉSENTÉ

AU NOM DE M. CARNOT,

Président de la République française,

PAR M. le général MERCIER,

Ministre de la Guerre.

EXPOSÉ DES MOTIFS

Messieurs,

La loi du 13 mars 1875, en fixant à 10 le chiffre des vétérinaires principaux de 1^{re} et de 2^e classe pour 407 vétérinaires ou aides-vétérinaires, n'a pas tenu un compte suffisant de la

nécessité d'assurer au personnel de ce corps un avancement en rapport avec les mérites des utiles serviteurs qui le composent.

Depuis cette époque, de nouveaux emplois de vétérinaires ou aides-vétérinaires ont été créés par suite de l'augmentation des régiments de cavalerie, et le nombre des vétérinaires principaux est resté cependant le même, de sorte que les conditions d'avancement, loin de s'améliorer, n'ont fait qu'empirer; elles auraient été de nature à amener un grand découragement parmi les membres de ce corps s'ils ne plaçaient au-dessus de tous autres avantages la juste considération dont ils jouissent dans l'armée.

Il importe de remédier à une situation semblable et de mettre l'avancement des vétérinaires militaires dans des conditions qui soient plus en rapport avec celles des autres corps de l'armée.

A cet effet, le projet de loi qui vous est soumis propose de porter à 21 le chiffre des vétérinaires principaux de 1^{re} et de 2^e classe, soit 6 de 1^{re} classe au lieu de 5 et 15 vétérinaires principaux de 2^e classe au lieu de 5.

Les vétérinaires principaux de 1^{re} classe, placés à la tête des ressorts comprenant un certain nombre de corps d'armée, seraient chargés de missions se rapportant à l'état sanitaire des chevaux et à la manière de servir des vétérinaires.

Les vétérinaires principaux de 2^e classe seraient placés, soit dans les régiments, soit dans les établissements, comme chefs du service vétérinaire.

Enfin, pour hâter l'avancement dans les grades inférieurs, le projet de loi applique aux aides-vétérinaires les prescriptions de la loi du 26 mars 1891, relatives à l'avancement des sous-lieutenants, en disposant que les aides-vétérinaires seront promus au grade de vétérinaire en second après deux ans d'exercice dans le grade d'aide-vétérinaire.

Nous avons, en conséquence, l'honneur de soumettre à vos délibérations le projet de loi suivant, dont l'application

ne doit créer aucune augmentation de dépenses au budget de la guerre.

PROJET DE LOI

Le Président de la République française

Décète :

Le projet de loi dont la teneur suit sera présenté à la Chambre des Députés par le Ministre de la Guerre, qui est chargé d'en exposer les motifs et d'en soutenir la discussion.

TITRE I^{er}

Avancement des Aides-Vétérinaires.

Article premier.

Les aides-vétérinaires militaires sont promus au grade de vétérinaire en second après deux années d'exercice dans le grade d'aide-vétérinaire. Ces promotions auront lieu exclusivement à l'ancienneté.

Art. 2.

Les emplois d'aide-vétérinaire prévus par les tableaux annexés aux lois des 13 mars 1875 et 25 juillet 1887 (composition des corps de cavalerie) sont remplis par des aides-vétérinaires ou par des vétérinaires en second.

Dispositions transitoires.

Art. 3.

Les promotions résultant de l'application de la présente loi seront faites par séries échelonnées de manière à être complètement effectuées dans le délai maximum de six mois à dater de sa promulgation.

Les dispositions du décret du 30 avril 1875, relatives à la proportion du choix et de l'ancienneté pour les promotions au grade de vétérinaire en second, sont maintenues jusqu'à épuisement des tableaux actuels dressés pour l'avancement à ce grade.

TITRE II

Cadre des vétérinaires militaires.

Art. 4.

Par modification : 1^o au tableau G annexé à la loi du 13 mars 1875, sur la constitution des cadres et des effectifs de l'armée; 2^o à la loi du 25 juillet 1889, qui a modifié, en ce qui concerne la constitution des cadres (officiers), les dispositions de la loi du 25 juillet 1887, portant création de nouveaux régiments de cavalerie, et par application des dispositions : 1^o de la loi du 25 juillet 1893; 2^o de l'article premier de la présente loi, le cadre des vétérinaires militaires est fixé ainsi qu'il suit :

Vétérinaires.	{	Principaux {	de 1 ^{re} classe	6	} 428 (1)
			de 2 ^e classe.....	15	
		En premier.....		140	
		En second ou aides-vétérinaires.....		267	

(1) Le cadre comprend, en outre, des aides-vétérinaires stagiaires en nombre proportionné aux besoins du recrutement du service.

Art. 5.

Toutes les dispositions contraires à la présente loi sont
et demeurent abrogées.

Fait à Paris, le 21 avril 1894.

Le Président de la République française,

Signé : CARNOT.

Par le Président de la République :

Le Ministre de la Guerre,

Signé : A. MERCIER.

N° 684
CHAMBRE DES DÉPUTÉS

SIXIÈME LÉGISLATURE
SESSION DE 1894

Annexe au procès-verbal de la séance du 7 juin 1894.

RAPPORT

FAIT

AU NOM DE LA COMMISSION DE L'ARMÉE * CHARGÉE D'EXAMINER
LE PROJET DE LOI *ayant pour objet : 1° d'appliquer aux
aides-vétérinaires de l'armée active les dispositions
de la loi du 26 mars 1891 relative à l'avancement des
sous-lieutenants ; 2° de modifier l'organisation du
cadre des vétérinaires militaires,*

PAR M. le général RIU,

Député.

Messieurs,

M. le général Ministre de la Guerre a présenté à la
Chambre, dans sa séance du 24 avril 1894, un projet de loi

* Cette Commission est composée de MM. Mézières, *président* ; Jules Roche, baron Reille, *vice-présidents* ; Le Hérissé, Deloncle, Pourquery de Boisserin, *secrétaires* ; Antoine Perrier (Savoie), Levet, Duval, du Breil comte de Pontbriand, Lebaudy, Jules Develle, marquis de Moustier, Dujardin-Beaumetz, comte de Lanjuinais, général Riu, baron Demarçay, lieutenant-colonel Guérin, Joseph Reinach, Godefroy Cavaignac, Royer, Legludic, Guyot-Dessaigne, vicomte de Montfort, Thonion, général Iung, Étienne, Lannes de Montebello, marquis de La Ferronnays, Cornudet, Henri Brisson, Trélat, Chapuis.

(Voir le n° 559.)

relatif à MM. les aides-vétérinaires de l'armée active, projet destiné 1° à faire bénéficier les aides-vétérinaires des dispositions de la loi du 26 mars 1891 relative à l'avancement des sous-lieutenants;

2° A modifier l'organisation du cadre des vétérinaires militaires.

Votre Commission de l'armée, Messieurs, a examiné attentivement les divers motifs invoqués par M. le général ministre de la Guerre. Ils ont été l'objet de l'approbation unanime de ses membres.

Ainsi que l'expose M. le Ministre, la loi du 13 mars 1875, en fixant à 10 le chiffre des vétérinaires principaux de première et de deuxième classe pour quatre cent soixante-sept vétérinaires ou aides-vétérinaires, n'a pas suffisamment envisagé la nécessité d'assurer au personnel de ce corps un avancement en rapport avec les mérites des utiles serviteurs qui le composent.

Depuis cette époque, bien que de nouveaux emplois de vétérinaires ou aides-vétérinaires aient été créés par suite de l'augmentation des régiments de cavalerie, le nombre des vétérinaires principaux est resté le même. Ainsi, les conditions d'avancement n'ont fait qu'empirer en raison de cette augmentation du nombre des candidats. Elles auraient été de nature à faire naître un grand découragement parmi les membres de ce corps, si le sentiment légitime de la considération qui les environne dans l'armée ne primait pour eux toutes les préoccupations.

Il importe de remédier à une situation semblable et de mettre l'avancement des vétérinaires militaires dans des conditions qui soient plus en rapport avec celles des autres corps de l'armée.

A cet effet, le projet de loi qui vous est soumis propose de porter à 21 le chiffre des vétérinaires principaux de 1^{re} et de 2^e classe, soit de 6 de 1^{re} classe au lieu de 5 et 15 vétérinaires principaux de 2^e classe au lieu de 5.

Les vétérinaires principaux de 1^{re} classe, placés à la tête

des ressorts comprenant un certain nombre de corps d'armée, seraient chargés de missions se rapportant à l'état sanitaire des chevaux et à la manière de servir des vétérinaires.

Les vétérinaires principaux de 2^e classe seraient placés soit dans les régiments, soit dans les établissements, comme chefs du service vétérinaire.

Enfin, pour hâter l'avancement dans les grades inférieurs, le projet de loi applique aux aides-vétérinaires les prescriptions de la loi du 26 mars 1891, relatives à l'avancement des sous-lieutenants, en disposant que les aides-vétérinaires seront promus au grade de vétérinaire en second après deux ans d'exercice dans le grade d'aide-vétérinaire.

Ce projet de loi ne doit créer, dans son application, aucune augmentation de dépenses au budget de la guerre.

Pour tous ces motifs, votre Commission de l'armée a l'honneur de vous proposer de vouloir bien adopter sans aucune modification le projet de loi dont la teneur suit :

PROJET DE LOI

TITRE PREMIER

Avancement des aides-vétérinaires.

Article premier.

Les aides-vétérinaires militaires sont promus au grade de vétérinaire en second après deux années d'exercice dans le grade d'aide-vétérinaire. Ces promotions auront lieu exclusivement à l'ancienneté.

Art. 2.

Les emplois d'aides-vétérinaires prévus par les tableaux annexés aux lois des 13 mars 1875 et 25 juillet 1887 (composition des corps de cavalerie) sont remplis par des aides-vétérinaires ou par des vétérinaires en second.

Dispositions transitoires.

Art. 3.

Les promotions résultant de l'application de la présente loi seront faites par séries échelonnées de manière à être complètement effectuées dans le délai maximum de six mois à dater de sa promulgation.

Les dispositions du décret du 30 avril 1875, relatives à la proportion du choix et de l'ancienneté pour les promotions au grade de vétérinaire en second, sont maintenues jusqu'à épuisement des tableaux actuels dressés pour l'avancement à ce grade.

TITRE II

Cadre des vétérinaires militaires.

Art. 4.

Par modification : 1° au tableau G annexé à la loi du 13 mars 1875, sur la constitution des cadres et des effectifs de l'armée; 2° à la loi du 25 juillet 1889, qui a modifié, en ce qui concerne la constitution des cadres (officiers), les dispositions de la loi du 25 juillet 1887, portant création de nouveaux régiments de cavalerie, et par application des dispositions : 1° de la loi du 28 juillet 1893; 2° de l'article premier

de la présente loi, le cadre des vétérinaires militaires fixé ainsi qu'il suit :

Vétérinaires.	{	Principaux {	de 1 ^{re} classe.....	6	} 428 (1)
			de 2 ^e classe.....	15	
		En premier.....		140	
		En second ou aides-vétérinaires.....		267	

Art. 5.

Toutes les dispositions contraires à la présente loi sont et demeurent abrogées.

(1) Le cadre comprend, en outre, des aides-vétérinaires stagiaires en nombre proportionné aux besoins du recrutement du service.

N° 119

SÉNAT

SESSION 1894

Annexe au procès-verbal de la séance du 15 juin 1894.

PROJET DE LOI

ADOPTÉ PAR LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS

Ayant pour objet : 1° d'appliquer aux aides-vétérinaires de l'armée active les dispositions de la loi du 26 mars 1891 relative à l'avancement des sous-lieutenants ; 2° de modifier l'organisation du cadre des vétérinaires militaires,

PRÉSENTÉ, AU NOM DE

M. CARNOT

Président de la République française,

Par M. le Général MERCIER

Ministre de la Guerre.

(Renvoyé à la Commission de l'Armée).

EXPOSÉ DES MOTIFS

Le Gouvernement a présenté à la Chambre des Députés, dans sa séance du 24 avril 1894, un projet de loi ayant pour objet : 1° d'appliquer aux aides-vétérinaires de l'armée active les dispositions de la loi du 26 mars 1891 relatives à l'avan-

(Voir les n° 559-684, — 6^e législ. — de la Chambre des Députés.)

cement des sous-lieutenants ; 2° de modifier l'organisation du cadre des vétérinaires.

La Chambre des Députés a adopté ce projet de loi dans sa séance du 11 juin 1894, et nous avons l'honneur de le soumettre aujourd'hui aux délibérations du Sénat.

Le Gouvernement n'a rien à ajouter à l'exposé des motifs qui accompagnait le projet de loi, déposé sur le bureau de la Chambre des Députés.

Le Président de la République française,

DÉCRÈTE :

Le projet de loi dont la teneur suit, déjà voté par la Chambre des Députés, sera présenté au Sénat par le Ministre de la Guerre, chargé d'en exposer les motifs et d'en soutenir la discussion.

PROJET DE LOI

TITRE PREMIER

Avancement des aides-vétérinaires.

ARTICLE PREMIER.

Les aides-vétérinaires militaires sont promus au grade de vétérinaire en second après deux années d'exercice dans le grade d'aide-vétérinaire. Ces promotions auront lieu exclusivement à l'ancienneté.

ART. 2.

Les emplois d'aide-vétérinaire prévus par les tableaux annexés aux lois des 13 mars 1875 et 25 juillet 1887 (composition des corps de cavalerie) sont remplis par des aides-vétérinaires ou par des vétérinaires en second.

Dispositions transitoires.

ART. 3.

Les promotions résultant de l'application de la présente loi seront faites par séries échelonnées, de manière à être

complètement effectuées dans le délai maximum de six mois à dater de sa promulgation.

Les dispositions du décret du 30 avril 1875, relatives à la proportion du choix et de l'ancienneté pour les promotions au grade de vétérinaire en second, sont maintenues jusqu'à épuisement des tableaux actuels dressés pour l'avancement à ce grade.

TITRE II

Cadre des vétérinaires militaires.

ART. 4.

Par modification : 1° au tableau G annexé à la loi du 13 mars 1875, sur la constitution des cadres et des effectifs de l'armée; 2° à la loi du 25 juillet 1889, qui a modifié, en ce qui concerne la constitution des cadres (officiers), les dispositions de la loi du 25 juillet 1887, portant création de nouveaux régiments de cavalerie, et par application des dispositions : 1° de la loi du 28 juillet 1893; 2° de l'article premier de la présente loi, le cadre des vétérinaires militaires est fixé ainsi qu'il suit :

Vétérinaires.	{	Principaux { de 1 ^{re} classe.....	6	} 428 (1)
		de 2 ^e classe.....	15	
		En premier.....	140	
		En second ou aides-vétérinaires.....	267	

(1) Le cadre comprend, en outre, des aides-vétérinaires stagiaires en nombre proportionné aux besoins du recrutement du service.

ART. 5.

Toutes les dispositions contraires à la présente loi sont
et demeurent abrogées.

Fait à Paris, le 15 juin 1894.

Le Président de la République française,
Signé : CARNOT.

Par le Président de la République :

Le Ministre de la Guerre :
Signé : A. MERCIER.

Proposition Cable

Etudiants en médecine

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 1573.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 26872. — *Loi concernant : 1° l'ouverture et l'annulation de Crédits sur l'exercice 1892; 2° l'ouverture de Crédits au titre des Budgets annexes rattachés pour ordre au Budget général (exercice 1892).*

Du 30 Juin 1893.

(Promulguée au Journal officiel du 1^{er} juillet 1893.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

TITRE 1^{er}.

EXERCICE 1892.

ART. 1^{er}. Il est ouvert aux ministres, en addition aux crédits alloués par la loi de finances du 26 janvier 1892, pour les dépenses du budget général de l'exercice 1892 (Algérie non comprise), des crédits supplémentaires s'élevant à la somme de treize millions trois cent quarante mille six cent vingt-neuf francs soixante centimes (13,340,629^f 60). Ces crédits demeurent répartis par ministère et par chapitre, conformément à l'état A annexé à la présente loi.

Il sera pourvu aux crédits ci-dessus au moyen des ressources générales du budget de l'exercice 1892.

2. Sur les crédits ouverts aux ministres par la loi de finances du 26 janvier 1892 et par des lois spéciales pour les dépenses du budget général de l'exercice 1892 (Algérie non comprise), une somme de vingt millions deux cent quatre-vingt-quinze mille quatre cent-vingt francs quarante centimes (20,295,420^f 40) est et demeure définitivement annulée, conformément à l'état B annexé à la présente loi.

3. Sur les crédits ouverts au ministre de la guerre par la loi de finances du 26 janvier 1892 et par des lois spéciales pour les dépenses du budget général de l'exercice 1892 (Algérie non comprise), au titre de la 2^e section (*Dépenses extraordinaires*) et imputables sur le produit de l'emprunt de cinq cents millions (500,000,000^f) en rentes trois pour cent (3 p. 0/0) (émission de 1886), une somme d'un million sept cent vingt-cinq mille cent trente-sept francs (1,725,137^f) est annulée aux chapitres ci-après :

CHAP. II. Génie.....	232,000 ^f
— V. Remonte.....	203,870
— VIII. Dépôt de la guerre.....	985,000
— XIII. Harnachement des chevaux de la cavalerie.....	304,267
<hr/>	
TOTAL ÉGAL.....	1,725,137
<hr/>	

4. Sur les crédits ouverts au ministre des travaux publics pour les dépenses du budget général de l'exercice 1892 (Algérie non comprise) et imputables sur les fonds de concours versés par les chambres de commerce, villes, départements et autres intéressés pour travaux relatifs aux rivières, canaux et ports maritimes, une somme de cinq cent cinquante mille francs (550,000^f) est annulée aux chapitre XLV : *Amélioration des rivières*, sauf report à l'exercice 1893 par une loi ultérieure.

5. Sur les crédits ouverts au ministre des travaux publics pour les dépenses du budget général de l'exercice 1892 (Algérie non comprise) et imputables sur les fonds de concours versés par les compagnies de chemins de fer en exécution des conventions du 20 novembre 1883, une somme d'un million de francs (1,000,000^f) est annulée au chapitre LI : *Études et travaux de chemins de fer exécutés par l'État*, sauf report à l'exercice 1893 par une loi ultérieure.

6. Sur les crédits ouverts au ministre de l'instruction publique, des beaux arts et des cultes, au titre de la 1^{re} section : *Service de l'instruction publique*, par la loi du 26 janvier 1892 pour les dépenses du budget général de l'exercice 1892 en Algérie, une somme de quatre cent mille francs (400,000^f) est annulée au chapitre XIX : *Subvention aux communes algériennes pour construction d'écoles ou de classes destinées aux indigènes*.

7. Sur les crédits ouverts au ministre des travaux publics, au titre de la 2^e section : *Travaux extraordinaires*, par la loi du 15 avril 1892, pour les dépenses du budget général de l'exercice 1892 en Algérie, une somme de cent quatre-vingt-six mille francs (186,000^f) est annulée au chapitre ix bis : *Études et travaux de chemins de fer en Algérie*.

8. Sur les crédits ouverts au ministre des travaux publics, au titre de la 2^e section : *Travaux extraordinaires*, pour les dépenses du budget général de l'exercice 1892 en Algérie et imputables sur les fonds de concours versés par les chambres de commerce, villes, départements et autres intéressés pour travaux relatifs aux rivières, canaux et ports maritimes, une somme de quatre cent trente et un mille huit cent seize francs quatre-vingt-dix centimes (431,816^f 90) est annulée au chapitre ix : *Amélioration des ports en Algérie*, sauf report à l'exercice 1893 par une loi ultérieure.

9. Les évaluations de recettes du budget général de l'exercice 1892, fixées par la loi de finances du 26 janvier 1892 et par des lois spéciales, sont réduites d'une somme totale d'un million sept cent trente-six mille trois cent vingt-neuf francs (1,736,326^f), savoir :

§ 6. — *Ressources exceptionnelles.*

Prélèvements sur le produit de l'emprunt de cinq cent millions de francs (500,000,000^f) en rentes trois pour cent (3 p. o/o) (émission de 1886) 1,725,137^f

§ 7. — *Recettes d'ordre.*

Remboursement par le gouvernement beylical des dépenses de la gendarmerie française en Tunisie. 11,189

TOTAL ÉGAL. 1,736,326

TITRE II.

BUDGETS ANNEXES RATTACHÉS POUR ORDRE AU BUDGET GÉNÉRAL.

BUDGET ANNEXE DE L'IMPRIMERIE NATIONALE

10. Sur les crédits ouverts au ministre de la justice, sur l'exercice 1892, au titre du budget annexe de l'imprimerie nationale, par la loi du 12 avril 1892, un crédit de dix mille francs (10,000^f) est annulé au chapitre v bis : *Exposition internationale de Chicago*.

BUDGET ANNEXE DE LA CAISSE NATIONALE D'ÉPARGNE.

11. Il est ouvert au ministre du commerce, de l'industrie et des colonies, sur l'exercice 1892, au titre du budget annexe de la caisse nationale d'épargne, en addition aux crédits ouverts par la loi de finances du 26 janvier 1892 et par des lois spéciales, un crédit de dix-huit mille francs (18,000^f) applicable au chapitre 1^{er} : *Intérêts à servir aux déposants.*

12. Sur les crédits ouverts au ministre du commerce, de l'industrie et des colonies, sur l'exercice 1892, au titre du budget annexe de la caisse nationale d'épargne, par la loi de finances du 26 janvier 1892 et par des lois spéciales, une somme de dix-huit mille francs (18,000^f) est annulée au chapitre II : *Dépenses du personnel.*

BUDGET ANNEXE DES TÉLÉPHONES.

13. Sur les crédits ouverts au ministre du commerce, de l'industrie et des colonies, sur l'exercice 1892, au titre du budget annexe des téléphones, par la loi de finances du 26 janvier 1892 et par des lois spéciales, une somme de trois millions cinq cent quatre-vingt-douze mille cinq cent quarante-cinq francs (3,592,545^f) est annulée au chapitre V : *Matériel et dépenses de premier établissement.*

14. Les recettes du budget annexe des téléphones pour l'exercice 1892 sont réduites d'une somme de trois millions cinq cent quatre-vingt-douze mille cinq cent quarante-cinq francs (3,592,545^f) applicable au chapitre VII *bis* : *Subvention du ministère du commerce et de l'industrie.*

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 30 Juin 1893.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : P. PÉTYBAL.

ÉTATS ANNEXÉS.

État A. Tableau, par ministère et par chapitre, des crédits supplémentaires accordés sur le budget général de l'exercice 1892. (France.)

CHAPITRES.	MINISTÈRES ET SERVICES.	MONTANT des crédits accordés	
		par chapitre.	par ministère.
	MINISTÈRE DES FINANCES.		
	1^{re} PARTIE. — DETTE PUBLIQUE.		
XXIII.	Intérêts de la dette flottante du trésor.....	676 ^f 60 ^c	676 ^f 60 ^c
	MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR.		
	5^e PARTIE. — REMBOURSEMENTS, RESTITUTIONS, NON-VALEURS ET PRIMES.		
	1^{re} section. — Ministère de l'intérieur.		
LXIII.	Remboursements divers pour frais d'entretien des détenus hors des établissements pénitentiaires....	6,500 00	6,500 00
	MINISTÈRE DE LA GUERRE.		
	1^{re} section. — Service ordinaire.		
XII.	Contrôle, intendance militaire, états-majors parti- culiers.....	365,925 00	
XV.	Personnel hors cadre ou non classé dans les corps de troupes.....	426,735 00	
XVI.	Solde de l'infanterie.....	2,182,266 00	
XVIII.	Solde de la cavalerie.....	1,135,738 00	
XIX.	Solde de l'artillerie.....	795,681 00	
XX.	Solde du génie.....	210,280 00	11,173,453 00
XXII.	Gendarmerie départementale et gendarmerie d'Afri- que.....	496,446 00	
XXVII.	Fourrages.....	3,400,000 00	
XXX.	Service des convois militaires.....	650,000 00	
XXXI.	Service de l'indemnité de route.....	1,450,382 00	
XXXIX.	Justice militaire. (Frais généraux et prisons.).....	60,000 00	
	MINISTÈRE DE LA MARINE.		
XXXI.	Chauffage et éclairage. (Achats directs et indemni- tés représentatives.).....	20,000 00	20,000 00
	MINISTÈRE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE ET DES COLONIES.		
	4^e section. — Colonies.		
IV.	Personnel de la justice.....	40,000 00	
V.	Personnel des cultes.....	20,000 00	
XIV.	Matériel. (Services militaires.).....	40,000 00	2,140,000 00
XX.	Frais d'occupation du Soudan français.....	1,980,000 00	
XXV.	Administration pénitentiaire. (Frais de transport.).....	60,000 00	
	TOTAL GÉNÉRAL.....	13,340,629 60	13,340,629 60

ÉTAT B. Tableau, par ministère et par chapitre, des crédits annulés sur le budget général de l'exercice 1892. (France.)

CHAPITRES.	MINISTÈRES ET SERVICES.	MONTANT des crédits annulés	
		par chapitre.	par ministère.
MINISTÈRE DE LA GUERRE.			
1 ^{re} section. — Service ordinaire.			
VIII.	Télégraphie militaire. (Solde.).....	4,480 ^f 00 ^c	
XI.	Etat-major général et service d'état-major.....	80,410 00	
XIII.	Ecoles militaires. (Personnel.).....	346,621 00	
XIV.	Ecoles militaires. (Matériel.).....	101,502 00	
XVII.	Solde des troupes d'administration.....	173,478 00	
XXI.	Solde du train des équipages militaires.....	12,945 00	
XXIII.	Garde républicaine.....	55,522 00	
XXXII.	Service des indemnités extraordinaires de voyage et de missions extraordinaires.....	80,693 00	
XXXIV.	Habillement et campement. (Matériel d'exploitation.).....	1,055,259 00	
XXXVII.	Recrutement.....	4,892 00	
XXXVIII.	Réserves et armée territoriale.....	55,456 00	
XLIV.	Etablissements de l'artillerie. (Personnel.).....	12,282 00	2,584,479 ^f 00 ^c
XLVI.	Poudres et salpêtres. (Personnel d'exploitation.)...	5,266 00	
XLVII.	Poudres et salpêtres. (Matériel d'exploitation.).....	527,857 00	
L.	Annuité pour construction de chemins stratégiques.....	23,000 00	
LIII.	Solde de non-activité, solde et gratifications de réforme.....	16,963 00	
LIV.	Secours.....	16,664 00	
DÉPENSES REMBOURSABLES.			
LXII.	Gendarmerie de Tunisie. (Personnel.).....	11,189 00	
2 ^e section. — Dépenses extraordinaires.			
XIV.	Équipages de campagne.....	14,949 00	
XV.	Armement des places.....	49,104 00	
XVI.	Armement des côtes.....	9,712 00	
XVII.	Équipages de siège.....	461,209 00	
XVIII.	Armes portatives.....	193,006 00	
XIX.	Munitions.....	19,671 00	
XX.	Dépenses diverses.....	17,969 00	
XX bis.	Bâtiments et machines.....	925 00	
XXII.	Frontière de l'Est.....	1,123,605 00	
XXIII.	Places de la frontière du Sud-Est.....	271,546 00	
XXIV.	Ports et embouchures.....	350,000 00	
XXV.	Magasins à poudre.....	1,278,637 00	
XXVIII.	Chemins de fer.....	869,000 00	
XXXI.	Télégraphie militaire et aérostation.....	9,000 00	
XXXII.	Cavalerie.....	75,000 00	
XXXV.	Places du Nord. (Ouvrages intermédiaires.).....	300,000 00	8,263,834 00
XXXVII.	Construction de casernements.....	870,000 00	
XXXVIII.	Champs de manœuvres, de tir, stands et manèges.....	215,000 00	
XXXIX.	Construction de tourelles cuirassées dans les forts..	1,570,000 00	
XL.	Fort de Manonvillers.....	72,500 00	
XLII.	Construction de baraquements pour les troupes alpines.....	29,700 00	

CHAPITRES.	MINISTÈRES ET SERVICES.	MONTANT des crédits annulés	
		par chapitre.	par ministère.
XLII.	Organisation des défenses de la Corse et achèvement de celles de Toulon.....	60,000 ⁰⁰	8,376,521 ³⁶
XLIII.	Constitution d'approvisionnement de ponts démontables sur routes.....	101,100 00	
XLIV.	Constitution de réserve d'outils.....	3,200 00	
XLVI.	Organisation des boulangeries de guerre.....	300,000 00	
MINISTÈRE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE ET DES COLONIES.			
4 ^e PARTIE. — FRAIS DE RÉGIE, DE PERCEPTION ET D'EXPLOITATION DES IMPÔTS ET REVENUS PUBLICS.			
2 ^e section. — Postes et télégraphes.			
XXIV ter.	Installation du dépôt central du matériel et des ateliers.....	1,884,390 60	8,376,521 ³⁶
XXIV quat.	Etablissement de lignes sous-marines entre Marseille et Oran et entre Marseille et Tunis, et améliorations à apporter à l'usine des câbles de la Seyne et aux bâtiments télégraphiques la Charente et l'Ampère.....	2,367,207 53	
XXIV quinq.	Subvention au budget annexe des téléphones.....	3,592,545 00	
XXIV sext.	Installation des services principaux des postes, télégraphes et téléphones à Bordeaux, dans l'hôtel de la Monnaie.....	532,378 23	
4 ^e section. — Colonies.			
XXIV.	Administration pénitentiaire. (Vivres, habillement et couchage.).....	60,000 00	60,000 00
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE.			
XXV.	Frais de bureaux, bâtiments, construction; frais d'entretien et de réparation; locations, indemnités de logement, frais de culture, dépenses diverses des établissements. Service général.....	11,825 00	11,825 00
MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS.			
2 ^e section. — Travaux extraordinaires.			
XL.	Lacunes des routes nationales, des routes départementales des départements annexés et des routes thermales.....	574,539 07	998,761 04
XLII bis.	Réparation des avaries causées aux routes nationales par les inondations du mois de septembre 1890..	424,221 97	
TOTAL de l'état B.....		20,295,420 40	20,295,420 40

N° 26873. — Loi qui crée une Surtaxe à l'Otroi de Landrecies (Nord).

Du 3 Juillet 1893.

(Promulguée au Journal officiel du 4 juillet 1893.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Est autorisée, à partir de la promulgation de la présente loi et jusqu'au 31 décembre 1895 inclusivement, la perception, à l'octroi de Landrecies (Nord), d'une surtaxe de cinq francs (5^f) par hectolitre sur les vins en cercles et en bouteilles.

Cette surtaxe est indépendante du droit d'un franc vingt centimes établi, à titre de taxe principale, sur la même boisson.

2. Le produit de la surtaxe autorisée par l'article qui précède est spécialement affecté à l'exécution des travaux de pavage indiqués dans la délibération municipale du 9 décembre 1892.

L'administration municipale est tenue de justifier chaque année, au préfet, de l'emploi de ce produit dont le compte général, tant en recettes qu'en dépenses, devra être fourni à l'expiration du délai fixé par la présente loi.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 3 Juillet 1893.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : P. PEYTRAL.

N° 26874. — *Loi qui crée une Surtaxe à l'Octroi de Ploaré (Finistère).*

Du 3 Juillet 1893.

(Promulguée au Journal officiel du 4 juillet 1893.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Est autorisée, à partir de la promulgation de la présente loi et jusqu'au 31 décembre 1894 inclusivement, la perception, à l'octroi de Ploaré (Finistère), d'une surtaxe de cinq francs (5^f) par hectolitre d'alcool pur contenu dans les eaux-de-vie, esprits, fruits à l'eau-de-vie, liqueurs et absinthes.

Cette surtaxe est indépendante de celle de quatre francs établie par la loi du 14 mars 1890 et du droit de six francs perçu, à titre de taxe principale, sur la même boisson.

2. Le produit des surtaxes mentionnées en l'article précédent est affecté, concurremment avec une subvention de l'État, au remboursement d'un emprunt à contracter pour la construction d'une école de filles.

L'administration municipale est tenue de justifier chaque année, au préfet, de l'emploi de ce produit dont le compte général, tant en recettes qu'en dépenses, sera fourni à l'expiration de la durée fixée par la présente loi.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 3 Juillet 1893.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : P. PEYTRAL.

N° 26875. — *Loi relative à un Échange, entre l'État et M. Mercier, de Terrains forestiers situés dans le département de la Haute-Saône.*

Du 11 Juillet 1893.

(Promulguée au *Journal officiel* du 12 juillet 1893.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Est approuvé, sous les conditions stipulées dans l'acte passé, le 29 septembre 1892, entre le préfet de la Haute-Saône, agissant au nom de l'État, d'une part, et M. *Armand Mercier*, industriel à la Rochère (Haute-Saône), d'autre part, l'échange sans soulte d'une parcelle non boisée et de la moitié d'un chemin indivis, d'une contenance ensemble de six ares quatre-vingt-trois centiares (6⁸³), dépendant de la forêt domaniale de Selles et Passavant, au lieu dit *la Rochère*, contre une parcelle de quarante et un ares (41¹) à prendre dans un terrain dit *le Pré-Collin*, appartenant à M. *Mercier* et confinant à ladite forêt domaniale.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 11 Juillet 1893.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : P. PEYTRAL.

N° 26876. — *Loi relative à un Échange, entre l'État et M. Pavie, de Terrains forestiers situés dans le département de Seine-et-Marne.*

Du 20 Juillet 1893.

(Promulguée au Journal officiel du 21 juillet 1893.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Est approuvé, sous les conditions stipulées dans l'acte passé, le 23 mai 1892, entre le sous-préfet de Fontainebleau, agissant au nom de l'État par délégation du préfet de Seine-et-Marne, d'une part, et M. Pavie (Émile), avocat, demeurant aux Plâtreries, commune de Samois, d'autre part, le contrat d'échange, moyennant une soulte de deux cent trente-neuf francs dix-neuf centimes (239^f 19) au profit de l'État, d'une parcelle de terrain boisé d'une superficie de vingt-cinq ares vingt-sept centiares (25^m 27^c), dépendant de la forêt domaniale de Fontainebleau, canton de la Madeleine, commune de Samois, contre deux parcelles, l'une de cinquante ares quatre centiares (50^m 4^c), enclavée dans la forêt de Champagne et située dans la commune de ce nom, lieu dit *le bois de l'Église*, l'autre d'un hectare quarante-neuf ares onze centiares (1^h 49^m 11^c) presque enclavée dans la forêt de Montceaux et située commune d'Armentières, lieu dit *la Motte-l'Abbesse*.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 20 Juillet 1893.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : P. PEYTRAL.

N° 26877. — DÉCRET qui autorise la Chambre de commerce de Bône à établir et à administrer, sur les quais du Port de Bône, un Hangar pour abriter les Marchandises à destination ou en provenance des navires.

Du 12 Mai 1893.

(Promulgué au Journal officiel du 3 juin 1893.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu la demande présentée, le 17 mars 1890, par la chambre de commerce de Bône, à l'effet d'être autorisée à établir et à administrer, sur les quais du port de Bône, un hangar pour abriter les marchandises pendant les opérations d'embarquement et de débarquement des navires;

Vu le dossier de l'enquête ouverte sur cette demande, notamment l'avis de la commission d'enquête, en date du 5 janvier 1891;

Vu les rapports des ingénieurs, en date des 18 mars 1890, 6-8 juin 1891;

Vu l'avis du gouverneur général de l'Algérie, en date du 1^{er} juillet 1891;

Vu les avis du conseil général des ponts et chaussées, en date des 1^{er} juillet 1890 et 30 juillet 1891;

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 7 février 1893;

Vu la lettre du ministre du commerce, en date du 19 décembre 1891;

Vu le décret du 3 septembre 1851 ⁽¹⁾, portant règlement d'administration publique sur l'organisation des chambres de commerce;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. La chambre de commerce de Bône est autorisée à établir et à administrer, sur les quais du port de Bône, aux clauses et conditions du cahier des charges annexé au présent décret, un hangar pour abriter les marchandises à destination ou en provenance des navires.

2. Les comptes et budgets relatifs à l'administration du hangar formeront des comptes et des budgets spéciaux. Ces comptes et ces budgets comprendront, en outre, toutes les recettes et dépenses faites par la chambre de commerce à l'occasion des services publics entretenus ou subventionnés par elle, avec approbation de l'autorité compétente, dans l'intérêt de l'exploitation du port.

Les comptes et budgets seront définitivement approuvés par le ministre du commerce, de l'industrie et des colonies, conformément à l'article 17 du décret susvisé du 3 septembre 1851, mais après avis du ministre des travaux publics.

Aucune nature nouvelle de dépenses n'y pourra figurer que sur avis conforme du ministre des travaux publics.

3. Le ministre des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 12 Mai 1893.

Signé : CARNOT,

Le Ministre des travaux publics,

Signé : VIETTE.

(1) x^e série, Bull. 442, n° 3239.

CAHIER DES CHARGES.

TITRE I^{er}.

OBJET DE L'AUTORISATION.

Objet de l'autorisation.

ART. 1^{er}. L'outillage que la chambre de commerce est autorisée à administrer dans le port de Bône, aux conditions déterminées par le présent cahier des charges, consiste en des hangars pour abriter les marchandises pendant les opérations de reconnaissance sur le terre-plein des quais.

Nature de l'autorisation.

2. L'autorisation ne constitue aucun privilège en faveur du permissionnaire.

L'usage des hangars est toujours facultatif pour le public et il est subordonné aux nécessités du service général du port, dont l'administration est seule juge.

Le quai sur lequel il est installé reste affecté à l'usage libre du public, sous l'autorité exclusive de la police du port.

L'administration se réserve le droit d'établir et d'autoriser toute autre personne à employer ou à mettre à la disposition du public tels appareils, engins ou abris qu'elle jugera convenables, sans que le permissionnaire puisse élever aucune réclamation.

TITRE II.

EXÉCUTION DES TRAVAUX ET ENTRETIEN.

Nombre et nature des abris autorisés.

3. L'abri que le permissionnaire est tenu dès maintenant d'établir consiste en un hangar de vingt mètres de largeur et cinquante mètres de longueur, soit de mille mètres carrés de surface couverte, formé de onze fermes métalliques espacées de cinq mètres et portées par des poteaux composés de deux fers à I encastrés dans un massif de maçonnerie.

Emplacement.

4. L'emplacement définitif des hangars sera déterminé par le ministre des travaux publics, sur la proposition du permissionnaire, lors de la présentation des projets d'exécution prescrits par l'article 5 ci-après.

Projets d'exécution.

5. Le permissionnaire est tenu de soumettre au ministre des travaux publics les projets d'exécution des hangars à installer.

Ces projets doivent comprendre tous les plans et dessins et les mémoires explicatifs nécessaires pour bien spécifier la construction à faire.

Le ministre des travaux publics a le droit de prescrire les modifications qu'il juge nécessaires pour assurer la liberté et la sécurité des quais, ainsi que la conservation des ouvrages du port.

Il peut prescrire que certaines parties des hangars soient disposées de manière à être fermées la nuit par mesure de sécurité, et que certaines parties couvrent les voies ferrées affectées au stationnement des wagons de chemin de fer en cours de chargement ou de déchargement le long du terre-plein du quai.

Exécution des travaux.

6. Le permissionnaire doit exécuter les travaux conformément aux projets qu'il a présentés et avec les modifications prescrites par le ministre des travaux publics.

Tous les ouvrages doivent être exécutés en matériaux de bonne qualité, mis en œuvre suivant les règles de l'art.

Entretien des ouvrages.

7. Les ouvrages établis par le permissionnaire doivent être constamment entretenus en bon état par ses soins, de façon à toujours convenir parfaitement à l'usage auquel ils sont destinés.

Le permissionnaire doit tenir constamment propre l'intérieur des hangars.

Si l'entretien est négligé sur quelques points par le permissionnaire, il y sera pourvu d'office à la diligence des ingénieurs du port, à la suite d'une mise en demeure adressée par le préfet et restée sans effet.

Le montant des avances faites par le service du port sera remboursé par le permissionnaire au moyen de rôles rendus exécutoires par le préfet.

Responsabilité à l'égard des tiers.

8. Le permissionnaire est responsable à l'égard des tiers de la réparation des dommages provenant du défaut de solidité ou d'entretien de la construction.

Frais de construction et d'entretien.

9. Tous les frais de premier établissement, de modification et d'entretien sont à la charge du permissionnaire.

Sont également à sa charge les frais des changements qu'il peut être autorisé par le ministre des travaux publics à apporter aux ouvrages du port, aux becs de gaz, canons d'amarrage, etc.

Pavages.

10. Le permissionnaire a à sa charge la construction et l'entretien des pavages de la surface couverte par les hangars, à l'exception des parties restant affectées à la circulation ordinaire des voitures.

Avant la mise en service des hangars, il sera dressé un procès-verbal contradictoire de reconnaissance des pavages exécutés et à entretenir par le permissionnaire.

Indemnités aux tiers.

11. Le permissionnaire a à sa charge, sauf son recours contre qui de droit, toutes les indemnités qui pourraient être dues à des tiers par suite de l'exécution, de l'entretien ou du fonctionnement des ouvrages autorisés.

Règlements de voirie.

12. Le permissionnaire est tenu de se conformer à tous les règlements de voirie existants ou à intervenir, notamment en ce qui concerne les travaux à exécuter sur la voie publique en vue de l'établissement ou de l'entretien des voies ferrées, des tuyaux d'eau et de gaz et de tous autres appareils.

Ces travaux doivent être exécutés avec la plus grande activité et avec toutes les précautions qui seront prescrites, de façon à gêner le moins possible la circulation.

Aussitôt qu'ils seront terminés, la chaussée sera rétablie en bon état par les soins du permissionnaire et à ses frais.

Effets du libre usage de la voie publique.

13. Le permissionnaire ne peut élever contre l'administration aucune réclamation en raison du trouble ou des interruptions de service qui résulteraient pour lui, soit

de mesures temporaires d'ordre et de police prises par le service du port, soit de travaux exécutés sur le domaine public tant par l'administration que par les particuliers régulièrement autorisés, ni en raison d'une cause quelconque résultant du libre usage de la voie publique.

Délais d'exécution.

14. Le permissionnaire devra avoir terminé dans le délai de deux mois les travaux de premier établissement du hangar qui fait l'objet de la présente autorisation.

Contrôle de la construction et de l'entretien.

15. Les travaux de premier établissement, de modification et d'entretien sont exécutés sous le contrôle et la surveillance des ingénieurs du port.

Dès que les travaux de premier établissement seront terminés, ils feront l'objet d'un procès-verbal de récolement dressé par les ingénieurs, sur la demande du permissionnaire, et le préfet, sur le vu de ce procès-verbal, en autorisera, s'il y a lieu, la mise en service.

Insuffisance des installations.

16. Lorsque l'étendue du premier hangar ne sera plus suffisante pour les besoins du commerce, la chambre de commerce sera tenue de l'augmenter par l'établissement et la mise en service de hangars nouveaux dans la mesure reconnue nécessaire à la bonne exploitation du port par les ministres des travaux publics et du commerce et de l'industrie, d'accord avec la chambre de commerce ou, à défaut de cet accord, par un décret rendu en Conseil d'État, après enquête, sur le rapport des ministres des travaux publics et du commerce et de l'industrie.

TITRE III.

ADMINISTRATION.

Police des quais et du port.

17. L'autorisation ne confère au permissionnaire aucun droit d'intervention dans le placement des navires aux quais outillés par lui, dans le déplacement de ces navires, dans la police de grande voirie, dans celle de la circulation ou de l'usage des quais.

Usage des hangars.

18. Les hangars sont exclusivement affectés à abriter la marchandise immédiatement avant son embarquement ou après son débarquement.

Ils peuvent être fermés pendant la nuit par mesure de sécurité, mais ils restent ouverts pendant le jour. Le permissionnaire ne peut s'opposer à la libre circulation du public pendant le jour sous ces hangars. Le sol occupé par eux reste soumis au régime légal de la grande voirie, sous réserve seulement de la perception, par le permissionnaire, des taxes établies pour le dépôt et la manutention des marchandises. Le paiement de ces taxes ne donne pas au public le droit de laisser stationner les marchandises sous les hangars ou les navires devant les quais sous les hangars au delà des délais fixés soit par les règlements généraux de police du port, soit par les arrêtés préfectoraux pris en vertu de l'article 20 ci-après.

Dans le cas où ces délais seraient dépassés, les officiers de port pourraient prendre les mesures prévues par les règlements généraux de police du port.

Éclairage et surveillance.

19. Le permissionnaire est tenu d'éclairer les hangars pendant la nuit et d'entretenir à ses frais un nombre de gardiens suffisant pour assurer la régularité du service.

Mais la garde et la conservation des marchandises placées sous les hangars ne sont point à sa charge, et aucune responsabilité ne pèse sur lui pour la perte ou le dommage ne résultant pas de son fait ou de celui de ses agents.

Règlements du port et mesures de police.

20. Le permissionnaire est soumis aux règlements du port.

Il doit se conformer aux arrêtés que prend le préfet, le permissionnaire entendu, pour réglementer, dans l'intérêt de la sécurité publique, du bon ordre dans l'exploitation du port et du bon emploi des ouvrages de l'Etat, le fonctionnement du bâtiment sur le domaine public.

Mesures de détail.

21. Les mesures de détail relatives à l'application du présent cahier des charges, en ce qui concerne notamment les obligations respectives du permissionnaire et des personnes qui font usage des hangars, ainsi que les mesures de détail relatives à l'application des tarifs, sont arrêtées par le préfet, le permissionnaire entendu.

Agents du permissionnaire.

22. Les agents et gardiens que le permissionnaire emploie pour la surveillance et la garde des ouvrages autorisés peuvent être commissionnés par le préfet et assermentés devant le tribunal de première instance.

Ils sont, dans ce cas, assimilés aux gardes des particuliers.

Ils ont des signes distinctifs de leurs fonctions.

Sous-traités.

23. Le permissionnaire peut, avec le consentement du ministre des travaux publics, confier à des entrepreneurs agréés par lui l'exploitation de tout ou partie de ses hangars et la perception des taxes fixées par le tarif; mais, dans ce cas, il demeure personnellement responsable, tant envers l'administration qu'envers les tiers, de l'accomplissement de toutes les obligations que lui impose le présent cahier des charges.

Contrôle de l'exploitation.

24. L'exploitation est faite sous le contrôle et la surveillance des ingénieurs du port.

TITRE IV.

TARIFS.

Durée.

25. Pour indemniser le permissionnaire des travaux et dépenses qu'il s'engage à faire par le présent cahier des charges, et sous la condition expresse qu'il en remplira toutes les obligations, le Gouvernement lui accorde le droit de percevoir, pendant toute la durée de l'autorisation, pour l'usage de son hangar, des taxes dont le montant est déterminé par des tarifs établis conformément aux dispositions ci-après.

Taxes maxima.

26. Les taxes maxima qui peuvent être perçues à partir de la mise en service des hangars sont les suivantes :

Par mètre carré de surface occupée, avec un délai de quarante-huit heures pour l'enlèvement des marchandises débarquées et de dix jours pour l'enlèvement des marchandises à embarquer, et par jour.....	0 ^e 03 ^e
Pendant les dix jours qui suivent les délais prescrits pour l'enlèvement des marchandises, par mètre carré et par jour.....	0 05
Au delà de dix jours de retard, par mètre carré et par jour.....	0 10

Application du tarif des hangars.

27. La taxe est due pour toute marchandise déposée ou manutentionnée sous les hangars.

La durée du séjour pour lequel elle est due est évaluée en jours, sans déduction des jours non ouvrables. Les jours se comptent de minuit à minuit, et toute journée commencée donne lieu à la perception du prix fixé pour la journée entière.

Toute fraction de mètre carré occupée donne lieu à la perception de la taxe pour un mètre carré.

Assurance.

28. Les taxes ne comprennent aucune assurance contre les incendies ou contre les avaries et aucune garantie contre le vol.

Les risques de perte, d'incendie ou d'avarie, lorsque ces accidents ne seront pas causés par les agents du permissionnaire, restent à la charge des intéressés, sous réserve de l'application de l'article 8 du présent cahier des charges.

Recouvrement des taxes d'occupation.

29. Les taxes pour l'usage des hangars sont dues par le propriétaire ou le consignataire des marchandises déposées, ou, si le propriétaire et le consignataire sont inconnus, par le déclarant en douane, et, à défaut de déclarant, par l'auteur du dépôt de la marchandise.

Le permissionnaire peut s'opposer à l'enlèvement de la marchandise jusqu'au paiement du montant des taxes et, s'il y a lieu, du montant des frais d'enlèvement et de magasinage des marchandises enlevées d'office par le permissionnaire sur l'ordre des officiers de port, après l'expiration des délais de séjour réglementaires.

Perception des taxes et abonnements.

30. La perception des taxes doit être faite d'une manière égale pour tous, sans aucune faveur. Toute convention contraire à cette clause est nulle de plein droit.

Toutefois cette clause ne s'applique pas aux traités qui pourraient intervenir entre le permissionnaire et l'État, dans l'intérêt des services publics de l'État.

Il peut, en outre, être établi des abonnements à prix réduits en faveur des lignes régulières de navigation jouissant d'une place à quai spéciale en vertu d'arrêtés préfectoraux intervenus ou à intervenir. Le tarif de ces abonnements doit être soumis à l'homologation du ministre des travaux publics. Toute réduction de taxe ou tout avantage consenti par abonnement en faveur d'une ligne régulière doit être accordé de droit à toute autre ligne régulière qui se soumet aux mêmes conditions.

Abaissements de taxes.

31. Le permissionnaire peut, s'il le juge convenable, abaisser les taxes au-dessous des limites déterminées par les tarifs maxima.

Les taxes ainsi abaissées ne peuvent être relevées qu'après un délai de trois mois.

Toute modification des tarifs est portée à la connaissance du public par des affiches placardées au moins quinze jours avant l'époque fixée pour la mise à exécution.

La perception des tarifs modifiés ne peut avoir lieu qu'avec l'homologation du ministre des travaux publics.

Contrôle des perceptions.

32. Les tarifs en vigueur à toute époque sont portés à la connaissance du public au moyen d'affiches apposées d'une manière très apparente, dans le hangar et aux endroits qui sont indiqués par le capitaine de port.

Le permissionnaire est responsable de la conservation de ces affiches et les remplace toutes les fois qu'il y a lieu.

L'état des perceptions est constaté par un registre à souche, avec indication détaillée, sur la souche comme sur le reçu détaché, de toutes les perceptions opérées.

Ce registre doit être représenté à toute réquisition aux ingénieurs du port, qui en contrôlent la tenue.

TITRE V.

REVISION DES TARIFS ET AFFECTATION DES RECETTES.

Compensation des recettes et des dépenses.

33. L'ensemble des comptes et budgets spéciaux mentionnés à l'article 2 du décret auquel est annexé le présent cahier des charges ne doit être, pour la chambre de commerce, l'objet d'aucun bénéfice et d'aucune perte.

Revision des tarifs maxima.

34. Afin d'assurer et de maintenir la compensation entre les recettes et les dépenses, les tarifs maxima spécifiés à l'article 26 peuvent être révisés soit d'office, soit sur la demande du permissionnaire.

Cette revision peut être appliquée à tout tarif maximum qui a été en vigueur pendant cinq années consécutives au moins.

Toutefois et par exception, il suffit d'une année entière durant la première période quinquennale à partir du décret d'autorisation.

Toute revision consistant en un abaissement de tarifs maxima, accepté par le permissionnaire, est approuvée par le ministre des travaux publics, après avis du ministre du commerce et de l'industrie.

Toute revision comportant des abaissements qui ne seraient pas consentis par le permissionnaire est ordonnée par décret délibéré en Conseil d'État.

Toute revision comportant des relèvements est effectuée en la forme suivie pour la présente autorisation.

La revision des tarifs maxima entraîne de plein droit l'annulation des taxes abaissées qui auraient été mises en vigueur en vertu de l'article 31.

Les taxes inférieures aux nouveaux maxima qui auraient été antérieurement établies ne continuent, en conséquence, à être perçues que si elles ont été de nouveau l'objet de propositions du permissionnaire et de l'homologation ministérielle.

Emploi des taxes.

35. Le produit des taxes est exclusivement employé, par ordre de priorité :

1° A solder les dépenses relatives à l'administration et à l'entretien des ouvrages fixes et du matériel;

2° A solder les dépenses relatives au remplacement, après usure, des ouvrages fixes et du matériel;

3° A constituer un fonds de réserve suffisant pour mettre le permissionnaire en mesure de satisfaire à ses obligations et de supporter les responsabilités qui lui incombent.

Ce fonds de réserve cesse de s'accroître lorsqu'il a atteint un chiffre maximum fixé par les ministres des travaux publics et du commerce et de l'industrie.

Il devra être alors procédé à la revision des tarifs, conformément aux dispositions de l'article précédent.

Le permissionnaire ne peut employer le fonds de réserve qu'aux besoins des entreprises figurant aux comptes et budgets spéciaux mentionnés à l'article 33. Il doit, pour en disposer, obtenir dans chaque cas l'assentiment préalable des ministres des travaux publics et du commerce et de l'industrie, excepté dans le cas où le fonds de réserve serait employé à solder des indemnités au paiement desquelles le permissionnaire aurait été condamné par justice à raison de faits relatifs à son administration.

Budgets et comptes. — Communication aux ingénieurs du port.

36. Afin d'assurer l'exécution des prescriptions des articles 33, 34 et 35 ci-dessus et de l'article 2 du décret d'autorisation, la chambre de commerce doit communiquer aux ingénieurs du port, dans les six premiers mois de chaque année, le projet

du budget spécial de l'année suivante et le compte spécial des recettes et dépenses d'établissement et d'exploitation de l'année précédente.

Liquidation d'emprunts en cas de retrait d'autorisation ou de suppression d'ouvrages.

37. En cas de retrait de l'autorisation ou de suppression d'ouvrages ordonnée en exécution de l'article 43 ci-après, il sera pourvu, par décret délibéré en conseil d'État, aux moyens de faire face aux charges des emprunts qui auraient pu être contractés par le permissionnaire.

Services accessoires.

38. En dehors des tarifs fixés au titre IV, le ministre des travaux publics, sur la proposition du permissionnaire, arrête annuellement les taxes relatives aux services accessoires, non prévus au présent cahier des charges, dont le permissionnaire viendrait à se charger dans l'intérêt de la bonne exploitation du port.

TITRE VI.

DURÉE ET RETRAIT DE L'AUTORISATION. — SUPPRESSION TOTALE OU PARTIELLE DES INSTALLATIONS.

Durée de l'autorisation.

39. La durée de l'autorisation est fixée à trente ans à partir de la date du décret auquel le présent cahier des charges est annexé.

Retrait de l'autorisation.

40. Faute par le permissionnaire de remplir les obligations qui lui sont imposées par le présent cahier des charges, il encourra le retrait de l'autorisation.

Le retrait sera prononcé, s'il y a lieu, après mise en demeure, par décret rendu en Conseil d'État, sur le rapport du ministre des travaux publics, le permissionnaire entendu.

Retour à l'État lors du retrait ou à l'expiration de l'autorisation.

41. Par le seul fait de la notification du décret prononçant le retrait de l'autorisation ou à l'expiration de la trentième année, et par le seul fait de cette expiration, l'État se trouvera subrogé à tous les droits du permissionnaire. Il entrera immédiatement en possession de tous les ouvrages mobiliers et immobiliers établis sur le domaine public ou sur le domaine de l'État et de toutes les dépendances immobilières. Le permissionnaire sera tenu de lui remettre ces ouvrages en bon état d'entretien.

Les dispositions qui précèdent ne sont applicables qu'au cas où le Gouvernement déciderait que le hangar doit être maintenu en totalité ou en partie.

Dans le cas, au contraire, où le Gouvernement déciderait que le hangar doit être supprimé en tout ou en partie, ce bâtiment sera enlevé et les lieux seront remis dans l'état primitif aux frais du permissionnaire, sans qu'il puisse prétendre à aucune indemnité.

Interruption de service.

42. Dans le cas d'interruption partielle ou totale des services confiés au permissionnaire, le ministre des travaux publics prendra immédiatement, aux frais et risques du permissionnaire, les mesures nécessaires pour assurer provisoirement le service jusqu'à ce qu'il ait été statué sur le retrait de l'autorisation ou jusqu'à ce que le permissionnaire se soit remis en mesure de continuer ses opérations.

Suppression partielle ou totale d'installations.

43. Dans le cas où, à une époque quelconque, il serait reconnu nécessaire, dans

l'intérêt public, de supprimer soit momentanément, soit définitivement, une partie ou la totalité de ses installations, le permissionnaire devra, à la première réquisition de l'administration supérieure, évacuer les lieux et les remettre dans leur état primitif.

Faute par lui de se conformer à cette obligation dans un délai de deux mois à dater de la réquisition, il sera procédé d'office et à ses frais à l'exécution des travaux nécessaires.

Cette suppression ne donnera lieu à aucune indemnité. Elle ne pourra être prononcée que dans les formes suivies pour la présente autorisation, à moins qu'elle ne résulte d'un projet d'amélioration du port, déclaré d'utilité publique par un décret ou par une loi.

TITRE VII.

CLAUSES DIVERSES.

Élection de domicile.

44. La chambre de commerce aura un bureau situé à proximité des quais et fera choix, si elle en est requise, d'un agent qui logera dans le bâtiment affecté audit bureau.

Cet agent aura qualité pour recevoir, au nom du permissionnaire, toutes les notifications administratives.

Redevance.

45. Le permissionnaire payera à l'État, pour l'occupation du terrain du domaine public sur lequel sera établi le hangar, une redevance annuelle d'un franc (1^r) qui sera versée d'avance, au 1^{er} janvier de chaque année, entre les mains du receveur des domaines, à Bône.

Cette redevance sera exigible à partir du 1^{er} janvier qui suivra la date du décret d'autorisation.

Frais d'impression et d'enregistrement.

46. Les frais d'impression et d'enregistrement de toutes les pièces relatives à la présente autorisation, ainsi que les impôts y afférents, restent à la charge du permissionnaire.

Vu pour être annexé au décret en date de ce jour.

Paris, le 12 mai 1893.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : VIETTE.

Enregistré à Bône, le 27 juin 1893, folio 163, case 8. Reçu vingt-cinq centimes, décimes compris. — Signé : *Hartrelle*.

N° 26878. — *DÉCRET qui reporte à l'exercice 1893 une Somme non employée en 1892, applicable aux Travaux de construction du Chemin de fer de Casteljaloux à Roquefort.*

Du 29 Juin 1893.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu la loi de finances du 28 avril 1893, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1893 et répartition, par chapitre, des crédits affectés au ministère des travaux publics pour ledit exercice;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾ sur la comptabilité publique, relatif à l'emploi de fonds de concours;

Vu le décret (n° 354) du 30 juin 1892 ⁽²⁾, qui a reporté au budget ordinaire du ministère des travaux publics, exercice 1892, deuxième section, chapitre LIV (*Etudes et travaux de chemins de fer exécutés par l'Etat*), une somme d'un million quatre cent trente-huit mille sept cent soixante-treize francs soixante-quinze centimes provenant de fonds de concours, applicable aux travaux de construction du chemin de fer de Casteljalous à Roquefort et non employée au 31 décembre 1891;

Vu les documents administratifs desquels il résulte que, sur ladite somme d'un million quatre cent trente-huit mille sept cent soixante-treize francs soixante-quinze centimes, il reste actuellement disponible celle de cinq cent mille francs dont le report peut être effectué sur l'exercice 1893 en vertu des dispositions de l'article 52 susvisé du décret du 31 mai 1862;

Vu l'avis du ministre des finances,

DECRETE :

ART. 1^{er}. Est reportée au budget ordinaire du ministère des travaux publics, exercice 1893, deuxième section, chapitre LIV : *Etudes et travaux de chemins de fer exécutés par l'Etat*, une somme de cinq cent mille francs (500,000^f) applicable aux travaux de construction du chemin de fer de Casteljalous à Roquefort et non employée sur les crédits ouverts, pour l'emploi de fonds de concours, au chapitre correspondant de l'exercice 1892.

2. Pareille somme de cinq cent mille francs (500,000^f) est et demeure annulée au budget ordinaire du ministère des travaux publics, exercice 1892, deuxième section, chapitre LIV : *Etudes et travaux de chemins de fer exécutés par l'Etat*.

3. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article 1^{er} au moyen des ressources spéciales versées au Trésor, à titre de fonds de concours, pour l'entreprise mentionnée audit article.

4. Les ministres des travaux publics et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 29 Juin 1893.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : P. PEYTRAL.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : VIETTE.

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 1503, n° 25532.

N° 26879. — DÉCRET qui rapporte le Décret du 31 mai 1893, qui a reporté à l'exercice 1893 une Somme non employée en 1892 pour Travaux à l'établissement thermal de Vichy.

Du 30 Juin 1893.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du président du Conseil, ministre de l'intérieur;

Vu la loi de finances du 28 avril 1893, portant fixation du budget général des recettes et des dépenses de l'exercice 1893;

Vu le décret du 31 mai 1893⁽¹⁾, qui a reporté du budget du ministère de l'intérieur, pour l'exercice 1892, au budget du même ministère, pour l'exercice 1893, une somme de quatre-vingt-douze mille deux cent quatre-vingt-cinq francs trois centimes, applicable aux travaux à exécuter à l'établissement thermal de Vichy;

Vu l'avis du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Est rapporté le décret du 31 mai 1893 qui a annulé au chapitre XLVIII de la première section du budget du ministère de l'intérieur, pour l'exercice 1892, et reporté au chapitre XLIX de la première section du budget du même ministère, pour l'exercice 1893, une somme de quatre-vingt-douze mille deux cent quatre-vingt-cinq francs trois centimes (92,285^f 03), applicable aux travaux à exécuter à l'établissement thermal de Vichy.

2. Les ministres de l'intérieur et des finances sont chargés de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 30 Juin 1893.

Signé: CARNOT.

Le Ministre des finances,

Le Président du Conseil, Ministre de l'intérieur,

Signé : P. PEYTRAL.

Signé : CH. DUPUY.

N° 26880. — DÉCRET qui reporte à l'exercice 1893 une Somme non employée en 1892 pour Travaux à l'établissement thermal de Vichy.

Du 30 Juin 1893.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du président du Conseil, ministre de l'intérieur;

Vu la loi de finances du 28 avril 1893, portant fixation du budget général des recettes et des dépenses de l'exercice 1893;

Vu le décret du 31 mai 1893⁽¹⁾, qui a annulé au chapitre XLVIII de la première section du budget du ministère de l'intérieur (exercice 1892) et

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 1553, n° 26516.

reporté au chapitre XLIX de la première section du budget du même ministère (exercice 1893) une somme de quatre-vingt-douze mille deux cent quatre-vingt-cinq francs trois centimes, applicable aux travaux à exécuter à l'établissement thermal de Vichy;

Vu le décret du 30 juin 1893⁽¹⁾, qui a rapporté le précédent;

Vu le décret du 27 septembre 1892⁽²⁾, ouvrant au budget du ministère de l'intérieur, exercice 1892, première section, chapitre XLVIII : *Matériel des établissements thermaux affermés*, un crédit supplémentaire provenant de fonds de concours et montant à..... 11,000^f 00^c

Vu le décret du 5 mai 1892⁽³⁾, reportant à l'exercice 1892 (même service, même chapitre) un crédit provenant de fonds de concours, disponible sur l'exercice 1891, première section, chapitre I, et montant à..... 10,437 20

TOTAL..... 21,437 20

Vu les documents administratifs, desquels il résulte que sur le montant de ces crédits les paiements effectués pendant le cours de l'exercice 1892 ont atteint la somme de..... 2,113 30

Attendu qu'il reste disponible, sur les crédits de l'exercice 1892, chapitre XLVIII, une somme de..... 19,323 90

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862⁽⁴⁾ sur la comptabilité publique;
Vu l'avis du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Est reportée au budget de l'exercice 1893 du ministère de l'intérieur, première section, chapitre XLIX : *Matériel des établissements thermaux affermés*, une somme de dix-neuf mille trois cent vingt-trois francs quatre-vingt-dix centimes (19,323^f 90), applicable aux travaux à exécuter à l'établissement thermal de Vichy.

2. Pareille somme de dix neuf mille trois cent vingt-trois francs quatre-vingt-dix centimes (19,323^f 90) est annulée au chapitre XLVIII de la première section du budget de l'exercice 1892 du ministère de l'intérieur.

3. Il sera pourvu aux dépenses autorisées par l'article 1^{er} au moyen des ressources versées au trésor, à titre de fonds de concours, et reportées des exercices antérieurs à l'exercice 1893.

4. Les ministres de l'intérieur et des finances sont chargés de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 30 Juin 1893.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Le Président du Conseil, Ministre de l'intérieur,

Signé : P. PEYTRAL.

Signé : CH. DUPUY.

⁽¹⁾ Voir ci-dessus, n° 26879.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 1510, n° 25660.

⁽³⁾ XII^e série, Bull. 1477, p. 25057.

⁽⁴⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

N° 26881. — *RAPPORT au Président de la République française, suivi d'un Décret portant modifications dans la contexture du compte général du Matériel du Département de la marine.*

Du 8 Juillet 1893.

(Promulgué au Journal officiel du 12 juillet 1893.)

Monsieur le Président,

Le cadre actuel du compte général du matériel du département de la marine ne permet pas d'en dégager tous les enseignements qu'on doit normalement attendre de l'étude d'un document de ce genre.

On n'y trouve, notamment, aucune indication relative à l'importance du matériel en service dans chaque arrondissement ou sous-arrondissement maritime, dans chaque port, établissement ou localité. Il y a là une lacune qu'il importe de combler. Le compte du matériel doit, à mon sens, être présenté dans une forme qui permette de se livrer, à cet égard, à des rapprochements dont l'utilité ne saurait être contestée.

Par contre, la lecture du compte général est rendue très pénible par l'abondance des chiffres qu'on a cru, jusqu'à présent, devoir y faire figurer. Plusieurs de ces chiffres sont absolument dénués d'intérêt; d'autres se rapportent à des renseignements purement statistiques qu'il est sans doute utile de publier, mais qu'il y a tout avantage à consigner, sous une forme plus instructive, dans un document à part, au lieu de les comprendre dans un compte dont ils ne constituent pas un des éléments nécessaires.

L'extrême complexité du cadre adopté jusqu'à ce jour présente, en outre, le grave inconvénient de retarder au delà de toutes les limites normales le délai dans lequel le compte peut être pratiquement livré à l'impression. Il en résulte que tel renseignement dont l'utilité ne semble pas, *à priori*, contestable a souvent perdu la plus grande partie de son intérêt au moment où il est publié.

Ces considérations m'ont amené à rechercher les modifications que l'on pourrait apporter dans le contexte du compte général du matériel, pour lui donner à la fois plus de simplicité et une plus grande clarté. Mais, avant de vous proposer de fixer définitivement les bases sur lesquelles il convient d'arrêter pour l'avenir le nouveau cadre à assigner à ce document, j'ai cru nécessaire de faire procéder à l'examen des questions suivantes :

I. La forme de la partie double présente-t-elle de réels avantages quand elle s'applique à la centralisation de comptes-matières présentés en partie simple?

II. En ce qui concerne le matériel en service, ne pourrait-on se borner à inscrire dans le compte la valeur de l'existant au premier et

au dernier jour de l'année, et n'y aurait-il pas intérêt, par contre, à détailler cette valeur par port, établissement, etc. ?

III. N'est-il pas anormal de considérer comme élément d'un compte-matières la valeur, toute conventionnelle, des propriétés immobilières et des coques de bâtiments ?

IV. L'accord entre les comptes en deniers et les comptes individuels des comptables de matières étant établi pièce par pièce et ne pouvant l'être autrement, est-il utile de publier un compte destiné à faire paraître, au moyen d'explications ne présentant pas le caractère de justifications comptables, une corrélation qui ne saurait exister entre le compte du matériel et le compte financier rendus, le premier par gestion, le second par exercice ?

V. Convient-il de faire ressortir, dans le compte général du département, la situation de certaines unités simples dont les variations d'approvisionnement sont particulièrement intéressantes au point de vue de la défense ?

Le comité d'examen des comptes des travaux de la marine, dont la haute compétence en tout ce qui touche à la comptabilité-matières ne saurait, en raison même de sa composition, être mise en doute, a bien voulu donner son concours à mon département pour l'étude de ces délicates questions.

Son rapport, fortement motivé, se termine par les conclusions suivantes :

I. Il est sans intérêt de résumer, dans une comptabilité centrale tenue en partie double, les comptes particuliers transmis à Paris par les comptables de l'approvisionnement et par les dépositaires du matériel en service.

II. Le comité estime qu'il n'est pas indispensable de décrire dans le compte général les opérations d'entrée et de sortie qui affectent la situation des valeurs mobilières et permanentes, et qu'il suffirait d'y indiquer, pour chaque nature d'inventaire et par port ou établissement, la valeur, au premier et au dernier jour de l'année, du matériel en service.

III. Le comité pense qu'il n'y a pas lieu de traiter comme élément de compte la valeur des coques de bâtiments et la valeur des propriétés immobilières mises à la disposition du département de la marine. Mais il émet le vœu que l'administration publie, tous les cinq ans par exemple, une liste des unités flottantes et une liste des propriétés immobilières dont elle a la jouissance, ces deux listes donnant le prix de revient des propriétés et des bâtiments, au jour de leur achèvement ou de leur mise en service.

IV. Le comité est d'avis qu'il y a lieu de renoncer à l'établissement des comptes dits *de corrélation*, qui ne procurent, en réalité, aucune des garanties qu'ils sont censés offrir.

V. Le comité ne croit pas que l'existant en magasins des unités simples intéressant particulièrement la défense puisse sans inconvénient être publié dans le compte général du matériel de la marine.

Convaincu, Monsieur le Président, que telles sont, en effet, les bases sur lesquelles il convient d'établir, pour le matériel du département de la marine, un cadre de compte général présentant toute la clarté et toute la simplicité désirables, j'ai fait préparer dans ce but le projet de décret ci-joint, que j'ai l'honneur de vous prier de vouloir bien revêtir de votre signature.

Je vous prie d'agréer, etc.

Le Ministre de la marine,

Signé : RIEUNIER.

DÉCRET portant modifications dans la contexture du compte général du Matériel du Département de la marine.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu l'article 8 de l'ordonnance du 26 août 1844 ⁽¹⁾, portant règlement d'administration publique sur la comptabilité des matières appartenant à l'État ;

Vu l'article 72 du décret du 30 novembre 1857 ⁽²⁾ sur la comptabilité des matières appartenant au département de la marine ;

Vu l'article 38 du décret du 23 novembre 1887 ⁽³⁾ sur l'organisation et la comptabilité des magasins de la marine ;

Vu le décret du 15 octobre 1879 ⁽⁴⁾, rendant le système de la partie double applicable à la comptabilité centrale des matières de la marine ;

Sur la proposition du vice-amiral, ministre de la marine,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est tenu au ministère de la marine une comptabilité centrale où sont résumées en valeurs et par chapitre du budget les opérations constatées par les comptes individuels des comptables de matières chargés de la gestion des magasins du département.

2. Les résultats de cette comptabilité centrale servent de base, chaque année, à la formation du compte général du matériel du département de la marine.

3. En outre du résumé des opérations des comptables, le compte général du matériel présente :

Par unité collective de la nomenclature générale des matières, les quantités et valeurs des articles existant, au premier et au dernier jour de l'année, dans les magasins établis sur le territoire continental, en Corse et en Algérie ;

Par bâtiment, la valeur, au premier et au dernier jour de l'année, du matériel d'armement, du matériel d'artillerie, du matériel de tor-

⁽¹⁾ IX^e série, Bull. 1130, n° 11467.

⁽²⁾ XI^e série, Bull. 585, n° 5332.

⁽³⁾ XII^e série, Bull. 1138, n° 18718.

⁽⁴⁾ XII^e série, Bull. 482, n° 8599.

pillerie, des effets d'habillement, du matériel de culte et d'enseignement, des vivres, médicaments en service à bord;

Par arrondissement maritime, distinctement pour chaque chapitre budgétaire et pour chaque nature d'inventaire indiquant la destination du matériel, la valeur, au premier et au dernier jour de l'année, des armes, effets et autres objets meubles en service dans les forts et batteries, dans les postes de défenses sous-marines, dans les dépôts des équipages de la flotte ou dans les corps de troupes;

Par port, établissement ou sous-arrondissement maritime, distinctement pour chaque chapitre budgétaire et pour chaque nature d'inventaire indiquant la destination du matériel, la valeur, au premier et au dernier jour de l'année, du matériel en cours de transformation, ainsi que des objets meubles et des matières en service dans les chantiers, ateliers, magasins, bureaux, etc.

Une récapitulation générale fait ressortir la valeur totale du matériel existant au premier et au dernier jour de l'année.

4. Les dispositions qui précèdent sont applicables aux comptes généraux des années 1888 et des années suivantes. Toutefois la valeur du matériel en service à bord ne sera détaillée par bâtiment qu'à partir de 1892. Les comptes généraux des années 1888 à 1891 inclus présenteront en bloc, pour l'ensemble des navires, la valeur du matériel d'armement, du matériel d'artillerie, du matériel des torpilles, etc., en service au premier et au dernier jour de l'année.

5. Le département de la marine publiera tous les cinq ans, à partir du 1^{er} janvier 1894, deux états présentant: le premier, l'énumération des propriétés immobilières dont il a la jouissance, le second, la liste, par unité, des bâtiments qui entrent dans la composition de la flotte armée, en réserve ou désarmée, et la liste collective des bâtiments de servitudes, groupés suivant leur nature ou leur destination. Ces deux états donneront, pour chaque navire et pour chaque édifice, l'indication du prix de revient au jour du premier armement du bâtiment ou de l'achèvement de l'immeuble.

Un tableau complémentaire, publié chaque année, présentera dans la même forme la liste et le prix de revient des bâtiments ou des propriétés immobilières dont la construction aura été achevée pendant l'année précédente, et de ceux qui auront été aliénés, perdus ou démolis pendant la même période.

6. Toutes dispositions contraires au présent décret, et notamment celles du décret susvisé du 15 octobre 1879, sont et demeurent abrogées.

7. Le ministre de la marine est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Journal officiel* de la République française, au *Bulletin des lois* et au *Bulletin officiel* de la marine.

Fait à Marly-le-Roi, le 8 Juillet 1893.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de la marine,

Signé : RIEUNIER.

N° 26882. — DÉCRET portant institution, dans les Facultés des sciences, d'un Certificat d'études physiques, chimiques et naturelles.

Du 31 Juillet 1893.

(Promulgué au Journal officiel du 2 août 1893.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes;

Vu le décret du 20 juin 1878 ⁽¹⁾;

Vu le décret du 8 août 1890 ⁽²⁾, relatif au baccalauréat de l'enseignement secondaire classique;

Vu la loi du 27 février 1880;

Le conseil supérieur de l'instruction publique entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est institué dans les facultés des sciences un enseignement préparatoire des sciences physiques, chimiques et naturelles.

2. Sont admis à suivre cet enseignement les jeunes gens pourvus d'un diplôme de bachelier et, après constatation de leur aptitude par la faculté, les jeunes gens âgés de dix-sept ans au moins, pourvus, soit du brevet supérieur de l'enseignement primaire, soit du certificat d'études primaires supérieures.

3. A la suite de cet enseignement et après examens subis devant les facultés des sciences, il est délivré un certificat d'études physiques, chimiques et naturelles.

4. Pour être admis à l'examen, les aspirants doivent justifier de quatre inscriptions trimestrielles et de leur participation aux travaux pratiques.

5. L'examen est subi devant la Faculté dans laquelle le candidat est inscrit.

Il comprend :

Une interrogation et une épreuve pratique de physique;

Une interrogation et une épreuve pratique de chimie;

Une interrogation et une épreuve pratique de zoologie;

Une interrogation et une épreuve pratique de botanique;

Le tout conformément aux programmes qui seront déterminés par arrêté ministériel.

6. Le jury est composé de trois membres de la faculté.

7. L'enseignement institué par le présent décret peut être orga-

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 404, n° 7227.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 1348, n° 22587.

nisé près les écoles de médecine de plein exercice et près les écoles préparatoires réorganisées situées dans des villes où il n'existe pas de faculté des sciences.

Les examens ont lieu sous la présidence d'un professeur d'une faculté des sciences délégué par le ministre.

8. Le ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et publié au *Journal officiel*.

Fait à Marly-le-Roi, le 31 Juillet 1893.

Signé : CARNOT.

*Le Ministre de l'instruction publique,
des beaux-arts et des cultes,*

Signé : R. POINCARÉ.

N° 26883. — DÉCRET portant réorganisation des Études médicales.

Du 31 Juillet 1893.

(Promulgué au *Journal officiel* du 2 août 1893.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes;

Vu les décrets des 20 juin 1878⁽¹⁾, 23 juillet 1882⁽²⁾ et 5 août 1884⁽³⁾, relatifs au doctorat en médecine;

Vu les décrets des 1^{er} août 1883⁽⁴⁾ et 31 juillet 1893⁽⁵⁾, relatifs aux écoles de plein exercice et préparatoires de médecine et de pharmacie;

Vu le décret du 8 août 1890⁽⁶⁾, relatif au baccalauréat de l'enseignement secondaire classique;

Vu le décret du 31 juillet 1893⁽⁷⁾, relatif au certificat d'études physiques, chimiques et naturelles;

Vu la loi du 30 novembre 1892 sur l'exercice de la médecine;

Vu la loi du 27 février 1880;

Le Conseil supérieur de l'instruction publique entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Les études en vue du doctorat en médecine durent quatre années.

Elles peuvent être faites :

Pendant les trois premières années, dans une école préparatoire de médecine et de pharmacie;

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 404, n° 7227.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 714, n° 12161.

⁽³⁾ XII^e série, Bull. 887, n° 14834.

⁽⁴⁾ XII^e série, Bull. 803, n° 13661.

⁽⁵⁾ Voir ci-dessus, n° 26882.

⁽⁶⁾ XII^e série, Bull. 1348, n° 22587.

⁽⁷⁾ Voir ci-dessus, n° 26882.

Pendant les quatre années, dans une faculté de médecine, dans une faculté mixte de médecine et de pharmacie ou dans une école de plein exercice de médecine et de pharmacie.

2. Les aspirants au doctorat en médecine doivent produire, pour prendre leur première inscription, le diplôme de bachelier de l'enseignement secondaire classique (lettres-philosophie) et le certificat d'études physiques, chimiques et naturelles.

3. Ils subissent cinq examens et soutiennent une thèse.

4. Les examens portent sur les matières suivantes :

PREMIER EXAMEN.

Anatomie, moins l'anatomie topographique. Épreuve pratique de dissection.

DEUXIÈME EXAMEN.

Histologie; physiologie, y compris la physique biologique et la chimie biologique.

TROISIÈME EXAMEN.

1^{re} Partie : Médecine opératoire et anatomie topographique.

Pathologie externe; accouchements.

2^e Partie : Pathologie générale, parasites animaux, végétaux; microbes.

Pathologie interne; épreuve pratique d'anatomie pathologique.

QUATRIÈME EXAMEN.

Thérapeutique, hygiène, médecine légale, matière médicale, pharmacologie, avec les applications des sciences physiques et naturelles.

CINQUIÈME EXAMEN.

1^{re} Partie : Clinique externe.

Clinique obstétricale.

2^e Partie : Clinique interne.

Thèse sur un sujet au choix du candidat.

5. Le premier examen est subi entre la sixième et la huitième inscription; le second entre la huitième et la dixième; le troisième entre la treizième et la seizième; le quatrième et le cinquième après la seizième.

6. Les notes obtenues par les candidats, soit aux travaux pratiques, soit aux interrogations, soit dans les services cliniques où ils ont été régulièrement admis comme stagiaires, sont communiquées aux examinateurs par les soins du doyen. Il en est tenu compte pour le résultat de l'examen.

7. Les étudiants inscrits dans les écoles de plein exercice et dans les écoles préparatoires réorganisées subissent le premier et le second examen devant l'école à laquelle ils appartiennent.

8. Le jury est présidé par un professeur de faculté délégué par le ministre.

Immédiatement après les épreuves, le président du jury adresse au ministre un rapport sur les résultats des examens.

9. Les sessions d'examen ont lieu, dans les écoles de plein exercice et dans les écoles préparatoires réorganisées, deux fois par an, aux dates fixées par le ministre.

10. Les étudiants inscrits dans les écoles préparatoires non réorganisées subissent le premier et le second examen devant une faculté aux époques fixées par l'article 5.

En cas d'ajournement, ils sont tenus de se représenter devant la même faculté.

11. Les travaux pratiques de dissection, de laboratoire et le stage près les hôpitaux sont obligatoires.

Le stage près les hôpitaux est de trois ans au moins. Il doit comprendre un stage d'au moins un trimestre dans un service obstétrical.

Un arrêté ministériel fixera la durée des travaux de dissection et des autres travaux pratiques.

12. Les quatrième et cinquième examens et la thèse doivent être subis devant la même faculté.

13. Les présentes dispositions seront mises à exécution à dater du 1^{er} novembre 1895.

Les aspirants inscrits avant cette époque subiront leurs examens conformément au décret du 20 juin 1878.

Ils devront, en se faisant inscrire, justifier soit du baccalauréat ès lettres, soit du baccalauréat de l'enseignement secondaire classique (lettres-philosophie) et du baccalauréat ès sciences restreint pour la partie mathématique.

14. Sont et demeurent abrogées toutes les dispositions antérieures contraires à celles du présent décret.

15. Le ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et publié au *Journal officiel*.

Fait à Marly-le-Roi, le 31 Juillet 1893.

Signé : CARNOT.

Le Ministre de l'instruction publique,
des beaux-arts et des cultes,

Signé : R. POINCARÉ.

N° 26884. — DÉCRET qui ouvre au Ministre des finances un Crédit supplémentaire pour l'inscription de Pensions civiles.

Du 7 Août 1893.

(Promulgué au Journal officiel du 12 août 1893.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des finances,

Vu l'état des extinctions de pensions civiles survenues au cours des années 1891 et antérieures et révélées du 1^{er} juin au 1^{er} janvier 1893, ledit état arrêté par le ministre des finances à la somme de deux cent quarante-sept mille francs;

Vu l'article 20 de la loi du 9 juin 1853; ensemble l'article 51 de la loi du 26 janvier 1892 portant fixation du budget des dépenses et recettes de l'exercice 1892;

Vu l'article 3 du règlement d'administration publique du 8 août 1892 ⁽¹⁾;
La section des finances du Conseil d'État entendue,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Un crédit supplémentaire de cent soixante mille francs (160,000 francs) est ouvert au ministre des finances, sur le produit des extinctions survenues au cours des années 1891 et antérieures, et révélées depuis le 1^{er} janvier 1893, pour l'inscription des pensions civiles de veuves et secours annuels d'orphelins résultant de droits nés antérieurement au 31 décembre 1892.

2. Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Fontainebleau, le 7 Août 1893.

Signé : CARNOT.

Le Ministre des finances,

Signé : P. PEYTRAL.

N° 26885. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contre-signé par le président du Conseil, ministre de l'intérieur) qui déclare nulle et de nul effet la délibération, en date du 9 juin 1893, par laquelle le conseil général du département de la Seine a émis le vœu que « une amnistie pleine et entière pour faits de grève, délits politiques, de presse et faits connexes soit votée par le Parlement ». (*Paris, 10 Juillet 1893.*)

N° 26886. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contre-signé par le président du Conseil, ministre de l'intérieur) portant que la

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 1498, n° 25406.

commune de Saint-Amand, canton de Saint-Amand, arrondissement de Cosne, département de la Nièvre, portera, à l'avenir, le nom de *Saint-Amand-en-Puisaye*. (Paris, 11 Juillet 1893.)

N° 26887. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le président du Conseil, ministre de l'intérieur) qui étend la juridiction du commissaire spécial de police de Sainte-Florine (Haute-Loire) à la commune de Brassac (Puy-de-Dôme). (Marly-le-Roi, 11 Juillet 1893.)



Certifié conforme :

Paris, le 10 * Novembre 1893.

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,

E. GUÉRIN.

* Cette date est celle de la réception du *Bulletin* au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le *Bulletin des Lois*, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.

AMENDEMENT

*A la proposition de loi de M. LÉON LABBÉ, tendant à modifier l'article 24 de la loi du 15 juillet 1889 sur le **recrutement de l'armée**, en ce qui touche les obligations militaires des étudiants en médecine.*

(Voir les nos 90 et 122, sess. 1894.)

PRÉSENTÉ

PAR M. LÉOPOLD THÉZARD

Sénateur.

ARTICLE UNIQUE.

L'article 24 de la loi du 15 juillet 1889 est modifié ainsi qu'il suit :

« *Art. 24.* — Les jeunes gens visés au paragraphe premier de l'article précédent, qui, dans l'année qui suivra leur année de service, n'auraient pas obtenu un emploi de professeur, de maître répétiteur ou

d'instituteur, ou qui cesseraient de le remplir avant l'expiration du délai fixé ;

« Ceux qui n'auraient pas obtenu avant l'âge de 26 ans les diplômes où les prix spécifiés aux alinéas du paragraphe 2, *à l'exception toutefois des diplômes de docteur en droit, de docteur en médecine et du titre d'interne des hôpitaux nommé au concours dans une ville où il existe une Faculté de médecine, pour l'obtention desquels la limite d'âge, en ce qui touche le bénéfice résultant de l'article 23, est fixée à 27 ans ; »*

(Le reste comme à l'article actuellement en vigueur.)

N.-B. — Cet amendement constitue une disposition additionnelle par l'adjonction des mots « *de docteur en droit* ».



N° 22

SÉNAT

SESSION 1894

Annexe au procès-verbal de la séance du 18 juin 1894.

RAPPORT

FAIT

*Au nom de la Commission de l'Armée¹ chargée d'examiner la proposition de loi de M. LÉON LABBÉ, tendant à modifier l'article 24 de la loi du 15 juillet 1889, sur le **recrutement de l'armée**, en ce qui touche les **obligations militaires des étudiants en médecine**,*

PAR M. LÉON LABBÉ

Sénateur.

MESSIEURS,

La Commission de l'armée a bien voulu me charger de vous présenter le rapport sur la proposition de loi [que j'ai eu l'honneur de déposer dans la séance du 10 mai 1894, comme corollaire de mon intervention dans le débat soulevé devant le Sénat, le 8 mai dernier, à l'occasion de l'interpel-

(1) Cette Commission est composée de MM. DE FREYCINET, *Président*; BERTHELOT, Général JAPY, *Vice-Présidents*; PREVET, *Secrétaire*; PEYTRAL, Alexandre LEFÈVRE, BADUEL, Général BILLOT, LACAVE-LAPLAGNE, LE ROYER, CORNIL, BERNARD, Léon LABBÉ, BARDOUX, DE VERNINAC, TÉZENAS, BENAZET, GUYOT-LAVALINE.

M. Édouard DUPRÉ, *Secrétaire-Adjoint*.

(Voir le n° 90, Sénat, session 1894.)

lation adressée à M. le Ministre de l'Instruction publique par notre honorable collègue, M. le docteur Gadaud, sur l'application des nouveaux règlements relatifs aux études médicales, édictés par le décret du 31 juillet 1893.

Aux termes de ces règlements, élaborés par le Conseil supérieur de l'Instruction publique dans le but de renforcer l'enseignement scientifique préparatoire donné aux étudiants en médecine, les jeunes gens qui se destinent à la profession médicale, une fois leurs études classiques terminées, *seront astreints, désormais, à suivre pendant une année entière le cours des Facultés des sciences.*

Me plaçant au point de vue des obligations militaires imposées aux étudiants en médecine, je me suis demandé si la mise en œuvre du décret du 31 juillet 1893 n'aurait pas pour effet de modifier profondément les conditions dans lesquelles se trouvent placés les jeunes gens au regard des prescriptions de la loi du 15 juillet 1889.

Poser la question c'est la résoudre. Manifestement, l'application du décret exerce sur la loi du recrutement une répercussion qui impose une modification de l'article 24, c'est-à-dire le recul de la limite d'âge pour l'obtention du diplôme de docteur.

En effet, l'article 24 de la loi du 15 juillet 1889 sur le recrutement dispose que « les étudiants en médecine qui n'ont pas obtenu avant l'âge de 26 ans le diplôme de docteur ou le titre d'interne des hôpitaux, dans les villes où il existe une Faculté de médecine, sont tenus d'accomplir les deux années de service dont ils ont été dispensés antérieurement, en vertu de l'article 23 de la même loi ».

Il est incontestable que, par suite de l'application du décret du 31 juillet 1893, un grand nombre d'étudiants en médecine vont se trouver exposés à tomber sous le coup de cet article 24.

Avant le nouveau décret, un jeune homme possédant à la fin de ses études classiques le baccalauréat ès-lettres et le baccalauréat ès-sciences restreint, pouvait entrer immé-

diatement à l'école de médecine, et, en supposant qu'il eût terminé ses études secondaires à 19 ans (âge moyen), il avait sept ans devant lui pour satisfaire à l'année de service militaire et obtenir, dans le délai imparti par la loi de 1889, soit le diplôme de docteur en médecine, soit le titre d'interne des hôpitaux dans les villes où il existe une Faculté.

Rigoureusement, le cycle des études médicales était et est encore de cinq ans; mais, dans la pratique, ainsi que le démontrent toutes les statistiques relevées par M. Brouardel, doyen de la Faculté de médecine, dans son rapport au Ministre de l'Instruction publique, la durée moyenne des études est, en réalité, pour les plus favorisés, de six à sept années.

Si, à la rigueur, les six années que la plus grande partie des élèves avaient à leur disposition, sous ce régime, pouvaient être suffisantes; aujourd'hui, la situation est absolument modifiée, en ce sens que tout étudiant en médecine, quelque laborieux qu'il puisse être, alors même qu'il eût été capable de conquérir simultanément ses deux baccalauréats, se trouvera dans la nécessité de consacrer une année entière à l'étude des sciences dites « accessoires » qui seront professées en exécution du décret du 31 juillet 1893.

Reprenant le chiffre moyen de 19 ans déjà indiqué, comme âge de début pour les études médicales, les étudiants auront à donner une année au service militaire et une année à la Faculté des sciences, ce qui les reportera à l'âge de 21 ans pour prendre leur première inscription de doctorat et, par suite, il ne leur restera que cinq ans pour obtenir en temps utile le diplôme de docteur en médecine ou le titre d'interne dans les conditions énoncées plus haut.

C'est dans le but de leur conserver une sixième année d'études, absolument indispensable, que nous avons déposé notre proposition de loi, qui consiste, purement et simplement, à reporter de 26 à 27 ans l'expiration du délai accordé

jusqu'ici par la loi de 1889 pour l'obtention du diplôme de docteur en médecine ou du titre d'interne des hôpitaux.

M. le Ministre de la Guerre, consulté sur les conclusions de la proposition de loi dans la séance de votre Commission de l'armée du 9 juin 1894, s'est montré nettement favorable à la limite d'âge de 27 ans au lieu de 26.

Se plaçant au point de vue des intérêts de l'armée dont il a la charge, M. le Ministre a reconnu que la modification proposée n'offrait aucun inconvénient, puisque les étudiants en médecine, ayant tous accompli une année de service militaire, pourraient être utilement incorporés en cas de mobilisation.

D'autre part, le législateur de 1889 avait fixé la limite d'âge à 26 ans en se basant sur une durée d'études minimum de cinq années; depuis cette époque est intervenu un décret qui porte à six années au lieu de cinq le temps nécessaire pour l'obtention du diplôme de docteur, par suite de l'obligation pour tous les étudiants en médecine de passer une année dans l'une des Facultés des sciences.

Il semble dès lors équitable de reculer d'une année aussi le moment des justifications exigées par l'autorité militaire.

A la suite de cette déclaration, la Commission de l'armée a adopté, à l'unanimité des membres présents, la proposition de loi suivante, qu'elle a l'honneur de soumettre au Sénat :

PROPOSITION DE LOI

ARTICLE UNIQUE.

L'article 24 de la loi du 15 juillet 1889 est modifié ainsi qu'il suit :

« *Art. 24.* — Les jeunes gens visés au paragraphe premier de l'article précédent, qui, dans l'année qui suivra leur année de service, n'auraient pas obtenu un emploi de professeur, de maître répétiteur ou d'instituteur, ou qui cesseraient de le remplir avant l'expiration du délai fixé;

« Ceux qui n'auraient pas obtenu avant l'âge de 26 ans les diplômes ou les prix spécifiés aux alinéas du paragraphe 2, *à l'exception toutefois des diplômes de docteur en médecine et du titre d'interne des hôpitaux nommé au concours dans une ville où il existe une Faculté de médecine, pour l'obtention desquels la limite d'âge, en ce qui touche le bénéfice résultant de l'article 23, est fixée à 27 ans ;* »

(Le reste comme à l'article actuellement en vigueur.)

N° 90

SÉNAT

SESSION 1894

Annexe au procès-verbal de la séance du 10 mai 1894.

PROPOSITION DE LOI

*Tendant à modifier l'article 24 de la loi du 15 juillet 1889
sur le **recrutement de l'armée** en ce qui touche
les obligations militaires des étudiants en médecine,*

PRÉSENTÉE

PAR M. LÉON LABBÉ

Sénateur.

—
(Renvoyée à la Commission de l'Armée.)
—

MESSIEURS,

Comme conclusion du débat qui a eu lieu au Sénat dans la séance du 8 mai 1894, au sujet de la situation faite aux étudiants en médecine au point de vue du service militaire par le décret du 31 mars 1894, et pour les raisons que j'ai eu l'honneur de développer à la tribune au cours de l'interpellation de notre honorable collègue M. Gadaud, sur l'application des nouveaux règlements des études médicales qui doivent entrer en vigueur le 1^{er} novembre 1895, raisons dont M. le Ministre de l'Instruction publique n'a point

contesté la portée, j'ai l'honneur de vous présenter la proposition de loi dont la teneur suit :

PROPOSITION DE LOI

ARTICLE UNIQUE.

L'article 24 de la loi du 15 juillet 1889 est modifié ainsi qu'il suit :

« Art. 24. — Les jeunes gens visés au paragraphe premier de l'article précédent, qui, dans l'année qui suivra leur année de service, n'auraient pas obtenu un emploi de professeur, de maître répétiteur ou d'instituteur, ou qui cesseraient de le remplir avant l'expiration du délai fixé;

« Ceux qui n'auraient pas obtenu avant l'âge de 26 ans les diplômes ou les prix spécifiés aux alinéas du paragraphe 2, *à l'exception toutefois des diplômes de docteur en médecine et du titre d'interne des hôpitaux nommé au concours dans une ville où il existe une Faculté de médecine, pour l'obtention desquels la limite d'âge, en ce qui touche le bénéfice résultant de l'article 23, est fixée à 27 ans; »*

(Le reste comme à l'article actuellement en vigueur.)

SÉNAT

Paris, le

189

Questure.

art 6.

de la loi sur le Recensement

des S. off

12 mai 1889.

SÉNAT

SESSION 1894

Annexe au procès-verbal de la séance du 29 juin 1894.

RAPPORT

FAIT

*Au nom de la Commission de l'Armée⁽¹⁾, chargée d'examiner le projet de loi, ADOPTÉ PAR LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS, tendant à modifier l'article 6 de la loi du 18 mars 1889 sur le **rengagement des sous-officiers** (Composition des Conseils d'enquête), le tableau A annexé à cette loi et l'article 68 de la loi du 15 juillet 1889, sur le **recrutement de l'armée**.*

PAR M. LÉON LABBÉ

Sénateur.

MESSIEURS,

Le projet de loi qui vous est soumis a pour objet :

1° De modifier le rôle et la composition des Conseils de régiment ;

2° de mettre les dispositions contenues dans l'article 6 de la loi sur le rengagement des sous-officiers en harmonie avec les termes de l'article 68 de la loi sur le recrutement de l'armée et, par suite, avec la réglementation actuelle en vigueur dans les corps de troupe.

(1) Cette Commission est composée de MM. DE FREYCINET, *Président*; BERTHELOT, Général JAPY, *Vice-Présidents*; PREVET, *Secrétaire*; PEYTRAL, Alexandre LEFÈVRE, BADUEL, Général BILLOT, LACAVE-LAPLAGNE, LE ROYER, CORNIL, BERNARD, Léon LABBÉ, BARDOUX, DE VERNINAC, TÉZENAS, BENAZET, GUYOT-LAVALINE.

M. Édouard DUPRÉ, *Secrétaire-Adjoint*.

(Voir les nos 117, Sénat, session de 1894, et 254-663, — 6^e législ. — de la Chambre des Députés.)

Conseils
de régiment.

On sait que les attributions des Conseils de régiment, dont la composition est déterminée par le tableau A, visé à l'article 5 de la loi du 18 mars 1889, sur le rengagement des sous-officiers, sont de deux ordres, définis par les dispositions des articles 5 et 6 de ladite loi.

Art. 5. — Les autorisations de rengagement ou les commissions ne peuvent être refusées aux sous-officiers, dans les limites de nombre fixées par le Ministre, qu'en cas d'avis défavorable du Conseil de régiment, composé comme l'indique le tableau A annexé à la présente loi. La demande est transmise hiérarchiquement au commandant de corps d'armée, qui statue et qui, pour le premier rengagement, délivre au sous-officier un titre formant brevet.

Art. 6. — La rétrogradation ou la cassation du sous-officier rengagé, la révocation ou la mise à la retraite d'office du commissionné ne peuvent être prononcées que par le commandant du corps d'armée, sur l'avis conforme du Conseil de régiment auquel sont adjoints, avec voix délibérative, deux sous-officiers, si le Conseil se compose de plus de cinq membres, et un seul dans le cas contraire.

Ainsi, *en matière de rengagement* (art. 5), le Conseil examine les demandes et, en cas d'avis favorable, elles ne peuvent être refusées par le commandant de corps d'armée.

En *matière de discipline* (art. 6), les peines énumérées ne peuvent être prononcées que sur avis conforme du Conseil de régiment qui, dans ce cas, se constitue en Conseil d'enquête.

La mise en œuvre des articles 5 et 6 a révélé, dans la pratique, de sérieux inconvénients auxquels il semble opportun de remédier, en instituant deux Conseils distincts composés en vue des intérêts spéciaux en présence.

II

En effet, si l'on n'envisage que le rôle du Conseil de régiment, en matière de rengagement, on est amené à penser avec M. le Ministre de la Guerre que la composition de ce Conseil, conforme au tableau A ci-dessous, pourrait être utilement modifiée dans le sens d'une réduction éventuelle.

Rengagement.

Composition des Conseils de régiment.

(Application des articles 5 et 6 du projet de loi sur le rengagement des sous-officiers.)

DÉSIGNATION des corps.	COLONEL	LIEUTENANT-COLONEL	COMMANDANT	CAPITAINE commandant les compagnies, escadrons ou batteries.	LIEUTENANT de la compagnie.	OBSERVATIONS
Régiments	1	1	2 (3)	4 (4)	»	(1) Le commandant du bataillon est présent. (2) L'officier supérieur président et un capitaine sont pris dans d'autres corps de troupe.
Bataillons formant corps (1).....	»	»	1	3 (4)	»	(3) Dont le commandant du bataillon auquel appartient le sous-officier.
Compagnies formant corps (2).....	»	»	1	2	1	(4) Dont le commandant de la compagnie à laquelle appartient le sous-officier. Si le capitaine est absent, il est remplacé par l'officier commandant la compagnie.
Écoles militaires	Le commandant de l'École et trois officiers, dont le commandant en second, s'il y en a un.					

NOTA. — Le président du Conseil a voix prépondérante en cas de partage égal des votes. — Pour les Conseils d'enquête, le commandant du corps d'armée adjoindra deux sous-officiers si le Conseil se compose de plus de cinq membres, et un seul dans le cas contraire.

On voit, en jetant les yeux sur ce tableau, que pour *un régiment* le Conseil se compose de :

- 1° 1 colonel ;
- 2° 1 lieutenant-colonel ;
- 3° 2 commandants, dont celui du bataillon auquel appartient le sous-officier.
- 4° 4 capitaines, dont celui qui commande la compagnie à laquelle appartient le sous-officier.

A cette composition du Conseil de régiment, nous vous proposons de substituer la suivante :

- 1° Le chef de corps, c'est-à-dire qu'en cas d'absence ou d'empêchement, le colonel peut être remplacé par l'officier supérieur qui exerce effectivement les fonctions de chef de corps ;
- 2° Le lieutenant-colonel, mais avec cette restriction, qu'en cas d'absence ou d'empêchement, *il ne sera pas remplacé ;*
- 3° 2 commandants, dont le commandant du bataillon auquel appartient le sous-officier, *mais seulement dans le cas où ce bataillon est réuni à la portion centrale, c'est-à-dire que dans le cas contraire il ne sera pas remplacé ;*
- 4° 4 capitaines, dont le capitaine de la compagnie à laquelle appartient le sous-officier, *mais seulement dans le cas où cette compagnie serait réunie à la portion centrale ; c'est-à-dire que dans le cas contraire il ne sera pas remplacé.*

Sans doute, dans nombre de cas, les membres du Conseil se trouveront ainsi réduits à cinq au lieu de huit, mais leur réunion, au siège de la portion principale du corps, ne donnera plus lieu à ces déplacements d'officiers aussi nuisibles au bien du service qu'onéreux pour le Trésor.

Peut-être pourrait-on alléguer que nos modifications privent, dans certains cas, les sous-officiers qui sollicitent

l'autorisation de rengager d'un appui personnel sur lequel ils sont en droit de compter : celui de leurs chefs hiérarchiques immédiats, et par suite les mieux qualifiés pour apprécier leur manière de servir. Mais ces garanties qu'ils trouvaient dans la présence au sein du Conseil de leurs juges naturels ne leur feront pas complètement défaut, car ces derniers ne manqueront pas d'adresser un rapport écrit, contenant leur avis motivé sur la suite à donner aux demandes soumises, dans ces conditions, à la délibération du Conseil de régiment.

M. le Ministre fait d'ailleurs valoir, dans son exposé des motifs, une considération qui est de nature à lever tous les scrupules : c'est qu'en définitive le principal intéressé est moins le pétitionnaire que le chef de corps, responsable de la bonne composition des cadres de son régiment. On peut donc être assuré qu'il ne négligera aucun moyen de s'éclairer.

Nous avons cru devoir vous exposer avec quelque détail l'économie du projet de loi, en ce qui concerne la composition des Conseils pour les régiments; il y aurait lieu de procéder au même examen au regard des Conseils pour les bataillons ou compagnies formant corps.

C'est à quoi s'est appliqué votre Commission de l'armée avec le zèle et le soin qu'elle apporte à ses travaux, qui tous, bien qu'à des degrés différents, touchent aux intérêts de la défense nationale; mais, sans entrer ici dans de plus amples développements, il me suffira de placer sous vos yeux le tableau A que nous vous proposons de substituer à celui qui est annexé à la loi du 18 mars 1889.

Composition des Conseils de régiment

(Application de l'article 5 de la loi relative aux rengagements des sous-officiers).

DÉSIGNATION DES CORPS	PRÉSIDENT	MEMBRES DU CONSEIL	OBSERVATIONS
Régiments.....	Le chef de corps.....	Le lieutenant-colonel (1), 2 chefs de bataillon ou d'escadron (2), 4 capi- taines (3).	(1) Non remplacé, en cas d'ab- sence ou d'empêchement. (2) Dont le commandant du ba- taillon auquel appartient le sous- officier si le bataillon est réuni à la portion principale.
Bataillons ou escadrons formant corps.	<i>Idem</i>	2 capitaines (3), 1 lieu- tenant.	(3) Dont le capitaine de la com- pagnie à laquelle appartient le sous-officier si la compagnie est réunie à la portion principale.
Compagnies formant corps.....	Un chef de bataillon ou d'escadron.	2 capitaines (4), 1 lieu- tenant.	(4) Dont un pris en dehors de la compagnie ou batterie.
Batteries d'artillerie en Algérie et en Tunisie.	L'officier supérieur com- mandant les unités de la division (Algérie) ou de la brigade (Tu- nisie).	2 capitaines (4), 1 lieu- tenant.	(5) Si le commandant du recru- tement est un officier en retraite, le Conseil est présidé par un chef de bataillon ou d'escadron du ser- vice d'état-major; dans ce cas, un des deux capitaines pris dans ce service est remplacé comme mem- bre du Conseil par l'officier qui a le commandement de la section.
Compagnies du train des équipages militaires en Algérie et en Tunisie.	<i>Idem</i>	2 capitaines (4), 1 lieu- tenant.	(6) Dont un est remplacé par un adjoint à l'Intendance s'il s'en trouve un dans la ville où est sta- tionnée la portion principale de la section.
Compagnie du génie (Algérie et Tunisie).	Le directeur du génie..	2 capitaines (4), 1 lieu- tenant.	
Compagnies d'ouvriers d'artillerie et d'artificiers.	Le directeur de l'éta- blissement auquel la compagnie est atta- chée.	2 capitaines (4), 1 lieu- tenant.	
Sections. {	d'état-major et du recru- tement.	Le commandant de re- crutement comman- dant la section (5).	
	de commis et ouvriers militaires d'adminis- tration.	Le sous-intendant mili- taire chargé de la sur- veillance administra- tive de la section.	
	d'infirmiers militaires.	Le médecin chef, prin- cipal ou major de 1 ^{re} classe duquel re- lève la section.	
Écoles militaires.....	Le commandant.....	3 capitaines dont 2 pris dans le service d'état- major, 1 dans les corps de troupe. 2 capitaines (6), l'offi- cier d'administration commandant la sec- tion. 1 capitaine, 1 médecin- major de 2 ^e classe, l'officier d'administra- tion commandant. 3 officiers dont le com- mandant en second s'il en existe.	

NOTA. — Le Conseil de régiment siège à la portion principale du corps.

Le Président a voix prépondérante en cas de partage des voix.

L'officier commandant la compagnie à laquelle appartient le sous-officier envoie, s'il ne siège pas au Conseil, un rapport écrit contenant son avis motivé.

Les officiers entrant dans la composition du Conseil sont pris, autant que possible, et sauf les exceptions indiquées au tableau, dans le corps de troupe auquel appartient le sous-officier.

Le chef de corps ou de service, Président, est, en cas d'empêchement, remplacé par celui qui le supplée.

Le lieutenant prévu pour la composition des Conseils d'enquête, dans certains corps de troupe, peut, en cas de nécessité, être remplacé par un capitaine pris au besoin dans un autre corps de troupe.

Une comparaison un peu attentive des deux tableaux suffit pour montrer que les divers Conseils correspondant aux différents corps ont tous été constitués dans un ordre d'idée analogue à celui qui a présidé au remaniement du Conseil pour un régiment.

Ajoutons que le projet de loi comble une lacune de la loi du 18 mars 1889 en faisant figurer au tableau A nouveau la composition des Conseils en ce qui concerne les batteries, les compagnies d'ouvriers, les sections, etc., qui jusqu'à ce jour n'avait été fixée que par voie de circulaire ministérielle (20 mai 1889).

Les dispositions que nous venons d'analyser constituent l'article premier du projet; il est ainsi conçu :

Article premier. — « Le tableau A annexé à la loi du 18 mars 1889, modifiée par celle du 6 janvier 1892, relative au rengagement des sous-officier (Composition des Conseils de régiment), est remplacé par le tableau A annexé à la présente loi. »

III

Si maintenant nous examinons le rôle des Conseils de régiment *en matière de discipline*, la question doit être étudiée en se plaçant à de tous autres points de vue. Nous voyons qu'aux termes de l'article 6, l'adjonction d'un ou deux sous-officiers les transforme en Conseil d'enquête *et que d'autre part la procédure est réglée par décret d'après les formes en usage pour les Conseils d'enquête concernant les officiers.*

Discipline.

La composition de ces Conseils d'enquête donne lieu, dans la pratique, à des difficultés réelles : déplacements nombreux de militaires de tout grade, trouble profond apporté dans le service, charges pour le Trésor.

Votre Commission pense, avec M. le Ministre de la Guerre,

qu'il est préférable de laisser à un règlement d'administration publique le soin de déterminer les règles à suivre.

Les sous-officiers intéressés doivent, en effet, toujours comparaître en personne devant le Conseil, et des témoins sont souvent cités devant le Conseil d'enquête. Ce Conseil doit donc, semble-t-il, dans l'intérêt même de la discipline et du militaire objet de l'enquête, être convoqué là où se trouve le sous-officier intéressé, où se trouvent les chefs et les camarades de ce sous-officier.

De plus, certains éléments appelés à former le Conseil d'enquête pourraient, en cas de besoin, être pris sans inconvénient en dehors du corps ou du service auquel appartient le militaire traduit devant le Conseil.

Quant aux sous-officiers rengagés, les garanties qui leur sont données ne sont pas plus grandes que celles qui résulteraient d'une réglementation plus précise et plus conciliable avec les exigences du service.

C'est, d'ailleurs, ainsi qu'a procédé le législateur, en ce qui concerne les officiers et fonctionnaires assimilés.

La loi du 19 mai 1834 (art. 13 : *De la réforme par mesure de discipline*) se borne à remettre, en effet, à un règlement d'administration publique le soin de déterminer la composition et les formes des Conseils d'enquête pour les officiers. Cependant, une question intéressant l'état des officiers de notre armée l'emporte encore en importance sur celle qui nous occupe aujourd'hui.

Nous sommes d'ailleurs assurés que M. le Ministre de la Guerre, à qui nous laissons le soin d'élaborer le règlement d'administration publique, fera représenter l'élément sous-officier dans la composition du Conseil. Il nous a paru indispensable que l'élément pair de celui qui est en cause y figure au même titre que dans les Conseils de guerre; aussi est-ce avec intention que nous insistons sur un point qui a rencontré dans votre Commission une adhésion unanime : *Il est bien entendu*, et nous sommes d'accord à cet égard avec M. le Ministre de la Guerre, *que le règlement*

ne pourra, en aucun cas, diminuer les garanties données par la loi du 18 mars 1889 aux sous-officiers traduits devant un Conseil de discipline. Deux sous-officiers devront toujours faire partie de ce Conseil.

IV

Votre Commission vous propose aussi d'apporter une légère modification à l'article 68 de la loi du 15 juillet 1889, sur le recrutement de l'armée, pour mettre les dispositions qui y sont contenues en harmonie avec la réglementation actuellement en vigueur dans les corps de troupe et avec les dispositions insérées à l'article 6 de la loi du 18 mars 1889, sur le rengagement des sous-officiers.

Modification
à l'article 68 de la loi
du 15 juillet 1889.

L'article 68 de la loi du 15 juillet 1889 dispose, en effet, (alinéa 9) qu' « en cas d'inconduite de la part du commissionné, le *Ministre de la Guerre* peut, sur l'avis conforme d'un Conseil de discipline, soit suspendre les effets de la commission, soit révoquer définitivement le militaire commissionné, suivant la gravité des faits reprochés. »

L'examen de ce texte permet de constater trois anomalies qu'il importe de faire disparaître :

1° La loi du 15 juillet 1889 prévoit la suspension des effets de la commission, que la loi du 18 mars 1889 ne mentionne pas ;

Cette punition a disparu dans l'usage, et les règlements sur le service intérieur des corps de troupe ne la contiennent plus. Il vaut donc mieux ne plus la faire figurer dans un texte de loi ;

2° L'article 68 de la loi du 15 juillet 1889 ne mentionne pas la mise à la retraite d'office des commissionnés ; cette mesure est cependant inscrite dans la loi du 18 mars 1889 et s'applique dans la pratique ; elle figure, pour ce motif,

dans les règlements sur le service intérieur des corps de troupe ;

3° Enfin l'article 68 de la loi du 15 juillet 1889 dispose que le Ministre de la Guerre peut, soit suspendre les effets de la commission, soit révoquer le commissionné ; *la loi du 18 mars 1889 remet, au contraire, au commandant du corps d'armée le droit de casser, de rétrograder, etc., le sous-officier rengagé ou commissionné.*

Sans doute, on doit admettre que la loi du 15 juillet 1889 n'a pas, en fait, modifié la loi du 18 mars précédent ; que, par suite, l'article 6 de cette dernière loi est seul applicable aux sous-officiers et assimilés rengagés ou commissionnés, tandis que l'article 68 (paragraphe 9) de la loi du 15 juillet vise uniquement les caporaux ou brigadiers commissionnés. Mais alors l'anomalie est plus grande, puisque *le Ministre seul pourrait révoquer un commissionné, du grade de brigadier ou de caporal et même simple soldat, alors que les gouverneurs militaires et les commandants de corps d'armée possèdent ce droit à l'égard des sous-officiers rengagés ou commissionnés.*

Il est donc plus normal de décider que, *dans tous les cas*, la rétrogradation ou la cassation des sous-officiers rengagés, la mise d'office à la retraite ou la révocation des commissionnés *sont prononcées par le Ministre ou par le commandant de corps d'armée, délégué.*

En conséquence, votre Commission a l'honneur de vous proposer d'adopter le projet de loi dont la teneur suit :

PROJET DE LOI

ARTICLE PREMIER.

Le tableau A annexé à la loi du 18 mars 1889, modifiée par celle du 6 janvier 1892, relative au rengagement des sous-officiers (Composition des Conseils de régiment), est remplacé par le tableau A annexé à la présente loi.

ART. 2.

La rétrogradation ou la cassation du sous-officier rengagé, la mise à la retraite d'office ou la révocation du sous-officier commissionné sont prononcées par le Ministre ou par le général commandant le corps d'armée, délégué, d'après l'avis d'un Conseil d'enquête dont la composition et les formes seront déterminées par un règlement d'administration publique.

La mise à la retraite d'office ou la révocation des caporaux, brigadiers et soldats commissionnés sont prononcées par la même autorité, d'après l'avis d'un Conseil de discipline constitué suivant les règlements militaires en vigueur.

Les avis du Conseil d'enquête ou du Conseil de discipline ne peuvent être modifiés qu'en faveur du militaire.

Les dispositions du présent article abrogent les paragraphes 1 et 2 de l'article 6 de la loi du 18 mars 1889 et le paragraphe 9 de l'article 68 de la loi du 15 juillet 1889.

ANNEXE

*Au projet de loi tendant à modifier l'article 6 de la loi du 18 mars 1889 sur le **rengagement des sous-officiers** (Composition des Conseils d'enquête), le tableau A annexé à cette loi et l'article 68 de la loi du 15 juillet 1889, sur le **recrutement de l'armée**.*

TABLEAU A

Composition des Conseils de régiment

(Application de l'article 5 de la loi relative au rengagement des sous-officiers.)

DÉSIGNATION DES CORPS	PRÉSIDENT	MEMBRES DU CONSEIL	OBSERVATIONS
Régiments.....	Le chef de corps	Le lieutenant-colonel(1), 2 chefs de bataillon ou d'escadron (2), 4 capi- taines (3).	(1) Non remplacé, en cas d'absence ou d'empêchement.
Bataillons ou escadrons formant corps.	<i>Idem</i>	2 capitaines (3), 1 lieutenant.	(2) Dont le commandant du bataillon auquel appartient le sous-officier si le bataillon est réuni à la portion principale.
Compagnies formant corps	Un chef de bataillon ou d'escadron.	2 capitaines (4), 1 lieutenant.	(3) Dont le capitaine de la compagnie à laquelle appartient le sous-officier si la compagnie est réunie à la portion principale.
Batteries d'artillerie en Algérie et en Tunisie.	L'officiersupérieurcommandant les unités de la division (Algérie) ou de la brigade (Tunisie).	2 capitaines (4), 1 lieutenant.	(4) Dont un pris en dehors de la compagnie ou batterie.
Compagnies du train des équipages militaires en Algérie et en Tunisie.	<i>Idem</i>	2 capitaines (4), 1 lieutenant.	(5) Si le commandant du recrutement est un officier en retraite, le Conseil est présidé par un chef de bataillon ou d'escadron du service d'état-major; dans ce cas, un des deux capitaines pris dans ce service est remplacé comme membre du Conseil par l'officier qui a le commandement de la section.
Compagnie du génie (Algérie et Tunisie).	Le directeur du génie..	2 capitaines (4), 1 lieutenant.	(6) Dont un est remplacé par un adjoint à l'intendance s'il s'en trouve un dans la ville où est stationnée la portion principale de la section.
Compagnies d'ouvriers d'artillerie et d'artificiers.	Le directeur de l'établissement auquel la compagnie est attachée.	2 capitaines (4), 1 lieutenant.	
Sections. {	d'état-major et du recrutement.	3 capitaines dont 2 pris dans le service d'état-major, 1 dans les corps de troupe.	
	de commis et ouvriers militaires d'administration.	2 capitaines (6), l'officier d'administration commandant la section.	
	d'infirmiers militaires.	1 capitaine, 1 médecin-major ou major de 1 ^{re} classe duquel relève la section.	
Écoles militaires.....	Le commandant.....	3 officiers dont le commandant en second s'il en existe.	

NOTA. — Le Conseil de régiment siège à la portion principale du corps.
 Le président a voix prépondérante en cas de partage des voix.
 L'officier commandant la compagnie à laquelle appartient le sous-officier envoie, s'il ne siège pas au Conseil, un rapport écrit contenant son avis motivé.
 Les officiers entrant dans la composition du Conseil sont pris, autant que possible, et sauf les exceptions indiquées au tableau, dans le corps de troupe auquel appartient le sous-officier.
 Le chef de corps ou de service, président, est, en cas d'empêchement, remplacé par celui qui le supplée.
 Le lieutenant prévu pour la composition des Conseils d'enquête, dans certains corps de troupe, peut, en cas de nécessité, être remplacé par un capitaine pris au besoin dans un autre corps de troupe.

N° 663

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

SIXIÈME LÉGISLATURE

SESSION DE 1894

Annexe au procès-verbal de la séance du 2 juin 1894.

RAPPORT

FAIT

AU NOM DE LA COMMISSION DE L'ARMÉE * CHARGÉE D'EXAMINER
LE PROJET DE LOI *tendant à modifier l'article 6 de la
loi du 18 mars 1889 sur le rengagement des sous-
officiers (Composition des conseils d'enquête), le ta-
bleau A annexé à cette loi et l'article 68 de la loi du
15 juillet 1889, sur le recrutement de l'armée,*

PAR M. LE HÉRISSE,

Député.

* Cette Commission est composée de MM. Mézières, *président*; Jules Roche, baron Reille, *vice-présidents*; Le Hérissé, Deloncle, Pourquery de Boisserin, *secrétaires*; Antoine Perrier (Savoie), Levet, Duval, du Breil comte de Pontbriand, Lebaudy, Jules Develle, marquis de Moustier, Dujardin-Beaumetz, comte de Lanjuinais, général Riu, baron Demarçay, lieutenant-colonel Guérin, Joseph Reinach, Godefroy Cavaignac, Royer, Legludic, Guyot-Dessaigne, vicomte de Montfort, Thonion, général Iung, Étienne, Lannes de Montebello, marquis de La Ferrounays, Cornudet, Henri Brisson, Trélat, Chapuis.

(Voir le n° 254.)

Messieurs,

Le projet de loi qui nous est soumis par le Gouvernement a pour but :

1° De modifier l'article 6 de la loi du 18 mars 1889 sur le rengagement des sous-officiers en ce qui concerne la composition des conseils d'enquête.

2° De modifier l'article 68 de la loi du 15 juillet 1889 sur le recrutement de l'armée pour mettre les dispositions qui y sont contenues en harmonie avec la réglementation actuellement en vigueur dans les corps de troupe et avec les dispositions insérées à l'article 6 de la loi du 18 mars 1889 sur le rengagement des sous-officiers.

I

Les dispositions actuellement en vigueur en ce qui concerne la composition des conseils de régiment sont d'une application difficile dans la pratique et donnent lieu à des déplacements de militaires de tout grade nuisibles au bien du service et onéreux pour le Trésor.

Le Gouvernement nous propose de parer à ces inconvénients en créant deux conseils distincts composés suivant les intérêts spéciaux en présence dans l'un ou l'autre cas, *rengagement, discipline*.

En matière de rengagement, le chef de corps étant le principal intéressé et ayant toute la responsabilité de la bonne composition des cadres de son régiment, c'est à lui que doit sans conteste être attribuée la présidence du Conseil. C'est donc à la portion principale que doit être réuni le conseil.

Le sous-officier intéressé n'ayant point à comparaître devant le conseil et ses chefs hiérarchiques pouvant adresser un rapport écrit contenant leur avis motivé sur la suite à

donner à la demande de rengagement, il n'est pas indispensable que les chefs hiérarchiques immédiats du sous-officier intéressé soient membres du conseil de régiment.

Enfin, les questions de rengagement ne sont pas toujours urgentes, elles peuvent être prévues d'avance, et plusieurs affaires peuvent être traitées à la fois.

Dans ces conditions, votre Commission vous propose, en ce qui concerne les conseils de rengagement, d'adopter le mode de composition indiqué au tableau A annexé à la présente loi, à l'avenir ce tableau ne devant viser que les rengagements de sous-officiers.

II

Pour ce qui est des conseils de discipline, votre commission vous propose de laisser à un règlement d'administration publique le soin de déterminer les règles à suivre.

C'est d'ailleurs ainsi qu'a procédé le législateur en ce qui concerne les officiers et fonctionnaires assimilés.

La loi du 19 mai 1834 (art. 13) remet en effet à un règlement d'administration publique le soin de déterminer la composition et les formes des conseils d'enquête pour les officiers. Cependant nul ne peut songer à contester l'importance qui s'attache à toutes les questions intéressant « *l'état des officiers de notre armée* ».

Il est bien entendu que ce règlement ne pourrait en aucun cas diminuer les garanties données par la loi du 15 juillet 1889, aux sous-officiers traduits devant un conseil de discipline. Deux sous-officiers devront toujours faire partie de ce conseil.

III

Votre Commission vous propose aussi d'apporter une légère modification à l'article 68 de la loi du 15 juillet 1889 sur le recrutement de l'armée.

L'examen du texte de cet article rapproché du texte de l'article 6 de la loi du 18 mars 1889, sur le rengagement des sous-officiers permet de constater trois anomalies qu'il importe de faire disparaître.

1° En ce qui concerne les commissionnés la loi du 15 juillet 1889 prévoit la *suspension des effets de la Commission* que la loi du 18 mars 1889 ne mentionne pas.

Cette punition a disparu dans l'usage, les règlements ne la contiennent plus, mieux vaut donc ne plus la faire figurer dans un texte de loi.

2° L'article 68 de la loi du 15 juillet 1889 ne mentionne pas la mise à la retraite d'office des commissionnés; cette mesure est cependant inscrite dans la loi du 18 mars 1889 et s'applique dans la pratique.

3° Enfin l'article 68 de la loi du 15 juillet 1889 dispose que le ministre peut, soit suspendre les effets de la Commission, soit révoquer le commissionné; la loi du 18 mars 1889 remet ce droit au commandant de corps d'armée en ce qui concerne le sous-officier rengagé ou commissionné :

On voit l'anomalie : le ministre seul peut révoquer un commissionné du grade de brigadier ou de caporal, ou même simple soldat alors que les gouverneurs militaires et les commandants de corps d'armée possèdent ce droit à l'égard des sous-officiers rengagés ou commissionnés.

Il a paru plus normal à votre Commission de décider que dans tous les cas les rétrogradations ou la cassation des sous-officiers rengagés, la mise d'office à la retraite ou la révoca-

tion des commissionnés sont *prononcées par le ministre ou par le commandant de corps d'armée délégué.*

Votre Commission vous propose en conséquence d'adopter le projet de loi dont la teneur suit.

PROJET DE LOI

Article premier.

Le tableau A annexé à la loi du 18 mars 1889, modifiée par celle du 6 janvier 1892, relative au rengagement des sous-officiers (composition des conseils de régiment), est remplacé par le tableau A annexé à la présente loi.

Art. 2.

La rétrogradation ou la cassation du sous-officier rengagé, la mise à la retraite d'office ou la révocation du sous-officier commissionné sont prononcées par le Ministre ou par le général commandant le corps d'armée, délégué, d'après l'avis d'un Conseil d'enquête, dont la composition et les formes seront déterminées par un règlement d'administration publique.

La mise à la retraite d'office ou la révocation des caporaux, brigadiers et soldats commissionnés sont prononcées par la même autorité, d'après l'avis d'un Conseil de discipline constitué suivant les règlements militaires en vigueur.

Les avis du Conseil d'enquête ou du Conseil de discipline ne peuvent être modifiés qu'en faveur du militaire.

Les dispositions du présent article abrogent les paragraphes 1 et 2 de l'article 6 de la loi du 18 mars 1889 et le paragraphe 9 de l'article 68 de la loi du 15 juillet 1889.

ANNEXE

au projet de loi tendant à modifier l'article 6 de la loi du 18 mars 1889 sur le rengagement des sous-officiers, et l'article 68 de la loi du 15 juillet 1889 sur le recrutement de l'armée.

TABLEAU A

Composition des Conseils de régiment (Application de l'article 5 de la loi relative aux rengagements des sous-officiers).

DÉSIGNATION DES CORPS.	PRÉSIDENT.	MEMBRES DU CONSEIL.	OBSERVATIONS.
Régiments	Le chef de corps.	Le lieutenant-colonel (1), 2 chefs de bataillon ou d'escadron (2), 4 capi- taines (3).	(1) Non remplacé, en cas d'absence ou d'empêchement. (2) Dont le commandant du bataillon auquel appartient le sous-officier si le bataillon est réuni à la portion princi- pale.
Bataillons ou escadrons formant corps...	Id.	2 capitaines (3), 1 lieute- nant.	(3) Dont le capitaine de la compagnie à laquelle appartient le sous-officier si la compagnie est réunie à la portion principale.
Compagnies formant corps.....	Un chef de bataillon ou d'escadron.	2 capitaines (4), 1 lieute- nant.	(4) Dont un pris en dehors de la com- pagnie ou batterie.
Batteries d'artillerie en Algérie et en Tunisie.....	L'officier supérieur com- mandant les unités de la division (Algérie) ou de la brigade (Tunisie).	2 capitaines (4), 1 lieute- nant.	(5) Si le commandant du recrutement est un officier en retraite, le Conseil est présidé par un chef de bataillon ou d'es- cadron du service d'état-major ; dans ce cas, un des deux capitaines pris dans ce service est remplacé comme membre du Conseil par l'officier qui a le commande- ment de la section.
Compagnies du train des équipages mili- taires en Algérie et en Tunisie.....	Id.	2 capitaines (4), 1 lieute- nant.	
Compagnie du génie (Algérie et Tunisie).	Le directeur du génie.	2 capitaines (4), 1 lieute- nant.	
Compagnies d'ouvriers d'artillerie et d'ar- tificateurs.....	Le directeur de l'établisse- ment auquel la com- pagnie est attachée.	2 capitaines (4), 1 lieute- nant.	(6) Dont un est remplacé par un adjoint à l'intendance s'il s'en trouve un dans la ville où est stationnée la portion principale de la section.
Sections	d'état-major et du recru- tement.....	Le commandant de re- crutement comman- dant la section (5).	3 capitaines dont 2 pris dans le service d'état- major, 1 dans les corps de troupe.
	de commis et ouvriers mi- litaires d'administration	Le sous-intendant mili- taire chargé de la sur- veillance administra- tive de la section.	2 capitaines (6), l'officier d'administration com- mandant la section.
	d'infirmiers militaires....	Le médecin chef, prin- cipal ou major de 1 ^{re} classe duquel relève la section.	1 capitaine, 1 médecin- major de 2 ^e classe, l'officier d'administra- tion commandant.
Écoles militaires	Le commandant.	3 officiers dont le com- mandant en second s'il en existe.	

NOTA. — Le Conseil de régiment siège à la portion principale du corps.

Le Président a voix prépondérante en cas de partage des voix.

L'officier commandant la compagnie à laquelle appartient le sous-officier envoie, s'il ne siège pas au Conseil, un rapport écrit contenant son avis motivé.

Les officiers entrant dans la composition du Conseil sont pris, autant que possible, et sauf les exceptions indiquées au tableau, dans les corps de troupe auquel appartient le sous-officier.

Le chef de corps ou de service, Président, est, en cas d'empêchement, remplacé par celui qui le supplée.

Le lieutenant prévu pour la composition des Conseils d'enquête, dans certains corps de troupe, peut, en cas de nécessité, être remplacé par un capitaine pris au besoin dans un autre corps de troupe.

N° 117

SÉNAT

SESSION 1894

Annexe au procès-verbal de la séance du 15 juin 1894.

PROJET DE LOI

ADOPTÉ PAR LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS

*Tendant à modifier l'article 6 de la loi du 18 mars 1889 sur le **rengagement des sous-officiers** (Composition des Conseils d'enquête), le tableau A annexé à cette loi et l'article 68 de la loi du 15 juillet 1889, sur le **recrutement de l'armée.***

PRÉSENTÉ AU NOM DE

M. CARNOT

Président de la République française,

Par **M. le Général MERCIER**

Ministre de la Guerre,

(Renvoyé à la Commission de l'Armée.)

EXPOSÉ DES MOTIFS

Le Gouvernement a présenté à la Chambre des Députés, dans sa séance du 15 janvier 1894, un projet de loi tendant à modifier l'article 6 de la loi du 18 mars 1889 sur le rengagement des sous-officiers (Composition des Conseils d'en-

(Voir les n° 254-663, — 6^e législ. — de la Chambre des Députés.)

quête), le tableau A annexé à cette loi et l'article 68 de la loi du 15 juillet 1889, sur le recrutement de l'armée.

La Chambre des Députés a adopté ce projet de loi dans sa séance du 11 juin 1894, et nous avons l'honneur de le soumettre aujourd'hui aux délibérations du Sénat.

Le Gouvernement n'a rien à ajouter à l'exposé des motifs qui accompagnait le projet de loi déposé sur le bureau de la Chambre des Députés.

Le Président de la République française,

DÉCRÈTE :

Le projet de loi dont la teneur suit, déjà adopté par la Chambre des Députés, sera présenté au Sénat par le Ministre de la Guerre, chargé d'en exposer les motifs et d'en soutenir la discussion.

PROJET DE LOI

ARTICLE PREMIER.

Le tableau A annexé à la loi du 18 mars 1889, modifiée par celle du 6 janvier 1892, relative au rengagement des sous-officiers (Composition des Conseils de régiment), est remplacé par le tableau A annexé à la présente loi.

ART. 2.

La rétrogradation ou la cassation du sous-officier rengagé, la mise à la retraite d'office ou la révocation du sous-officier commissionné sont prononcées par le Ministre ou par le général commandant le corps d'armée, délégué, d'après l'avis d'un Conseil d'enquête dont la composition et les formes seront déterminées par un règlement d'administration publique.

La mise à la retraite d'office ou la révocation des caporaux, brigadiers et soldats commissionnés sont prononcées par la même autorité, d'après l'avis d'un Conseil de discipline constitué suivant les règlements militaires en vigueur.

Les avis du Conseil d'enquête ou du Conseil de discipline ne peuvent être modifiés qu'en faveur du militaire.

Les dispositions du présent article abrogent les para-

graphes 1 et 2 de l'article 6 de la loi du 18 mars 1889 et le
paragraphe 9 de l'article 68 de la loi du 15 juillet 1889.

Fait à Paris, le 15 juin 1894.

Le Président de la République française,

Signé : CARNOT.

Par le Président de la République :

Le Ministre de la Guerre,

Signé : A. MERCIER.

ANNEXE

*Au projet de loi tendant à modifier l'article 6 de la loi
du 18 mars 1889 sur le **rengagement des sous-
officiers** (Composition des Conseils d'enquête), le
tableau A annexé à cette loi et l'article 68 de la loi
du 15 juillet 1889, sur le **recrutement de l'armée**.*

TABLEAU A

Composition des Conseils de régiment

(Application de l'article 5 de la loi relative au rengagement des sous-officiers.)

DÉSIGNATION DES CORPS	PRÉSIDENT	MEMBRES DU CONSEIL	OBSERVATIONS
Régiments.....	Le chef de corps	Le lieutenant-colonel(1), 2 chefs de bataillon ou d'escadron (2), 4 capi- taines (3).	(1) Non remplacé, en cas d'ab- sence ou d'empêchement.
Bataillons ou escadrons formant corps.	<i>Idem</i>	2 capitaines (3), 1 lieute- nant.	(2) Dont le commandant du ba- taillon auquel appartient le sous- officier si le bataillon est réuni à la portion principale.
Compagnies formant corps	Un chef de bataillon ou d'escadron.	2 capitaines (4), 1 lieute- nant.	(3) Dont le capitaine de la com- pagnie à laquelle appartient le sous-officier si la compagnie est réunie à la portion principale.
Batteries d'artillerie en Algérie et en Tunisie.	L'officier supérieur com- mandant les unités de la division (Algérie) ou de la brigade (Tu- nisie).	2 capitaines (4), 1 lieute- nant.	(4) Dont un pris en dehors de la compagnie ou batterie.
Compagnies du train des équipages militaires en Algérie et en Tunisie.	<i>Idem</i>	2 capitaines (4), 1 lieute- nant.	(5) Si le commandant du recru- tement est un officier en retraite, le Conseil est présidé par un chef de bataillon ou d'escadron du ser- vice d'état-major; dans ce cas, un des deux capitaines pris dans ce service est remplacé comme membre du Conseil par l'officier qui a le commandement de la section.
Compagnie du génie (Algérie et Tunisie).	Le directeur du génie..	2 capitaines (4), 1 lieute- nant.	
Compagnies d'ouvriers d'artillerie et d'artificiers.	Le directeur de l'éta- blissement auquel la compagnie est atta- chée.	2 capitaines (4), 1 lieute- nant.	
Sections. {	d'état-major et du recru- tement.	3 capitaines dont 2 pris dans le service d'état- major, 1 dans les corps de troupe.	(6) Dont un est remplacé par un adjoint à l'intendance s'il s'en trouve un dans la ville où est sta- tionnée la portion principale de la section.
	de commis et ouvriers militaires d'adminis- tration.	2 capitaines (6), l'officier d'administration com- mandant la section.	
	d'infirmiers militaires.	1 capitaine, 1 médecin- major de 2 ^e classe, l'officier d'administra- tion commandant.	
Écoles militaires.....	Le commandant.....	3 officiers dont le com- mandant en second s'il en existe.	

NOTA. — Le Conseil de régiment siège à la portion principale du corps.
Le président a voix prépondérante en cas de partage des voix.
L'officier commandant la compagnie à laquelle appartient le sous-officier envoie, s'il ne siège pas au Conseil, un rapport écrit contenant son avis motivé.
Les officiers entrant dans la composition du Conseil sont pris, autant que possible, et sauf les exceptions indiquées au tableau, dans le corps de troupe auquel appartient le sous-officier.
Le chef de corps ou de service, président, est, en cas d'empêchement, remplacé par celui qui le supplée.
Le lieutenant prévu pour la composition des Conseils d'enquête, dans certains corps de troupe, peut, en cas de nécessité, être remplacé par un capitaine pris au besoin dans un autre corps de troupe.

SÉNAT

9^e
Paris, le

189

Questure.

art. 13.

Reug^t de son officier

18 Mars 189

N° 139

SÉNAT

SESSION 1894

Annexe au procès-verbal de la séance du 29 juin 1894.

RAPPORT

FAIT

*Au nom de la Commission de l'Armée¹, chargée d'examiner le projet de loi, ADOPTÉ PAR LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS, portant modification de l'article 13 de la loi du 18 mars 1889, relative au **rengagement des sous-officiers**,*

PAR M. LACAVE-LAPLAGNE

Sénateur.

MESSIEURS,

La loi du 18 mars 1889, sur le rengagement des sous-officiers, a astreint, par son article 13, ceux d'entre eux, qui étaient admis à la retraite ou à une pension proportion-

(1) Cette Commission est composée de MM. DE FREYCINET, *Président*; BERTHELOT, Général JAPY, *Vice-Présidents*; PREVET, *Secrétaire*; PEYTRAL, Alexandre LEFÈVRE, BADUEL, Général BILLOT, LACAVE-LAPLAGNE, LE ROYER, CORNIL, BERNARD, Léon LABBÉ, BARDOUX, DE VERNINAC, TÉZENAS, BENAZET, GUYOT-LAVALINE.

M. Édouard DUPRÉ, *Secrétaire-Adjoint*.

(Voir les n° 118, Sénat, session de 1894, et 255-440, — 6° législ. — de la Chambre des Députés.)

nelle, à servir pendant cinq ans dans l'armée territoriale en échange des sacrifices consentis par le Trésor en leur faveur.

Elle a ainsi généralisé et étendu le principe de compensation qui régit même les généraux de l'ancien cadre de réserve et qui a été appliqué aux officiers par la loi du 22 juin 1878.

Les sous-officiers visés par la loi du 28 mars 1889 étaient affectés aux régiments mixtes, composés, le Sénat ne l'a pas oublié, du quatrième bataillon des régiments actifs et de deux bataillons du régiment territorial correspondant au régiment de ligne de la subdivision.

Mais la loi du 19 juillet 1892 a complètement modifié et remanié l'organisation des troupes du second ban en repartissant sur de nouvelles bases les classes entre les diverses catégories de l'armée.

La loi du 15 juillet 1889 assignait une durée de trois ans à la période d'activité et une de sept ans à celle de la réserve de l'armée active.

L'armée territoriale était divisée en deux portions, dont la première renfermait six classes et la seconde, qualifiée de réserve, neuf classes.

La loi de 1892, présentée par M. de Freycinet, a maintenu le chiffre de vingt-cinq années passées à divers titres dans les quatre fractions de l'armée française. Comme par le passé, le temps d'activité restait limité à trois ans; mais la réserve de l'armée active, au lieu de comprendre seulement sept classes comme avant cette réforme militaire, en englobait dix à l'avenir.

L'armée territoriale conservait son dédoublement; toutefois chacune de ses moitiés était composée dorénavant du même nombre de contingents.

En d'autres termes, la réserve de l'armée active était augmentée désormais de trois classes supplémentaires, qu'elle empruntait à l'armée territoriale; en dédommagement, à celle-ci était restitué pareil nombre de classes par la réserve de l'armée territoriale, dont la durée était ramenée de neuf à six années seulement.

De cette refonte heureuse de notre organisme militaire, il est résulté que les régiments mixtes ont disparu et ont été remplacés par des régiments d'une constitution plus homogène et moins compliquée, puisqu'ils sont exclusivement recrutés parmi les réservistes.

Ces régiments de seconde ligne ont été pourvus d'un corps d'officiers ; mais ils manquent de sous-officiers et ce défaut s'explique aisément.

Il est en effet interdit au Ministre de la Guerre de verser dans des bataillons formés exclusivement de réservistes, et dont l'élément territorial a été écarté, les sous-officiers tributaires de la loi du 18 mars 1889, par elle destinés à encadrer les régiments mixtes et par elle aussi expressément attribués à l'armée territoriale.

Pour combler cette lacune, et par conséquent pour pouvoir distribuer concurremment entre la réserve de l'armée active et l'armée territoriale les sous-officiers mis à sa disposition par la loi du 18 mars 1889, le Ministre de la Guerre a proposé au Parlement un projet de loi en un article, que la Chambre des Députés a voté dans sa séance du 11 juin dernier et qui est actuellement soumis à votre délibération.

Les documents communiqués aux deux Chambres évaluent à plus de trois mille le nombre des sujets expérimentés sur lesquels l'autorité militaire aura la faculté de prélever les cadres nécessaires aux régiments tirés de la réserve.

L'armée territoriale est assez abondamment dotée de gradés pour que le Département de la Guerre puisse y puiser les sergents réclamés par les régiments *bis* sans affaiblir les cadres de l'armée de troisième et de quatrième rang.

La Commission de l'armée a l'honneur de vous inviter à adopter le projet de loi dont la teneur suit :

PROJET DE LOI

ARTICLE UNIQUE.

Le deuxième paragraphe de l'article 13 de la loi du 18 mars 1889, relative aux rengagement des sous-officiers, est modifié ainsi qu'il suit :

« Ceux qui jouiront de ces pensions seront, pendant cinq ans, à la disposition du Ministre de la Guerre, qui pourra leur donner des emplois dans la réserve de l'armée active, ou dans l'armée territoriale, ou dans le service de l'instruction militaire. »

N° 255
CHAMBRE DES DÉPUTÉS

SIXIÈME LÉGISLATURE
SESSION DE 1894

Annexe au procès-verbal de la séance du 15 janvier 1894.

PROJET DE LOI

portant modification de l'article 13 de la loi du
18 mars 1889, *relative au* **rengagement des sous-**
officiers,

PRÉSENTÉ,

AU NOM DE M. CARNOT,

Président de la République française,

PAR M. le général MERCIER,

Ministre de la Guerre.

EXPOSÉ DES MOTIFS

Messieurs,

Aux termes de l'article 13 de la loi du 18 mars 1889, les sous-officiers qui jouissent soit d'une pension proportionnelle, soit d'une pension de retraite sont, pendant cinq ans, à la disposition du Ministre de la Guerre pour le service de

l'armée territoriale et pour celui de l'instruction militaire préparatoire.

Lorsque ces dispositions ont été adoptées, notre organisation militaire comportait, sur le pied de guerre, des régiments mixtes formés au moyen du 4^e bataillon des régiments actifs et de deux bataillons du régiment territorial correspondant.

Les sous-officiers dont il s'agit étaient destinés à renforcer les cadres des bataillons territoriaux entrant dans la composition des régiments mixtes.

En augmentant le nombre des classes de la réserve, la loi du 19 juillet 1892 a permis de remplacer les régiments mixtes par des régiments de réserve qui ne comportent plus de bataillons territoriaux.

Pour encadrer convenablement les nouveaux bataillons de réservistes substitués aux bataillons territoriaux dans nos formations de campagne, il est nécessaire de pouvoir leur attribuer les anciens sous-officiers expérimentés qui avaient été affectés à ces derniers bataillons.

Pour atteindre ce but, il est nécessaire de modifier l'article 13 de la loi du 18 mars 1889, de manière à permettre de donner des emplois dans la réserve aux sous-officiers qui jouissent d'une pension proportionnelle ou d'une pension de retraite, disposition qui est déjà appliquée aux officiers retraités sous le régime de la loi du 22 juin 1878.

Tel est l'objet du projet de loi ci-après que nous avons l'honneur de soumettre à vos délibérations.

PROJET DE LOI

Le Président de la République française

Décète :

Le projet de loi dont la teneur suit sera présenté à la Chambre des Députés par le Ministre de la Guerre, qui est chargé d'en exposer les motifs et d'en soutenir la discussion.

Article unique.

Le deuxième paragraphe de l'article 13 de la loi du 18 mars 1889, relative au rengagement des sous-officiers, est modifié ainsi qu'il suit :

« Ceux qui jouiront de ces pensions seront, pendant cinq ans, à la disposition du Ministre de la Guerre qui pourra leur donner des emplois dans la réserve de l'armée active ou dans l'armée territoriale ou dans le service de l'instruction militaire préparatoire. »

Fait à Paris, le 15 janvier 1894.

Le Président de la République française,

Signé : CARNOT.

Par le Président de la République :

Le Ministre de la Guerre,

Signé : A. MERCIER.

Vote

N° 440

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

SIXIÈME LÉGISLATURE

SESSION DE 1894

Annexe au procès-verbal de la séance du 3 mars 1894.

RAPPORT

FAIT

AU NOM DE LA COMMISSION DE L'ARMÉE * CHARGÉE D'EXAMINER LE
PROJET DE LOI *portant modification de l'article 13 de la*
loi du 18 mars 1889, relative au rengagement des
sous-officiers,

PAR M. JOSEPH REINACH,

Député.

Messieurs,

La loi des cadres que le Parlement a votée le 19 juillet 1892 assure à nos unités de réserve leur encadrement en officiers de carrière.

* Cette Commission est composée de MM. Mézières, *président*; Jules Roche, baron Reille, *vice-présidents*; Le Hérissé, Deloncle, Pourquery de Boisserin, *secrétaires*; Antoine Perrier (Savoie) Levet, Duval, du Breil comte de Pontbriand, Lebaudy, Jules Develle, marquis de Moustier, Dujardin-Beaumetz, comte de Lanjuinais, général Riu, baron Demarçay, lieutenant-colonel Guérin, Joseph Reinach, Godefroy Cavaignac, Royer, Legludic, Guyot-Dessaigne, vicomte de Montfort, Thonion, général Iung, Étienne, Lannes de Montebello, marquis de La Ferronnays, Cornudet, Henri Brisson, Trélat, Chapuis.

(Voir le n° 255.)

Le projet actuel améliore, après les cadres officiers, les cadres inférieurs de ces mêmes unités.

Il s'agit d'encadrer convenablement les nouveaux bataillons de réservistes qui ont été substitués dans nos formations de réserve aux bataillons territoriaux.

La loi du 19 juillet 1892, a permis, en augmentant de trois le nombre des classes de la réserve, de remplacer les régiments mixtes par des régiments de réserve qui ne comportent plus de bataillons territoriaux ; à qui faire appel pour encadrer les nouvelles unités si ce n'est aux anciens sous-officiers expérimentés qui avaient été affectés à ces bataillons ?

D'après l'article 13 de la loi du 18 mars 1889, les sous-officiers qui jouissent soit d'une pension proportionnelle, soit d'une pension de retraite, doivent à l'État, en échange des avantages qui leur sont faits par la loi, cinq années pendant lesquelles ils sont à la disposition du Ministre de la Guerre pour le service de l'armée territoriale et celui de l'instruction militaire préparatoire.

Le nombre des sous-officiers ainsi retraités (d'après les relevés faits en 1890, 1891 et 1892) est chaque année de six à sept cents, soit, pour cinq années, un total de plus de trois mille.

Il y a là une ressource précieuse dont le Gouvernement demande à pouvoir disposer, non plus seulement pour l'armée territoriale, mais aussi pour les formations de réserve qui seront ainsi dotées de sous-officiers expérimentés et dans la force de l'âge (trente-trois ans et au-dessus).

L'armée territoriale peut céder sans inconvénient la majeure partie de ces trois mille sous-officiers à l'armée active ; ses unités présentent en effet de notables excédents en sous-officiers. Rompus au métier et souvent pourvus d'une instruction générale, nombre de ces sous-officiers pourront, s'il est nécessaire, être appelés à des emplois d'adjudants de réserve et suppléer à la tête des sections les officiers manquant.

La loi du 22 juin 1878 spécifie que les officiers retraités en vertu de ses dispositions pourront être employés pendant

cinq ans indistinctement dans toutes les formations (réserve ou territoriale).

Le projet de loi qui vous est présenté procurera des ressources analogues en ce qui concerne les sous-officiers.

Il paraît juste au surplus d'astreindre les sous-officiers retraités, en échange des avantages mêmes de la retraite, aux obligations imposées aux officiers pourvus d'une pension de retraite.

En conséquence, nous avons l'honneur de vous proposer l'adoption du projet de loi suivant :

PROJET DE LOI

Article unique.

Le deuxième paragraphe de l'article 13 de la loi du 18 mars 1889, relative au rengagement des sous-officiers, est modifié aussi qu'il suit :

« Ceux qui jouiront de ces pensions seront, pendant cinq ans, à la disposition du Ministre de la Guerre qui pourra leur donner des emplois dans la réserve de l'armée active, ou dans l'armée territoriale, ou dans le service de l'instruction militaire. »

SÉNAT

Paris, le 189

Questure.

formateur de
L'Esprit de Résistance
de la nation

N° 144
SÉNAT

SESSION 1894

Annexe au procès-verbal de la séance du 29 juin 1894.

RAPPORT

FAIT

*Au nom de la Commission de l'Armée¹, chargée d'examiner
le projet de loi, ADOPTÉ PAR LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS,
relatif à la formation de deux régiments de
réserve de cavalerie,*

PAR M. DE VERNINAC

Sénateur.

MESSIEURS,

L'appel sous les drapeaux fait chaque année des hommes qui composent la réserve de l'armée active et l'armée territoriale n'a pas seulement pour but de les exercer en des intervalles réguliers au maniement des armes et de maintenir chez eux l'habitude de la discipline et l'esprit militaire;

(1) Cette Commission est composée de MM. DE FREYCINET, *Président*; BERTHELOT, Général JAPY, *Vice-Présidents*; PREVET, *Secrétaire*; PEYTRAL, Alexandre LEFÈVRE, BADUEL, Général BILLOT, LACAVE-LAPLAGNE, LE ROYER, CORNIL, BERNARD, Léon LABBÉ, BARDOUX, DE VERNINAC, TÉZENAS, BENAZET, GUYOT-LAVALINE.

M. Édouard DUPRÉ, *Secrétaire-Adjoint*.

(Voir les n° 137, Sénat, session de 1894; et 678-709-713, — 6^e législ. — de la Chambre des Députés.)

il doit aussi, par des expériences répétées, permettre à ceux qui ont la charge et la responsabilité de la sécurité du pays d'apprécier les conditions dans lesquelles fonctionneraient en temps de guerre les formations de réserve, les services que l'on pourrait en attendre et en même temps les améliorations que pourrait comporter le mécanisme si complexe de la mobilisation.

En ce qui touche les hommes, l'expérience est faite. Qu'ils appartiennent à l'infanterie, à la cavalerie ou à l'artillerie, on sait qu'aussitôt appelés et incorporés, réservistes ou territoriaux s'amalgament, si je puis ainsi parler, avec leurs camarades de l'armée active, de façon à composer ce tout homogène, cette véritable armée nationale, dont l'entraînement, la résistance, la discipline font chaque année l'admiration de ceux qui suivent nos grandes manœuvres d'automne.

L'expérience de mobilisation du 17^e corps, faite il y a quelques années, a montré ce que l'on pouvait attendre de la réquisition des animaux pour compléter les attelages des batteries actives et fournir ceux des batteries de réserve.

Pour la cavalerie, aucune expérience semblable n'a été faite en ce qui concerne les chevaux de selle.

C'est cette lacune que le projet de loi qui vous est soumis est destiné à combler.

La valeur des réservistes de cavalerie est connue. Appeler chaque année, on sait qu'une fois dans le rang ils y tiennent parfaitement leur place. Mais ils sont appelés à monter les chevaux du régiment dressés et habitués au service, pourvus de leur harnachement.

Il en serait tout autrement en cas de mobilisation.

Les réservistes appelés seraient montés non avec des chevaux déjà rompus aux exercices militaires, mais avec des animaux obtenus par réquisition pour lesquels quelques jours au moins de dressage et d'entraînement semblent indispensables.

L'expérience seule peut dire comment et dans quel

temps, avec des animaux ainsi recrutés, il sera possible de constituer une troupe capable de manœuvrer et de faire campagne.

C'est à cette expérience que M. le Ministre de la Guerre demande au Parlement les moyens de procéder.

Elle se fera de façon à se rapprocher le plus possible des conditions de la mobilisation en cas de guerre.

Deux régiments à quatre escadrons seront réunis dans deux régions, laissées au choix du Ministre de la Guerre, mais différentes tant au point de vue du recrutement des hommes que de la race des chevaux.

Ces régiments comprendront les cadres qui leur sont réellement affectés. Les réservistes convoqués par anticipation seront remontés avec des chevaux de réquisition pris dans la catégorie de ceux qu'ils recevraient en cas de mobilisation.

La réquisition ne porterait dans chaque région que sur une zone limitée, suffisante pour fournir les ressources nécessaires en chevaux des catégories dont s'agit, à raison de 440 chevaux par régiment.

Pour assurer la conduite des chevaux des points de réquisition aux points de réunion, l'autorité militaire serait autorisée à appeler le nombre d'hommes nécessaires pris dans les plus jeunes classes parmi ceux désignés pour ce service en cas de mobilisation.

On aurait ainsi une représentation fidèle du corps tel qu'il serait recruté, rassemblé et formé en temps de guerre.

Le haut intérêt que présente cette expérience au point de vue de la défense nationale ne saurait échapper à personne, et nous ne pouvons qu'approuver M. le Ministre de la Guerre d'avoir voulu tenter une épreuve à notre avis nécessaire.

Elle se fera dans des conditions de durée assez limitées (27 jours) pour n'imposer aux régions où elle aura lieu qu'un minimum de charges, et le prix de location des animaux (12 fr. par jour) ainsi que la certitude d'une juste indemnité en cas de dépréciation seront, pour les propriétaires des

chevaux réquisitionnés, une rémunération suffisante du préjudice ou de la gêne qu'ils éprouveront à en être privés.

La dépense, évaluée à 500.000 francs, sera couverte par une économie équivalente ou supérieure résultant de la non convocation cette année de 130.000 hommes appartenant à l'infanterie territoriale, de telle sorte qu'aucune augmentation de dépense ne viendra surcharger le budget.

M. le Ministre de la Guerre nous a d'ailleurs fourni des justifications basées sur l'expérience de mobilisation du 17^e corps, d'où il résulte que la prévision de dépense ne sera pas dépassée.

Nous n'avons, Messieurs, qu'une seule observation à vous présenter. Elle est relative au libellé du projet de loi.

Il eût été préférable, à notre avis, de l'intituler : Projet de loi relatif à *la mobilisation*, et non : à *la formation* de deux régiments de réserve de cavalerie.

L'objectif du projet eût été ainsi plus exactement et plus clairement indiqué.

Mais c'est là une réserve de pure forme qui ne nous paraît pas mériter le renvoi du projet à la Chambre des Députés.

Votre Commission de l'armée vous propose, en conséquence, d'adopter le texte suivant tel qu'il l'a été par la Chambre.

PROJET DE LOI

ARTICLE PREMIER.

Le Ministre de la Guerre est autorisé à procéder, dans le courant de l'année 1894, à la formation de deux régiments de réserve de cavalerie. Cette expérience s'effectuera conformément aux dispositions spécifiées dans les articles ci-après :

ART. 2.

La désignation des régions où devra s'effectuer l'expérience et l'époque à laquelle elle devra avoir lieu sont laissées à la disposition du Ministre de la Guerre; *toutefois, le Ministre ne devra faire connaître que dix jours à l'avance les régions qu'il aura choisies.*

ART. 3.

Pendant la durée de l'expérience, l'autorité militaire se trouvera investie du droit de réquisition déterminé par la loi du 3 juillet 1877 et dans les limites indiquées aux articles 4 et 5 ci-après.

ART. 4.

La réquisition des chevaux aura une durée de vingt-sept jours.

Elle portera seulement sur les chevaux des catégories affectées aux régiments convoqués.

Les opérations de cette réquisition sont limitées aux régions de corps d'armée désignées par l'expérience.

Elles seront également limitées, dans chacune de ces régions, à une zone qui sera déterminée par le Ministre de la Guerre autour du point de réunion du régiment et dont les ressources devront être suffisantes pour permettre de se procurer le nombre de chevaux nécessaires.

La réquisition sera précédée d'un examen détaillé du cheval, fait en présence du propriétaire par le vétérinaire attaché à la commission; un procès-verbal constatera les tares ou commencement de tares dont l'animal peut être atteint.

ART. 5.

La réquisition n'entraînera pas l'acquisition des animaux requis, mais il sera payé au propriétaire un prix journalier de location de 12 francs par cheval, indépendamment des indemnités pour dépréciations qui seraient reconnues au moment de la restitution des animaux ou pour pertes survenues pendant la durée de l'expérience.

La restitution s'opérera dans les lieux de rassemblement où la réquisition aura été effectuée, par les soins des commissions mixtes prévues à l'article 46 de la loi du 3 juillet 1877. Ces commissions seront chargées d'évaluer les indemnités qui pourraient être dues pour les dépréciations ou pertes susvisées.

Si cette évaluation est acceptée, le montant de la somme fixée est payée sur-le-champ.

En cas de désaccord, la contestation est introduite et jugée comme il est dit à l'article 26 de la loi du 3 juillet 1877.

Il ne pourra être alloué d'indemnités en dehors des cas prévus par l'article 54 de la loi du 3 juillet 1877, concernant les grandes manœuvres.

ART. 6.

Indépendamment de la réquisition prévue ci-dessus, le Ministre de la Guerre est autorisé à faire réquisitionner, sur tout le territoire des régions désignées, les moyens de transport qui peuvent être nécessaires à la gendarmerie pour assurer la prompte transmission des ordres relatifs à cette expérience.

ART. 7.

Le Ministre de la Guerre est autorisé à appeler, dans les zones désignées pour la réquisition des chevaux, pour la conduite des animaux requis, des centres de réquisition aux points de réunion des régiments et réciproquement, le nombre d'hommes qui seront nécessaires, pris parmi ceux désignés pour ce service en cas de mobilisation. L'appel de ces hommes aura lieu en commençant par ceux des classes les plus jeunes.

ART. 8.

Il est ouvert au Ministre de la Guerre, au titre de la 1^{re} section du budget de l'exercice 1894, en addition aux crédits alloués par la loi du 26 juillet 1893, un crédit extraordinaire de cinq cent mille francs (500.000 fr.) qui sera inscrit à un chapitre spécial n° 76, sous le titre : « *Convocation de deux régiments de réserve de cavalerie* ».

Il sera pourvu à ce crédit au moyen des ressources générales du budget de l'exercice 1894.

ART. 9.

Sur les crédits ouverts au Ministre de la Guerre, au titre du chapitre 16 (*Solde de l'infanterie*) de la 1^{re} section du budget de l'exercice 1894, par la loi du 26 juillet 1893, une somme de cinq cent mille francs (500.000 fr.) est et demeure définitivement annulée.

37031

N° 678

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

SIXIÈME LÉGISLATURE

SESSION DE 1894

Annexe au procès-verbal de la séance du 7 juin 1894.

PROJET DE LOI

*relatif à la formation de deux régiments de réserve
de cavalerie,*

(Renvoyé à la Commission de l'armée.)

PRÉSENTÉ,

AU NOM DE M. CARNOT,

Président de la République française,

PAR M. CHARLES DUPUY,

Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur et des Cultes,

PAR M. le général MERCIER,

Ministre de la Guerre,

ET PAR M. POINCARÉ,

Ministre des Finances.

EXPOSÉ DES MOTIFS

Messieurs,

Pour se rendre un compte exact de la valeur des formations de deuxième ligne de la cavalerie, au point de vue des chevaux qu'elles sont appelées à recevoir, et apprécier sûrement leur aspect, leur fonctionnement et les services qu'on peut réellement en attendre en campagne, il serait indispensable de mettre sur pied deux régiments de réserve de cavalerie, dans deux régions différentes, tant au point de vue du recrutement des hommes que de la race des chevaux. Ces régiments comprendraient les cadres qui leur sont réellement affectés; le nombre de réservistes nécessaires convoqués par anticipation; ils seraient remontés avec des chevaux de réquisition pris dans la catégorie de ceux qu'ils recevraient en cas de mobilisation.

Afin de pouvoir se rendre compte de la valeur de ces régiments, il est indispensable de les constituer à quatre escadrons; la formation d'un ou deux de ces éléments dans des régions différentes ne répondrait pas au but poursuivi. La réquisition ne porterait dans chaque région que sur une zone limitée, suffisante pour fournir les ressources nécessaires en chevaux des catégories dont il s'agit.

On aurait ainsi une représentation fidèle du corps à la mobilisation et non une sélection qui pourrait tromper et fausser les résultats de l'expérience.

Le choix des deux régions serait déterminé par le Ministre de la Guerre.

Le nombre des chevaux à requérir pourrait être limité à 440 par régiment de réserve.

Enfin, dans le but d'assurer la conduite des animaux requis, des points de réquisition aux points de réunion, le Ministre de la Guerre serait autorisé à appeler, pour cette opération, le nombre nécessaire d'hommes pris parmi ceux

désignés pour ce service en cas de mobilisation. L'appel de ces hommes commencerait par ceux des plus jeunes classes.

La dépense qu'entraînerait l'expérience projetée est évaluée à 500.000 francs; elle serait, toutefois, compensée par l'économie qui doit résulter de la non-convocation, cette année, de 130.000 hommes d'infanterie de l'armée territoriale; elle ne créerait, dès lors, aucune charge pour le Trésor.

En admettant les propositions que nous avons l'honneur de soumettre à vos délibérations, vous nous permettrez de nous assurer, d'une manière définitive, d'une organisation qui intéresse la sécurité du pays.

PROJET DE LOI

Le Président de la République française

Décète :

Le projet de loi dont la teneur suit sera présenté à la Chambre des Députés par le Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur et des Cultes, et par les Ministres de la Guerre et des Finances, qui sont chargés d'en exposer les motifs et d'en soutenir la discussion.

Article premier.

Le Ministre de la Guerre est autorisé à procéder, dans le courant de l'année 1894, à la formation de deux régiments de réserve de cavalerie. Cette expérience s'effectuera conformément aux dispositions spécifiées dans les articles ci-après :

Art. 2.

La désignation des régions où devra s'effectuer l'expérience et l'époque à laquelle elle devra avoir lieu sont laissées à la disposition du Ministre de la Guerre.

Art. 3.

Pendant la durée de l'expérience, l'autorité militaire se trouvera investie du droit de réquisition déterminé par la loi du 3 juillet 1877 et dans les limites indiquées aux articles 4 et 5 ci-après.

Art. 4.

La réquisition des chevaux aura une durée de vingt-sept jours.

Elle portera seulement sur les chevaux des catégories affectées aux régiments convoqués.

Les opérations de cette réquisition sont limitées aux régions de corps d'armée désignées pour l'expérience.

Elles seront également limitées, dans chacune de ces régions, à une zone qui sera déterminée par le Ministre de la Guerre autour du point de réunion du régiment et dont les ressources devront être suffisantes pour permettre de se procurer le nombre de chevaux nécessaires.

Art. 5.

La réquisition n'entraînera pas l'acquisition des animaux requis, mais il sera payé aux propriétaires un prix journalier de location de douze francs par cheval, indépendamment des indemnités pour dépréciations qui seraient reconnues au moment de la restitution des animaux ou pour pertes survenues pendant la durée de l'expérience.

La restitution s'opérera dans les lieux de rassemblement où la réquisition aura été effectuée, par les soins des commissions mixtes prévues à l'article 46 de la loi du 3 juillet 1877. Ces commissions seront chargées d'évaluer les indemnités qui pourraient être dues pour les dépréciations ou pertes susvisées.

Si cette évaluation est acceptée, le montant de la somme fixée est payé sur-le-champ.

En cas de désaccord, la contestation est introduite et jugée comme il est dit à l'article 26 de la loi du 3 juillet 1877.

Il ne pourra être alloué d'indemnités en dehors des cas prévus par l'article 54 de la loi du 3 juillet 1877 concernant les grandes manœuvres.

Art. 6.

Indépendamment de la réquisition prévue ci-dessus, le Ministre de la Guerre est autorisé à faire réquisitionner, sur tout le territoire des régions désignées, les moyens de transport qui peuvent être nécessaires à la gendarmerie pour assurer la prompte transmission des ordres relatifs à cette expérience.

Art. 7.

Le Ministre de la Guerre est autorisé à appeler, dans les zones désignées pour la réquisition des chevaux, pour la conduite des animaux requis, des centres de réquisition aux points de réunion des régiments et réciproquement, le nombre d'hommes qui seront nécessaires, pris parmi ceux désignés pour ce service en cas de mobilisation. L'appel de ces hommes aura lieu en commençant par ceux des classes les plus jeunes.

Art. 8

Il est ouvert, au Ministre de la Guerre, au titre de la 1^{re} section du budget de l'exercice 1894, en addition aux crédits alloués par la loi du 26 juillet 1893, un crédit extraordinaire de cinq cent mille francs (500.000 fr.) qui sera inscrit à un chapitre spécial n° 76 sous le titre : « *Convocation de deux régiments de réserve de cavalerie* ».

Il sera pourvu à ce crédit au moyen des ressources générales du budget de l'exercice 1894.

Art. 9.

Sur les crédits ouverts au Ministre de la Guerre, au titre

du chapitre 16 (*Solde de l'infanterie*) de la 1^{re} section du budget de l'exercice 1894, par la loi du 26 juillet 1893, une somme de cinq cent mille francs (500.000 fr.) est et demeure définitivement annulée.

Fait à Paris, le 6 juin 1894.

Le Président de la République française,

Signé : CARNOT.

Par le Président de la République :

Le Président du Conseil,
Ministre de l'Intérieur et des Cultes,

Signé : Ch. DUPUY.

Le Ministre de la Guerre,

Signé : MERCIER.

Le Ministre des Finances,

Signé : POINCARÉ.

N° 713

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

SIXIÈME LÉGISLATURE

SESSION DE 1894

Annexe au procès-verbal de la séance du 14 juin 1894.

AVIS

PRÉSENTÉ,

AU NOM DE LA COMMISSION DU BUDGET* SUR LE PROJET DE LOI
*relatif à la formation de deux régiments de réserve
de cavalerie.*

PAR M. JULES ROCHE,

Député.

Messieurs,

La Commission du budget a été chargée, conformément à l'article 24 du règlement, de donner son avis sur l'imputation des crédits visés dans le projet de loi n° 678, relatif à la formation de deux régiments de réserve de cavalerie.

* Cette commission est composée de MM. Rouvier, *président*; Lockroy, Thomson, Deluns-Montaud, *vice-présidents*; Paul Doumer, Raiberti, *secrétaires*; Guieysse, Pourquery de Boisserin, Delombre, de Kerjégu, Terrier, Godefroy Cavaignac, Cornudet, Bazille, Montaut (Seine-et-Marne), Camille Pelletan, Henri Brisson, Salis, Leydet, Adrien Bastid, Maurice-Faure (Drôme), Mesureur, Siegfried, Jules Roche (Savoie), Henry Boucher, Maurice Lebon (Seine-Inférieure), Guillemet, Charles Ferry, Georges Cochery, Boudenoot, Georges Trouillot, Etienne, Labat.
(Voir les n°s 678-709.)

La Commission du budget ne peut que constater la régularité de l'imputation déterminée par ce projet de loi.

Elle croit, cependant, devoir insister sur la nécessité, pour le Ministère de la Guerre, de ne pas dépasser, dans l'exécution de son projet, le crédit de 500.000 francs qu'il a demandé.

*Amendement Demarçay d'offe
à l'art 4*

N° 709

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

SIXIÈME LÉGISLATURE

SESSION DE 1894

Annexe au procès-verbal de la séance du 14 juin 1894.

RAPPORT

FAIT

AU NOM DE LA COMMISSION DE L'ARMÉE * CHARGÉE D'EXAMINER
LE PROJET DE LOI *relatif à la formation de deux régi-*
ments de réserve de cavalerie,

PAR M. le baron REILLE,

Député.

Messieurs,

L'appel des régiments d'infanterie de réserve, fait ces dernières années, a permis d'apprécier les conditions dans lesquelles ils fonctionneraient en temps de guerre et la valeur de ces formations spéciales. L'expérience de mobilisation

* Cette Commission est composée de MM. Mézières, *président*; Jules Roche, baron Reille, *vice-présidents*; Le Hérissé, Deloncle, Pourquery de Boisserin, *secrétaires*; Antoine Perrier (Savoie), Levet, Duval, du Breil comte de Pontbriand, Lebaudy Jules Develle, marquis de Moustier, Dujardin-Beaumetz, comte de Lanjuinais, général Riu, baron Demarçay, lieutenant-colonel Guérin, Joseph Reinach, Godefroy Cavaignac, Royer, Legludic, Guyot-Dessaigne, vicomte de Montfort, Thonion, général Iung, Étienne, Lannes de Montebello, marquis de La Ferronnays, Cornudet, Henri Brisson, Trélat, Chapuis.

(Voir le n° 678.)

accomplie au 17^e corps a montré ce que l'on pouvait attendre de la réquisition des animaux de trait pour compléter les attelages des batteries actives et fournir ceux des batteries de réserve.

Pour la cavalerie, aucune expérience semblable n'a été faite en ce qui concerne les chevaux de selle.

La valeur des réservistes de cette arme n'est pas douteuse. Convoqués, chaque année, pour compléter les régiments afin de maintenir les effectifs disponibles sur le pied de guerre, ils tiennent parfaitement leur place. Leur instruction, leur esprit de discipline servent, au contraire, d'exemple aux jeunes soldats avec lesquels ils se trouvent sous les drapeaux. Mais ils sont appelés à monter des chevaux du régiment, parfaitement habitués au service dans le rang comme au travail individuel : en arrivant à l'escadron, ils trouvent leur monture toute désignée, leur harnachement prêt, et n'ont qu'à se substituer au cavalier qui les a précédés.

Il n'en sera pas de même lorsqu'il y aura lieu de procéder à la formation d'un régiment de réserve de cavalerie. Là, il faut réunir des cavaliers venant de la réserve à des chevaux obtenus par réquisition. Sauf une partie des cadres, hier, tout appartenait à la vie civile ; tout sera, demain, voué à l'existence militaire. La formation doit être faite d'ensemble. Chaque heure est précieuse, car elle rapproche le moment où l'unité nouvelle, créée de toutes pièces, va être en état de jouer le rôle qui lui incombe dans le grand œuvre de la défense nationale.

La sollicitude de l'autorité militaire a, dès le temps de paix, réuni dans les magasins les uniformes et les harnachements, organisé les cadres, préparé le contrôle des hommes, averti chacun d'eux individuellement de sa destination, désigné les chevaux à requérir ; mais il faut qu'au moment voulu chaque cavalier, après s'être habillé et équipé lui-même, harnache sa monture, puis prenne le contact avec elle. Inspiré par ses souvenirs du régiment, il a, lui, l'esprit

militaire, mais il lui faudra former un animal qui, si bien dressé qu'il soit, n'est nullement préparé aux exigences, nouvelles pour lui, du service dans le rang.

S'il s'agissait encore de créer un escadron d'escorte ou une troupe d'éclaireurs ! Mais il faut constituer un vrai régiment appelé à manœuvrer d'ensemble.

C'est là toute une épreuve à tenter, et nul doute qu'en pareille matière il ne soit infiniment utile de faire une expérience concluante. Aussi ne saurions-nous assez féliciter M. le Ministre de la Guerre d'avoir voulu se rendre compte de ce que pourra produire une formation semblable. Le projet de loi dont votre Commission de l'armée m'a nommé rapporteur a pour but de réunir, cette année, les éléments constitutifs de deux régiments de cavalerie de réserve, organisés de la même manière qu'ils le seraient en cas de mobilisation générale, levés dans deux régions absolument différentes, de façon à ce que la race des chevaux soit la même dans chaque régiment, mais à ce que l'épreuve faite sur deux catégories tout à fait diverses d'animaux donne le critérium certain de ce que pourront dans l'ensemble du pays les corps de cavalerie de réserve.

L'essai de mobilisation n'est évidemment ici que l'accessoire : le but principal est la constatation de la valeur de ce régiment improvisé, pour ainsi dire, à l'heure de la déclaration de guerre. S'il faut donc que leur formation soit identique à celle qui est prévue pour la mobilisation générale, que les chevaux soient requis, amenés, harnachés et montés comme ils seraient en cas de guerre, il importe surtout que les délais de conduite tant à l'aller qu'au retour, soient aussi brefs que possible, que les corps soient constitués assez vite pour mettre à profit la plus grande partie de la durée nécessairement restreinte de l'opération, afin de la consacrer à l'étude de ces créations complémentaires.

Aussi votre Commission n'a-t-elle pas accepté la proposition de quelques-uns de nos collègues tendant à désigner

par un tirage au sort les régiments à mobiliser. La répartition des chevaux de selle n'est pas la même dans toutes les circonscriptions, et quelques-unes étant trop étendues, la réquisition des chevaux absorberait trop de temps. D'autres considérations devaient faire écarter certains corps d'armée. Votre Commission s'est rangée à l'avis de M. le Ministre de la Guerre et a décidé de lui laisser le soin de désigner la région où se fera l'épreuve.

Toutefois, elle a accepté, à la majorité, un amendement de M. Le Hérissé, prescrivant que la désignation ne serait rendue publique par le Ministre que dix jours à l'avance. C'est là, sans nul doute, un excellent moyen de tenir en éveil jusqu'au dernier moment l'autorité militaire sur tout le territoire. Mais les nombreux réservistes appelés seront prévenus bien tard; auront-ils le temps nécessaire pour produire leurs réclamations s'il y a lieu, ou tout au moins pour se préparer à quitter leurs foyers? Les propriétaires auront-ils un délai suffisant pour pourvoir au remplacement momentané des animaux requis, si ceux-ci sont indispensables à leurs travaux quotidiens? C'est à cause de la gêne qui en résultera pour les uns et pour les autres qu'une importante minorité, dont faisait partie le rapporteur, s'était prononcée contre l'amendement.

C'est évidemment une charge nouvelle, mais limitée comme étendue et comme durée, que cette expérience nécessaire impose aux populations. Mais, toutes les fois qu'il s'agit de la défense nationale, on peut sans crainte faire appel à leur patriotisme, et nous sommes persuadés qu'elles sauront l'accepter d'autant mieux que les mesures prescrites sauvegarderont leurs intérêts dans la limite du possible.

La dépense ne se montera, d'ailleurs, qu'à 500.000 francs, dûment compensée par une économie de même somme sur l'appel de l'infanterie territoriale, qui n'aura pas lieu cette année.

EXAMEN DES ARTICLES

Article premier.

L'article premier autorise le Ministre à procéder, en 1894, à l'appel de deux régiments de cavalerie de réserve. D'après les renseignements qui nous ont été donnés, le nombre des chevaux à appeler par régiment serait limité à 440, soit environ 96 chevaux dans le rang par escadron, ce qui est suffisant pour donner une idée exacte d'une constitution de cette unité pendant la guerre.

Art. 2.

Les régions dans lesquelles s'effectuera l'expérience, et l'époque à laquelle elle aura lieu, sont laissées à la disposition du Ministre de la Guerre.

Il est entendu que le Ministre choisira l'époque de manière à causer le moindre dommage aux habitants de la région désignée, et que la circonscription de réquisition sera comprise dans le périmètre affecté au régiment en cas de mobilisation générale.

C'est à cet article que trouve place la disposition indiquant que la désignation ne sera rendue publique que dix jours à l'avance.

Art. 3.

L'autorité militaire sera investie du droit de réquisition déterminé par la loi du 3 juillet 1887, mais les articles suivants indiquent dans quelles limites il devra s'exercer.

Art. 4.

Les chevaux ne seront requis que pour vingt-sept jours, et la réquisition ne s'appliquera, sauf la réserve relative aux moyens de transport et que prévoit l'article 6, qu'aux chevaux des catégories affectées aux régiments convoqués. De même, la réquisition sera limitée à la zone de la région du corps d'armée déterminée autour du point de réunion du régiment, contenant des ressources suffisantes pour procurer le nombre d'animaux nécessaires.

Art. 5.

Pour une durée aussi restreinte, il était absolument inutile de procéder à l'achat des animaux requis et plus tard à leur revente. En les louant au prix, que

le Ministre demande et que la Commission propose, de douze francs par jour, les intérêts de l'État et ceux des propriétaires sont parfaitement sauvegardés. Le premier ne court aucun aléa, sauf pour les accidents survenus et dont il est nécessairement responsable; les autres reçoivent une légitime indemnité pour la privation qu'ils éprouvent, tout en étant certains d'obtenir un juste dédommagement des dépréciations que les animaux auraient subies, par l'évaluation qu'en ferait la Commission prévue à l'article 46 de la loi du 3 juillet 1877.

Art. 6.

La gendarmerie doit avoir à sa disposition les moyens nécessaires pour transmettre promptement les ordres de mobilisation dans la zone indiquée. Le Ministre est autorisé à les lui procurer par voie de réquisition.

Art. 7.

Pour que l'expérience soit absolument concluante, il faut que la conduite des animaux requis, des centres de réquisition aux points de réunion des régiments, soit faite par des hommes des catégories qui, en cas de mobilisation, seraient désignées pour ce service. Il y a lieu, cependant, pour une expérience restreinte, de procéder à cette désignation, en commençant par les plus jeunes classes.

Art. 8 et 9.

Les dépenses prévues pour 500.000 francs seront inscrites à un chapitre spécial de la 1^{re} section du Budget de 1894, n° 76, intitulé : Convocation de deux régiments de cavalerie de réserve. Il sera annulé au chapitre 16 (solde de l'infanterie) une somme égale de 500.000 francs.

Telles sont, Messieurs, les observations que votre Commission de l'armée a chargé son rapporteur de vous présenter sur les articles. Le projet lui paraît en tout point mériter vos suffrages, et j'ai l'honneur, en conséquence, de vous proposer, en son nom, d'adopter les dispositions suivantes :

PROJET DE LOI

Article premier.

Le Ministre de la Guerre est autorisé à procéder, dans le courant de l'année 1894, à la formation de deux régiments de réserve de cavalerie. Cette expérience s'effectuera conformément aux dispositions spécifiées dans les articles ci-après :

Art. 2.

La désignation des régions où devra s'effectuer l'expérience et l'époque à laquelle elle devra avoir lieu sont laissées à la disposition du Ministre de la Guerre; *toutefois, le Ministre ne devra faire connaître que dix jours à l'avance les régions qu'il aura choisies.*

Art. 3.

Pendant la durée de l'expérience, l'autorité militaire se trouvera investie du droit de réquisition déterminé par la loi du 3 juillet 1877 et dans les limites indiquées aux articles 4 et 5 ci-après.

Art. 4.

La réquisition des chevaux aura une durée de vingt-sept jours.

Elle portera seulement sur les chevaux des catégories affectées aux régiments convoqués.

Les opérations de cette réquisition sont limitées aux régions de corps d'armée désignées pour l'expérience.

Elles seront également limitées, dans chacune de ces régions, à une zone qui sera déterminée par le Ministre de la

Guerre autour du point de réunion du régiment et dont les ressources devront être suffisantes pour permettre de se procurer le nombre de chevaux nécessaires.

Art. 5.

La réquisition n'entraînera pas l'acquisition des animaux requis, mais il sera payé aux propriétaires un prix journalier de location de douze francs par cheval, indépendamment des indemnités pour dépréciations qui seraient reconnues au moment de la restitution des animaux ou pour pertes survenues pendant la durée de l'expérience.

La restitution s'opérera dans les lieux de rassemblement où la réquisition aura été effectuée, par les soins des commissions mixtes prévues à l'article 46 de la loi du 3 juillet 1877. Ces commissions seront chargées d'évaluer les indemnités qui pourraient être dues pour les dépréciations ou pertes susvisées.

Si cette évaluation est acceptée, le montant de la somme fixée est payé sur-le-champ.

En cas de désaccord, la contestation est introduite et jugée comme il est dit à l'article 26 de la loi du 3 juillet 1877.

Il ne pourra être alloué d'indemnités en dehors des cas prévus par l'article 54 de la loi du 3 juillet 1877 concernant les grandes manœuvres.

Art. 6.

Indépendamment de la réquisition prévue ci-dessus, le Ministre de la Guerre est autorisé à faire réquisitionner, sur tout le territoire des régions désignées, les moyens de transport qui peuvent être nécessaires à la gendarmerie pour assurer la prompte transmission des ordres relatifs à cette expérience.

Art. 7.

Le Ministre de la Guerre est autorisé à appeler, dans les zones désignées pour la réquisition des chevaux, pour la

conduite des animaux requis, des centres de réquisition aux points de réunion des régiments et réciproquement, le nombre d'hommes qui seront nécessaires, pris parmi ceux désignés pour ce service en cas de mobilisation. L'appel de ces hommes aura lieu en commençant par ceux des classes les plus jeunes.

Art. 8.

Il est ouvert, au Ministre de la Guerre, au titre de la 1^{re} section du budget de l'exercice 1894, en addition aux crédits alloués par la loi du 26 juillet 1893, un crédit extraordinaire de cinq cent mille francs (500.000 fr.) qui sera inscrit à un chapitre spécial n° 76 sous le titre : « *Convocation de deux régiments de réserve de cavalerie* ».

Il sera pourvu à ce crédit au moyen des ressources générales du budget de l'exercice 1894.

Art. 9.

Sur les crédits ouverts au Ministre de la Guerre, au titre du chapitre 16 (*Solde de l'infanterie*) de la 1^{re} section du budget de l'exercice 1894, par la loi du 26 juillet 1893, une somme de cinq cent mille francs (500.000 fr.) est et demeure définitivement annulée.

N° 137

SÉNAT

SESSION 1894

Annexe au procès-verbal de la séance du 29 juin 1894.

PROJET DE LOI

ADOPTÉ PAR LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS

*Relatif à la formation de deux régiments de réserve
de cavalerie,*

PRÉSENTÉ, AU NOM DE

M. CASIMIR-PERIER

Président de la République française,

Par M. Charles DUPUY

Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur et des Cultes,

Par M. le Général MERCIER

Ministre de la Guerre,

Et par M. R. POINCARÉ

Ministre des Finances.

(Renvoyé à la Commission de l'Armée).

EXPOSÉ DES MOTIFS

Le Gouvernement a présenté à la Chambre des Députés, dans sa séance du 7 juin 1894, un projet de loi relatif à la formation de deux régiments de réserve de cavalerie.

(Voir les nos 678-709-713, — 6^e législ. — de la Chambre des Députés.)

La Chambre des Députés a adopté ce projet de loi avec quelques modifications, dans sa séance du 21 juin 1894, et nous avons l'honneur aujourd'hui de soumettre aux délibérations du Sénat le texte voté par la Chambre des Députés.

Le Gouvernement n'a rien à ajouter à l'exposé des motifs qui accompagnait le projet de loi déposé sur le bureau de la Chambre des Députés.

Le Président de la République française,

DÉCRÈTE :

Le projet de loi dont la teneur suit, déjà adopté par la Chambre des Députés, sera présenté au Sénat par le Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur, et par les Ministres de la Guerre et des Finances, qui sont chargés d'en exposer les motifs et d'en soutenir la discussion.

PROJET DE LOI

ARTICLE PREMIER

Le Ministre de la Guerre est autorisé à procéder, dans le courant de l'année 1894, à la formation de deux régiments de réserve de cavalerie. Cette expérience s'effectuera conformément aux dispositions spécifiées dans les articles ci-après :

ART. 2.

La désignation des régions où devra s'effectuer l'expérience et l'époque à laquelle elle devra avoir lieu sont laissées à la disposition du Ministre de la Guerre; *toutefois, le Ministre ne devra faire connaître que dix jours à l'avance les régions qu'il aura choisies.*

ART. 3.

Pendant la durée de l'expérience, l'autorité militaire se trouvera investie du droit de réquisition déterminé par la loi du 3 juillet 1877 et dans les limites indiquées aux articles 4 et 5 ci-après.

ART. 4.

La réquisition des chevaux aura une durée de vingt-sept jours.

Elle portera seulement sur les chevaux des catégories affectées aux régiments convoqués.

Les opérations de cette réquisition sont limitées aux régions de corps d'armée désignées par l'expérience.

Elles seront également limitées, dans chacune de ces régions, à une zone qui sera déterminée par le Ministre de la Guerre autour du point de réunion du régiment et dont les ressources devront être suffisantes pour permettre de se procurer le nombre de chevaux nécessaires.

La réquisition sera précédée d'un examen détaillé du cheval, fait en présence du propriétaire par le vétérinaire attaché à la commission; un procès-verbal constatera les tares ou commencement de tares dont l'animal peut être atteint.

ART. 5.

La réquisition n'entraînera pas l'acquisition des animaux requis, mais il sera payé aux propriétaires un prix journalier de location de douze francs par cheval, indépendamment des indemnités pour dépréciations qui seraient reconnues au moment de la restitution des animaux ou pour pertes survenues pendant la durée de l'expérience.

La restitution s'opérera dans les lieux de rassemblement où la réquisition aura été effectuée, par les soins des commissions mixtes prévues à l'article 46 de la loi du 3 juillet 1877. Ces commissions seront chargées d'évaluer les indemnités qui pourraient être dues pour les dépréciations ou pertes susvisées.

Si cette évaluation est acceptée, le montant de la somme fixée est payée sur-le-champ.

En cas de désaccord, la contestation est introduite et jugée comme il est dit à l'article 26 de la loi du 3 juillet 1877.

Il ne pourra être alloué d'indemnités en dehors des cas prévus par l'article 54 de la loi du 3 juillet 1877, concernant les grandes manœuvres.

ART. 6.

Indépendamment de la réquisition prévue ci-dessus, le Ministre de la Guerre est autorisé à faire réquisitionner, sur tout le territoire des régions désignées, les moyens de transport qui peuvent être nécessaires à la gendarmerie pour assurer la prompte transmission des ordres relatifs à cette expérience.

ART. 7.

Le Ministre de la Guerre est autorisé à appeler, dans les zones désignées pour la réquisition des chevaux, pour la conduite des animaux requis, des centres de réquisition aux points de réunion des régiments et réciproquement, le nombre d'hommes qui seront nécessaires, pris parmi ceux désignés pour ce service en cas de mobilisation. L'appel de ces hommes aura lieu en commençant par ceux des classes les plus jeunes.

ART. 8.

Il est ouvert au Ministre de la Guerre, au titre de la 1^{re} section du budget de l'exercice 1894, en addition aux crédits alloués par la loi du 26 juillet 1893, un crédit extraordinaire de cinq cent mille francs (500.000 fr.) qui sera inscrit à un chapitre spécial n° 76, sous le titre : « *Convocation de deux régiments de réserve de cavalerie* ».

Il sera pourvu à ce crédit au moyen des ressources générales du budget de l'exercice 1894.

ART. 9.

Sur les crédits ouverts au Ministre de la Guerre, au titre du chapitre 16 (*Solde de l'infanterie*) de la 1^{re} section du

budget de l'exercice 1894, par la loi du 26 juillet 1893, une somme de cinq cent mille francs (500.000 fr.) est et demeure définitivement annulée.

Fait à Paris, le 29 juin 1894.

Le Président de la République française,

Signé : CASIMIR-PERIER.

Par le Président de la République :

Le Président du Conseil,
Ministre de l'Intérieur et des Cultes,

Signé : Ch. DUPUY.

Le Ministre de la Guerre,

Signé : MERCIER.

Le Ministre des Finances,

Signé : R. POINCARÉ.

Projet de loi
relatif.

à la fixation de Groupes Sahariennes

N° 15

SÉNAT

SESSION EXTRAORDINAIRE 1894

Annexe au procès-verbal de la séance du 20 novembre 1894.

RAPPORT

FAIT

*Au nom de la Commission de l'Armée¹, chargée d'examiner
le projet de loi, ADOPTÉ PAR LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS,
portant création de troupes sahariennes,*

PAR M. TÉZENAS

Sénateur.

MESSIEURS,

Notre colonie algérienne, restreinte d'abord à l'occupation du littoral, a dû, par la force des choses, s'étendre de plus en plus vers le Sud.

La nécessité d'assurer la sécurité des nouveaux territoires dont nous prenons possession en avançant progressivement dans le Tell, puis dans les hauts plateaux, a entraîné

(1) Cette Commission est composée de MM. DE FREYCINET, *Président*; BERTHELOT, Général JAPY, *Vice-Présidents*; PREVET, *Secrétaire*; PEYTRAL, Alexandre LEFÈVRE, BADUEL, Général BILLOT, LACAVE-LAPLAGNE, LE ROYER, CORNIL, BERNARD, Léon LABBÉ, BARDOUX, DE VERNINAC, TÉZENAS, BENAZET, GUYOT-LAVALINE.

M. Édouard DUPRÉ, *Secrétaire-Adjoint*.

(Voir les nos 129, Sénat, session ordinaire de 1894, et 560-714, — 6^e législ. — de la Chambre des Députés.)

l'occupation par des postes avancés de zones successives qui nous ont amenés en plein Sahara.

Dans cette région, les conditions de climat, d'existence ne sont plus celles qui se sont présentées jusqu'ici.

La garde de nos avant-postes est confiée actuellement à des détachements de tirailleurs algériens et de spahis. Les indigènes qui composent ces troupes sont originaires du nord de l'Afrique et ne supportent pas beaucoup plus facilement que les Européens l'influence du climat du Sahara. Les chevaux eux-mêmes de nos spahis sont hors d'état de fournir un service durable dans un pays où le chameau seul peut servir utilement de monture et assurer les moyens de transport.

De là l'obligation d'effectuer chaque année la relève de nos avant-postes, relève qui donne lieu à de nombreuses difficultés et à des dépenses qu'il est désirable et qu'il est possible d'éviter. C'est là le but du présent projet.

Les troupes, infanterie et cavalerie, préposées à la garde, à la police de la contrée saharienne et à la protection des convois seraient composées d'indigènes originaires de la contrée même, faits par conséquent au climat, connaissant les lieux, les mœurs, les habitudes et les ressources du pays.

Elles offriraient une force de résistance que l'on ne rencontre pas à un degré suffisant dans le recrutement d'aujourd'hui.

Pour répondre aux besoins actuels, il suffirait de créer deux compagnies de tirailleurs sahariens et deux pelotons de spahis sahariens avec des cadres fortement constitués.

La substitution d'indigènes originaires du Sahara à des indigènes originaires du Tell pour des garnisons du Sahara ne saurait imposer au Trésor un surcroît de dépenses.

L'examen du projet de loi par la Commission n'a donné lieu à des objections que sur le second paragraphe de l'article 5. Aux termes de ce paragraphe, si de nouvelles formations de troupes sahariennes étaient ultérieurement

reconnues nécessaires, il y serait pourvu par des décrets du Président de la République.

Tout d'abord votre Commission était peu disposée à admettre qu'un simple décret pût, sans le concours du Parlement, modifier la constitution de nos forces militaires dont tous les détails sont réglés par des dispositions législatives. Elle était d'avis de supprimer le second paragraphe de l'article 5 ou tout au moins d'ajouter que les décrets en question ne pourraient être rendus qu'après le vote préalable de crédits spéciaux.

M. le Ministre de la Guerre, interrogé à ce sujet, a déclaré que le vote préalable de crédits spéciaux, dans l'éventualité d'ailleurs très peu probable de nouvelles formations, allait de soi ; que ni dans le Conseil des Ministres, ni dans les Commissions de l'armée et du budget de la Chambre des Députés, il n'était venu à personne l'idée qu'il pût en être autrement. Il ne verrait donc aucun inconvénient à accepter les restrictions proposées par votre Commission, si cette modification, à ses yeux sans utilité, ne nécessitait pas une nouvelle délibération de la Chambre. En tête de l'ordre du jour de cette Assemblée figurent des projets devant donner lieu à de longues discussions. D'autres projets déjà votés depuis plusieurs mois par le Sénat attendent encore leur tour ; il pourrait donc résulter un retard dont on ne peut prévoir la fin pour le présent projet qui est considéré comme urgent aussi bien par le Gouvernement que par le commandant du 19^e corps et le Gouverneur général de l'Algérie.

Après une nouvelle délibération, la majorité de votre Commission s'est rendue aux raisons invoquées par le Ministre. Elle vous propose, en conséquence, d'adopter sans modifications le projet suivant voté par la Chambre des Députés.

PROJET DE LOI

ARTICLE PREMIER.

Il est formé en Algérie des corps de troupes indigènes d'infanterie et de cavalerie montée à mehara, spécialement chargés de l'occupation et de la surveillance des régions sahariennes de la colonie.

L'infanterie est organisée en bataillons de quatre compagnies, subdivisées en quatre pelotons, portant le nom de *bataillons de tirailleurs sahariens*, et ayant chacun la composition indiquée par le tableau A, ci-annexé.

La cavalerie est organisée en escadrons de quatre pelotons, portant le nom d'*escadrons de spahis sahariens*, et ayant chacun la composition indiquée par le tableau B ci-annexé.

Les troupes d'autres armes et le personnel militaire des divers services qu'il y aura lieu d'adjoindre aux troupes sahariennes seront prélevés sur l'ensemble des corps de troupes et services de l'armée de terre.

ART. 2.

Les cadres français et indigènes des bataillons de tirailleurs sahariens sont pris dans les corps de troupes de toutes armes, où ils sont numériquement remplacés.

Ces cadres passeront dans l'arme de l'infanterie lors de leur désignation pour les bataillons dont il s'agit.

ART. 3.

Les cadres français des escadrons de spahis sahariens comprennent des militaires de toutes armes, reconnus aptes au service spécial de ces escadrons.

Ce personnel est mis hors cadres dans les armes auxquelles il appartient et remplacé numériquement.

ART. 4.

Des décrets du Président de la République, rendus sur la proposition du Ministre de la Guerre, fixent les conditions dans lesquelles sont recrutées et organisées les troupes sahariennes, ainsi que les allocations, les prestations et les avantages spéciaux de toute nature attribués aux militaires qui font partie de ces troupes ou des détachements qui peuvent leur être adjoints.

L'uniforme des troupes sahariennes est déterminé par décision du Ministre de la Guerre.

Les sous-officiers, caporaux ou brigadiers et soldats français de ces troupes peuvent être autorisés à contracter, au titre des troupes sahariennes, des rengagements successifs, dans les mêmes conditions que les militaires des troupes coloniales et donnant droit aux mêmes avantages que ceux attribués, dans les colonies, aux militaires de ces dernières troupes, pour des rengagements de même durée.

Les soldats des corps permanents d'Afrique ou de l'intérieur, justifiant de la connaissance pratique de la langue arabe, peuvent être autorisés, au bout de leur première année de service, à contracter des rengagements de deux, trois ou quatre ans, au titre des troupes sahariennes. Ces rengagements donnent droit à des primes et des hautes payes spéciales.

ART. 5.

Il sera procédé progressivement, suivant les nécessités du service et les ressources du recrutement, à la formation du 1^{er} bataillon de tirailleurs et du 1^{er} escadron de spahis sahariens.

Les autres bataillons et les autres escadrons, dont la formation sera ultérieurement reconnue nécessaire, seront créés en vertu de décrets du Président de la République, sur la proposition du Ministre de la Guerre.

ART. 6.

Toutes les dispositions contraires à la présente loi, en ce qui concerne les avantages attribués aux troupes sahariennes, sont et demeurent abrogées.

NOTA. — Les tableaux A et B ont été annexés au projet de loi n° 129 de la session ordinaire 1894.

N° 129

SÉNAT

SESSION 1894

Annexe au procès-verbal de la séance du 21 juin 1894.

PROJET DE LOI

ADOPTÉ PAR LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS

Portant création de troupes sahariennes,

PRÉSENTÉ, AU NOM DE

M. CARNOT

Président de la République française,

Par M. le Général MERCIER

Ministre de la Guerre.

(Renvoyé à la Commission de l'Armée).

EXPOSÉ DES MOTIFS

Le Gouvernement a présenté à la Chambre des Députés, dans sa séance du 24 avril 1894, un projet de loi portant création de troupes sahariennes.

La Chambre des Députés a adopté ce projet de loi dans sa séance du 19 juin 1894, et nous avons l'honneur de le soumettre aujourd'hui aux délibérations du Sénat.

Le Gouvernement n'a rien à ajouter à l'exposé des mo-

(Voir les nos 560-714, — 6^e législ. — de la Chambre des Députés.)

tifs qui accompagnait le projet de loi déposé sur le bureau de la Chambre des Députés.

Le Président de la République française,

DÉCRÈTE :

Le projet de loi dont la teneur suit sera présenté au Sénat par le Ministre de la Guerre, chargé d'en exposer les motifs et d'en soutenir la discussion.

PROJET DE LOI

ARTICLE PREMIER.

Il est formé en Algérie des corps de troupes indigènes d'infanterie et de cavalerie montée à mehara, spécialement chargés de l'occupation et de la surveillance des régions sahariennes de la colonie.

L'infanterie est organisée en bataillons de quatre compagnies, subdivisées en quatre pelotons, portant le nom de *bataillons de tirailleurs sahariens*, et ayant chacun la composition indiquée par le tableau A, ci-annexé.

La cavalerie est organisée en escadrons de quatre pelotons, portant le nom d'*escadrons de spahis sahariens*, et ayant chacun la composition indiquée par le tableau B ci-annexé.

Les troupes d'autres armes et le personnel militaire des divers services qu'il y aura lieu d'adjoindre aux troupes sahariennes seront prélevés sur l'ensemble des corps de troupes et services de l'armée de terre.

ART. 2.

Les cadres français et indigènes des bataillons de tirailleurs sahariens sont pris dans les corps de troupes de toutes armes, où ils sont numériquement remplacés.

Ces cadres passeront dans l'arme de l'infanterie lors de leur désignation pour les bataillons dont il s'agit.

ART. 3.

Les cadres français des escadrons de spahis sahariens comprennent des militaires de toutes armes, reconnus aptes au service spécial de ces escadrons.

Ce personnel est mis hors cadres dans les armes auxquelles il appartient et remplacé numériquement.

ART. 4.

Des décrets du Président de la République, rendus sur la proposition du Ministre de la Guerre, fixent les conditions dans lesquelles sont recrutées et organisées les troupes sahariennes, ainsi que les allocations, les prestations et les avantages spéciaux de toute nature attribués aux militaires qui font partie de ces troupes ou des détachements qui peuvent leur être adjoints.

L'uniforme des troupes sahariennes est déterminé par décision du Ministre de la Guerre.

Les sous-officiers, caporaux ou brigadiers et soldats français de ces troupes peuvent être autorisés à contracter, au titre des troupes sahariennes, des rengagements successifs, dans les mêmes conditions que les militaires des troupes coloniales et donnant droit aux mêmes avantages que ceux attribués, dans les colonies, aux militaires de ces dernières troupes, pour des rengagements de même durée.

Les soldats des corps permanents d'Afrique ou de l'intérieur, justifiant de la connaissance pratique de la langue arabe, peuvent être autorisés, au bout de leur première année de service, à contracter des rengagements de deux, trois ou quatre ans, au titre des troupes sahariennes. Ces rengagements donnent droit à des primes et des hautes payes spéciales.

ART. 5.

Il sera procédé progressivement, suivant les nécessités du service et les ressources du recrutement, à la formation du 1^{er} bataillon de tirailleurs et du 1^{er} escadron de spahis sahariens.

Les autres bataillons et les autres escadrons, dont la formation sera ultérieurement reconnue nécessaire, seront créés en vertu de décrets du Président de la République, sur la proposition du Ministre de la Guerre.

ART. 6.

Toutes les dispositions contraires à la présente loi, en ce qui concerne les avantages attribués aux troupes sahariennes, sont et demeurent abrogées.

Fait à Paris, le 21 juin 1894.

Le Président de la République française,

Signé : CARNOT.

Par le Président de la République :

Le Ministre de la Guerre :

Signé : A. MERCIER.

ANNEXES

TABLEAU A

Composition d'un bataillon de tirailleurs sahariens.

COMPOSITION		Français.	Indigènes.	Chevaux.	OBSERVATIONS	
État-major.	Officier supérieur commandant.....	1	»	2	NOTA. — Chaque bataillon assure avec ses ressources le service médical des escadrons de spahis sahariens et des autres troupes stationnées dans la même région.	
	Capitaine-major.....	1	»	1		
	Capitaine adjudant-major.....	1	»	2		
	Lieutenant-trésorier.....	1	»	»		
	Officier d'habillement (lieutenant ou sous-lieutenant).....	1	»	»		
	Médecin-major de 1 ^{re} ou 2 ^e classe.....	1	»	2		
Total de l'état-major.. . . .		6	»	7		
Petit état-major.	Adjudant.....	1	»	»		
	Sous-officier clairon.....	1	»	»		
	Chef armurier.....	1	»	»		
Section hors-rang.	Sergent-major vaguemestre.....	1	»	»		
	Sergents..	1 ^{er} secrétaire du trésorier..	1	»	»	
		Garde-magasin d'habillement.....	1	»	»	
		Fourrier.....	1	»	»	
	Caporaux.	2 ^e secrétaire du trésorier ..	1	»	»	
		Conducteur des équipages.	1	»	»	
		1 ^{er} ouvrier tailleur.....	1	»	»	
		1 ^{er} ouvrier cordonnier.....	1	»	»	
		Armurier.....	1	»	»	
		Infirmier.....	1	»	»	
	Soldats ...	Secrétaire du commandant du bataillon.....	1	»	»	
		Secrétaire de l'officier d'habillement.....	1	»	»	
		Secrétaire du capitaine-major.....	1	»	»	
		Ouvriers armuriers.....	2	»	»	
		Ouvrier tailleur.....	1	»	»	
		Ouvrier cordonnier.....	1	»	»	
		Conducteurs des équipages.	»	(A)	»	(A) Chiffre variable suivant les nécessités du service.
Ordonnances des officiers de l'état-major.....		6	»	»		
Infirmiers.....		2	»	»		
Total du petit état-major et de la section hors rang.....		28	»	»		

(A) Chiffre variable suivant les nécessités du service.

COMPOSITION		Français.	Indigènes.	Chevaux.	OBSERVATIONS	
UNE COMPAGNIE						
Officiers ...	{	Capitaine.....	1	»	2	La compagnie se divise en 4 pelotons, comprenant chacun : 2 lieutenants ou sous-lieutenants dont 1 français et 1 indigène. 4 sergents dont 2 français et 2 indigènes. 4 caporaux dont 2 français et 2 indigènes. 1 clairon et 1 élève clairon français ou indigènes. 1 soldat ordonnance français. 4 soldats français élèves caporaux. 47 ou 48 soldats indigènes.
		Lieutenants ou sous-lieutenants.....	4	4	»	
		Médecin aide-major.....	1	»	1	
		Total des officiers.....	6	4	3	
Sous-officiers	{	Adjudant.....	1	»	»	Chaque peloton se subdivise en 2 sections comprenant chacune : 1 lieutenant ou sous-lieutenant français ou indigène. 2 sergents dont 1 français et 1 indigène. 2 caporaux dont 1 français et 1 indigène. 1 clairon ou élève clairon. 2 soldats français élèves caporaux. 23 ou 24 soldats indigènes.
		Sergent-major.....	1	»	»	
		Sergent-fourrier.....	1	»	»	
		Sergents.....	8	8	»	
Caporaux ..	{	Caporal clairon.....	1	»	»	Chaque section se subdivise en 2 escouades comprenant chacune : 1 caporal français ou indigène. 1 soldat français élève caporal. 12 ou 13 soldats indigènes.
		Caporal-fourrier.....	1	»	»	
		Caporaux.....	8	8	»	
		Soldats	{	Élèves caporaux.....	16	
Clairons.....	2			2	»	
Élèves clairons.....	2			2	»	
Sapeurs porteurs d'outils.....	2			2	»	
Ouvriers tailleurs.....	1			1	»	
Ouvriers cordonniers.....	1			1	»	
Infirmiers.....	2			2	»	
Ordonnances des officiers français.....	6			»	»	
Soldats dans le rang.....	»	190	»			
Total de la troupe.....		53	216	»		
Trois autres compagnies.....	{	Officiers.....	18	12	9	
		Troupe.....	159	648	»	
Total général du bataillon...	{	Officiers.....	50	16	19	
		Troupe.....	240	864	»	

TABLEAU B

Composition d'un escadron de spahis sahariens.

COMPOSITION		Français.	Indigènes.	Mehara.	OBSERVATIONS
Officiers ...	Capitaine commandant.....	1	»	3	Le service médical est assuré par le bataillon de tirailleurs sahariens stationné le plus à proximité.
	Capitaine en second.....	1	»	3	
	Lieutenants ou sous-lieutenants.....	4	»	12	
	Vétérinaire en 2° ou aide-vétérinaire..	1	»	3	
Total des officiers.....		7	»	21	
Sous-officiers.	Adjudant.....	1	»	3	
	Maréchal des logis chef.....	1	»	3	
	Maréchal des logis fourrier.....	1	»	3	
	Maréchaux des logis.....	8	»	24	
Brigadiers.	Brigadier-fourrier.....	1	»	2	
	Brigadiers.....	8	»	16	
	Chefs de groupe.....	»	16	32	
Soldats des cadres.	Élèves brigadiers.....	8	»	16	
	Trompettes.....	2	»	4	
	Élèves trompettes.....	2	»	4	
	Cavaliers ordonnances.....	7	»	»	
	Armurier.....	1	»	»	
	Sellier.....	1	1	»	
	Tailleur.....	1	1	»	
	Bottier.....	1	1	»	
	Cavaliers indigènes dans le rang.....	»	125	250	
Total de la troupe.....		43	144	357	
Total général.....		50	144	378	
		194		378	

NOTA. — L'escadron se fractionne en quatre pelotons comprenant chacun :	Lieutenant ou sous-lieutenant.....	1	1 officier et 45 hommes de troupe.
	Maréchaux des logis.....	2	
	Brigadiers.....	2	
	Élèves brigadiers.....	2	
	Chefs de groupe indigènes.....	4	
	Trompette ou élève trompette.....	1	
	Cavalier ordonnance.....	1	
	Cavalier ouvrier français.....	1	
Chaque peloton se fractionne en quatre groupes comprenant chacun :	Cavaliers indigènes.....	32	11 hommes.
	Sous-officier ou brigadier.....	1	
	Chef de groupe indigène.....	1	
	Cavalier ouvrier français ou élève brigadier... Cavaliers indigènes.....	1 8	

36957

N° 714

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

SIXIÈME LÉGISLATURE

SESSION DE 1894

Annexe au procès-verbal de la séance du 14 juin 1894.

RAPPORT

FAIT

AU NOM DE LA COMMISSION DE L'ARMÉE* CHARGÉE D'EXAMINER
LE PROJET DE LOI *portant création de troupes saha-*
riennes,

PAR M. EUGÈNE ÉTIENNE,

Député.

Messieurs,

Le Gouvernement poursuit avec une louable et prudente activité l'établissement de notre autorité dans les régions du sud de l'Algérie.

Avertie par les événements qui se sont produits au len-

* Cette Commission est composée de MM. Mézières, *président*; Jules Roche, baron Reille, *vice-présidents*; Le Hérissé, Deloncle, Pourquery de Boisserin, *secrétaires*; Antoine Perrier (Savoie), Levet, Duval, du Breil comte de Pontbriand, Lebaudy, Jules Develle, marquis de Moustier, Dujardin-Beaumetz, comte de Lanjuinais, général Riu, baron Demarçay, lieutenant-colonel Guérin, Joseph Reinach, Godefroy Cavaignac, Royer, Legludic, Guyot-Dessaigne, vicomte de Montfort, Thonion, général Iung, Étienne, Lannes de Montebello, marquis de La Ferronnays, Cornudet, Henri Brisson, Trélat, Chapuis.

(Voir le n° 560.)

demain des événements de 1870, aussi bien dans l'Aurès que dans la Kabylie, mise en éveil par l'insurrection qui a inopinément éclaté en 1881 dans le Sud oranais, la France a compris que, pour mettre en sécurité les territoires du Tell et des Hauts-Plateaux de l'Algérie, elle devait faire pénétrer son influence dans ces immenses plaines du Sahara que la conquête de l'Afrique du Nord a placées sans conteste sous sa domination.

C'est ainsi que tout d'abord les chemins de fer de Batna à Biskra, dans l'est, de Krafallah à Aïn-Sefra, dans l'ouest, ont été construits; que l'occupation d'El-Goléah et du M'zab a été effectuée, et que au cours de ces dernières années nous avons établi, au sud d'Aïn-Sefra et au sud d'El-Goléah, des postes avancés qui nous rapprochent chaque jour des oasis du Touat, du Gourara et du Tidikelt. Jusqu'à ce jour, la garde de ces régions était confiée à des détachements prélevés sur les régiments actuels de tirailleurs algériens et de spahis; mais l'expérience a démontrée que ces troupes, recrutées dans le Tell, n'étaient pas organisées en vue du service spécial et exceptionnel qu'elles doivent accomplir; que dès lors l'autorité supérieure se trouve dans l'obligation de les relever tous les ans. Cette relève annuelle présente des difficultés de toutes sortes et occasionne des dépenses fort onéreuses pour l'État.

M. le Ministre de la Guerre a pensé qu'il serait possible de parer aux inconvénients que nous venons de signaler en organisant une force militaire recrutée dans la région même et qui répondrait au double objectif suivant:

1° L'occupation et la garde de nos postes par un élément fixe et possédant une certaine force de résistance;

2° La liaison de nos postes entre eux, le service des reconnaissances, la police de la contrée, la protection des convois, assurés par une force mobile.

Les troupes qui réunissent les meilleures conditions pour ce double service sont :

1° Un corps d'infanterie composé d'hommes originaires de la région à occuper ;

2° Un corps de cavalerie, sorte de maghzen militaire, organisé, recruté parmi les grands nomades du Sud et monté au moyen de meharas.

A ces troupes en résidence permanente dans les régions sahariennes, il y aura lieu d'adjoindre, le cas échéant, des détachements de troupes d'autres armes, et le personnel des divers services reconnus nécessaires pour assurer le fonctionnement de la nouvelle organisation.

Les troupes d'infanterie dont la création est proposée seront organisées en compagnies et réunies en bataillons.

Celles de cavalerie, montées à mehara, seront organisées en pelotons et réunies en escadrons.

La réunion en bataillons et escadrons aura lieu dès que cela sera jugé nécessaire pour les besoins du service.

En vue de répondre aux besoins actuels, il suffira de créer pour le moment :

Deux compagnies de tirailleurs sahariens et deux pelotons de spahis sahariens.

Cette première création n'entraînera aucune dépense pour le Trésor, l'administration de la guerre se proposant de la couvrir par des économies correspondantes.

Si la politique, dans le sud de l'Algérie, le rendait nécessaire, des formations complémentaires seraient constituées par décret; dans ce cas, à défaut de nouvelles économies, des crédits spéciaux seraient demandés au préalable.

Dans la fixation des effectifs, il a été tenu compte de la nécessité de donner une grande solidité aux cadres et d'assurer des moyens hospitaliers suffisants à des troupes destinées à agir isolément.

Des décrets et des instructions ministérielles régleront toutes les questions de détail, concernant le recrutement, la solde l'habillement et l'organisation des troupes sahariennes.

Telles sont les bases de l'organisation du présent projet de loi.

Cette organisation permettra d'assurer, plus promptement et avec moins de sacrifices, l'action de l'autorité du Gouvernement. Elle fera disparaître les inconvénients de la relève annuelle et épargnera aux troupes actuelles de la colonie une partie des souffrances et des fatigues qu'elles endurent dans les régions sahariennes.

En conséquence, votre Commission a l'honneur de vous prier de vouloir bien adopter le projet de loi suivant :

PROJET DE LOI

Article premier.

Il est formé en Algérie des corps de troupes indigènes d'infanterie et de cavalerie montée à mehara, spécialement chargés de l'occupation et de la surveillance des régions sahariennes de la colonie.

L'infanterie est organisée en bataillons de quatre compagnies, subdivisées en quatre pelotons, portant le nom de *bataillons de tirailleurs sahariens*, et ayant chacun la composition indiquée par le tableau A, ci-annexé.

La cavalerie est organisée en escadrons de quatre pelotons portant le nom d'*escadrons de spahis sahariens*, et ayant chacun la composition indiquée par le tableau B, ci-annexé.

Les troupes d'autres armes et le personnel militaire des divers services qu'il y aura lieu d'adjoindre aux troupes sahariennes seront prélevés sur l'ensemble des corps de troupes et services de l'armée de terre.

Art. 2.

Les cadres français et indigènes des bataillons de tirailleurs sahariens sont pris dans les corps de troupes de toutes armes, où ils sont numériquement remplacés.

Ces cadres passeront dans l'arme de l'infanterie lors de leur désignation pour les bataillons dont il s'agit.

Art. 3.

Les cadres français des escadrons de spahis sahariens comprennent des militaires de toutes armes, reconnus aptes au service spécial de ces escadrons.

Ce personnel est mis hors cadres dans les armes auxquelles il appartient et remplacé numériquement.

Art. 4.

Des décrets du Président de la République, rendus sur la proposition du Ministre de la Guerre, fixent les conditions dans lesquelles sont recrutées et organisées les troupes sahariennes, ainsi que les allocations, les prestations et les avantages spéciaux de toute nature attribués aux militaires qui font partie de ces troupes ou des détachements qui peuvent leur être adjoints.

L'uniforme des troupes sahariennes est déterminé par décision du Ministre de la Guerre.

Les sous-officiers, caporaux ou brigadiers et soldats français de ces troupes peuvent être autorisés à contracter, au titre des troupes sahariennes, des rengagements successifs, dans les mêmes conditions que les militaires des troupes coloniales et donnant droit aux mêmes avantages que ceux attribués, dans les colonies, aux militaires de ces dernières troupes, pour des rengagements de même durée.

Les soldats des corps permanents d'Afrique ou de l'intérieur, justifiant de la connaissance pratique de la langue

arabe, peuvent être autorisés, au bout de leur première année de service, à contracter des rengagements de deux, trois ou quatre ans, au titre des troupes sahariennes. Ces rengagements donnent droit à des primes et des hautes payes spéciales.

Art. 5.

Il sera procédé progressivement, suivant les nécessités du service et des ressources du recrutement, à la formation du 1^{er} bataillon de tirailleurs et du 1^{er} escadron de spahis sahariens.

Les autres bataillons et les autres escadrons, dont la formation sera ultérieurement reconnue nécessaire, seront créés en vertu de décrets du Président de la République, sur la proposition du Ministre de la Guerre.

Art. 6.

Toutes les dispositions contraires à la présente loi, en ce qui concerne les avantages attribués aux troupes sahariennes, sont et demeurent abrogées.

N° 560
CHAMBRE DES DÉPUTÉS

SIXIÈME LÉGISLATURE
SESSION DE 1894

Annexe au procès-verbal de la séance du 24 avril 1894.

PROJET DE LOI

portant création de troupes sahariennes,

(Renvoyé à la Commission de l'armée.)

PRÉSENTÉ,

AU NOM DE M. CARNOT,

Président de la République française,

PAR M. le général MERCIER,

Ministre de la Guerre.

EXPOSÉ DES MOTIFS

Messieurs,

L'obligation d'assurer la police et la sûreté des régions du sud de l'Algérie a conduit à l'occupation permanente de postes situés en plein Sahara, à de très grandes distances du Tell et très éloignés les uns des autres.

L'occupation de ces postes par des détachements prélevés sur les régiments actuels de tirailleurs algériens et de spahis

présente, et présentera dans l'avenir, des inconvénients de plus en plus sérieux.

Tout d'abord, les troupes actuellement chargées de l'occupation et de la surveillance des régions sahariennes ne sont pas organisées en vue du service spécial qu'elles ont à faire, ni en vue du service exceptionnel qu'elles ont à supporter ; on est, par suite, dans l'obligation de les relever tous les ans.

Cette relève annuelle présente des difficultés de toutes sortes et occasionne des dépenses fort onéreuses pour l'État.

Enfin, le service spécial qui incombe aux troupes stationnées dans les régions sahariennes exige la connaissance aussi complète que possible du pays et des mœurs des habitants, connaissance que les indigènes du Tell ne possèdent pas à un degré suffisant.

Ces inconvénients disparaîtraient, si la surveillance et l'occupation des régions sahariennes étaient confiées à des troupes spéciales, y résidant en permanence et dont le recrutement serait assuré au moyen d'indigènes de la région qui, par leur tempérament, leurs habitudes et leur connaissance du pays, échappent aux causes d'affaiblissement affectant les Européens et les indigènes originaires du Tell.

La création nouvelle devrait répondre à un double but :

1° L'occupation et la garde de nos postes par un élément fixe et possédant une certaine force de résistance ;

2° La liaison de ces postes entre eux, le service des reconnaissances, la police de la contrée, la protection des convois, assurés par une force mobile.

Les troupes qui réunissent les meilleures conditions pour ce double service sont :

1° Un corps d'infanterie composé d'hommes originaires de la région à occuper ;

2° Un corps de cavalerie, sorte de maghzen militairement

organisé, recruté parmi les grands nomades du Sud et monté au moyen de mehara.

A ces troupes en résidence permanente dans les régions sahariennes, il y aura lieu d'adjoindre, le cas échéant, des détachements de troupes d'autres armes, et le personnel des divers services reconnus nécessaires pour assurer le fonctionnement de la nouvelle organisation.

Les troupes d'infanterie dont la création est proposée seront organisées en compagnies et réunies en bataillons.

Celles de cavalerie montées à mehara seront organisées en pelotons et réunies en escadrons.

La réunion en bataillons et escadrons aura lieu dès que cela sera jugé nécessaire pour les besoins du service.

En vue de répondre aux besoins actuels, il suffira de créer pour le moment :

Deux compagnies de tirailleurs sahariens et deux pelotons de spahis sahariens.

Cette première création n'entraînera aucune dépense pour le Trésor, l'administration de la guerre se proposant de la couvrir par des économies correspondantes.

Si la politique dans le sud de l'Algérie le rendait nécessaire, des formations complémentaires seraient constituées par décret; dans ce cas, à défaut de nouvelles économies, des crédits spéciaux seraient demandés au préalable.

Les tableaux A et B joints au présent projet de loi font connaître la composition détaillée des nouvelles unités.

Dans la fixation des effectifs, il a été tenu compte de la nécessité de donner une grande solidité aux cadres et d'assurer des moyens hospitaliers suffisants à des troupes destinées à agir isolément.

Des décrets et des instructions ministérielles régleront toutes les questions de détail, concernant le recrutement, la solde, l'habillement et l'organisation des troupes sahariennes.

Telles sont les bases de l'organisation du présent projet de loi.

Cette organisation permettra d'assurer, plus promptement et avec moins de sacrifices, l'action de l'autorité du Gouvernement. Elle fera disparaître les inconvénients de la relève annuelle et épargnera aux troupes actuelles de la colonie une partie des souffrances et des fatigues qu'elles endurent dans les régions sahariennes.

PROJET DE LOI

Le Président de la République française

Décète :

Le projet de loi dont la teneur suit sera présenté à la Chambre des Députés par le Ministre de la Guerre, qui est chargé d'en exposer les motifs et d'en soutenir la discussion :

Article premier.

Il est formé en Algérie des corps de troupes indigènes d'infanterie et de cavalerie montée à mehara, spécialement chargés de l'occupation et de la surveillance des régions sahariennes de la colonie.

L'infanterie est organisée en bataillons de quatre compagnies, subdivisées en quatre pelotons, portant le nom de *bataillons de tirailleurs sahariens*, et ayant chacun la composition indiquée par le tableau A, ci-annexé.

La cavalerie est organisée en escadrons de quatre pelotons portant le nom d'*escadrons de spahis sahariens*, et ayant chacun la composition indiquée par le tableau B, ci-annexé.

Les troupes d'autres armes et le personnel militaire des divers services qu'il y aura lieu d'adjoindre aux troupes sahariennes, seront prélevés sur l'ensemble des corps de troupes et services de l'armée de terre.

Art. 2.

Les cadres français et indigènes des bataillons de tirailleurs sahariens sont pris dans les corps de troupes de toutes armes, où ils sont numériquement remplacés.

Ces cadres passeront dans l'arme de l'infanterie lors de leur désignation pour les bataillons dont il s'agit.

Art. 3.

Les cadres français des escadrons de spahis sahariens comprennent des militaires de toutes armes, reconnus aptes au service spécial de ces escadrons.

Ce personnel est mis hors cadres dans les armes auxquelles il appartient et remplacé numériquement.

Art. 4.

Des décrets du Président de la République, rendus sur la proposition du Ministre de la Guerre, fixent les conditions dans lesquelles sont recrutées et organisées les troupes sahariennes, ainsi que les allocations, les prestations et les avantages spéciaux de toute nature attribués aux militaires qui font partie de ces troupes ou des détachements qui peuvent leur être adjoints.

L'uniforme des troupes sahariennes est déterminé par décision du Ministre de la Guerre.

Les sous-officiers, caporaux ou brigadiers et soldats français de ces troupes peuvent être autorisés à contracter, au titre des troupes sahariennes, des rengagements successifs, dans les mêmes conditions que les militaires des troupes coloniales et donnant droit aux mêmes avantages que ceux attribués, dans les colonies, aux militaires de ces dernières troupes, pour des rengagements de même durée.

Les soldats des corps permanents d'Afrique ou de l'intérieur, justifiant de la connaissance pratique de la langue arabe, peuvent être autorisés, au bout de leur première année

de service, à contracter des rengagements de deux, trois ou quatre ans, au titre des troupes sahariennes. Ces rengagements donnent droit à des primes et des hautes payes spéciales.

Art. 5.

Il sera procédé progressivement, suivant les nécessités du service et les ressources du recrutement, à la formation du 1^{er} bataillon de tirailleurs et du 1^{er} escadron de spahis sahariens.

Les autres bataillons et les autres escadrons, dont la formation sera ultérieurement reconnue nécessaire, seront créés en vertu de décrets du Président de la République, sur la proposition du Ministre de la Guerre. *sur la limite de*

Art. 6.

Toutes les dispositions contraires à la présente loi, en ce qui concerne les avantages attribués aux troupes sahariennes, sont et demeurent abrogées.

Fait à Paris, le 24 avril 1894.

Le Président de la République française,

Signé : CARNOT.

Par le Président de la République :

Le Ministre de la Guerre,

Signé : A. MERCIER.

ANNEXES

TABLEAU A

Composition d'un bataillon de tirailleurs sahariens.

COMPOSITION.		Français.	Indigènes.	Chevaux.	OBSERVATIONS.
État-major.	Officier supérieur commandant.	1	»	2	NOTA. — Chaque bataillon assure avec ses ressources le service médical des escadrons de spahis sahariens et des autres troupes stationnées dans la même région.
	Capitaine-major	1	»	1	
	Capitaine adjudant-major	1	»	2	
	Lieutenant-trésorier	1	»	»	
	Officier d'habillement (lieutenant ou sous-lieutenant)	1	»	»	
	Médecin-major de 1 ^{re} ou 2 ^e classe.	1	»	2	
Total de l'état-major.....		6	»	7	
Petit état-major.	Adjudant.....	1	»	»	
	Sous-officier clairon	1	»	»	
	Chef armurier.....	1	»	»	
Section hors rang.	Sergent-major vaguemestre	1	»	»	
	Sergents.	1 ^{er} secrétaire du trésorier.....	1	»	»
		Garde - magasin de l'habillement	1	»	»
		Fourrier	1	»	»
	Caporaux	2 ^e secrétaire du trésorier.....	1	»	»
		Conducteur des équipages	1	»	»
		1 ^{er} ouvrier tailleur..	1	»	»
		1 ^{er} ouvrier cordonnier.....	1	»	»
		Armurier.....	1	»	»
		Infirmier.....	1	»	»
	Soldats.	Secrétaire du commandant du bataillon	1	»	»
		Secrétaire de l'officier d'habillement.	1	»	»
		Secrétaire du capitaine-major.....	1	»	»
		Ouvriers armuriers..	2	»	»
		Ouvrier tailleur.....	1	»	»
		Ouvrier cordonnier.	1	»	»
		Conducteurs des équipages	»	(A)	»
		Ordonnances des officiers de l'état-major.....	6	»	»
		Infirmiers	2	»	»
	Total du petit état-major et de la section hors rang		28	(A)	»

(A) Chiffre variable suivant les nécessités du service.

COMPOSITION.		Français.	Indigènes.	Chevaux.	OBSERVATIONS.
UNE COMPAGNIE					
Officiers	{ Capitaine.....	1	»	2	
	{ Lieutenants ou sous-lieutenants.	4	4	»	
	{ Médecin aide-major.....	1	»	1	
	Total des officiers.....	6	4	3	La compagnie se divise en 4 pelotons, comprenant chacun : 2 lieutenants ou sous-lieutenants dont 1 français et 1 indigène. 4 sergents dont 2 français et 2 indigènes. 4 caporaux — — — — — 1 clairon et 1 élève clairon français ou indigènes. 1 soldat ordonnance, français. 4 soldats français élèves caporaux. 47 ou 48 soldats indigènes.
Sous-officiers	{ Adjudant.....	1	»	»	
	{ Sergent-major.....	1	»	»	
	{ Sergent-fourrier.....	1	»	»	
	{ Sergents.....	8	8	»	Chaque peloton se subdivise en 2 sections comprenant chacune : 1 lieutenant ou sous-lieutenant français ou indigène. 2 sergents dont 1 français et 1 indigène. 2 caporaux — — — — — 1 clairon ou élève clairon. 2 soldats français élèves caporaux. 23 ou 24 soldats indigènes.
Caporaux	{ Caporal clairon.....	1	»	»	
	{ Caporal-fourrier.....	1	»	»	
	{ Caporaux.....	8	8	»	
Soldats	{ Élèves caporaux.....	16	»	»	Chaque section se subdivise en 2 escouades, comprenant chacune ; 1 caporal français ou indigène. 1 soldat français élève caporal. 12 ou 13 soldats indigènes.
	{ Clairons.....	2	2	»	
	{ Élèves clairons.....	2	2	»	
	{ Sapeurs porteurs d'outils.....	2	2	»	
	{ Ouvriers tailleurs.....	1	1	»	
	{ Ouvriers cordonniers.....	1	1	»	
	{ Infirmiers.....	2	2	»	
	{ Ordonnances des officiers français.....	6	»	»	
	{ Soldats dans le rang.....	»	190	»	
Total de la troupe.....		53	216	»	
<hr/>					
Trois autres compagnies	{ Officiers....	18	12	9	
	{ Troupe.....	159	648	»	
<hr/>					
Total général du bataillon	{ Officiers....	50	16	19	
	{ Troupe.....	240	864	»	

TABLEAU B

Composition d'un escadron de spahis sahariens.

COMPOSITION.		Français.	Indigènes.	Mehara.	OBSERVATIONS.
Officiers	Capitaine commandant.....	1	»	3	Le service médical est assuré par le bataillon de tirailleurs sahariens stationné le plus à proximité.
	Capitaine en second	1	»	3	
	Lieutenants ou sous-lieutenants.	4	»	12	
	Vétérinaire en 2 ^e ou aide-vétérinaire	1	»	3	
	Total des officiers.....	7	»	21	
Sous-officiers	Adjudant	1	»	3	
	Maréchal des logis chef.....	1	»	3	
	Maréchal des logis fourrier	1	»	3	
	Maréchaux des logis.....	8	»	24	
Brigadiers	Brigadier-fourrier.....	1	»	2	
	Brigadiers	8	»	16	
	Chefs de groupe.....	»	16	32	
Soldats des cadres.	Élèves brigadiers.....	8	»	16	
	Trompettes.....	2	»	4	
	Élèves trompettes	2	»	4	
	Cavaliers ordonnances	7	»	»	
	Cavaliers ouvriers.	Armurier.....	1	»	
		Sellier	1	»	
		Tailleur.....	1	»	
		Bottier.....	1	»	
	Cavaliers indigènes dans le rang.	»	125	250	
	Total de la troupe.....	43	144	357	
Total général.....		50	144	378	
		194		378	

NOTA. — L'escadron se fractionne en quatre pelotons comprenant chacun :

Lieutenants ou sous-lieutenants	1	1 officier et 45 hommes de troupe.
Maréchaux des logis	2	
Brigadiers	2	
Élèves brigadiers.....	2	
Chefs de groupe indigènes	4	
Trompette ou élève trompette.....	1	11 hommes.
Cavalier ordonnance.....	1	
Cavalier ouvrier français.....	1	
Cavaliers indigènes.....	32	
Sous-officier ou brigadier	1	
Chef de groupe indigène.....	1	
Cavalier ouvrier français ou élève brigadier.....	1	
Cavaliers indigènes.....	8	

Chaque peloton se fractionne en quatre groupes comprenant chacun :

P. de L.

relatif.

aux figures Voyageurs

N° 34

SÉNAT

SESSION EXTRAORDINAIRE 1894

Annexe au procès-verbal de la séance du 30 novembre 1894.

RAPPORT SUPPLÉMENTAIRE

FAIT

*Au nom de la Commission de l'Armée¹, chargée d'examiner
le projet de loi, ADOPTÉ PAR LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS,
relatif aux pigeons voyageurs,*

PAR M. TÉZENAS

Sénateur.

MESSIEURS,

L'examen du projet de loi relatif aux pigeons voyageurs, adopté par la Chambre des Députés, a donné lieu à quelques critiques. Néanmoins ce projet ayant été voté d'accord avec le Gouvernement et sans débats, aucunes objections n'ayant été faites à la substitution d'un nouveau texte au texte pri-

(1) Cette Commission est composée de MM. DE FREYCINET, *Président*; BERTHELOT, Général JAPY, *Vice-Présidents*; PREVET, *Secrétaire*; PEYTRAL, Alexandre LEFÈVRE, BADUEL, Général BILLOT, LACAVE-LAPLAGNE, LE ROYER, CORNIL, BERNARD, Léon LABBÉ, BARDOUX, DE VERNINAC, TÉZENAS, BENAZET, GUYOT-LAVALINE.

M. Édouard DUPRÉ, *Secrétaire-Adjoint*.

(Voir les n°s 165, Sénat, session ordinaire de 1894; 14, session extraordinaire 1894, et 253-732, — 6^e législ. — de la Chambre des Députés.)

mitif émanant du Ministre de la Guerre, la majorité de votre Commission avait eu d'abord l'intention de passer outre et d'éviter le renvoi du projet à la Chambre des Députés; mais des amendements ont été présentés par des membres du Sénat en dehors de la Commission.

L'examen de ces amendements a donné lieu, en présence du Ministre de la Guerre, à des discussions approfondies qui ont mis en évidence l'avantage qu'il y aurait à apporter quelques modifications à la rédaction du projet de la Chambre. Ces modifications portent sur les points suivants :

1° L'article 5 dudit projet est ainsi conçu :

« Toute infraction aux dispositions ci-dessus *peut entraîner* pour le délinquant une amende de 100 à 500 francs. »

Ces mots *peut entraîner* semblent laisser au juge une faculté qui ne saurait en aucun cas lui appartenir en matière pénale. Les lois pénales surtout ont un caractère impératif, et quand les faits constitutifs d'un délit sont constants, le juge ne peut se dispenser d'appliquer la peine fixée par la loi.

2° L'article 6 dit : Toute personne convaincue d'entretenir des pigeons *destinés* à établir des relations nuisibles à la sécurité de l'État tombe sous le coup *de la loi sur l'espionnage*.

Le mot *destinés* n'indique qu'une intention.

La loi n'atteint que les faits accomplis, elle ne peut frapper une intention qui n'est pas réalisée par un fait. Nous remplaçons les mots *destinés à* par ceux-ci : *servant à*.

Quant à la loi sur l'espionnage, elle prévoit dans les sept premiers articles sept délits différents punis de peines différentes aussi. Un tribunal saisi dans ces conditions aurait la plus grande difficulté d'appliquer une peine. Le délit prévu au présent article ne peut être assimilé à aucun

de ceux définis par la loi sur l'espionnage et il est d'ailleurs interdit en matière pénale de raisonner par analogie.

Il y a lieu de fixer la peine.

3° Le projet de la Chambre supprime la disposition qui figure dans le premier projet du Ministre de la Guerre, disposition qui donne au Gouvernement la faculté d'interdire par décret, à un moment donné, toute importation en France de pigeons voyageurs et même tout mouvement desdits pigeons à l'intérieur.

Il nous a semblé nécessaire de maintenir cette faculté qui, d'après les propres expressions de l'exposé des motifs du projet déposé par le Gouvernement, est indispensable pour sauvegarder les intérêts et la sûreté de l'État, en cas de guerre ou de troubles intérieurs.

En résumé, votre Commission vous propose d'adopter le projet de loi suivant :

PROJET DE LOI

ARTICLE PREMIER.

Toute personne voulant ouvrir un colombier de pigeons voyageurs doit en obtenir préalablement l'autorisation du Préfet de son département.

ART. 2.

Toute personne qui reçoit à titre permanent ou transitoire des pigeons voyageurs est tenue d'en faire la déclaration et d'en indiquer la provenance à la mairie dans un délai de deux jours.

ART. 3.

Chaque année, à la date fixée par le Ministre de l'Intérieur, un recensement de pigeons voyageurs sera fait dans toutes les communes de France par les soins des municipalités.

ART. 4.

Sera punie d'une amende de cent à cinq cents francs toute personne en contravention aux prescriptions des articles 1 et 2.

Sera punie, en outre, d'un emprisonnement de trois mois à deux ans, toute personne qui aura ~~organisé un colombier clandestin de~~ pigeons voyageurs servant à établir des relations nuisibles à la sûreté de l'État.

ART. 5.

Le Gouvernement pourra interdire par décret, sur la proposition des Ministres de l'Intérieur et de la Guerre, toute importation de pigeons étrangers en France ainsi que tout mouvement de pigeons voyageurs à l'intérieur.

Toute infraction aux prescriptions dudit décret sera punie des peines édictées au paragraphe 2 de l'article 4.

ART. 6.

L'article 463 du Code pénal est applicable aux infractions prévues par la présente loi.

38083

PARIS. — IMPRIMERIE DU SÉNAT, PALAIS DU LUXEMBOURG. — P. MOUILLOT.

Voté au Sénat le Décembre 1894.

N° 14

SÉNAT

SESSION EXTRAORDINAIRE 1894

Annexe au procès-verbal de la séance du 15 novembre 1894.

RAPPORT

FAIT

*Au nom de la Commission de l'Armée¹, chargée d'examiner
le projet de loi, ADOPTÉ PAR LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS,
relatif aux pigeons voyageurs,*

PAR M. TÉZENAS

Sénateur.

MESSIEURS,

L'élevage des pigeons voyageurs a pris un grand développement depuis quelques années en France et à l'étranger, surtout en Belgique.

De nombreuses Sociétés dites colombophiles se sont constituées pour établir des concours de vitesse et engager des paris.

(1) Cette Commission est composée de MM. DE FREYCINET, *Président*; BERTHELOT, Général JAPY, *Vice-Présidents*; PREVET, *Secrétaire*; PEYTRAL, Alexandre LEFÈVRE, BADUEL, Général BILLOT, LACAVE-LAPLAGNE, LE ROYER, CORNIL, BERNARD, Léon LABBÉ, BARDOUX, DE VERNINAC, TÉZENAS, BENAZET, GUYOT-LAVALINE.

M. Édouard DUPRÉ, *Secrétaire-Adjoint*.

(Voir les nos 165, Sénat, session ordinaire de 1894, et 253-732, - 6^e législ. -- de la Chambre des Députés.)

Des milliers de pigeons voyageurs sont, dans ce but, journellement introduits en France.

Cet état de choses n'est pas sans inconvénient : les pigeons voyageurs pourraient, en cas de guerre, être utilisés pour l'établissement de lignes de correspondances clandestines. Aussi un décret du 15 septembre 1885 a-t-il prescrit le recensement des pigeons voyageurs par les soins des maires sur la déclaration des propriétaires ; mais ce décret, ne comportant aucune sanction, n'a donné que des résultats insuffisants. Il a paru nécessaire de le compléter par une loi impliquant des pénalités contre les infractions aux prescriptions de ce décret.

En conséquence, votre Commission vous propose d'adopter le projet de loi suivant, voté par la Chambre des Députés.

PROJET DE LOI

ARTICLE PREMIER.

Tous les ans, au mois de septembre, à la date fixée par M. le Ministre de l'Intérieur, un recensement des pigeons voyageurs est effectué dans toutes les communes de France par les soins des municipalités.

ART. 2.

Dans les quinze jours qui suivent la publication de l'avis du recensement, les propriétaires des pigeons voyageurs sont dans l'obligation de faire à la mairie du lieu où ils résident la déclaration de leurs colombiers, du nombre des pigeons voyageurs qu'ils y détiennent et de leur provenance.

ART. 3.

Dans l'intervalle d'un recensement à l'autre, tout propriétaire désirant ouvrir un colombier est dans l'obligation d'en faire la demande à l'autorité préfectorale et d'en obtenir l'autorisation.

ART. 4.

Dans l'intervalle d'un recensement à l'autre, toute personne, recevant à titre permanent ou transitoire des pigeons

voyageurs, est tenue d'en faire la déclaration à la mairie et d'en indiquer la provenance dans un délai de deux jours.

ART. 5.

Toute infraction aux dispositions fixées par les articles 2, 3 et 4 ci-dessus peut entraîner pour le délinquant une amende de 100 à 500 francs.

L'article 463 du Code pénal est applicable aux infractions prévues par la présente loi.

ART. 6.

Toute personne convaincue d'entretenir, à titre permanent ou transitoire, des pigeons destinés à établir des relations nuisibles à la sécurité de l'État, tombe sous le coup de la loi sur l'espionnage.

ART. 7.

En temps de guerre, les délinquants sont justiciables des conseils de guerre.

N° 165

SÉNAT

SESSION 1894.

Annexe au procès-verbal de la séance du 12 juillet 1894.

PROJET DE LOI

ADOPTÉ PAR LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS

Relatif aux pigeons voyageurs,

PRÉSENTÉ, AU NOM DE

M. CASIMIR-PERIER

Président de la République française,

Par M. Charles DUPUY

Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur et des Cultes,

Et par M. le Général MERCIER

Ministre de la Guerre,

(Renvoyé à la Commission de l'Armée).

EXPOSÉ DES MOTIFS

Le Gouvernement a présenté à la Chambre des Députés, dans sa séance du 15 janvier 1894, un projet de loi relatif aux pigeons voyageurs.

La Chambre des Députés a adopté ce projet de loi dans sa séance du 7 juillet 1894, et nous avons l'honneur de le soumettre aujourd'hui aux délibérations du Sénat.

(Voir les nos 253-732, — 6^e législ. — de la Chambre des Députés.)

Le Gouvernement n'a rien à ajouter à l'exposé des motifs qui accompagnait le projet de loi déposé sur le bureau de la Chambre des Députés.

Le Président de la République française,

DÉCRÈTE :

Le projet de loi dont la teneur suit, déjà voté par la Chambre des Députés, sera présenté au Sénat par le Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur, et par le Ministre de la Guerre, chargés d'en exposer les motifs et d'en soutenir la discussion.

PROJET DE LOI

ARTICLE PREMIER.

Tous les ans, au mois de septembre, à la date fixée par M. le Ministre de l'Intérieur, un recensement des pigeons voyageurs est effectué dans toutes les communes de France par les soins des municipalités.

ART. 2.

Dans les quinze jours qui suivent la publication de l'avis du recensement, les propriétaires des pigeons voyageurs sont dans l'obligation de faire à la mairie du lieu où ils résident la déclaration de leurs colombiers, du nombre des pigeons voyageurs qu'ils y détiennent et de leur provenance.

ART. 3.

Dans l'intervalle d'un recensement à l'autre, tout propriétaire désirant ouvrir un colombier est dans l'obligation d'en faire la demande à l'autorité préfectorale et d'en obtenir l'autorisation.

ART. 4.

Dans l'intervalle d'un recensement à l'autre, toute personne, recevant à titre permanent ou transitoire des pigeons

voyageurs, est tenue d'en faire la déclaration à la mairie et d'en indiquer la provenance dans un délai de deux jours.

ART. 5.

Toute infraction aux dispositions fixées par les articles 2, 3 et 4 ci-dessus peut entraîner pour le délinquant une amende de 100 à 500 francs.

L'article 463 du Code pénal est applicable aux infractions prévues par la présente loi.

ART. 6.

Toute personne convaincue d'entretenir, à titre permanent ou transitoire, des pigeons destinés à établir des relations nuisibles à la sécurité de l'État, tombe sous le coup de la loi sur l'espionnage.

ART. 7.

En temps de guerre, les délinquants sont justiciables des conseils de guerre.

Fait à Paris, le 12 juillet 1894.

Le Président de la République française,

Signé : CASIMIR-PERIER.

Par le Président de la République :

Le Président du Conseil,
Ministre de l'Intérieur et des Cultes,

Signé : CH. DUPUY.

Le Ministre de la Guerre :

Signé : A. MERCIER.

37217

N° 732
CHAMBRE DES DÉPUTÉS

SIXIÈME LÉGISLATURE
SESSION DE 1894

Annexe au procès-verbal de la séance du 21 juin 1894.

RAPPORT

FAIT

AU NOM DE LA COMMISSION DE L'ARMÉE * CHARGÉE D'EXAMINER
LE PROJET DE LOI *relatif aux pigeons voyageurs*,

PAR M. le général IUNG,

Député.

Messieurs,

Dans ces dernières années, de nombreuses sociétés colombophiles se sont créées, tant en France qu'à l'étranger, en vue d'entraînements et de paris, dits à la course.

Des colombiers ont été constitués. La plupart ont été dé-

* Cette Commission est composée de MM. Mézières, *président*; Jules Roche, baron Reille, *vice-présidents*; Le Hérissé, Deloncle, Pourquery de Boisserin, *secrétaires*; Antoine Perrier (Savoie), Levet, Duval, du Breil comte de Pontbriand, Lebaudy, Jules Develle, marquis de Moustier, Dujardin-Beaumetz, comte de Lanjuinais, général Riu, baron Demarçay, lieutenant-colonel Guérin, Joseph Reinach, Godefroy Cavaignac, Royer, Legludic, Guyot-Dessaigne, vicomte de Montfort, Thonion, général Iung, Étienne, Lannes de Montebello, marquis de La Ferronnays, Cornudet, Henri Brisson, Trélat, Chapuis.

(Voir la *Table générale des impressions* de la 5^e législature, p. 32. — Chambre des Députés, n° 253.)

clarés à l'autorité, conformément aux termes du décret du 15 septembre 1885. D'autres ont échappé à tout contrôle.

Afin d'éviter les inconvénients multiples pouvant résulter d'un pareil état de choses, nous avons l'honneur de vous proposer l'adoption du projet de loi suivant :

PROJET DE LOI

Article premier.

Tous les ans, au mois de septembre, à la date fixée par M. le Ministre de l'Intérieur, un recensement des pigeons voyageurs est effectué dans toutes les communes de France par les soins des municipalités.

Art. 2.

Dans les quinze jours qui suivent la publication de l'avis du recensement, les propriétaires des pigeons voyageurs sont dans l'obligation de faire à la mairie du lieu où ils résident la déclaration de leurs colombiers, du nombre des pigeons voyageurs qu'ils y détiennent et de leur provenance.

Art. 3.

Dans l'intervalle d'un recensement à l'autre, tout propriétaire désirant ouvrir un colombier est dans l'obligation d'en faire la demande à l'autorité préfectorale et d'en obtenir l'autorisation.

Art. 4.

Dans l'intervalle d'un recensement à l'autre, toute personne, recevant à titre permanent ou transitoire des pigeons

voyageurs, est tenue d'en faire la déclaration à la mairie et d'en indiquer la provenance dans un délai de deux jours.

Art. 5.

Toute infraction aux dispositions fixées par les articles 2, 3 et 4 ci-dessus, peut entraîner pour le délinquant une amende de 100 à 500 francs.

L'article 463 du Code pénal est applicable aux infractions prévues par la présente loi.

Art. 6.

Toute personne convaincue d'entretenir, à titre permanent ou transitoire, des pigeons destinés à établir des relations nuisibles à la sécurité de l'État, tombe sous le coup de la loi sur l'espionnage.

Art. 7.

En temps de guerre, les délinquants sont justiciables des conseils de guerre.

N° 1718
CHAMBRE DES DÉPUTÉS

CINQUIÈME LÉGISLATURE
SESSION EXTRAORDINAIRE DE 1891

Annexe au procès-verbal de la séance du 12 novembre 1891.

PROJET DE LOI

relatif aux pigeons voyageurs.

(Renvoyé à la Commission de l'armée.)

PRÉSENTÉ,

AU NOM DE M. CARNOT,

Président de la République française,

PAR M. DE FREYCINET,

Président du Conseil, Ministre de la Guerre,

ET PAR M. CONSTANS,

Ministre de l'Intérieur.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

Messieurs,

Il s'est créé depuis quelques années en France et dans les autres puissances du Nord, particulièrement en Belgique, un grand nombre de sociétés colombophiles composées d'a-

mateurs possédant des pigeons voyageurs, qui se réunissent pour faire des entraînements et des concours de vitesse en vue de paris à la course.

Le nombre des pigeons voyageurs introduits en France, en 1890, par les sociétés belges et entraînés jusqu'à Paris et jusqu'à Bordeaux et Bayonne a dépassé trois millions.

Le Gouvernement s'est préoccupé à diverses reprises des dangers que pourrait entraîner pour la sécurité de l'État, l'utilisation clandestine des pigeons-voyageurs en vue de l'établissement de lignes de correspondances occultes, en cas de troubles intérieurs et particulièrement en cas de guerre.

Afin de se mettre en mesure d'être renseigné sur les colombiers existant sur notre territoire et afin de permettre à l'autorité militaire d'utiliser éventuellement les pigeons voyageurs des sociétés françaises, un décret du 15 septembre 1885 a prescrit qu'un recensement des pigeons voyageurs serait effectué, tous les ans, par les soins des maires, sur la déclaration obligatoire des propriétaires et au besoin d'office.

Mais ce décret n'a prévu aucune pénalité contre les personnes qui ne feraient pas au maire de la commune la déclaration des pigeons voyageurs existant chez elles à titre permanent ou provisoire.

Dans ces conditions l'action des agents du Ministère de l'Intérieur est restée très limitée et leur surveillance sur les colombiers clandestins ne peut être qu'illusoire et sans effet.

Il est donc nécessaire de compléter ce décret et de prévoir par une loi des pénalités contre toute personne qui ne se conformerait pas à ses prescriptions.

En outre de cette disposition, il est encore indispensable de conférer au Gouvernement le pouvoir d'interdire par décret, lorsqu'il le jugera nécessaire, pour sauvegarder les intérêts et la sécurité de l'État, toute importation de pigeons en France et tout mouvement de pigeons-voyageurs à l'intérieur qui ne serait pas ordonné par l'autorité militaire.

Nous avons l'honneur de vous soumettre un projet de loi élaboré dans ce sens, dont la teneur suit :

PROJET DE LOI.

Le Président de la République française

Décrète :

Le projet de loi dont la teneur suit sera présenté à la Chambre des Députés par le Président du Conseil, Ministre de la Guerre et par le Ministre de l'Intérieur, qui sont chargés d'en exposer les motifs et d'en soutenir la discussion.

Article premier.

Tous les ans, un recensement des pigeons-voyageurs est effectué dans toutes les communes de France par les soins des maires, sur la déclaration obligatoire des propriétaires, et au besoin d'office, dans les conditions spécifiées par le décret du 15 septembre 1885.

Art. 2.

Dans le courant de l'année, tout propriétaire qui ouvre un nouveau colombier, ainsi que toute personne qui reçoit à titre permanent ou transitoire, des pigeons voyageurs, est tenu d'en faire la déclaration à la Mairie dans un délai de deux jours et d'indiquer la provenance des pigeons.

Art. 3.

Sera puni d'une amende de cent à deux mille francs, toute personne qui n'aura pas fait la déclaration prévue par les articles 1 et 2 ci-dessus.

Sera puni, en outre, d'un emprisonnement de trois mois

à deux ans, toute personne qui aura organisé un colombier clandestin, ou entretenu à titre permanent ou transitoire, des pigeons destinés à établir des relations avec l'étranger.

Art. 4.

Le Gouvernement a la faculté d'interdire par décret, sur la proposition des Ministres de la Guerre et de l'Intérieur, toute importation de pigeons étrangers en France, ainsi que tout mouvement de pigeons voyageurs à l'intérieur qui ne serait pas ordonné par l'autorité militaire.

Les pénalités prévues par le 2^e paragraphe de l'article 3 seront applicables, dans ce cas, à toute contravention aux dispositions dudit décret.

Art. 5.

Le Ministre de la Guerre et le Ministre de l'Intérieur sont chargés, en ce qui les concerne, d'assurer l'application de la présente loi.

Fait à Paris, le 12 novembre 1891.

Le Président de la République française,

Signé : CARNOT.

Par le Président de la République :

Le Président du Conseil, Ministre de la Guerre,

Signé : C. DE FREYCINET.

Le Ministre de l'Intérieur,

Signé : CONSTANS.

n° 13

SÉNAT

Paris, le 189

N° 1069

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

SIXIÈME LÉGISLATURE

SESSION EXTRAORDINAIRE DE 1894

Annexe au procès-verbal de la séance du 11 décembre 1894.

PROJET DE LOI

*tendant à autoriser les jeunes gens originaires de l'île
de la Réunion et domiciliés dans les possessions
françaises de la côte orientale d'Afrique à contracter
des engagements pendant la durée de l'expédition
de Madagascar,*

(Renvoyé à la Commission de l'armée.)

PRÉSENTÉ

AU NOM DE M. CASIMIR-PERIER,

Président de la République française,

PAR M. FÉLIX FAURE,

Ministre de la Marine,

PAR M. DELCASSÉ,

Ministre des Colonies,

ET PAR M. le général MERCIER,

Ministre de la Guerre.

EXPOSÉ DES MOTIFS

Messieurs,

Dans le but de permettre aux jeunes gens originaires de l'île de la Réunion de prendre part, dans la plus large mesure possible, à l'expédition de Madagascar, il est indispensable de leur donner la facilité de limiter à la durée des opérations le temps pendant lequel ils pourront être maintenus sous les drapeaux.

Tel est l'objet du projet de loi ci-après, qui est conforme à l'esprit de l'article 61 de la loi du 15 juillet 1889.

PROJET DE LOI

Le Président de la République française,

Décète :

Le projet de loi dont la teneur suit sera présenté à la Chambre des Députés par le Ministre de la Marine, par le Ministre des Colonies et par le Ministre de la Guerre, qui sont chargés d'en exposer les motifs et d'en soutenir la discussion.

Article unique.

Les jeunes gens originaires de l'île de la Réunion et qui sont domiciliés dans nos possessions orientales d'Afrique peuvent être autorisés à contracter des engagements volontaires pour la durée de l'expédition de Madagascar, en vue

de leur incorporation dans les troupes coloniales affectées à cette expédition.

Les conditions de l'engagement et la situation des hommes qui seront admis à le contracter seront déterminées par décrets.

Fait à Paris, le 11 décembre 1894.

Le Président de la République française,

Signé : CASIMIR-PERIER.

Par le Président de la République,

Le Ministre de la Marine,

Signé : F. FAURE.

Le Ministre des Colonies,

Signé ; DELCASSÉ.

Le Ministre de la Guerre,

Signé : A. MERCIER.

N° 52

SÉNAT

SESSION EXTRAORDINAIRE 1894

Annexe au procès-verbal de la séance du 18 décembre 1894.

PROJET DE LOI

ADOPTÉ PAR LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS

Tendant à autoriser les jeunes gens originaires de l'île de la Réunion, et domiciliés dans les possessions françaises de la côte orientale d'Afrique, à contracter des engagements pendant la durée de l'expédition de Madagascar,

PRÉSENTÉ, AU NOM DE

M. CASIMIR-PERIER

Président de la République française,

Par **M. Félix FAURE**

Ministre de la Marine,

Par **M. DELCASSÉ**

Ministre des Colonies,

Et par **M. le Général MERCIER**

Ministre de la Guerre.

(Renvoyé à la Commission de l'Armée. — Urgence déclarée.)

EXPOSÉ DES MOTIFS

Le Gouvernement a présenté, le 11 décembre 1894, à la Chambre des Députés, un projet de loi tendant à autoriser

(Voir les nos 1069 et 1088, — 6^e législ. — de la Chambre des Députés.

les jeunes gens originaires de l'île de la Réunion et domiciliés dans les possessions françaises de la côte orientale d'Afrique à contracter des engagements pendant la durée de l'expédition de Madagascar.

La Chambre des Députés a adopté ce projet dans sa séance du 18 décembre, et nous avons l'honneur aujourd'hui de le soumettre à vos délibérations,

Le Gouvernement n'a rien à ajouter à l'exposé des motifs qui accompagnait le projet de loi, et qui a été déjà distribué au Sénat en même temps que la Chambre des Députés en était saisie.

Le Président de la République française,

DÉCRÈTE :

Le projet de loi dont la teneur suit sera présenté au Sénat par le Ministre de la Marine, par le Ministre des Colonies et par le Ministre de la Guerre, qui sont chargés d'en exposer les motifs et d'en soutenir la discussion.

PROJET DE LOI

ARTICLE UNIQUE.

Les jeunes gens originaires de l'île de la Réunion et qui sont domiciliés dans les possessions françaises de l'Afrique Orientale peuvent être autorisés à contracter des engagements volontaires pour la durée de l'expédition de Madagascar, en vue de leur incorporation dans les troupes coloniales affectées à cette expédition.

Les conditions de l'engagement et la situation des hommes qui seront admis à le contracter seront déterminées par décrets.

Fait à Paris, le 18 décembre 1894.

Le Président de la République française,

Signé : CASIMIR-PERIER.

Par le Président de la République :

Le Ministre de la Marine,

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des Colonies,

Signé : DELCASSÉ.

Le Ministre de la Guerre,

Signé : A. MERCIER.

N° 54

SÉNAT

SESSION EXTRAORDINAIRE 1894

Annexe au procès-verbal de la séance du 20 décembre 1894.

RAPPORT

FAIT

*Au nom de la Commission de l'Armée¹, chargée d'examiner
le projet de loi, ADOPTÉ PAR LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS,
tendant à autoriser les **jeunes gens originaires de
l'île de la Réunion** et domiciliés dans les possessions
françaises de la côte orientale d'Afrique à contracter
des engagements pendant la durée de l'expé-
dition de Madagascar,*

PAR M. TÉZENAS

Sénateur.

(Urgence déclarée.)

MESSIEURS,

La Chambre des Députés, dans sa séance du 18 décembre, a adopté un projet de loi présenté par le Gouver-

(1) Cette Commission est composée de MM. DE FREYCINET, *Président*; BERTHELOT, Général JAPY, *Vice-Présidents*; PREVET, *Secrétaire*; PEYTRAL, Alexandre LEFÈVRE, BADUEL, Général BILLOT, LACAVE-LAPLAGNE, LE ROYER, CORNIL, BERNARD, Léon LABBÉ, BARDOUX, DE VERNINAC, TÉZENAS, BENAZET, GUYOT-LAVALINE.

M. Édouard DUPRÉ, *Secrétaire-Adjoint*.

(Voir les nos 52, Sénat, session extraordinaire de 1894, et 1069-1088, — 6^e législ. — de la Chambre des Députés.)

Nous vous demandons donc de l'adopter.

PROJET DE LOI

ARTICLE UNIQUE.

Les jeunes gens originaires de l'île de la Réunion et qui sont domiciliés dans les possessions françaises de l'Afrique Orientale peuvent être autorisés à contracter des engagements volontaires pour la durée de l'expédition de Madagascar, en vue de leur incorporation dans les troupes coloniales affectées à cette expédition.

Les conditions de l'engagement et la situation des hommes qui seront admis à le contracter seront déterminées par décrets.